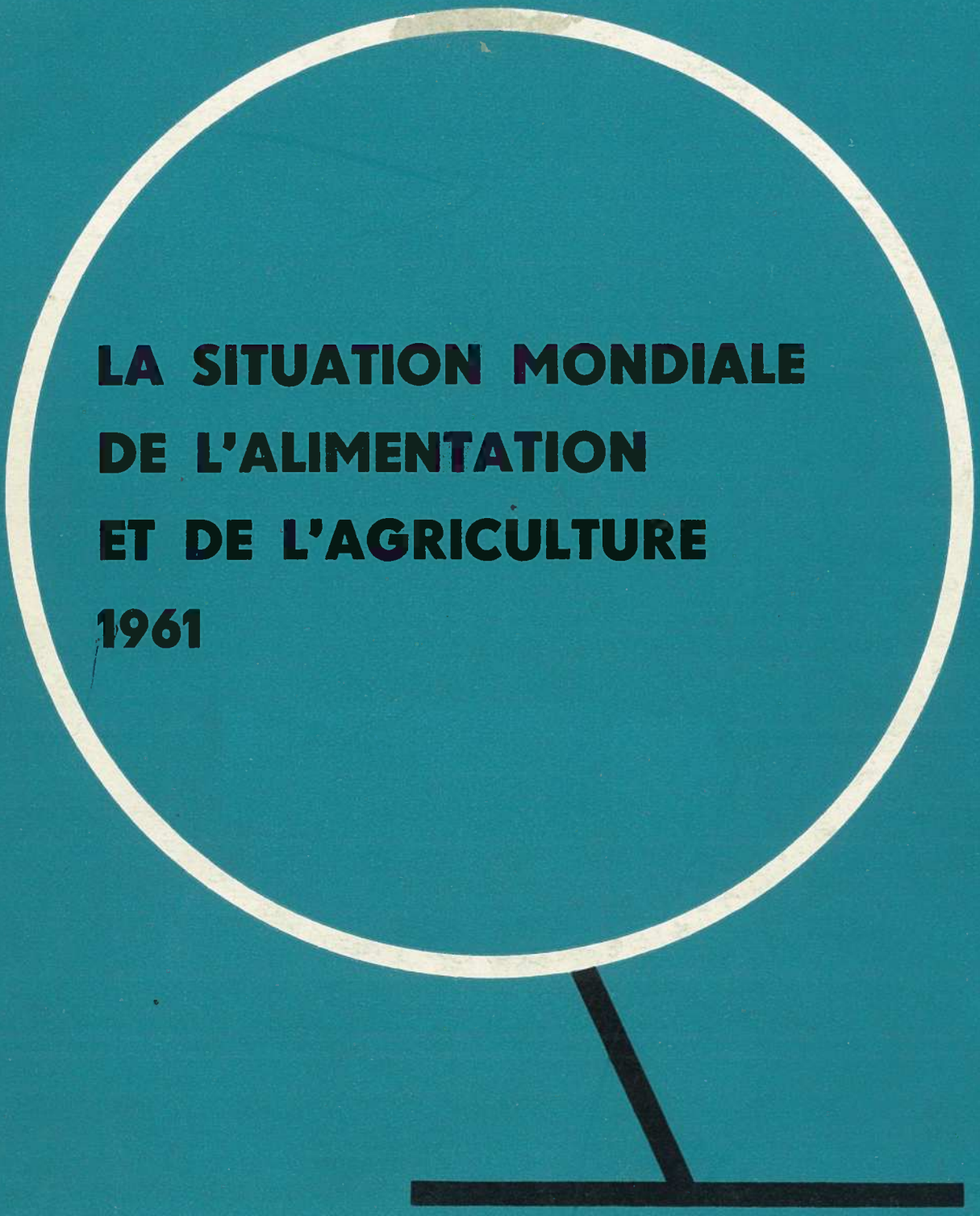
LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1961



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1961

CL 61/6

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1961

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
ROME 1961

Les renseignements statistiques figurant dans cette publication sont basés sur les données dont disposait la FAO jusqu'au 30 juin 1961.

Les désignations utilisées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

© FAO 1961

Imprimé en Italie

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 1

I. Résumé 3

II. Situation et perspectives mondiales 15

PRODUCTION AGRICOLE 15
Production alimentaire et population 16
Production agricole régionale en 1960/61 19
Principaux produits agricoles 23
Produits de la pêche 25
Produits forestiers 26

VARIATION DES STOCKS 28

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LA DEMANDE DE PRODUITS AGRICOLES 31

DISPONIBILITÉS ET CONSOMMATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES 33

COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES 35
Volume du commerce des principaux produits agricoles 37
Tendances régionales du volume du commerce 40
Niveaux des prix sur les marchés internationaux 44
Recettes de l'exportation des produits agricoles 47
Exportations à des conditions spéciales 48
Commerce agricole de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale 51

PRIX ET REVENUS AGRICOLES 53
Faits nouveaux intervenus en 1960 53
Tendances à long terme 56
Revenus agricoles et politiques de prix 63

PRIX DE CONSOMMATION 65

CRÉDIT AGRICOLE INSTITUTIONNEL 66

POLITIQUES AGRICOLES ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT 69
Amérique du Nord 72
Australie et Nouvelle-Zélande 74
Europe occidentale 74
Europe orientale et U.R.S.S. 78
Amérique latine 80

Extrême-Orient 83
Proche-Orient 86
Afrique 88
Politique en matière de pêches 90
Politiques forestières 92

PERSPECTIVES A COURT TERME 93
Activité économique et demande 93
Perspectives de la production agricole pour 1961/62 94
Perspectives des produits 95

III. Réforme agraire et transformation institutionnelle 98

PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS 98
Europe 98
Amérique du Nord 102
Amérique latine 102
Proche-Orient 105
Extrême-Orient 108
Afrique 114

ASPECTS FONDAMENTAUX DES MESURES DE RÉFORME AGRAIRE 116
Fermage 119
Vulgarisation 120
Apports 121
Financement 121
Commercialisation 122
Développement communautaire 123
Remembrement 125
Colonies agricoles 126

IV. Vulgarisation, enseignement et recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine 129

INTRODUCTION 129

VULGARISATION AGRICOLE 129
Organisation des services de vulgarisation agricole 130
Le personnel de vulgarisation agricole et sa formation 133
La vulgarisation auprès des femmes et de la jeunesse rurale 136
Etablissement des programmes de vulgarisation 138
Méthodes de vulgarisation agricole 139

ENSEIGNEMENT AGRICOLE 140
Enseignement supérieur 140
Enseignement secondaire ou moyen 143
Enseignement pratique de l'agriculture 145
Enseignement agricole en vue de la vulgarisation et de la recherche 146

RECHERCHE AGRICOLE 146
Recherche fondamentale et recherche appliquée 146
Structure des services de recherche 148
Coopération internationale dans le domaine de la recherche agricole 152

EVALUATION DES SERVICES DE VULGARISATION, DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT AGRICOLES 153
Ressources consacrées à la vulgarisation, à la recherche et à l'enseignement agricoles 154
Amélioration à apporter aux services de vulgarisation, de recherche et d'enseignement agricoles 154
Observations d'ordre général 155

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE 156

Tableaux annexes

1A. Indices du volume de la production agricole, par région et pays 161
1B. Indices de la production alimentaire par habitant, par région et pays 162
2A. Production mondiale des principaux produits 163
2B. Exportations mondiales des principaux produits 164
3A. Europe occidentale: Production des principaux produits 165
3B. Europe occidentale: Exportations et importations des principaux produits 166
4A. Europe orientale et U.R.S.S.: Production des principaux produits 167
4B. Europe orientale et U.R.S.S.: Exportations et importations des principaux produits 168
4C. U.R.S.S.: Production et exportations de produits forestiers 169
5A. Amérique du Nord: Production des principaux produits 170
5B. Amérique du Nord: Exportations et importations des principaux produits 171
6A. Océanie: Production des principaux produits 172
6B. Océanie: Exportations et importations des principaux produits 172
7A. Amérique latine: Production des principaux produits 173
7B. Amérique latine: Exportations et importations des principaux produits 174
8A. Extrême-Orient (non compris la Chine continentale): Production des principaux produits 175
8B. Extrême-Orient (non compris la Chine continentale): Exportations et importations des principaux produits 176
9A. Proche-Orient: Production des principaux produits 177
9B. Proche-Orient: Exportations et importations des principaux produits 178
10A. Afrique: Production des principaux produits 179
10B. Afrique: Exportations et importations des principaux produits 180
11. Quantités totales (poids vifs) de poissons, crustacés, mollusques, etc., pêchées par certains pays 181
12. Opérations de la Commodity Credit Corporation des Etats-Unis: Quantités en stocks et montant des investissements 183
13A. Denrées alimentaires disponibles pour la consommation humaine dans certains pays 184
13B. Teneur en calories et en protéines des disponibilités alimentaires moyennes de certains pays 187
14. Valeur unitaire moyenne à l'exportation des produits agricoles 190
15. Valeur unitaire moyenne des exportations mondiales et termes de l'échange des produits agricoles et forestiers, par grandes catégories de produits 192
16. Dépenses consacrées aux produits alimentaires et boissons, en pourcentage des dépenses totales de consommation 193
17. Crédits agricoles institutionnels: Montants octroyés et montants non liquidés, dans certains pays 194

Liste des graphiques

II- 1. Tendances de la production alimentaire régionale par rapport à l'accroissement démographique, avant-guerre à 1960/61 17

II- 2. Production mondiale des principaux produits, 1959/60 et 1960/61 24

II- 3. Indices des principaux stocks de produits agricoles dans le monde et en Amérique du Nord 31

II- 4. Estimation des disponibilités alimentaires par habitant, par région 34

II- 5. Commerce net de produits agricoles par région 43

II- 6. Indices des valeurs unitaires moyennes (prix moyens) à l'exportation des produits agricoles entrant dans le commerce mondial, par groupes de produits 44

II- 7. Valeurs unitaires moyennes (prix moyens) à l'exportation de certains produits agricoles entrant dans le commerce mondial 46

II- 8. Indices des prix reçus et des prix payés par les producteurs dans certains pays 54

II- 9. Etats-Unis: Rapport entre les dépenses des consommateurs et les ventes, au stade de l'exploitation, de produits destinés à la consommation intérieure 57

II-10. Mouvements des prix agricoles et des prix alimentaires au détail, dans certains pays 58

II-11. Dépenses courantes d'exploitation dans le secteur agricole, en pourcentage de la valeur de la production brute, dans certains pays d'Europe 59

II-12. Diminution, en pourcentage, de la main-d'œuvre rurale dans certains pays, 1950-59 (estimation) 60

II-13. Revenus globaux et par habitant ayant leur origine dans l'agriculture et revenu national par habitant, tous secteurs 62

II-14. Crédit agricole institutionnel: Total des prêts restant à rembourser en fin d'année dans certains pays 68

II-15. Crédit agricole institutionnel: Prêts octroyés au cours de l'année dans certains pays 68

IV- 1. Rapport agriculteurs/vulgarisateurs sur le terrain, dans certains pays de l'Europe et de l'Amérique latine, 1959 134

IV- 2. Personnel de vulgarisation à l'échelon central, provincial ou régional, et local, dans certains pays, 1959 134

IV- 3. Effectifs des étudiants dans certains pays, 1950-59 142

IV- 4. Emploi des diplômés des écoles supérieures d'agriculture, dans certains pays, 1955-59 142

AVANT-PROPOS

De l'examen de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1961, se dégage à nouveau le schéma général qui nous est devenu familier depuis dix ans. Il y a toujours abondance et souvent pléthore de produits agricoles dans le monde économiquement développé, alors que la malnutrition, voire la faim, règnent encore dans de nombreux pays insuffisamment développés. Les prix agricoles mondiaux ont continué de baisser, notamment ceux de la plupart des produits qui constituent la base des exportations des pays insuffisamment développés, de sorte que, malgré les efforts de ces derniers pour accroître le volume de leurs exportations, les recettes qui leur sont indispensables pour financer leurs importations de biens d'équipement et pour améliorer les revenus et les niveaux de vie de leur population agricole n'ont augmenté que faiblement ou même pas du tout. Il y a là deux problèmes fondamentaux, qui débordent le domaine purement agricole et qui ne sont pas susceptibles d'une solution rapide. Ils continueront à se poser à nous pendant de nombreuses années encore.

L'année 1960/61, comme les autres, a connu des développements heureux et d'autres moins favorables. En face de l'accroissement continu de la population, la production agricole n'a guère augmenté. En fait, si les statistiques permettaient d'englober dans cette étude la Chine continentale, on constaterait probablement une certaine baisse à l'échelon mondial, en raison des récoltes désastreuses déterminées dans ce pays par toute une série de catastrophes naturelles.

Si l'on considère en revanche l'Extrême-Orient sans la Chine continentale, on constate que cette région, la plus mal nourrie et aussi la plus peuplée, a enregistré de bonnes récoltes pour la troisième campagne consécutive. Le grave retard qu'avait pris la production pendant la guerre a été finalement rattrapé et la production alimentaire par habitant est revenue en 1960/61 à son niveau d'avant-guerre. Depuis plusieurs années, c'est seulement grâce à une réduction des exportations et à un accroissement des importations, y compris de fortes livraisons faites à des conditions particulièrement généreuses, qu'on a pu maintenir les disponibilités alimentaires moyennes légèrement au-dessus du faible niveau qu'elles atteignaient avant la guerre.

Un deuxième élément favorable réside dans la détermination toujours plus ferme d'utiliser plus amplement encore les abondants approvisionnements alimentaires existant dans certaines régions pour soulager la misère et favoriser le progrès économique dans les pays insuffisamment développés. L'intérêt de plus en plus vif que suscitent ces problèmes au sein des Nations Unies, les appuis toujours plus nombreux que recueille la Campagne de la FAO contre la faim, le programme de l'alimentation au service de la paix organisé aux Etats-Unis et les mesures analogues prises dans divers autres pays, tout cela atteste une volonté croissante d'atténuer les disparités les plus criantes entre le monde développé et le monde insuffisamment développé. Il n'est pas douteux que l'utilisation plus complète des excédents alimentaires pourrait renforcer puissamment l'assistance économique et technique de caractère multilatéral et bilatéral fournie aux pays insuffisamment développés.

La FAO a toujours souligné que la victoire définitive sur la faim et la malnutrition dans ces pays ne sera obtenue qu'au prix d'un relèvement considérable de la productivité de leur propre agriculture. C'est une nécessité qu'il ne faudra jamais perdre de vue lorsqu'on mettra en œuvre des mesures d'utilisation des excédents alimentaires.

Dans les deux volumes précédents de La situation de l'alimentation et de l'agriculture, *des chapitres spéciaux examinaient, à la lumière de l'expérience d'après-guerre, les problèmes généraux du développement agricole des pays en question. Ces problèmes étaient considérés du point de vue des agriculteurs, dont les efforts pour améliorer leur production et leur mode de vie sont freinés par la pauvreté, l'ignorance et souvent par des structures agraires et un cadre institutionnel périmés. Ils avaient été considérés également du point de vue des gouvernements en ce qui concerne la planification du développement agricole, secteur-clé du progrès économique général, et la création de conditions économiques et sociales de nature à offrir de bonnes chances de succès aux plans de développement agricole.*

Cette année, deux des aspects les plus fondamentaux du développement agricole font l'objet d'une étude spéciale. Dans le chapitre III, on examine les mesures de réforme agraire qui ont été mises en œuvre depuis la fin de la guerre. Il est incontestable qu'à aucun moment de l'histoire on n'avait assisté à des efforts d'une telle ampleur, affectant une telle proportion de la population mondiale, pour instaurer des régimes fonciers mieux adaptés aux besoins actuels. Naturellement, il y a beaucoup d'enseignements à tirer des résultats que des pays présentant une extrême diversité de conditions sociales, économiques et géographiques ont obtenus dans la solution de ce problème fondamental. Le chapitre en question souligne combien il importe d'organiser des services efficaces en matière de crédit, de commercialisation et d'aide technique, si l'on veut que la réforme agraire atteigne ses objectifs.

Quant au chapitre IV, il est consacré au développement des services de recherche, d'enseignement et de vulgarisation agricoles dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Depuis un siècle, les sciences agricoles progressent à un rythme toujours plus rapide et, dans les pays où elles ont été appliquées, il n'est pas exagéré de dire qu'elles ont révolutionné l'agriculture. Jusqu'à présent, toutefois, la recherche fondamentale, et plus encore la mise en œuvre de ses découvertes dans la pratique agricole quotidienne, ont été surtout le fait des pays économiquement avancés, jouissant pour la plupart d'un climat tempéré. Adapter ces connaissances toujours plus nombreuses aux climats arides et tropicaux qui sont ceux de la plupart des pays insuffisamment développés, et convaincre les agriculteurs de ces pays à accepter et à utiliser ces découvertes, constitue une tâche immense. Le chapitre résume certaines des conclusions qui commencent à se dégager du propre travail de la FAO et des études qu'elle a consacrées au succès et aux échecs qu'ont rencontrés les efforts des pays insuffisamment développés lorsqu'ils ont entrepris d'organiser leurs services techniques agricoles.



B.R. SEN
Directeur général

Chapitre I - RÉSUMÉ

Chapitre II - Situation et perspectives mondiales

PRODUCTION AGRICOLE

Selon les estimations préliminaires de la FAO pour l'ensemble du monde à l'exclusion de la Chine continentale, le volume total de la production agricole aurait augmenté de 1 pour cent seulement en 1960/61. Ce pourcentage est inférieur à l'accroissement démographique annuel, évalué à 1,6 pour cent. Sur l'ensemble des deux dernières campagnes, cependant, la production paraît avoir continué d'augmenter légèrement plus vite que la population.

La production a encore augmenté de 3 pour cent environ en Extrême-Orient (Chine continentale exclue) et il s'est produit aussi des accroissements assez considérables en Océanie et en Europe occidentale en 1960/61. Une progression d'environ 1 pour cent a été enregistrée en Amérique du Nord, au Proche-Orient et en Afrique. En Amérique latine ainsi qu'en Europe orientale et en U.R.S.S., cependant, des conditions météorologiques défavorables ont fait fléchir la production en 1960/61. En outre, les récoltes ont été catastrophiques en Chine continentale, dont il n'est pas encore possible de tenir compte dans l'indice de la production mondiale.

La production mondiale par habitant a très peu changé depuis la forte progression de 1958/59, mais de grands changements sont à signaler dans différentes régions. Au cours des années de guerre, la production alimentaire avait augmenté moins vite que la population dans toutes les régions du monde, sauf l'Amérique du Nord. Les améliorations intervenues ultérieurement ont porté surtout sur les régions développées. Il semble, cependant, que dans toutes les régions peu développées la production par habitant ait rejoint ou dépassé, à un moment ou à un autre de l'après-guerre, le niveau qu'elle atteignait avant la guerre. En Extrême-Orient (Chine continentale exclue), où la production par habitant est la plus faible du monde, le niveau d'avant-guerre, selon les estimations, aurait été enfin rejoint en 1960/61. En Afrique, au contraire, la production alimentaire par habitant avait rejoint ce niveau peu de temps après la guerre, mais il semble qu'elle soit retombée plus bas en 1960/61. En Amérique latine, où l'accroissement démographique est particulièrement rapide, le niveau d'avant-guerre avait été rejoint approximativement au cours des trois années 1956/57-1958/59, mais, depuis lors, le fléchissement a été très marqué. Au Proche-Orient aussi, la production par habitant a diminué récemment, quoiqu'elle soit encore nettement supérieure à celle d'avant-guerre.

Les denrées agricoles dont la production a nettement augmenté en 1960/61 sont relativement peu nombreuses. A part les pommes, le coprah et l'avoine, dont la production marque une forte reprise, les principales expansions ont porté sur le sucre, le cacao, l'huile d'olive et le riz. C'est en Europe occidentale que la production sucrière a le plus augmenté. La production de cacao s'est accrue de nouveau très fortement au Ghana et au Nigeria, mais la récolte brésilienne a diminué à cause du mauvais temps. Pour ce qui est des bananes, du café et du thé, la production a subi une baisse très accusée en 1960/61; c'est la forte diminution de la récolte brésilienne qui a été le principal facteur du fléchissement de la production caféière. La production d'agrumes, de vin, de jute, de caoutchouc, de laine et d'œufs est également en recul sur 1959/60. Si l'on compare les chiffres de 1960/61 à la moyenne de 1953-57, les accroissements les plus rapides de la production mondiale ont porté sur le café, le soja, le cacao, le sucre, le maïs et le riz.

La production mondiale de poisson, selon les estimations, aurait encore augmenté de 6 pour cent en 1960. Une fois de plus, l'expansion est due pour une bonne part au Pérou, qui est passé rapidement au troisième rang des producteurs mondiaux. La production de l'U.R.S.S. et celle du Japon ont beaucoup augmenté, elles aussi, en 1960, mais les quantités pêchées ont diminué dans plusieurs pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord qui comptent parmi les grands producteurs.

Dans l'ensemble du monde, les quantités enlevées

de bois rond ont augmenté de 3 pour cent environ en 1960, et la production de chacune des principales catégories de produits forestiers a augmenté également. L'accroissement de la production a été très marqué en Europe occidentale et en U.R.S.S. En Amérique du Nord, le volume des abattages est resté à peu près le même qu'en 1959, et la production de sciages a fléchi.

Variation des stocks

En 1960/61, les stocks de céréales secondaires, de beurre et de sucre ont marqué des augmentations particulièrement importantes. Les stocks de blé ont augmenté de nouveau, après être restés relativement stables pendant la campagne précédente. Si les stocks invendus consistent toujours principalement de produits de la zone tempérée, il n'en est pas moins vrai qu'au cours des dernières années la tendance à l'accumulation des stocks a gagné certains secteurs de l'arboriculture tropicale. Le premier produit affecté par cette tendance a été le café, dont les stocks ont de nouveau augmenté fortement en 1960/61; la production de cacao, elle aussi, tend maintenant à dépasser la consommation. Ainsi, il est probable que la proportion des stocks mondiaux concentrés en Amérique du Nord a quelque peu diminué, quoiqu'on l'estime encore à 70 pour cent environ.

L'activité économique et la demande de produits agricoles

En 1960, alors que l'Amérique du Nord subissait une récession modérée, l'activité économique a continué de se développer rapidement dans la plupart des pays d'Europe occidentale et au Japon. Au cours du premier semestre de 1961, toutefois, la récession américaine semblait en voie d'achèvement, tandis que dans certains pays d'Europe l'expansion économique donnait des signes de ralentissement.

Principalement sous l'effet de ces tendances agissant dans les pays industrialisés, l'expansion rapide du commerce mondial à laquelle on avait assisté depuis la fin de la récession précédente a perdu de son élan au cours de la seconde moitié de 1960. Les exportations des pays producteurs primaires ont quelque peu diminué entre le premier et le deuxième semestres de 1960. La balance des paiements a connu des difficultés dans nombre de ces pays ainsi que dans certaines des principales nations commerciales, dont le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

De même que pendant la récession de 1957/58, le ralentissement de l'expansion économique semble avoir eu peu d'effet sur la demande de produits alimentaires. En revanche, pour ce qui est de plusieurs matières premières d'origine agricole, dont le caoutchouc et la laine, et de certains produits forestiers, le ralentissement de l'expansion a exercé une influence très appréciable sur le niveau de la demande.

Disponibilités et consommation de produits alimentaires

Sauf pour l'ensemble du monde, les indices de la production alimentaire par habitant que l'on a analysés plus haut ne mettent pas en évidence les tendances des approvisionnements alimentaires disponibles pour la consommation. Selon des évaluations approximatives, il apparaît qu'en raison d'une diminution des exportations ou d'un accroissement des importations, les disponibilités alimentaires des régions peu développées ont progressé plus vite que la production par habitant. De ce fait, il semble que le niveau d'avant-guerre des disponibilités alimentaires par habitant se trouve dépassé depuis quelques années dans toutes ces régions, bien que la production soit en recul dans certaines d'entre elles.

Néanmoins, les améliorations les plus sensibles des approvisionnements alimentaires se sont produites dans les régions du monde qui étaient déjà mieux alimentées, en sorte que l'écart entre la situation de ces régions et celle des zones défavorisées tend à s'élargir encore. En outre, les améliorations survenues dans les régions peu développées semblent imputables entièrement aux approvisionnements en produits végétaux. Au contraire, dans les régions développées, ce sont les produits de l'élevage qui ont augmenté étant donné que la hausse des revenus incite les consommateurs de produits tels que les céréales à se tourner vers des aliments plus coûteux.

Commerce international des produits agricoles

Bien que l'expansion du commerce mondial des produits agricoles se soit quelque peu ralentie en 1960, le volume et la valeur des exportations ont de nouveau augmenté par rapport à l'année précédente. Le volume des exportations s'est accru de 5 pour cent environ, contre 7 pour cent en 1959, année au cours de laquelle l'activité commerciale marquait une reprise

consécutive à la récession de 1957/58. Les prix moyens des produits agricoles entrant dans le commerce international, qui avaient augmenté en 1959 et dans la première partie de 1960, ont quelque peu fléchi au cours du deuxième semestre de l'année. Néanmoins, sur l'ensemble de 1960, la valeur unitaire moyenne à prix courant a été légèrement plus élevée qu'en 1959 et les recettes totales de l'exportation agricole se sont accrues de 6 pour cent environ. Etant donné que les valeurs unitaires moyennes des produits manufacturés entrant dans le commerce mondial ont augmenté de 3 pour cent, les « termes de l'échange » des exportations agricoles ont fléchi au cours de cette année comme au cours des cinq précédentes, et la valeur « réelle » des exportations agricoles, mesurée par leur pouvoir d'achat en produits manufacturés, n'a augmenté que de 3 pour cent.

Depuis 1948-52, le volume des exportations agricoles a augmenté de 41 pour cent, mais leur valeur n'a augmenté que de 21 pour cent à prix courants et de 10 pour cent seulement en valeur réelle. En outre, les expéditions effectuées à des conditions spéciales ont représenté, au cours des dernières années, de 6 à 9 pour cent de l'ensemble des exportations agricoles. Si l'on considère uniquement les exportations commerciales, leur volume a augmenté de 33 pour cent environ depuis 1948-52, leur valeur à prix courants de 14 pour cent environ et leur valeur réelle d'à peine 4 pour cent.

En 1960, toutes les grandes catégories de produits ont participé à l'expansion du volume des échanges. Les exportations de produits forestiers se sont accrues de 10 pour cent et chacune des trois principales catégories de produits agricoles a marqué un accroissement de 4 à 6 pour cent environ par rapport à 1959. Dans la catégorie des produits d'alimentation humaine et animale, les plus fortes augmentations ont porté sur le blé et le sucre, mais l'accroissement a été faible pour les produits de l'élevage. Dans la catégorie « produits pour boissons et tabac », l'accroissement du volume des échanges est dû principalement au fait que les exportations de cacao ont augmenté d'un cinquième. Pour ce qui est des matières premières agricoles, le fléchissement des importations nord-américaines a été plus que compensé par l'accroissement des importations en Europe occidentale et en Extrême-Orient. Les exportations mondiales de coton se sont accrues d'un quart environ et celles en provenance des Etats-Unis ont doublé, en partie parce que l'on s'attend à des conditions d'exportation moins favorables.

Conformément à la tendance de l'après-guerre, le pourcentage des exportations agricoles en provenance des régions économiquement développées a encore augmenté. Si l'on excepte un léger accroissement des exportations de l'Amérique latine, l'accroissement des exportations agricoles constaté en 1960 est entièrement le fait de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. En Europe occidentale, cette expansion est due, en grande partie, à l'intensification des échanges intrarégionaux. En Amérique du Nord, le coton est responsable pour 70 pour cent environ de l'accroissement des exportations. Côté importation, l'expansion du commerce mondial en 1960 est due pour 90 pour cent environ aux livraisons à l'Europe occidentale et à l'Extrême-Orient. Cette dernière région, qui avait été importatrice nette de produits alimentaires pendant toute la période d'après-guerre, est devenue en 1960 importatrice nette de matières premières agricoles et de produits agricoles toutes catégories; ses importations brutes de produits agricoles sont maintenant comparables, pour le volume, à celles de l'Amérique du Nord, qui ont très peu changé au cours des années récentes.

Les valeurs unitaires moyennes de l'ensemble des produits agricoles ont légèrement augmenté en 1960 par rapport à 1959; il s'est produit une augmentation d'environ 10 pour cent pour les matières premières agricoles, une diminution de l'ordre de 4 pour cent pour la catégorie « produits pour boissons et tabac » et un fléchissement de 1 pour cent pour les produits d'alimentation humaine et animale. Dans le groupe « matières premières », les prix du caoutchouc et du jute ont atteint des niveaux très élevés au cours du premier semestre de 1960, mais les cours du caoutchouc ont diminué ensuite très fortement. Dans la catégorie « produits pour boissons et tabac », les prix du cacao et ceux des cafés africains ont diminué. Dans la catégorie « produits d'alimentation humaine et animale », une légère diminution de la valeur du sucre et des oléagineux n'a pas été entièrement compensée par une hausse de la viande et des fruits.

Les prix de la plupart des produits ont évolué en sens inverse du volume du commerce, de sorte que les effets de ces deux facteurs sur les recettes brutes de l'exportation agricole ont tendu à se neutraliser réciproquement. Néanmoins, le volume et le prix des matières premières ont augmenté l'un et l'autre par rapport à 1960. Comme il a été dit plus haut, la valeur unitaire moyenne des exportations de produits manufacturés a augmenté de 3 pour cent en 1960 et la valeur réelle des recettes de l'exportation agricole a diminué dans la même proportion.

Les recettes, en termes réels, de l'exportation agricole ont augmenté fortement pendant l'année 1960 en Europe occidentale et en Amérique du Nord, augmenté légèrement au Proche-Orient, mais diminué en Océanie, en Extrême-Orient et en Afrique, ce fléchissement étant entièrement imputable, dans les deux dernières régions citées, à la baisse des prix; en Amérique latine, on note peu de changements depuis 1959.

Les exportations effectuées en vertu de programmes financés par le gouvernement des Etats-Unis, qui continuent d'occuper une place prépondérante dans les exportations de produits agricoles faites à des conditions spéciales, se sont encore amplifiées. L'accroissement est dû pour la plus grande partie à l'intensification des expéditions de blé, de farine de blé et de riz. Les exportations de blé et de farine de blé effectuées par les Etats-Unis en 1959/60 et au cours du premier semestre de 1960/61, ont bénéficié, pour près des trois quarts, d'un financement de l'Etat; mais dans le cas du coton, le net accroissement des exportations commerciales a fortement diminué la part des ventes effectuées à des conditions de faveur dans le total des exportations cotonnières des Etats-Unis. Les exportations financées par l'Etat ont représenté 29 pour cent seulement du total des exportations agricoles des Etats-Unis en 1959/60, contre 34 pour cent en 1958/59 et 40 pour cent, chiffre record, en 1956/57. Les importations à des conditions spéciales ont représenté près de 90 pour cent du total des importations de blé de l'Inde et du Pakistan en 1959/60 et 70 à 80 pour cent de celles de la Région égyptienne de la République arabe unie, de la Turquie et de la Yougoslavie.

L'augmentation très prononcée des importations en U.R.S.S. et en Chine continentale a contribué d'une manière appréciable à gonfler le volume du commerce agricole en 1960. Ces deux pays sont devenus de grands importateurs de sucre depuis la dénonciation de l'accord sucrier entre les Etats-Unis et Cuba. En outre, à la suite de la faible récolte de 1960, la Chine continentale a acheté de grandes quantités de blé et d'orge, principalement à l'Australie et au Canada, encore que la majeure partie des tonnages doivent être livrés entre 1961 et 1963.

Prix et revenus agricoles

L'évolution de l'ensemble des prix agricoles n'a suivi aucune tendance régulière en 1960. On ne possède d'ailleurs de données que pour un nombre limité de pays. Néanmoins, pour la majorité d'entre eux, les prix des produits agricoles d'une part, ceux des biens de production agricole et des articles nécessaires à la subsistance des agriculteurs d'autre part, ont évolué défavorablement pour les exploitants. La tendance apparaît plus nettement en baisse si on l'examine sur une période partant du début des années cinquante.

De même, aucune tendance régulière ne se dégage de l'évolution des revenus agricoles en 1960, compte tenu du volume des ventes et des prix. Toutefois, le revenu du secteur agricole semble avoir augmenté légèrement, au moins à prix courants, en Allemagne occidentale, au Canada, aux Etats-Unis, en France et au Royaume-Uni, tandis qu'il aurait quelque peu fléchi en Australie, au Chili, en Grèce et en Italie. Selon des informations incomplètes, il semble aussi s'être produit un certain fléchissement en 1960 au Danemark, en Espagne, en Nouvelle-Zélande et en Yougoslavie.

Les tendances à long terme des revenus agricoles sont étudiées d'une façon assez détaillée. Le rapport indique que dans les pays développés la fraction du revenu du secteur agricole qui provient du marché intérieur (de beaucoup la plus importante, en général) tend à augmenter plus lentement que le revenu national pris dans son ensemble. Les trois principales causes de retard semblent être le fait que l'élasticité-revenu de la demande de produits alimentaires diminue quand les revenus augmentent, que les traitements et la distribution tendent à devenir plus complexes et plus coûteux et que le coût des biens de production provenant des secteurs non agricoles augmente constamment par rapport à la valeur de la production agricole.

L'infériorité du rythme d'expansion des revenus agricoles, néanmoins, est compensée au moins en partie par le fait qu'en raison du déplacement de la main-d'œuvre vers les autres secteurs, la population agricole a nettement diminué au cours des dernières années, ce qui contribue à relever les revenus agricoles par habitant. Le rapport présente des données comparatives sur l'ampleur des changements survenus dans ce domaine au cours des dix dernières années dans un certain nombre de pays importants.

La plupart des pays économiquement évolués s'attachent à réduire les disparités entre les revenus de l'agriculture et ceux des autres secteurs. A la lumière des tendances analysées plus haut, le rapport entreprend de montrer jusqu'à quel point et dans quelles circonstances les revenus agricoles peuvent être améliorés par des mesures de prix agricoles et autres mesures de soutien. Il étudie également l'in-

fluence exercée sur les revenus agricoles par les importations et les exportations et par les « paiements de transfert » de divers types qui, dans bien des pays, sont effectués à partir d'autres secteurs économiques au profit du secteur agricole.

Prix de consommation

La hausse des prix alimentaires de détail, qui dure depuis longtemps déjà, s'est poursuivie en 1960 et l'indice des prix d'alimentation au détail a été plus élevé qu'en 1959 dans les deux tiers environ des 71 pays pour lesquels on dispose de données. Les indices de l'ensemble des prix de détail, eux aussi, ont généralement suivi une évolution en hausse mais, au cours des six ou sept dernières années, il semble que les prix de l'alimentation n'aient pas marqué une tendance générale à augmenter plus vite ou plus lentement que l'ensemble des prix de consommation. En Amérique latine, bien que l'inflation se soit ralentie dans nombre de pays, une hausse rapide des prix persiste dans certains pays. D'autre part, de fortes pressions inflationnistes se sont encore exercées dans certains pays d'Extrême-Orient en 1960.

Crédit agricole institutionnel

D'après les statistiques du crédit agricole institutionnel régulièrement compilées par la FAO, les disponibilités en crédit de cette nature augmentent graduellement dans les pays développés comme dans les pays sous-développés. Dans ces derniers, c'est généralement le crédit à court terme à la production qui a le plus d'importance, tandis que dans les pays développés, les prêts à long terme représentent une plus grande part du crédit institutionnel. Bien que l'on possède très peu de données dignes de foi, ce crédit ne représente qu'une petite fraction du total, surtout dans les pays peu développés. Dans la plupart de ces pays, la part la plus importante est encore fournie, en général à des taux d'intérêt élevés, par des bailleurs de fonds privés, parents d'exploitants, propriétaires terriens, marchands ou prêteurs.

Politiques agricoles et plans de développement

Les politiques et programmes agricoles ont subi d'assez nombreuses modifications en 1960/61. Pour la plupart, elles visaient essentiellement à mieux ajuster la production au niveau et à la structure de la demande, compte tenu de l'état des prix. A cette fin, les pays développés, d'une part, et les pays peu développés, d'autre part, accomplissent depuis plusieurs années des efforts en sens opposé.

Dans les pays développés, l'accroissement de la demande de la plupart des produits agricoles est maintenant peu supérieur au taux d'accroissement de la population, parce que les revenus et la consommation de produits alimentaires atteignent déjà des niveaux élevés. Au contraire, la production agricole tend à s'accroître rapidement dans ces pays, car le progrès technique est important et les politiques de soutien de l'agriculture encouragent les exploitants à mettre en œuvre des moyens perfectionnés. Dans ces conditions, il tend à s'accumuler des excédents, pour un produit puis pour un autre. En outre, en raison de la lenteur de l'accroissement de la demande, il est difficile d'empêcher les revenus et les niveaux de vie agricoles de continuer à décroître par rapport à ceux des autres secteurs économiques.

Dans les pays peu développés, au contraire, la production agricole se développe plus difficilement et elle a réagi assez mollement à la progression de la demande de produits alimentaires, qui s'accroît rapidement sous l'effet d'une évolution démographique accélérée et du relèvement des niveaux de vie généralement peu élevés. Etant donné que la production, et notamment la production commercialisable, n'augmente pas assez vite, les prix des produits alimentaires ont tendu à s'élever, et beaucoup de pays ont dû importer plus de denrées alimentaires ou restreindre leurs exportations. Paradoxalement, on constate dans ces pays que les accroissements de production les plus rapides portent sur certaines des denrées destinées essentiellement à l'exportation vers les pays industrialisés, où, comme on vient de le voir, l'expansion de la demande est lente.

En Europe occidentale, les politiques de prix ont subi en 1960/61 plusieurs modifications affectant surtout les céréales et les produits laitiers. Dans certains pays, les prix de soutien des produits laitiers ont été majorés et l'on espère restreindre la production en appliquant d'autres mesures de contrôle, par exemple en limitant les importations d'aliments du bétail ou en instituant des contingents de production. Pour aider à maintenir les revenus agricoles dans un climat de concurrence plus âpre, les gouvernements des pays d'Europe occidentale ont continué de chercher à améliorer la productivité agricole en aidant les agriculteurs à perfectionner

leurs méthodes et à rationaliser et améliorer la structure et l'organisation agricoles. Obéissant à des considérations analogues, le Japon a promulgué en juin 1961 une loi agricole fondamentale qui vise à aider les exploitations agricoles à devenir des unités économiques viables, principalement au moyen d'améliorations de structure. En Australie, l'on a préconisé d'orienter les exploitations laitières les moins rentables vers d'autres spéculations. Au Canada, la loi sur la restauration et le développement de l'agriculture doit, entre autres, permettre d'affecter à de nouvelles utilisations les terres marginales.

Aux Etats-Unis, le nouveau gouvernement a entrepris une grande refonte des politiques agricoles actuelles. Des actes déjà promulgués et des projets de loi soumis au Congrès comportent plusieurs innovations qui, on l'espère, contribueront plus efficacement à empêcher l'accumulation ultérieure de stocks excédentaires. L'utilisation des produits alimentaires excédentaires pour le développement économique suscite beaucoup plus d'intérêt et c'est pourquoi le nouveau gouvernement a proposé également de proroger la *Public Law 480* (en vertu de laquelle ont été effectuées la majeure partie des opérations d'écoulement d'excédents à des conditions spéciales) en lui donnant une base d'application à plus long terme et en augmentant considérablement les ouvertures de crédits. Il a été proposé également d'établir un cadre multilatéral pour l'écoulement et l'utilisation d'une partie des excédents actuels.

Dans les pays peu développés, les nouveaux plans de développement sont pour la plupart plus complets et plus vastes que les plans antérieurs. Dans certains des pays d'Extrême-Orient, la nécessité urgente d'augmenter la production agricole a conduit à accorder plus de place à l'agriculture. Il apparaît également que certains des pays peu développés réexaminent actuellement leurs politiques de prix afin d'encourager davantage les agriculteurs à produire pour le marché. On se préoccupe toujours davantage de réduire ou d'éliminer les défauts d'ordre institutionnel, en particulier les vices des régimes fonciers, qui neutralisent l'influence des encouragements à la production.

Le montant de l'aide extérieure accordée pour faciliter la réalisation des plans de développement économique des pays peu évolués a encore augmenté. Néanmoins, l'effet de l'aide financière peut être facilement annulé par une détérioration des termes de l'échange. De plus, ces pays peuvent avoir du mal, en raison des fluctuations du prix de leurs exportations agricoles, à maintenir la cadence régulière d'investissement qu'exige le développement économique. Ils s'intéressent donc particulièrement aux mesures internationales tendant à stabiliser les prix mondiaux des produits agricoles. Les mesures les plus importantes qui aient été prises dans ce domaine au cours de la période considérée concernent le café et le cacao.

En U.R.S.S., où les objectifs de production n'ont pas été atteints en 1960, les investissements agricoles de l'Etat doivent augmenter et le système des achats gouvernementaux a été renforcé. En Chine continentale, où la production agricole a souffert de façon très sévère des conditions atmosphériques défavorables, une priorité absolue a été accordée à l'agriculture dans les plans annuels qui ont remplacé le plan quinquennal, et l'organisation communale a été considérablement décentralisée.

La tendance au renforcement de la coordination économique régionale continue à se faire sentir dans les régions développées comme dans les régions peu développées. En Europe occidentale, la Communauté économique européenne et l'Association européenne de libre échange ont accéléré la libération du commerce à l'intérieur de leurs zones respectives; dans les pays de la Communauté, une politique agricole commune est en cours d'élaboration. Douze Etats africains d'expression française parvenus récemment à l'indépendance ont formé l'Organisation afro-malgache de coopération économique. En Amérique latine, l'Association de libre échange a été officiellement inaugurée et un nouveau traité d'intégration économique de l'Amérique centrale, qui prévoit un marché commun, a également été signé.

Perspectives a court terme

On ignore encore si le mouvement de reprise, consécutif à la récession modérée enregistrée en 1960 aux Etats-Unis, sera suivi d'une nouvelle progression vigoureuse. Dans la plus grande partie de l'Europe occidentale et au Japon, bien que l'expansion enregistrée pendant toute l'année 1960 et au début de 1961 semble donner quelques signes de ralentissement dans certains pays, la plupart des pronostics prévoient que la production industrielle et l'activité économique continueront à augmenter rapidement. Si une expansion rapide s'amorce en Amérique du Nord et si, parallèlement, l'activité économique de l'Europe occidentale et du Japon se maintient à un niveau élevé, la demande de matières premières d'origine agricole devrait s'accroître très substantiellement.

On ne possède que des indications fragmentaires sur le niveau probable des récoltes de 1961/62, mais la plupart des données laissent penser que l'accroissement de la production agricole mondiale sera sans doute une fois de plus relativement faible. Quoiqu'il soit encore trop tôt pour juger de leur influence finale sur la production, les pertes dues au mauvais temps semblent être assez nombreuses dans diverses régions du monde. En particulier, on signale que de nombreuses régions de la Chine continentale ont de nouveau été éprouvées par des sécheresses et des inondations après les mauvaises récoltes de 1960. Il est probable que la récolte canadienne de blé diminuera de moitié, sous l'effet d'une sécheresse prolongée dans les provinces de la Prairie.

Ce chapitre du rapport s'achève par quelques remarques sur les perspectives des principaux produits agricoles et des produits des pêches et des forêts.

Chapitre III - Réforme agraire et transformation institutionnelle

Progrés accomplis dans les différentes régions

Sur le plan de la réforme agraire, on constate des différences régionales entre les pays méditerranéens, d'une part, et ceux de l'Europe du Nord et du Nord-Ouest, d'autre part. En raison du progrès technique et du plein emploi, les efforts de ces derniers pays ont tendu surtout à remembrer et agrandir les exploitations et à améliorer les conditions de vie de la collectivité rurale. Cependant, le type dominant reste la petite ou moyenne entreprise exploitée par le propriétaire ou par un locataire, et généralement assez forte pour se passer d'aide. Les pays scandinaves visent principalement à constituer des exploitations de taille optimum pour un propriétaire exploitant et cette politique donne dans l'ensemble de bons résultats.

En Italie, la réforme agraire se propose de porter au maximum la productivité et ainsi de relever le niveau de vie des agriculteurs et de réaliser une meilleure parité entre les revenus dans l'agriculture et dans l'industrie. La Yougoslavie a procédé à une réforme de grande envergure après la guerre et 25 pour cent environ des terres disponibles ont été incorporés à des fermes d'Etat ou à des fermes coopératives; mais en présence des résultats décevants, l'effort de collectivisation a été stoppé et on a remis l'accent sur le caractère volontaire de la participation aux coopératives et sur leur autonomie. En 1958, les coopératives ne comprenaient que 3,4 pour cent des terres cultivées. Cependant, l'objectif de la politique agraire demeure la création d'exploitations collectives ou admettant une forme de coopération plus poussée.

En Europe orientale et en U.R.S.S. également, on constate une tendance à étendre la superficie des exploitations: c'est ainsi que la taille moyenne des fermes collectives soviétiques augmente. Parmi les autres pays d'Europe orientale, seules la Bulgarie et la Tchécoslovaquie appliquent une politique de collectivisation intégrale; ailleurs prévaut une forme de collectivisation incomplète, comportant un profit pour les propriétaires de la terre et du cheptel mort ou vif.

Au Canada et aux Etats-Unis, où il ne se pose guère de problèmes fonciers, on note une nette préférence pour le faire-valoir direct, appuyé sur des services agricoles et des institutions de crédit efficaces.

En Amérique latine, au contraire, les problèmes de réforme agraire sont au tout premier plan. Les pays d'Amérique centrale et du Sud se caractérisent encore par l'existence de *latifundia*, immenses domaines appartenant en général à des propriétaires absentéistes et cultivés de manière médiocre. Ils n'ont été abolis qu'au Mexique, en Bolivie et à Cuba, par expropriation des grandes plantations et redistribution de la terre. Dans de nombreux pays d'Amérique latine où il existe des possibilités de colonisation, on se préoccupe davantage d'installer des migrants ou des immigrants en vue de réaliser une agriculture plus intensive que d'appliquer des mesures classiques de réforme agraire. Il ne semble pas qu'il se manifeste une hostilité aux grands domaines en tant que tels, mais des efforts sont en cours pour lutter contre la mauvaise utilisation ou le gaspillage des ressources potentielles. La plupart des pays d'Amérique latine ont adopté une législation étendue en matière de régime foncier, mais son application laisse beaucoup à désirer, car le dénûment et l'ignorance du fermier moyen sont si grands que la protection offerte par la loi est rarement efficace.

Parmi les pays du Proche-Orient, également, on

constate des différences sensibles en ce qui concerne tant le contenu que le mode d'application de la réforme agraire. En Iran, par exemple, cette réforme présente trois aspects: distribution d'une partie des terres de la Couronne (dont 50 pour cent avaient été attribués à 30 000 familles en avril 1961), distribution des terres appartenant à l'Etat et redistribution de l'excédent de terres des particuliers, en vertu de la loi de réforme agraire de 1960. Les deux dernières séries de mesures en sont à leur stade initial.

En Irak, l'application de la loi générale de réforme de l'agriculture adoptée en 1958 n'a commencé que récemment. Jusqu'à présent, 75 000 hectares environ ont été répartis entre 10 000 familles. Les systèmes d'exploitation et de tenure sont extrêmement variés au Soudan: au nord et au sud, on trouve des cultures itinérantes et un élevage nomade, mais au centre, dans la région de Djezirah, l'agriculture est très développée. Le fermier enregistré manifeste parfois une certaine tendance à assumer un rôle d'intermédiaire, que l'administration doit combattre avec vigilance. Dans la Région égyptienne de la R.A.U., la nécessité de réglementer le fermage est largement reconnue. La réforme agraire égyptienne s'inspire en grande partie du dicton selon lequel les cultivateurs ont plus à souffrir d'un mauvais rendement que de leur propriétaire, et cet accent mis sur la productivité est important car les objectifs sociaux des mesures de réforme ne pourront être atteints si celles-ci ne permettent pas de relever la productivité. Dans toute la R.A.U., les agriculteurs auxquels est attribuée de la terre sont tenus d'adhérer à des coopératives qui doivent leur fournir toute l'aide et tous les services dont ils ont besoin.

En Extrême-Orient, toute mesure de réforme risque de se heurter à des intérêts constitués depuis longtemps et à des tabous sociaux profondément enracinés. A côté des maux directs que représentent les systèmes fonciers retardataires, les fermages élevés et la faible productivité, on trouve des plaies telles que le travail obligatoire du fermier pour le compte du propriétaire et la nécessité dans laquelle il se trouve de céder à vil prix au propriétaire ou à un intermédiaire sa part de la production. Il s'ensuit que les mesures de réforme récemment adoptées ont dû porter simultanément sur un grand nombre d'aspects de la réorganisation agraire. Les gouvernements ont, en général, adopté de vastes programmes de réforme, tendant à réaliser des structures modernes sur le plan social aussi bien qu'économique. Les terres dépassant une certaine superficie ont été expropriées contre compensation, comme en Birmanie, tandis qu'à Ceylan des comités de culture ont été créés pour diriger l'activité des fermiers.

Le Japon, après une réforme agraire de vaste envergure, est arrivé à empêcher un retour au *statu quo* en matière de propriété foncière et le niveau général de productivité des petits propriétaires exploitants s'accroît constamment. Les comités agricoles locaux, composés de propriétaires terriens, ont aidé à créer un climat propice à l'épanouissement économique et à l'éveil de la conscience civique au sein de la nouvelle société rurale née de la réforme agraire.

En Inde, les mouvements qui encouragent les propriétaires à renoncer à leurs terres sans indemnisation attestent un désir de mieux répartir les occasions de travail et de donner aux travailleurs agricoles la possibilité d'accéder à la propriété foncière. Les méthodes classiques de protection des travailleurs agricoles par une législation satisfaisante sur les fermages ont été acceptées comme politique pour l'ensemble du pays. Etant donné que la terre disponible est limitée, tous les Etats fixent un plafond à la superficie que peut détenir chaque propriétaire. Le troisième plan quinquennal prévoit des mesures expérimentales dans le domaine du régime foncier: création de quelques fermes d'Etat, d'un grand nombre d'exploitations coopératives et d'un système presque général de vulgarisation et de services collectifs au profit des petits exploitants.

Au Pakistan, en vertu d'une ordonnance fondamentale de 1959, un programme de réforme agraire a été lancé, qui prévoit notamment la limitation de la terre pouvant appartenir à des particuliers, l'abolition de certains privilèges féodaux en matière de collecte de l'impôt foncier, des mesures destinées à empêcher la fragmentation des exploitations et l'obligation de remembrer les terres morcelées. Le deuxième plan quinquennal garantit aux locataires la pleine jouissance du droit d'occupation et recommande la promulgation de textes législatifs pour la protection des métayers.

En Afrique, les normes d'exploitation et les systèmes d'utilisation des terres sont très variables: à côté de la production intensive de cultures de rapport pratiquées dans certaines régions par les colons européens, on trouve le système traditionnel d'agriculture itinérante. Lorsque la culture nomade ou l'élevage extensif constituent le type normal d'utilisation de la terre, un mode de faire-valoir respec-

tant les droits coutumiers permet une répartition équitable du sol entre tous les membres de la communauté. Cependant, avec l'accroissement de la pression démographique et l'introduction de méthodes modernes d'agriculture, le désir de s'assurer des titres sur des parcelles déterminées se manifeste. Il est à prévoir que les nouveaux propriétaires manqueront de ressources et d'expérience, et pourraient donc devenir facilement la proie des usuriers ou des marchands qui les financent. Pour éviter que les titres ne tombent aux mains de propriétaires absentéistes, il a été prévu que les lots distribués et inscrits au registre foncier ne seraient pas négociables.

Aspects fondamentaux des mesures de réforme agraire

La seconde partie du chapitre traite des aspects principaux des programmes de réforme agraire, qui se proposent en général deux buts précis: premièrement, libérer la production agricole des entraves dues à la structure rurale héritée du passé et, deuxièmement, éliminer du système agraire tous les éléments qui ouvrent la voie aux abus et à l'injustice sociale, garantir la sécurité de jouissance aux cultivateurs et relever la condition sociale de tous les groupes de la population rurale. Les gouvernements se préoccupent des aspects de la réforme agraire aussi bien sous l'angle de la production que sur le plan du bien-être.

Assurer l'utilisation la plus productive des terres disponibles est un problème très important dans les pays insuffisamment développés. Pour empêcher les abus et répartir de façon raisonnable les possibilités d'emploi entre tous ceux qui vivent de la terre, il faut assurer une large distribution des terres disponibles. Mais la taille moyenne des fonds qui peuvent être ainsi attribués est souvent trop faible pour qu'ils satisfassent aux conditions minimales d'efficacité.

Même les partisans de l'initiative individuelle en agriculture sont amenés, dans certaines circonstances, à préférer une forme ou une autre de travail intégré ou coopératif, permettant de conserver les avantages des méthodes de culture efficaces. Pour certains types d'utilisation des terres, on considère en général que la propriété publique ou collective offre de meilleures garanties d'efficacité.

Dans les pays insuffisamment développés, où une large partie de la population vit de l'agriculture, la réforme agraire tend parfois à maintenir, voire à augmenter, le nombre des exploitations non rentables. Il serait contraire à une politique rationnelle d'amélioration de l'agriculture de ne pas envisager une forme d'association coopérative permettant de recréer des conditions physiques et technologiques favorables à la productivité agricole. Dans certains cas, des sociétés démocratiques ont jugé que des exploitations gérées par l'Etat étaient nécessaires et profitables, l'exemple le plus simple étant fourni par les fermes administratives d'Israël. Avec la suppression des grands domaines, toutes les fonctions que leurs propriétaires exerçaient autrefois doivent être assurées par des services gouvernementaux ou des établissements de droit public.

Les collectivités tribales, qui ont une conception traditionnelle et collective de l'utilisation des terres, posent un problème particulier en matière de réforme agraire. En Afrique, tout le mode de vie de groupes nombreux de population est en train de se réorganiser. La réforme agraire dans de telles communautés suppose un effort d'éducation et de développement qui exige une organisation spéciale.

On insiste sur le fait que, dans les pays surpeuplés et économiquement arriérés, les travailleurs et les locataires sont dans une position extrêmement faible en face des employeurs et propriétaires. Il est donc nécessaire que les droits légitimes des locataires soient protégés par une législation qu'il appartient à l'Etat de faire appliquer. Les législations actuelles prévoient presque toujours la sécurité de jouissance, un loyer équitable et une indemnisation pour les améliorations apportées au fonds par l'occupant. Dans bien des cas, cependant, c'est la partie lésée qui doit demander que la loi sur les fermages soit appliquée, c'est-à-dire que les infractions à cette loi ne constituent pas un délit. Les résultats de réformes récentes en matière de fermages ne sont donc pas toujours rassurants. Pour renforcer la situation des locataires, il faut disposer de services de vulgarisation à grand rayon d'action et bien équipés.

La réforme agraire aboutit à confier la responsabilité du développement aux cultivateurs qui rencontrent comme premier obstacle une pénurie de capitaux. S'agissant de petits exploitants, ils n'offrent guère de garanties aux établissements commerciaux de crédit, spécialement après la réforme agraire qui limite les possibilités d'aliéner la terre. Si le cultivateur ne peut faire appel au crédit institutionnel, il devra soit se passer entièrement de moyens de financement, soit s'adresser à l'usurier. Le crédit institutionnel apparaît donc ainsi comme un corollaire

important de la réforme agraire. Les potentialités que celle-ci offre en matière de développement économique ne peuvent être réalisées, si l'on n'adopte pas une politique satisfaisante de prix et si l'on ne crée pas les organismes voulus pour la transformation et la commercialisation de la production agricole.

L'efficacité de la réforme agraire pour le progrès de l'agriculture dépend d'un certain nombre de rajustements sociaux. Un facteur primordial du succès de la réforme et de la colonisation agraire est la rééducation sociale et civique des exploitants. Cette double éducation est le fondement même de la nouvelle communauté que la réforme agraire, sous ses divers aspects, s'efforce d'instituer.

Le morcellement pose de graves problèmes dans les pays où la terre n'est pas homogène sous le rapport de la qualité et du profit. L'expérience montre que si un fonds commun de terre et de ressources exerce un certain effet stabilisateur et si le remembrement constitue le préalable d'une réforme agraire à grande échelle, il est possible de surmonter la répugnance naturelle même des petits exploitants. Le remembrement constitue incontestablement un aspect important de la réforme agraire et il doit procéder parallèlement à la distribution des terres si l'on veut tirer pleinement parti des techniques agricoles modernes. Le remembrement est l'un des domaines de la réforme agraire dans lequel des avantages fiscaux peuvent fort bien amener de promptes et nombreuses adhésions au système et il peut y avoir intérêt à accorder des avantages fiscaux à cet égard.

L'organisation globale et systématique des services de colonisation et le choix adéquat des régions à coloniser constituent deux aspects importants de la colonisation agraire. L'expérience a montré qu'il était difficile de maintenir en vie une colonie purement agricole et il faut, en matière de colonisation, s'intéresser aussi bien aux aspects industriels qu'aux aspects agricoles.

Chapitre IV - Vulgarisation, enseignement et recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine

Les gouvernements agissent dans de nombreuses directions pour moderniser l'agriculture. La création et le fonctionnement de services de vulgarisation, d'enseignement et de recherche agricoles sont essentiels pour ces efforts. Les pays semblent convaincus que ces trois types de services sont en étroits rapports et qu'il convient de les développer simultanément si l'on veut qu'ils présentent l'utilité maximum pour la population agricole.

Vulgarisation agricole

La plupart des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont mis sur pied des services de vulgarisation agricole, pour la plupart financés et administrés par l'Etat. Il y a très peu de pays où ces services soient institués et gérés par des groupements d'agriculteurs ou comme organismes semi-autonomes. Le plus souvent la vulgarisation est assurée par un seul service, couvrant tous les domaines techniques, mais un nombre non négligeable de pays possèdent des services de vulgarisation agricole distincts relevant des différents départements techniques du ministère de l'agriculture. Parfois, la vulgarisation est l'une des principales activités prévues dans les plans de développement des collectivités.

La vulgarisation en matière de pêches reste peu développée dans les pays considérés, si l'on en excepte la Corée du Sud, l'Indonésie, le Japon et les Philippines. La foresterie, bien qu'elle relève dans la plupart des pays du ministère de l'agriculture, appartient rarement au champ d'action des services de vulgarisation agricole. Il peut être utile d'associer vulgarisation forestière et vulgarisation agricole à l'occasion de l'aménagement des terrains de parcours. Les services vétérinaires mènent très rarement une action de vulgarisation et, quand ils le font, c'est plutôt directement qu'au sein du service de vulgarisation agricole.

Il ne semble pas que, pour l'instant, les services de vulgarisation répondent convenablement aux besoins des agriculteurs des pays insuffisamment développés. Modicité des crédits, absence d'une organisation satisfaisante, petit nombre de vulgarisateurs qualifiés par rapport au nombre des exploitants à desservir, manque de moyens de transport, pénurie de dirigeants et de techniciens, enfin insuffisance de la planification, telles sont quelques-unes des principales raisons limitant l'assistance fournie aux

agriculteurs. Un autre facteur qui réduit l'efficacité de la vulgarisation est que la plupart des vulgarisateurs répugnent à travailler au niveau des cultivateurs. Dans certains pays, on trouve presque autant de fonctionnaires dans les services centraux que sur le terrain et la plus grande partie du budget est absorbée par la direction centrale et non par le personnel travaillant sur place.

La plupart des services de vulgarisation assurent la formation de leur personnel technique, le plus souvent avant son entrée en fonctions et en exercice. Il est plus rare que le personnel reçoive une formation visant à le préparer à des responsabilités accrues. La formation de vulgarisateurs agricoles avant l'entrée en service, lorsqu'elle a lieu, est généralement dispensée dans les établissements d'enseignement agricole.

Dans la plupart des pays en cours de développement, la vulgarisation agricole s'intéresse à la famille rurale prise dans son ensemble. Elle aide les cultivateurs adultes à améliorer leurs méthodes et leurs techniques et à accroître leur production et leur revenu; l'économie ménagère apprend aux femmes d'exploitants à mieux tenir la maison afin d'améliorer les conditions de vie de la famille, de manière que ses membres puissent travailler et produire plus efficacement, trouver au foyer une atmosphère plus agréable et contribuer au maximum à la vie de la famille et de la communauté à laquelle ils appartiennent; enfin, les programmes destinés aux jeunes ruraux donnent à ces derniers une formation technique aussi bien que sociale, ce qui préparera le terrain à l'action future des vulgarisateurs.

La quasi-totalité des services de vulgarisation reconnaissent que les animateurs locaux contribuent de manière importante au succès du travail. D'importants efforts ont été entrepris par les pays pour susciter et former des animateurs qui jouissent du respect et de la confiance de leurs voisins.

Enseignement agricole

Tous les pays des régions étudiées ici ont institué un enseignement agricole afin de former des vulgarisateurs, des chercheurs, des maîtres d'agriculture aux divers niveaux et d'autre personnel destiné aux services gouvernementaux et au secteur privé. Le nombre des établissements d'enseignement agricole augmente régulièrement dans presque tous les pays, mais beaucoup d'entre eux n'ont cependant pas des normes précises en matière d'éducation et de formation professionnelle. Il en résulte des différences considérables en ce qui concerne le niveau de l'enseignement, les conditions d'admission, les programmes et types d'organisation, au point que des institutions de niveau théoriquement égal peuvent former des diplômés de valeur totalement différente.

L'enseignement agricole comporte trois niveaux: supérieur, secondaire ou intermédiaire, et élémentaire. L'enseignement forestier est d'ordinaire dispensé à part dans des écoles spéciales, bien que dans certains cas les sujets techniques se rapportant aux forêts figurent aux programmes d'établissements supérieurs d'enseignement agricole. Les sciences des pêches et l'art vétérinaire sont enseignés dans des établissements distincts dans la quasi-totalité des pays où existe un tel enseignement.

Les moyens et les programmes de formation de vulgarisateurs et de chercheurs agricoles se sont développés à un rythme croissant depuis 1945 dans la plupart des établissements d'enseignement agricole.

Recherche agricole

Presque tous les pays, désireux d'accélérer le progrès de l'agriculture, ont organisé des services de recherche agricole. Ils visent avant tout à obtenir des résultats dans des délais relativement brefs et, en conséquence, la recherche appliquée apparaît comme plus importante pour les pays qui ont entrepris depuis peu leur développement économique.

La structure de la recherche agricole varie considérablement. Le plus souvent, elle est organisée au sein du ministère de l'agriculture, soit dans le cadre d'un service central, soit dans le cadre de chacun des départements ou divisions spécialisés. Certains pays la confient à des collèges, à des organismes semi-autonomes ou même à des organisations privées. L'assistance technique fournie par les organisations internationales, les programmes bilatéraux et les fondations particulières ont contribué de manière importante au développement de la recherche.

Evaluation des services de vulgarisation, de recherche et d'enseignement agricoles

Depuis 1945, on a mis à la disposition des services de vulgarisation, d'enseignement et de recherche agricoles toujours plus de fonds, de savants, de techniciens, de matériel et de fournitures. Les gouvernements semblent s'être convaincus que ces trois types

de services exercent une influence dynamique sur le développement agricole et leur accordent un appui croissant, mais la situation laisse encore beaucoup à désirer.

Parmi les difficultés et les obstacles qui freinent l'expansion de ces services figurent: le manque de crédits, la pénurie de personnel qualifié et l'absence d'une structure organique bien articulée. L'équipement et les fournitures demeurent insuffisants. Malgré tout l'intérêt qu'elle présente, la coordination entre la recherche, la vulgarisation et l'enseignement agricoles n'a pas encore été réalisée en général. Il faudrait aussi se préoccuper davantage de la formation du personnel, de manière à mieux lui faire comprendre son rôle futur et à mieux l'y préparer. Il faudrait enfin que les travaux sur le terrain aient le pas sur les travaux dans les bureaux, si l'on veut assurer aux agriculteurs des services efficaces.

CHAPITRE II - SITUATION ET PERSPECTIVES MONDIALES

Production agricole

Le volume total de la production agricole n'a que légèrement augmenté en 1960/61; pour l'ensemble du monde (à l'exclusion de la Chine continentale), les estimations préliminaires de la FAO font apparaître un accroissement ne dépassant pas 1 pour cent par rapport à la campagne précédente. Ce chiffre est inférieur au taux annuel de l'accroissement démographique, estimé à 1,6 pour cent, mais si l'on considère les deux dernières campagnes dans leur ensemble, il apparaît que la production a continué d'augmenter un peu plus vite que la population.

La production a manifesté des tendances très divergentes en 1960/61 dans les diverses régions du monde[1] (tableau II-1). Le fait le plus encourageant est qu'elle s'est accrue d'environ 3 pour cent, selon les estimations, en Extrême-Orient (non compris la Chine continentale), région où la production par habitant est la plus basse du monde. Chacune des trois dernières campagnes a été marquée par des progrès substantiels en Extrême-Orient, si bien qu'on estime qu'en 1960/61, la production alimentaire par habitant y a finalement retrouvé son niveau moyen des années immédiatement antérieures à la guerre. Il est vrai que ce niveau était très faible et que, les importations s'étant accrues tandis que les exportations diminuaient, les quantités de denrées alimentaires effectivement disponibles par habitant sont, depuis quelques années, légèrement supérieures à ce qu'elles étaient avant-guerre; le résultat atteint n'en constitue pas moins une étape très importante.

La production agricole a aussi augmenté de façon assez marquée en Océanie et en Europe occidentale durant la campagne 1960/61; si le problème des excédents est loin d'être aussi aigu dans les deux régions qu'en Amérique du Nord, elles manifestent cependant depuis quelques années une tendance à la surproduction dans quelques secteurs. En Océanie, il ressort de chiffres provisoires que la production alimentaire s'est accrue dans une proportion attei-

TABLEAU II-1. - INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	Moyenne d'avant-guerre	Moyenne 1948/49-1952/53	Moyenne 1953/54-1957/58	1958/59	1959/60	1960/61 (données préliminaires)
	.. *Indices. moyenne 1952/53-1956/57 = 100* ..					
TOUS PRODUITS AGRICOLES						
Europe occidentale ..	82	86	103	109	113	116
Europe orientale et U.R.S.S.	82	86	106	129	132	130
Amérique du Nord ..	68	93	100	106	109	111
Océanie	78	90	101	117	118	120
Amérique latine	73	89	103	117	120	117
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	86	86	103	111	114	118
Proche-Orient	72	84	104	116	117	118
Afrique	70	88	102	109	110	111
RÉGIONS CI-DESSUS	77	88	103	113	116	117
PRODUITS ALIMENTAIRES SEULEMENT						
Europe occidentale ..	82	86	103	110	113	116
Europe orientale et U.R.S.S.	83	86	106	130	133	132
Amérique du Nord	66	92	100	110	111	113
Océanie	81	93	100	117	113	119
Amérique latine	70	88	103	116	115	114
Estrême-Orient (non compris la Chine continentale)	84	86	103	111	116	119
Proche-Orient	72	83	104	115	116	117
Afrique	72	89	102	106	107	108
RÉGIONS CI-DESSUS	76	88	103	114	117	118

NOTE: Ces indices ont été calculés en appliquant des coefficients de pondération régionaux, basés sur les rapports des prix agricoles de 1952-56 aux chiffres de la production ajustés pour tenir compte des quantités utilisées pour l'alimentation animale et comme semences. Il est fait abstraction de la Chine continentale dans l'attente que des données plus complètes la concernant soient disponibles. Le café, le thé, le tabac, les oléagineux non comestibles, les fibres animales et végétales, et le caoutchouc ne sont pas compris dans les indices des produits alimentaires.

[1] L'analyse contenue dans le présent chapitre se réfère en grande partie aux régions qui figurent dans le tableau II-1. Il y a lieu de préciser que l'on a considéré la Yougoslavie comme faisant partie de l'Europe occidentale, et le Proche-Orient comme s'étendant de Chypre et de la Turquie au nord-ouest, à l'Afghanistan à l'est et, sur le continent africain, à la province égyptienne de la République arabe unie, à la Libye et au Soudan.

gnant 6 pour cent, mais les progrès de la production agricole dans son ensemble ont été plutôt moins considérables. En Amérique latine ainsi qu'en Europe orientale et en U.R.S.S., le mauvais temps a provoqué une baisse de la production en 1960/61. Dans chacune des autres régions pour lesquelles sont calculés des indices FAO, y compris les régions économiquement peu développées qui ont tant besoin d'accroître leurs disponibilités de denrées agricoles, la production a augmenté d'environ 1 pour cent en 1960/61.

En Chine continentale, pays qu'il n'est pas encore possible d'inclure dans l'indice de la production mondiale, les récoltes de 1960 ont été désastreuses, ce qui contraste de façon frappante avec la situation dans le reste de l'Extrême-Orient. Il n'a pas été fourni de chiffres officiels de la production, mais selon certains rapports plus de la moitié de la superficie agricole a été durement éprouvée par une série de calamités. Le rationnement est devenu encore plus rigoureux et on a procédé à des importations massives de denrées alimentaires. La Chine continentale contient plus du cinquième de la population du globe et si l'on pouvait en tenir compte dans le calcul de l'indice de la production agricole mondiale, il apparaîtrait probablement qu'elle a diminué en 1960/61. La section consacrée aux perspectives à court terme à la fin du présent chapitre fait état de rapports selon lesquels les récoltes chinoises auraient de nouveau été mauvaises en 1961.

TABLEAU II-2. - INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE PAR HABITANT

	Moyenne d'avant-guerre	Moyenne 1948/49-1952/53	Moyenne 1953/54-1957/58	1958/59	1959/60	1960/61 (données préliminaires)
	.. *Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100* ..					
PRODUITS ALIMENTAIRES SEULEMENT						
Europe occidentale ..	93	89	102	106	109	110
Europe orientale et U.R.S.S.	84	92	104	122	123	120
Amérique du Nord	88	100	98	99	100	99
Océanie	103	99	99	107	105	106
Amérique latine	109	98	101	106	106	102
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	110	92	101	104	106	108
Proche-Orient	94	91	101	106	105	104
Afrique	92	95	100	100	98	97
RÉGIONS CI-DESSUS	95	94	101	107	107	107
PRODUITS ALIMENTAIRES SEULEMENT						
Europe occidentale ..	93	89	102	106	109	110
Europe orientale et U.R.S.S.	85	92	104	123	124	121
Amérique du Nord..	85	99	99	102	102	101
Océanie	108	102	98	106	101	105
Amérique latine	104	97	101	105	102	99
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	108	92	101	105	107	109
Proche-Orient	94	91	102	105	104	103
Afrique	95	96	100	97	95	94
RÉGIONS CI-DESSUS	94	94	101	107	108	107

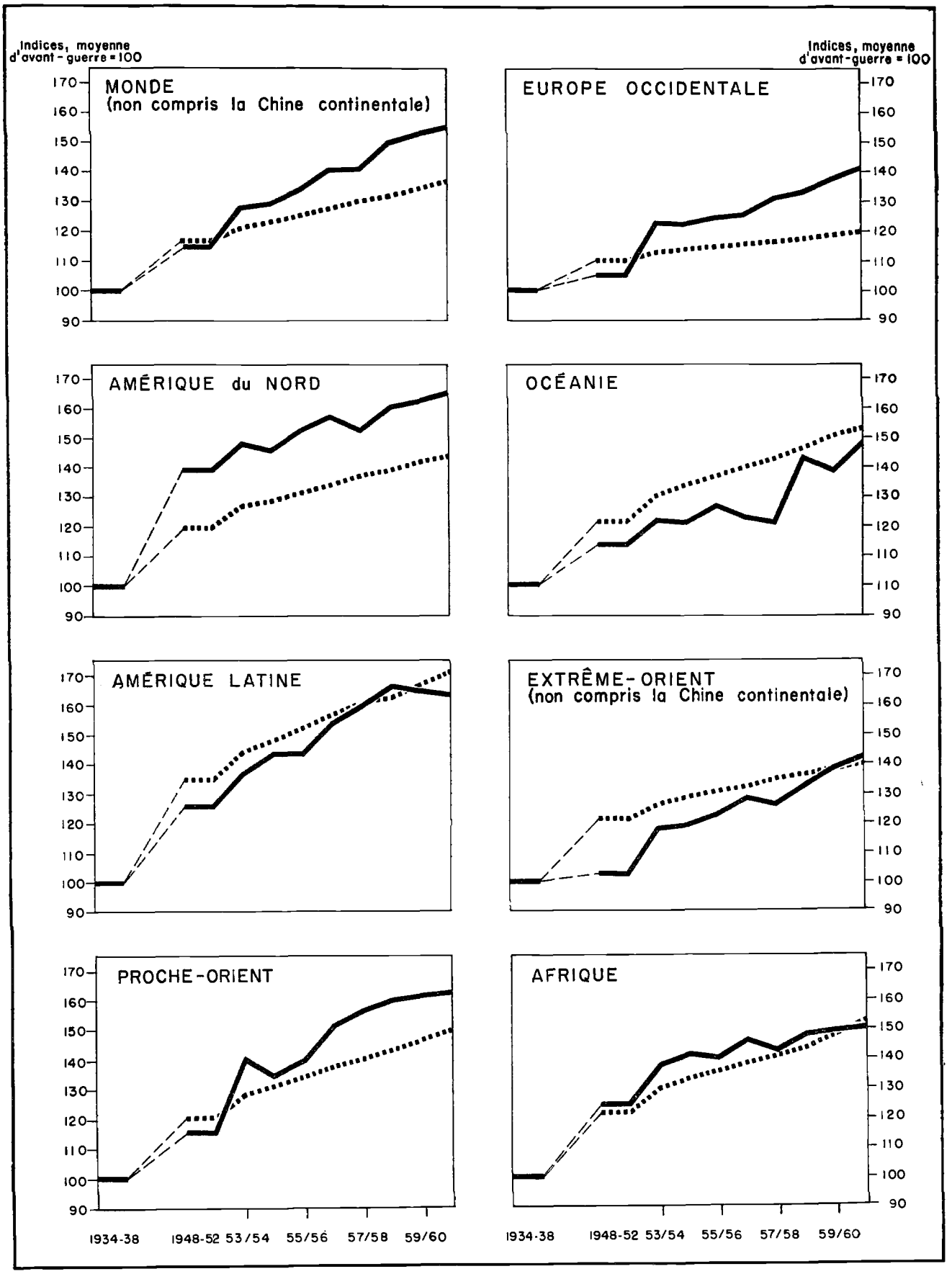
NOTE: Voir note explicative à la fin du tableau II-1.

PRODUCTION ALIMENTAIRE ET POPULATION

Exception faite de l'Extrême-Orient (non compris la Chine continentale), où l'on a vu que des progrès remarquables ont été enregistrés, la production par habitant a marqué un fléchissement momentané en 1960/61 dans chacune des régions insuffisamment développées (tableau II-2). La production mondiale par habitant n'a pratiquement pas varié depuis la forte augmentation enregistrée en 1958/59.

Durant les années de guerre, la production alimentaire s'était laissé distancer par l'accroissement démographique dans toutes les régions à l'exception de l'Amérique du Nord. Le graphique II-1, dans lequel on a pris comme base des indices une période d'avant-guerre, illustre les caractéristiques principales de la situation. Dans l'ensemble du monde (non compris la Chine continentale), la production alimentaire par habitant a retrouvé son niveau d'avant-guerre dans la période 1948/49-1952/53 et elle le dépasse maintenant de quelque 14 pour cent. Cette progression est toutefois imputable surtout aux régions plus évoluées, où l'accroissement démographique tend à se ralentir alors qu'il s'accélère dans les pays insuffisamment développés. La région du Proche-Orient est la seule des régions insuffisamment développées où la production par habitant se soit constamment maintenue, durant les années récentes, au-dessus de son niveau d'avant-guerre; toutefois, il semble désormais que chacune desdites régions ait réussi à un moment quelconque depuis la fin des hostilités à atteindre ou à dépasser le niveau d'avant-guerre. La production agricole totale, y compris les produits non alimentaires principalement destinés à l'exportation, est restée au-dessus de son niveau d'avant-guerre par habitant en Afrique aussi bien

GRAPHIQUE II-1. - TENDANCES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE RÉGIONALE PAR RAPPORT A L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE, AVANT-GUERRE A 1960/61



qu'au Proche-Orient, tandis qu'en Amérique latine, et en Extrême-Orient (non compris la Chine continentale), la comparaison avec les chiffres d'avant-guerre par habitant est moins favorable que si l'on considère uniquement la production alimentaire.

En Extrême-Orient (non compris la Chine continentale), la production alimentaire par habitant était encore, en 1957/58, d'environ 6 pour cent inférieure à son niveau d'avant-guerre et, étant donné la rapidité avec laquelle s'accroissait la population déjà énorme de cette région, elle ne semblait pas destinée à retrouver ce niveau avant longtemps. On estime pourtant, ainsi qu'il est dit plus haut, qu'elle y est en fait parvenue en 1960/61. En Afrique, par contre, la production alimentaire par habitant avait retrouvé son niveau d'avant-guerre dès les premières années qui ont suivi les hostilités et elle dépassait ce niveau de quelque 6 pour cent en 1954/55; elle a cependant fléchi depuis lors, jusqu'à tomber semble-t-il légèrement au-dessous de son niveau d'avant-guerre en 1960/61. En Amérique latine, où l'on estime que l'accroissement démographique est de 2,5 pour cent par an, c'est-à-dire plus élevé que dans toute autre région, le niveau d'avant-guerre avait à peu près été rejoint à la faveur des fortes expansions de la production réalisées au cours des trois campagnes 1956/57-1958/59; mais depuis lors, la production alimentaire par habitant a de nouveau fléchi, au point de tomber à un niveau inférieur de 5 pour cent à celui d'avant-guerre. Au Proche-Orient également, la situation a récemment pris un tour plus défavorable, bien que la production semble encore se situer nettement plus haut qu'avant la guerre.

La production alimentaire par habitant est beaucoup plus considérable dans les régions économiquement développées. Elle a largement dépassé son niveau d'avant-guerre dans chacune de ces régions, sauf en Océanie où la population s'accroît très rapidement tandis que la production connaît des fluctuations annuelles assez amples. En Europe occidentale, la production alimentaire par habitant à beaucoup augmenté au cours des quatres dernières campagnes, tandis qu'en Amérique du Nord l'expansion a surtout eu lieu durant et immédiatement après la guerre; ces derniers temps, la production par habitant a été freinée dans sa course par les mesures prises pour empêcher que des stocks excédentaires ne continuent de s'accumuler aux Etats-Unis.

Les statistiques de la production et de la population en Europe orientale et en U.R.S.S. avant la guerre se prêtent moins que celles d'autres régions aux comparaisons avec les séries d'après-guerre. La production alimentaire par habitant semble toutefois s'y être développée plus rapidement que nulle part ailleurs depuis la fin des hostilités. Ces résultats paraissent en grande partie imputables à la récente expansion de la production en U.R.S.S., tandis que les progrès ont été plus lents dans la plupart des pays d'Europe orientale.

Les indices régionaux dont il a été question précédemment dissimulent des différences marquées entre les pays. Le tableau annexe 1 contient des indices de la production agricole et de la production alimentaire par habitant pour tous les pays à propos desquels des indices FAO sont disponibles. Dans bon nombre de ces pays, les fluctuations annuelles de la production alimentaire par habitant ont été si amples qu'il ne servirait à rien d'essayer de dégager une tendance ou de calculer le taux moyen de variation pour la brève période de huit années sur laquelle portent les indices. Dans quelques cas cependant, il est possible de discerner un mouvement croissant ou décroissant assez net de la production alimentaire par habitant entre 1952/53 et 1959/60.

Fait remarquable, des pays d'Europe occidentale où la production alimentaire par habitant s'est accrue de façon marquée durant cette période, la majorité (Espagne, Grèce, Italie, Yougoslavie) est comprise dans la partie méridionale, économiquement moins évoluée, de la région. Dans les régions insuffisamment développées du monde, la tendance ascendante a été spécialement accentuée au Brésil, dans la Région égyptienne de la République arabe unie, en Iran, en Israël, au Japon, dans la Fédération de Malaisie et au Mexique. Dans chacun de ces pays, à l'exception du Japon, l'accroissement démographique est particulièrement rapide, de sorte que les progrès enregistrés en ce qui concerne la production alimentaire par habitant sont l'indice d'un taux d'expansion extrêmement élevé de la production totale.

En revanche, la production alimentaire par habitant semble avoir décliné, durant la période 1952/53-1959/60, en Suède et dans quatre pays de l'Amérique latine (Guatemala, Honduras, Pérou, Uruguay). Au Guatemala, au Honduras et au Pérou, la population s'accroît très rapidement, mais en Suède et plus encore en Uruguay la production alimentaire totale a manifesté une tendance à la baisse.

Avant de passer à un autre sujet, il convient de souligner que ces indices de la production alimentaire par habitant ne doivent pas donner lieu à des conclusions hâtives. Sauf si l'on considère le monde dans son ensemble, ils ne renseignent pas en effet sur les tendances des disponibilités alimentaires. Les

variations du volume des exportations et des importations de denrées alimentaires modifient sensiblement la situation; or, maints pays ont compensé le retard de la production par habitant en restreignant leurs exportations ou en intensifiant leurs importations. Ailleurs, une bonne partie de la production de ces dernières années n'a pas été consommée mais est allée grossir les stocks invendus. Quelques estimations, dans lesquelles on s'est efforcé de tenir compte de ces facteurs, seront fournies plus loin.

Production agricole régionale en 1960/61

Les principales caractéristiques de la production agricole en 1960/61 sont examinées ci-dessous de façon plus détaillée, région par région. Les tableaux annexe 3 à 10 présentent, pour les principales denrées, les statistiques de la production régionale.

Europe occidentale

La production agricole n'a guère varié en Europe occidentale de 1953/54 à 1956/57; elle a en revanche beaucoup augmenté dans chacune des quatre dernières campagnes et, selon des estimations provisoires, elle aurait dépassé d'environ 11 pour cent en 1960/61 son volume de 1956/57. Durant cette période, la production animale a augmenté un peu plus rapidement que la production végétale.

Au total, la production céréalière a quelque peu dépassé en 1960/61 son niveau élevé de 1959/60. La production de céréales secondaires, d'orge en particulier, a encore augmenté, tandis que les récoltes de blé et de riz ont diminué. La production de blé et de céréales en général s'est accrue dans le nord-ouest de l'Europe, bien que la qualité des récoltes de blé ait souffert dans de nombreux pays de pluies trop abondantes au moment de la moisson. En Europe méridionale, la production de blé et la production céréalière totale ont été plus faibles qu'en 1959/60; les récoltes de blé ont été particulièrement décevantes en Italie, en Espagne et en Yougoslavie.

La production sucrière a dépassé de plus d'un tiers son faible volume de 1959/60. La récolte de pommes de terre a aussi été beaucoup plus abondante, mais dans de nombreux pays des attaques de brunissure ont nui à la qualité du produit. Les récoltes de pommes et de poires, qui sont sujettes à d'amples fluctuations, ont été beaucoup plus abondantes qu'en 1959/60 et ont presque atteint le volume record de 1958/59. Le raisin et le vin ont par contre souffert du mauvais temps dans plusieurs pays. La production d'agrumes également a diminué; le mauvais temps a fait enregistrer des baisses de 13 pour cent en Italie et de 10 pour cent en Espagne. La production d'huile d'olive n'a été que de peu inférieure à son niveau de l'année précédente. Les disponibilités de légumes se sont fortement accrues dans presque toute la région.

La production laitière a continué d'augmenter rapidement en 1960/61. Par suite de l'été humide de 1960, les disponibilités de fourrage étaient amples et, partout sauf en Suède, les recensements de 1960/61 ont fait apparaître une augmentation du nombre des vaches par rapport à l'année précédente. La demande de lait liquide n'ayant guère progressé, les quantités disponibles pour les industries de transformation et en particulier pour la beurrerie se sont accrues; en 1960, la production de beurre a dépassé de 11 pour cent son volume de 1959. La production d'œufs a fortement augmenté en Allemagne occidentale, mais a fléchi dans plusieurs autres pays. La production de viande de volaille a continué de se développer très rapidement et le nombre des poulets de grain a doublé au Danemark et au Royaume-Uni durant l'année 1960. De nouveaux et importants progrès ont été enregistrés en ce qui concerne les effectifs bovins et la production de viande de bœuf et de veau. Le nombre des porcins et la production de viande de porc ont également augmenté dans la plupart des pays, la principale exception étant le Royaume-Uni.

Europe orientale et U.R.S.S.

On estime que la production agricole de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S. a diminué d'environ 1 pour cent en 1960/61. La production semble avoir continué d'augmenter lentement dans la plupart des pays d'Europe orientale, mais en U.R.S.S., où d'importantes augmentations avaient été enregistrées auparavant et spécialement dans la période qui va de 1953/54 à 1956/57, elle a légèrement baissé en 1960/61, surtout parce qu'elle n'a pas pu se maintenir à son niveau élevé de l'année précédente dans le secteur de l'élevage.

Les conditions atmosphériques ont généralement été mauvaises en U.R.S.S. en 1960/61; les zones centrale et méridionale ont souffert du gel prolongé et de tempêtes de poussière, tandis que l'été a été froid dans le Kazakstan. La production végétale a cependant légèrement augmenté. La production céréalière s'est accrue de 7,3 millions de tonnes,

atteignant 133,2 millions de tonnes en 1960/61; rappelons toutefois que l'objectif pour la campagne était de 152 millions de tonnes. La production de maïs a augmenté, mais les récoltes de blé ont fléchi pour la deuxième campagne successive. La production cotonnière a diminué malgré l'augmentation de la superficie et la production de pommes de terre a également subi un recul. La production de betterave sucrière a sensiblement progressé et c'est la seule parmi les grandes cultures pour laquelle l'objectif annuel a été dépassé en 1960/61. La production soviétique de viande, qui était brusquement passée de 7,7 millions de tonnes en 1958 à 8,8 millions en 1959, a été légèrement inférieure à ce dernier chiffre en 1960; elle a en effet subi un recul marqué vers la fin de l'année. Si l'effectif des porcins a continué d'augmenter rapidement en 1960, le nombre des bovins ne s'est que légèrement accru et celui des ovins a diminué. La production laitière a également fléchi en 1960; la campagne avait bien débuté mais une baisse considérable a été enregistrée par la suite. La situation a été plus favorable dans le secteur de la volaille que dans les autres secteurs de l'élevage en 1960, et la production d'œufs, dont 80 pour cent environ proviennent d'élevages privés, a augmenté de 3 pour cent, dépassant légèrement l'objectif prévu.

La plupart des pays d'Europe orientale ont eux aussi souffert du mauvais temps à un moment quelconque durant l'époque des semis ou des récoltes et, sauf en Pologne, la production agricole a moins augmenté qu'il n'avait été prévu en 1960/61. La production de betterave sucrière a en revanche atteint presque partout des niveaux record; pour l'ensemble de l'Europe orientale, l'augmentation a été de près de 45 pour cent par rapport à 1959/60, ce qui, pour certains pays, n'a fait il est vrai que rétablir la situation créée alors par le faible volume des récoltes. La production céréalière a légèrement diminué: les récoltes ont été bonnes en Tchécoslovaquie et en Allemagne orientale, mais elles ont baissé en Hongrie et en Roumanie. Parmi les cultures qui ont donné des résultats particulièrement favorables en 1960/61 figurent les pommes de terre en Allemagne orientale, ainsi que les graines de tournesol, le coton et les tomates en Bulgarie. La production animale a marqué un léger progrès en 1960, mais le taux d'accroissement n'a pas été jugé satisfaisant dans la plupart des pays et un fléchissement a été enregistré en Bulgarie. La pénurie de viande dont avait souffert la Pologne en 1959 a presque disparu en 1960 et le nombre des porcins a augmenté de 12 pour cent.

Amérique du Nord

La production agricole de l'Amérique du Nord a dépassé d'environ 1 pour cent en 1960/61 le record de la campagne précédente. On estime que la production animale a légèrement diminué en 1960 et l'avance la plus considérable a été enregistrée dans le secteur du blé.

La production des Etats-Unis a augmenté d'environ 2 pour cent durant l'année civile 1960, marquant un nouveau record. La récolte de blé s'est accrue de plus d'un cinquième par rapport à son faible volume de 1959/60, mais elle est restée inférieure d'environ 7 pour cent à son niveau de 1958/59. La production d'arachides et celle de graines de lin se sont aussi beaucoup améliorées, tout en restant au-dessous des niveaux antérieurs. La production de céréales secondaires, dont l'expansion avait été très rapide ces dernières années, n'a guère varié en 1960/61. La production cotonnière a quelque peu fléchi par rapport à 1959/60, campagne au cours de laquelle elle s'était accrue de façon considérable. L'effectif des bovins, qui allait en augmentant depuis trois ans, semble s'être à peu près stabilisé et il ne s'est accru que de 1 pour cent en 1960; les abattages avaient diminué durant cette période de reconstitution des troupeaux, mais en 1960 la production de viande de bœuf et de veau a marqué une nette reprise. La production de viande de porc, d'œufs et de lait a fléchi.

La production agricole du Canada s'est accrue de 8 pour cent en 1960, à la faveur surtout d'une augmentation de 18 pour cent de la production de blé. La récolte d'orge a diminué d'environ 8 pour cent par rapport à 1959/60; en revanche, des progrès substantiels ont été enregistrés en ce qui concerne l'avoine, le tabac, les graines de colza et les graines de lin. La production laitière s'est accrue en 1960, tandis que la production de viande de porc et d'œufs a diminué.

Océanie

On estime que la production alimentaire a augmenté en 1960/61 dans une proportion atteignant 6 pour cent dans cette région, où les récoltes de céréales se sont très fortement accrues. Cependant, la production lainière ayant fléchi, l'augmentation de la production agricole totale n'est que d'environ 2 pour cent.

L'Australie a eu des récoltes de blé dont le volume

dépasse de 13 pour cent celui de 1959/60; elle a presque doublé sa production d'orge et a également produit beaucoup plus d'avoine. En revanche, la production de laine, de viande de bœuf et de veau, et de lait a diminué en raison surtout de la sécheresse qui a sévi dans certaines parties du pays. En Nouvelle-Zélande, la production lainière a légèrement progressé en 1960 et la production de lait, ainsi que celle de viande de mouton et d'agneau, a aussi été plus abondante.

Amérique latine

D'après des estimations préliminaires, la production agricole de l'Amérique latine aurait diminué d'environ 2 pour cent en 1960/61 et se situerait à peu près au même niveau qu'en 1958/59. Le recul a été moins sensible que dans le secteur alimentaire, où cependant un fléchissement avait déjà été enregistré l'année précédente. Le mauvais temps a sévi dans maintes contrées en 1960/61, et spécialement en Argentine, au Brésil, à Haïti, au Mexique, au Nicaragua et dans le sud-est du Pérou.

Au total, la production céréalière de la région a légèrement diminué en 1960/61. La production de blé a baissé de plus de 30 pour cent en Argentine, mais elle a augmenté au Brésil et au Chili, qui sont les autres grands producteurs. La production de seigle et d'orge a également beaucoup diminué en Argentine, tandis que la production de maïs y a augmenté. Pour l'ensemble de la région, on enregistre un accroissement de la production de maïs et de riz par rapport à 1959/60. Parmi les autres cultures qui ont fourni des récoltes nettement plus abondantes dans la région en 1960/61 figurent les arachides, les fèves de soja et le coton. La production sucrière a considérablement augmenté à Cuba par rapport à 1959/60. La production de graines de lin a baissé, en Argentine particulièrement, et la production d'agrumes et de bananes également a fléchi. L'échec le plus marquant est celui de la production de cacao et de café au Brésil, produits pour lesquels le recul est de l'ordre de 30 pour cent par rapport aux niveaux record de 1959/60. La production de cacao a continué de progresser en Equateur durant la campagne 1960/61; la production de café n'a guère varié en Colombie.

Si la production végétale a diminué au total, la production animale, en revanche, semble avoir quelque peu augmenté en 1960. Cela est vrai en particulier de la viande de mouton et d'agneau et de la viande de porc, mais la production de viande de bœuf et de veau a aussi légèrement augmenté, un nouveau recul modéré en Argentine étant compensé par les progrès réalisés en Uruguay et dans quelques autres pays. La production de laine est très légèrement supérieure à celle de 1959.

Extrême-Orient

La production agricole de l'Extrême-Orient (non compris la Chine continentale) s'est encore accrue de 3 pour cent en 1960/61, ce qui porte à environ 11 pour cent l'augmentation totale réalisée depuis 1957/58. Si celle-ci intéresse la plupart des grands produits, la production céréalière y a beaucoup contribué, spécialement en 1960/61. On a déjà vu que l'expansion enregistrée en 1960/61 a finalement permis à la production alimentaire par habitant, à vingt ans d'intervalle, de retrouver son niveau d'avant-guerre.

Les récoltes de céréales vivrières ont été bonnes dans presque toute la région en 1960/61, la principale exception étant la Chine continentale, dont le cas est traité à part ci-dessous. La production céréalière de l'Inde a atteint un volume record d'environ 76 millions de tonnes, qui reste cependant inférieur à l'objectif de 80 millions de tonnes prévu dans le plan. Pour la sixième campagne successive, le Japon a eu une forte récolte de riz. La production sucrière de la région a sensiblement augmenté, tandis que le coprah et le coton ont marqué un net progrès par rapport aux chiffres médiocres de l'année précédente. La production de jute s'est accrue d'environ 7 pour cent au Pakistan par rapport à 1959/60, mais elle a diminué de 12 pour cent en Inde. La production de thé également a beaucoup baissé dans ce dernier pays par suite de la sécheresse qui a sévi dans le Nord-Est. La production régionale de caoutchouc a un peu diminué, un recul marqué ayant été enregistré en Indonésie. On ne possède guère de données dignes de foi touchant la production animale, mais il semble que la production de viande ait diminué au Japon en 1960, où de rapides progrès avaient été réalisés dans les quelques années précédentes.

La production agricole de la Chine continentale a connu des revers désastreux en 1960: il semble que plus de la moitié de la superficie agricole totale ait souffert de la sécheresse, de typhons, d'inondations, d'attaques d'insectes et autres calamités. Les chiffres de la production n'ont pas été communiqués, mais

il est évident que l'objectif «céréalier» de 275 millions de tonnes (y compris les pommes de terre, les patates et les légumineuses) est loin d'avoir été atteint et que la production a été beaucoup plus faible qu'en 1959, année qui était déjà mauvaise. Bien que le risque d'une famine généralisée semble avoir été écarté, peut-être grâce à ce qui reste des stocks provenant des récoltes record de 1958, bien des régions en étaient menacées et la situation était presque partout extrêmement précaire. On peut juger de sa gravité quand on sait notamment que la ration de céréales a progressivement été réduite jusqu'en juillet 1960, que toutes les restrictions visant la réception de colis de vivres de l'étranger ont été levées et que des importations massives de céréales vivrières ont été effectuées depuis le début de 1961.

Proche-Orient

De même que lors de la précédente campagne, on estime que la production agricole du Proche-Orient n'a pas augmenté de plus de 1 pour cent environ en 1960/61. La production céréalière n'a pas réussi à se développer, et la légère augmentation de la production agricole régionale est en grande partie imputable à une nouvelle expansion de la production cotonnière.

Pour la troisième campagne successive, l'Irak, Israël, la Jordanie et la Région syrienne de la République arabe unie ont gravement souffert de la sécheresse, qui s'est étendue également à certaines parties de l'Iran en 1960/61. La Région égyptienne de la République arabe unie, de même que la Turquie, ont eu de bonnes récoltes, mis à part un léger fléchissement de la production égyptienne de riz, de sorte qu'au total la production régionale n'a que peu diminué en ce qui concerne la plupart des céréales et a augmenté dans le cas de l'orge et du maïs. La rapide expansion de la production sucrière a temporairement été stoppée et l'on a enregistré une baisse d'environ 15 pour cent. La production de coton s'est encore accrue de 4 pour cent et la plupart des pays producteurs ont participé à ce progrès. La faible production animale de la région semble avoir continué à se développer lentement en 1960. Des épidémies de peste équine africaine ont réduit les effectifs chevalins dans maints pays du Proche-Orient en 1960/61.

Afrique

Selon des estimations provisoires, la production agricole de l'Afrique n'aurait augmenté que d'environ 1 pour cent en 1960/61, de sorte que la production par habitant aurait fléchi, et serait tombée légèrement au-dessous de son niveau d'avant-guerre dans le secteur alimentaire. La modeste augmentation de la production totale est presque entièrement imputable aux cultures principalement destinées à l'exportation, en particulier à l'huile d'olive, au cacao et au café. En ce qui concerne la plupart des cultures vivrières de base (mais les statistiques sont à cet égard particulièrement pauvres), la production semble avoir diminué ou être restée stationnaire.

On estime que la production céréalière régionale a quelque peu fléchi en 1960/61. En fait, au cours des quatre dernières campagnes, elle est restée inférieure à son niveau de 1956/57, année où elle n'avait pourtant dépassé que de bien peu le record de 1954/55. La production céréalière du nord-ouest de l'Afrique se situe pour 1960/61 à peu près au faible niveau de l'année précédente. Au sud du Sahara, la sécheresse qui a sévi au Kenya a sérieusement réduit la récolte de maïs, déterminant des conditions de famine dans certaines régions. Les autres parties de l'Est africain ont moins souffert de la sécheresse, mais il y a eu pénurie de certaines denrées alimentaires en Ouganda et les récoltes ont été mauvaises dans une partie du Tanganyika. Pendant une brève période entre la fin de 1960 et le début de 1961, la désorganisation résultant des troubles politiques est venue s'ajouter à l'échec de certaines cultures pour provoquer la famine dans certaines parties du Congo (Léopoldville). En Afrique du Sud, la production de blé a diminué tandis que la production de maïs a augmenté de 14 pour cent, dépassant le chiffre record de 1956/57. La production sucrière de la région a diminué, près de la moitié de la récolte de l'île Maurice ayant été détruite par un cyclone.

En revanche, la production de cacao a augmenté dans presque tous les pays producteurs, dépassant au total d'environ un quart le chiffre précédent. La production de café a continué sa rapide progression, marquant une avance de près de 10 pour cent. La production d'huile d'olive étant dans la phase ascendante de son cycle biennal dans le nord-ouest de l'Afrique, on a enregistré un accroissement de 85 pour cent en 1960/61. Un léger progrès a été réalisé en ce qui concerne les arachides et les produits des palmiers à huile. Les statistiques de l'élevage sont rudimentaires, mais les progrès de la production semblent une fois de plus avoir été très faibles dans ce secteur en 1960.

PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES

Le présent rapport sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture ne contient pas de résumé par produit, la FAO ayant récemment publié le premier d'une série de rapports annuels sur les produits[2]. Les principaux produits font donc ici l'objet d'un examen plus détaillé qu'à l'ordinaire, suivi, en fin de chapitre, d'un bref aperçu des perspectives.

La production mondiale (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale) n'a augmenté substantiellement que dans un nombre relativement restreint de secteurs en 1960/61. En dehors des pommes, du coprah et de l'avoine, dont la production a connu une vigoureuse reprise, le sucre, le cacao, l'huile d'olive et le riz sont les seuls grands produits dont la production ait augmenté de plus de 5 pour cent selon des estimations préliminaires. Les récoltes de blé, d'orge, de coton et de fèves de soja se sont accrues de 4 à 5 pour cent. La production de bananes, de café et de thé a sévèrement fléchi en 1960/61 et celle d'agrumes, de vin, de jute, de caoutchouc, de laine et d'œufs a également été plus faible qu'en 1959/60 (graphique II-2 et tableau annexe 2A).

La production mondiale de blé, qui avait diminué lors de la campagne précédente, s'est accrue, estime-t-on, d'environ 4 pour cent en 1960/61. Des récoltes beaucoup plus abondantes dans trois des principaux pays exportateurs (Etats-Unis, Canada et Australie) ont largement compensé le fléchissement enregistré en Argentine et dans un certain nombre d'importants pays producteurs de l'Europe occidentale et du Proche-Orient. La production de riz a probablement augmenté dans une proportion qui atteint 6 pour cent en 1960/61, les récoltes ayant été abondantes en Inde, au Japon, au Pakistan et dans divers pays producteurs secondaires.

La production totale de céréales secondaires a encore quelque peu augmenté. L'accroissement le plus sensible concerne l'avoine, dont la production s'est relevée par rapport à son volume médiocre de 1959/60. La production d'orge s'est beaucoup améliorée en Australie et a aussi sensiblement augmenté en France, en Allemagne occidentale et en Turquie; en revanche, les récoltes ont été plus faibles en Argentine et au Canada. Aux Etats-Unis, la production de maïs a beaucoup moins augmenté que lors des deux campagnes précédentes, et celle de sorgho ne s'est que légèrement accrue.

La production sucrière, dont le taux d'augmentation avait été inférieur à la moyenne en 1959/60, a connu une expansion particulièrement importante en 1960/61. Les pourcentages d'accroissement les plus élevés ont été enregistrés en Europe occidentale. Le Brésil, Cuba, l'Inde et la Turquie ont également produit beaucoup plus de sucre, tandis que dans l'île Maurice, la production a subi un recul marqué par suite des dégâts causés par un cyclone.

Les pommes et les poires ont pratiquement été les seuls fruits importants dont la production a augmenté en 1960/61; les progrès ont été très remarquables en Europe occidentale, où les récoltes avaient été faibles en 1959/60. La rapide expansion de la production d'agrumes s'est temporairement interrompue et l'on estime que les récoltes ont été légèrement plus faibles en 1960/61. La production de bananes et celle de raisins secs semblent avoir beaucoup diminué; enfin, la production de vin a été inférieure à son niveau record de 1959/60.

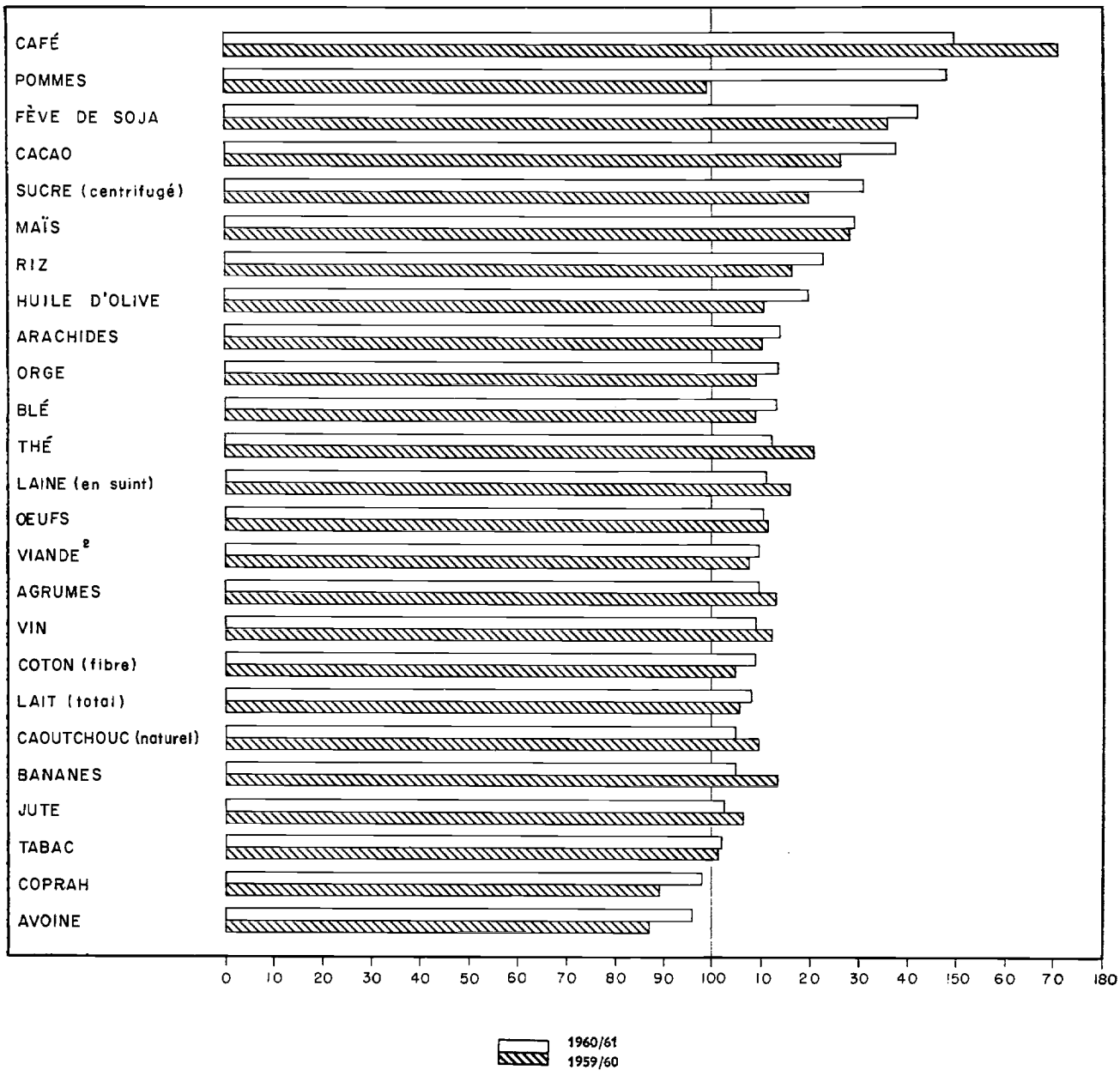
La production d'huiles végétales et d'oléagineux s'est améliorée en 1960/61. Si la production de coprah a largement dépassé aux Philippines et dans d'autres pays d'Extrême-Orient les niveaux auxquels elle était tombée au cours des deux dernières campagnes par suite de la sécheresse, elle reste inférieure au record précédent. La production d'huile d'olive s'est beaucoup accrue, la Grèce étant le seul grand pays producteur qui ait connu une année « creuse ». La production de fèves de soja a augmenté, spécialement aux Etats-Unis, et celle d'arachides a fait un bond au Nigeria et au Sénégal, qui sont les deux principaux pays exportateurs.

On estime que la production laitière totale a augmenté d'environ 2 pour cent en 1960. Les progrès ont été particulièrement marqués dans les pays plus développés, où l'accroissement de la consommation de lait liquide n'a pas été suffisant pour absorber le supplément de production, de sorte qu'une forte augmentation a également été enregistrée en ce qui concerne le beurre et d'autres produits manufacturés. La production de viande s'est accrue d'environ 2 pour cent. L'augmentation intéresse surtout la production de viande de bœuf et de veau aux Etats-Unis et en Europe occidentale; en revanche, la production totale de viande de porc, dont les progrès avaient été plus rapides que pour les autres viandes au cours de ces dernières années, a légèrement fléchi en 1960. On estime qu'il en est de même des œufs, surtout en Amérique du Nord et en Europe occidentale.

Certaines des fluctuations les plus amples enre-

[2] *Rapport de la FAO sur les produits, 1961*, FAO, Rome, 1961.

GRAPHIQUE II-2. - PRODUCTION MONDIALE[1] DES PRINCIPAUX PRODUITS, 1959/60 ET 1960/61
(Indices, moyenne 1953/54 - 1957/58 = 100)



[1] Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale. - [2] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, et de porc.

gistrées en 1960/61 par rapport à l'année précédente concernent la production de cacao et de café. La première a augmenté de 9 pour cent, ce qui porte à 44 pour cent l'accroissement réalisé depuis 1958/59, époque qui marque le début d'une période d'expansion rapide. Elle a augmenté du tiers environ au Ghana et au Nigeria en 1960/61, mais elle a diminué d'un quart au Brésil par suite du mauvais temps. La rapide progression de la production de café s'est, en revanche, interrompue et la récolte mondiale a diminué d'environ 12 pour cent, ce qui est dû presque entièrement à une baisse de 30 pour cent au Brésil. La production de thé a également diminué, surtout en raison de la sécheresse qui a sévi dans le nord de l'Inde et au Pakistan. La production de tabac n'a guère varié en 1960/61.

On estime que la production cotonnière a encore augmenté de 4 pour cent en 1960/61; le Mexique

et la Région égyptienne de la République arabe unie ont eu des récoltes beaucoup plus abondantes, tandis que les Etats-Unis enregistraient un léger recul par rapport à 1959/60. La production lainière a quelque peu diminué en 1960/61, en conséquence surtout de la sécheresse dont ont souffert certaines parties de l'Australie et de l'Afrique du Sud. Le fléchissement des récoltes indiennes a légèrement fait reculer la production de jute. Celle de fibres dures s'est maintenue à peu près au niveau de 1959/60; la production d'abaca a légèrement fléchi par suite de l'arrêt des activités dans toutes les plantations de l'Amérique centrale, mais la production de sisal a marqué quelque progrès en Afrique orientale, de même que celle de henequen à Cuba et au Mexique. La production de caoutchouc naturel a été plus faible qu'en 1959, principalement en raison d'une forte baisse de rendement dans les petites exploitations indonésiennes.

Il convient de rappeler que la situation des principaux produits en 1960/61, telle qu'elle vient d'être évoquée, ne tient pas compte de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale. La production mondiale d'un certain nombre de produits, et spécialement des céréales et des oléagineux, s'est fortement ressentie en 1960/61 du recul de la production agricole totale dans ces régions et tout particulièrement en Chine continentale.

Le graphique II-2 permet de comparer (là encore en faisant abstraction de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale) la production des principaux produits en 1959/60 et en 1960/61 avec le niveau moyen de 1953-57. Mis à part le cas des pommes, dont la production connaît des fluctuations annuelles spécialement amples, les progrès les plus rapides observés entre 1953-57 et 1960-61 intéressent le café, le cacao, le sucre, le maïs et le riz. Entre 1953-57 et la campagne record de 1959/60, la production de café a connu une expansion remarquable et s'est accrue de pas moins de 70 pour cent; au Brésil, qui est le premier producteur du monde, l'augmentation a été encore plus forte. Le café est un produit qui était relativement rare il n'y a pas si longtemps, mais le cas du cacao est encore plus extraordinaire. La production, spécialement au Ghana et au Nigeria, était longtemps restée stationnaire à un niveau à peine supérieur à celui de l'avant-guerre, mais elle a marqué des progrès très substantiels dans chacune des trois dernières campagnes, aussi bien dans ces pays que dans d'autres pays producteurs africains, de sorte que les récoltes de 1960/61 ont dépassé de plus d'un tiers celles de 1953-57. Ce résultat est principalement imputable à des mesures plus efficaces de lutte contre les maladies du cacaoyer et aux nouvelles plantations effectuées durant les années où les prix étaient très élevés.

La production de sucre s'est développée rapidement pendant toute la période d'après-guerre, mais les progrès se sont beaucoup accélérés au cours de ces dernières années, spécialement en Extrême-Orient et au Proche-Orient. Depuis 1953-57, l'augmentation de la production de maïs est pour une très grande part imputable aux Etats-Unis, mais il convient de noter que les statistiques de la production sont très incertaines dans la plupart des pays insuffisamment développés, où le maïs constitue une denrée de base. La production de riz, en revanche, n'a guère varié dans les régions plus évoluées où elle reste assez restreinte, mais elle a connu une expansion encourageante en Extrême-Orient (non compris la Chine continentale).

L'avoine est, parmi les grandes cultures, la seule dont la production ait baissé depuis 1953-57. On a observé une tendance à la remplacer par l'orge en France et dans certains autres pays. Les progrès ont été lents depuis 1953-57 en ce qui concerne le tabac, le jute, les bananes et le caoutchouc. La production de tabac n'a guère varié aux Etats-Unis et dans d'autres pays producteurs évolués et les modestes gains qui ont été enregistrés sont presque entièrement imputables aux régions moins développées. Enfin, la demande de jute et de caoutchouc a souffert de la concurrence des produits de remplacement.

Produits de la pêche

La production de poisson a continué d'augmenter en 1960. Selon des estimations provisoires, les quantités pêchées dans le monde ont atteint 37,5 millions de tonnes, soit quelque 6 pour cent de plus qu'en 1959 (tableau II-3 et tableau annexe 11).

L'augmentation des quantités pêchées est à nouveau en grande partie imputable au Pérou, où la production de poisson s'est accrue de plus des trois quarts, atteignant plus de 3,5 millions de tonnes en 1960. Ce chiffre n'a été dépassé qu'au Japon et en Chine continentale, si bien que le Pérou, dont la production était inférieure à 500 000 tonnes jusqu'à une époque aussi récente que 1957, est maintenant le troisième pays producteur de poisson du monde. On signale que la production a continué de s'accroître rapidement en U.R.S.S. et au Japon, où l'on

TABLEAU II-3. - ESTIMATION DES QUANTITÉS DE POISSON, DE CRUSTACÉS ET DE MOLLUSQUES PÊCHÉES DANS LE MONDE

	1938	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (données prélim.)
	Millions de tonnes, poids vif									
Europe occidentale	5,44	6,19	6,77	7,24	7,35	7,77	7,33	7,18	7,5	7,3
Europe orientale et U.R.S.S.	1,70	1,99	2,28	2 58	2,84	2,99	2,94	3,04	3,2	3,2
Amérique du Nord	3,15	3,60	3,62	3,83	3,78	4,12	3,79	3,75	4,0	4,0
Océanie	0,09	0,09	0,11	0,11	0,11	0,12	0,13	0,13	0,1	0,1
Amérique latine	0,24	0,50	0,73	0,80	0,97	1,08	1,33	1,83	3,0	4,5
Extrême-Orient	9,10	7,42	9,78	10,46	11,29	11,62	13,06	13,93	15,5	16,0
Proche-Orient	0,33	0,38	0,43	0,43	0,41	0,44	0,43	0,43	0,4	0,4
Afrique	0,45	1,03	1,52	1,56	1,60	1,71	1,82	1,81	1,9	2,0
TOTAL MONDIAL	20,50	21,20	25,24	27,01	28,35	29,85	30,83	32,10	35,6	37,5

estime qu'elle a, pour la première fois, atteint 6 millions de tonnes en 1960.

Les quantités pêchées ont en revanche diminué en 1960 dans plusieurs des grands pays producteurs de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. En Europe occidentale, ceci a principalement été dû à une diminution des ressources ichtyologiques des zones traditionnelles de pêche en mer du Nord et des eaux du Royaume-Uni et de l'Islande. La pêche au hareng, en particulier, a donné de mauvais résultats en 1960. En Allemagne occidentale, la pêche hauturière et la pêche côtière du hareng ont produit environ 30 pour cent de moins qu'en 1959. Les apports ont également diminué en Islande, en Norvège et au Royaume-Uni, principalement en raison du faible rendement de la pêche au hareng, quoique les autres espèces (par exemple la morue en Norvège et la rascasse du nord en Islande) aient été également moins abondantes que l'année précédente.

Les Etats-Unis comme le Canada ont pris moins de poisson qu'en 1959, mais la diminution a été modérée aux Etats-Unis relativement au Canada où elle a été de près de 15 pour cent. Les quantités de poisson exclusivement destinées à la production de farine ont diminué sur les côtes Atlantique et Pacifique de l'Amérique du Nord, en raison surtout de la difficulté d'écouler le produit. La pêche au thon a, en revanche, marqué une reprise en Californie, grâce au remplacement graduel de la pêche aux palangres par la pêche à la senne tournante. Les pêcheries de crevettes des Etats-Unis ont eu un rendement satisfaisant dans les principales régions productrices (Atlantique Sud et golfe du Mexique), mais elles ont marqué un recul dans les eaux du Pacifique du Nord-Ouest. Du côté canadien, les pêcheries de la côte de l'Atlantique ont débarqué de plus grosses quantités de langoustes, de rascasses du nord et de hareng, ce qui a largement compensé la diminution des prises de morue et de haddock. Sur la côte du Pacifique, les quantités pêchées ont diminué de près de 50 pour cent, la campagne ayant été la plus décevante que l'on ait connue en ce qui concerne le saumon, tandis que la production de hareng était également plus faible.

La proportion des quantités pêchées qui est utilisée pour la consommation humaine a été un peu plus forte en 1960 que l'année précédente en Europe occidentale et en Amérique du Nord; mais l'expansion de la production mondiale a, une fois encore, été caractérisée surtout par l'extraordinaire avance de la production de farine de poisson au Pérou, où elle est passée de 332 000 tonnes en 1959 à 570 000 en 1960, plaçant ce pays en tête des producteurs mondiaux. L'Afrique du Sud, le Japon, l'Espagne et le Chili sont les seuls autres grands pays producteurs dont l'apport a augmenté en 1960, tandis qu'un certain nombre de pays ont restreint leur production de farine de poisson en raison de la forte baisse des prix.

La production de morue salée, qui avait décliné au cours des trois années précédentes, a marqué une reprise en 1960. La production de harengs salés a par contre diminué en Norvège et en Allemagne occidentale, par suite de la mauvaise campagne de pêche. La conserverie a été affectée dans une certaine mesure par la baisse de rendement des pêcheries de saumon de la côte nord-ouest de l'Amérique et des pêcheries de harengs européennes.

PRODUITS FORESTIERS

On estime que la production mondiale de bois rond a augmenté d'environ 3 pour cent en 1960,

atteignant 1 770 millions de mètres cubes (tableau II-4). La production de bois de feu semble être restée relativement stable, mais on estime que celle de bois d'industrie s'est accrue de 5 pour cent, dépassant pour la première fois 1 milliard de mètres cubes.

La vigueur de la demande a provoqué un accroissement substantiel des abattages en Europe occidentale et en U.R.S.S., et si des chiffres record n'ont pas été atteints en Europe orientale, c'est que des mesures ont été prises pour empêcher la surexploitation. En Amérique du Nord, la production de bois rond, qui avait augmenté de 9 pour cent en 1959, s'est maintenue à peu près à ce niveau en 1960 en raison d'un fléchissement du marché. La production de bois de pâte, en revanche, a encore augmenté de 10 pour cent en Amérique du Nord. La demande européenne de bois tropicaux a provoqué un accroissement de la production de grumes en Afrique, où l'exploitation d'essences peu connues a notamment augmenté. La production de bois rond n'a guère varié en Amérique latine, mais elle a quelque peu augmenté en Extrême-Orient et au Proche-Orient.

Dans le secteur des sciages également, les augmentations les plus importantes de la production ont, en 1960, été enregistrées en Europe et en U.R.S.S. La production européenne a atteint sa capacité maximum et celle de l'U.R.S.S. a doublé en dix ans. En Amérique du Nord, par contre, la production de sciages a baissé par suite du ralentissement des activités dans les industries du bâtiment et des emballages. La production africaine de sciages a légèrement fléchi en 1960, malgré une expansion considérable en Afrique du Sud.

On estime que la production mondiale de pâte de bois s'est encore accrue de 5 pour cent en 1960. Vers la fin de l'année, les usines à pâte d'Europe occidentale travaillaient presque à plein rendement et comme on prévoyait une pénurie de résineux à utiliser comme matière première, l'attention s'est portée davantage sur les feuillus, La production a continué de s'accroître en Amérique du Nord. En Extrême-Orient, en Amérique latine, en Océanie et, dans une moindre mesure, en Afrique, la capacité de production de pâte s'est accrue en 1960 et beaucoup des nouvelles usines sont conçues pour utiliser des matériaux fibreux non ligneux, tels que bagasse, alfa, bambou, paille de riz et roseaux.

La production de papier journal, qui était pratiquement restée stationnaire entre 1955 et 1958, a augmenté d'environ 1 million de tonnes au cours de chacune des deux années suivantes. En 1960, cette expansion a eu pour principal théâtre l'Europe et l'Amérique du Nord. La capacité a presque été entièrement utilisée en Europe occidentale et la production de papier journal a continué de s'accroître en Amérique du Nord, à une époque où la demande d'autres types de papier se développait beaucoup moins rapidement. Les autres papiers et cartons sont plus sensibles que le papier journal aux fluctuations économiques et ils ont donc souffert davantage de la récession de 1960 en Amérique du Nord. La pro-

TABLEAU II-4. - ESTIMATION DE LA PRODUCTION MONDIALE DE BOIS ROND ET DE PRODUITS FORESTIERS

	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (données prélim.)
BOIS ROND: QUANTITÉS ENLEVÉES	*Millions de mètres cubes*								
Bois d'industrie	730	774	839	908	939	930	935	990	1 040
Bois de feu	711	697	714	723	730	740	728	730	730
TOTAL	1 441	1 471	1 553	1 631	1 669	1 670	1 663	1 720	1 770
PRODUITS FORESTIERS									
Sciages	240.1	267.7	275,3	296.9	295.9	290.7	301.9	314,2	321.3
Contre-plaqués	5.9	8.3	9.0	10,8	11.3	11.7	12.9	14.6	15,2
	Millions de tonnes métriques								
Panneaux de fibre	2.0	2.4	2.9	3.2	3.3	3.4	3.6	4.0	4.3
Pâte de bois	33,1	39,1	42,4	46.6	49.8	50.3	50.2	55.2	57,4
Papier journal	8,6	9.8	10,4	11.2	12.0	12.3	12.1	13.1	14.0
Autres papiers et cartons	32,6	38.5	40.8	45.7	48.2	49.2	50.6	56.0	58.0

duction mondiale n'a augmenté que de 2 millions de tonnes, contre 5,4 l'année précédente.

La production de contre-plaqué a continué de se développer, mais à un rythme plus lent qu'auparavant. Tout en ayant augmenté d'environ 3 pour cent en Amérique du Nord pour l'ensemble de l'année, elle a donné des signes de fléchissement dans le second semestre de 1960, de sorte qu'à la fin de la campagne, l'industrie fonctionnait à moins de la moitié de sa capacité existante. En Europe occidentale, la manufacture de contre-plaqué a été stimulée par l'activité soutenue des industries du bâtiment et de l'ameublement; toutefois, bien que l'usage s'en répande, le taux d'utilisation du contre-plaqué par unité de résineux scié est encore inférieur de plus de 50 pour cent en Europe à ce qu'il est en Amérique du Nord. La production de panneaux de fibre s'est également accrue en 1960, mais l'augmentation est presque entièrement imputable à l'Europe occidentale, où elle a été favorisée par l'essor de la construction, tandis qu'elle a légèrement diminué en Amérique du Nord. L'industrie des panneaux de particules, la plus récente des grandes industries du bois, continue sa rapide progression, spécialement en Allemagne occidentale, principal pays producteur où elle a atteint le chiffre de 850 000 tonnes, contre 28 000 seulement il y a une dizaine d'années.

Variations des stocks

Les stocks de nombreux produits agricoles ont continué d'augmenter en 1960/61, en particulier ceux de céréales secondaires, de beurre et de sucre. Les stocks de blé, assez stables pendant la campagne précédente, ont recommencé à augmenter et les stocks de café se sont substantiellement accrus, sans marquer toutefois une expansion aussi considérable qu'en 1959/60 (tableau II-5).

Les stocks invendus continuent d'être composés principalement d'articles de la zone tempérée, dont la production a augmenté rapidement sous l'influence des progrès techniques et des politiques de soutien des prix. Au cours des dernières années, cependant, la tendance à l'accumulation de stocks a gagné certaines productions de l'arboriculture tropicale qui ont augmenté fortement parce que des surperficies importantes ont été plantées au cours d'années antérieures où les prix étaient élevés et parce que l'on a employé des variétés plus productives, amélioré les méthodes de lutte contre les maladies et apporté d'autres perfectionnements à la culture. Le café a été le premier produit touché, mais il apparaît maintenant que les plantations de cacao (un produit qui, il y a quelques années encore, paraissait susceptible d'être trop peu abondant sur le marché) se sont développées à un tel point que la consommation, malgré ses progrès, est inférieure à la production.

Les stocks de blé des quatre principaux pays exportateurs devraient, selon les estimations, atteindre à l'issue de la campagne 1960/61 un volume qui constituera un nouveau record, ayant augmenté d'environ 4 pour cent. Grâce à l'accroissement des exportations et, en particulier, à des livraisons considérables à la Chine continentale, le Canada et l'Australie devraient achever la campagne avec des stocks inchangés malgré l'abondance des récoltes de 1960/61. En Argentine, le niveau des stocks pourrait baisser fortement à la suite d'une récolte médiocre. Aux Etats-Unis, cependant, où la récolte atteint un niveau qui a été dépassé une fois seulement au cours des années antérieures, les stocks, pense-t-on, devraient augmenter encore de 2,7 millions de tonnes.

Aux Etats-Unis également, les stocks de céréales secondaires, qui ont augmenté en moyenne d'environ 6 à 7 millions de tonnes par an au cours des dix dernières années, se sont accrus probablement de près de 10 millions de tonnes en 1960/61. Une fois de plus, le report supplémentaire est constitué pour la presque totalité par du maïs et du sorgho. Sans doute, par rapport à la production et à la consommation intérieure, les stocks de céréales secondaires sont-ils moins considérables que les stocks de blé; mais ils représentent une masse beaucoup plus importante eu égard au volume relativement faible du commerce international des céréales secondaires. Leur écoulement sur le marché international est également gêné par le fait que 80 pour cent du total des exportations de céréales secondaires sont destinés à l'Europe occidentale, où la production est en hausse.

On sait que dans les pays développés la production laitière a une tendance chronique à dépasser le niveau de la consommation à prix courants; cette tendance, temporairement arrêtée par la sécheresse

TABLEAU II-5. - STOCKS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS (ESTIMATIONS)

	Mois	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (prévision)
		Millions de tonnes									
BLÉ											
Etats-Unis	1er juil.	7.0	16.5	25.4	28.2	28.1	24,7	24.0	35.2	35.7	38.4
Canada	1er août	5,9	10.4	16,8	14.6	15.8	19.9	17.4	14,9	14.6	14.5
Argentine	1er déc.	0.1	2.0	1,6	2.4	1.2	1.6	1,5	1,4	1.2	0.5
Australie	1er déc.	0.5	1.0	2.6	2.6	2,4	1.1	0.4	1.7	1,6	1,6
Total. 4 principaux exportateurs		13.5	29.9	46.4	47.8	47.5	47.3	43.3	53.2	53.1	55,1
RIZ (équivalent riz usiné)											
Pays exportateurs asiatiques [1]	31 déc.	0.7	1.4	1,6	0,8	0.5	0,6	0.5	0.5	0,3	0.6
Etats-Unis	31 juil.	0.1	—	0.2	0.8	1,1	0.6	0.6	0.5	0,4	0.2
Total		0,8	1.4	1,8	1.6	1,6	1.2	1,1	1.0	0,7	0.8
CÉRÉALES SECONDAIRES [2]											
Etats-Unis	1er juil.[3]	18.5	24.7	29,4	37.3	39.3	44.4	53.5	61.4	68.0	77,5
Canada	1er août	3.6	5.1	5.6	3.7	4,3	6,6	5.0	4.8	4.2	3.7
Total. 2 principaux exportateurs		22.1	29.8	35.0	41.0	43.6	51.0	58.5	66.2	72.2	81.2
BEURRE											
Etats-Unis		0.03	0.13	0.17	0.07	0.01	0.04	0.03	0.01	0.03	...
Canada		0.02	0.03	0.04	0.05	0.04	0.03	0.04	0.05	0.05	...
Pays européens [4]		0.04	0.06	0.05	0.04	0.10	0.12	0,08	0.06	0.12	...
Australie et Nouvelle-Zélande		0.05	0.05	0.06	0.06	0.05	0.06	0.06	0.05	0.07	...
Total	31 déc.	0.14	0.27	0.32	0.22	0.20	0.25	0,21	0.17	0.27	...
FROMAGE											
Etats-Unis	31 déc.	0.11	0.20	0.25	0.24	0.20	0.19	0,13	0.14	0.15	...
LAIT CONDENSÉ ET ÉVAPORÉ											
Etats-Unis	31 déc.	0.18	0.12	0.10	0.10	0.11	0.10	0,09	0.10	0.10	...
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE											
Etats-Unis [5]		0,08	0.23	0.06	0.04	0.04	0.05	0.06	0.04	0.14	...
GRAINES ET HUILE DE LIN (en équivalent d'huile)											
Etats-Unis	1er juil.	0,41	0.38	0.29	0.17	0.10	0.22	0.13	0.18	0.07	...
Argentine	1er déc.	0,30	0.23	0.08	0.03	0.06	0.06	0.06	0.04	0.10	...
Total		0.71	0.61	0.37	0.20	0.16	0.28	0.19	0.22	0.17	...
HUILES VÉGÉTALES LIQUIDES COMESTIBLES ET GRAINES OLÉAGINEUSES (en équivalent d'huile)											
Etats-Unis	1er oct. [6]	0.24	0.63	0.52	0.35	0.29	0.29	0.35	0.57	0.40	0.30
SUCRE (équivalent sucre brut)											
Cuba	31 déc.	2.2	1.5	1.9	1.6	0,6	0.7	0.5	1.2	1.1	...
Total mondial	31 août	11.0	10.2	11.8	11.4	10.4	9.9	9.5	12.5	13.6	17.6

(suite à la page suivante)

TABLEAU II-5. - STOCKS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS (ESTIMATIONS) (*fin*)

	Mois	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (prévision)
		Millions de tonnes									
CAFÉ											
Brésil		0.18	0.20	0.20	0.20	0.63	0.44	0.85	1.45	2.66	...
Total [7]	30 juin	0.53	0.51	0.49	0.38	0.84	0.69	1.17	1.85	3.25	3.5-3.6
TABAC (poids à la production)											
Etats-Unis	1er oct. [8]	1.56	1.66	1.69	1.83	1.89	2,00	1.89	1.81	1.74	1.73
COTON (fibre)											
Etats-Unis		0.60	1.22	2.11	2.43	3.14	2.47	1.89	1.93	1.63	1.63
Autres exportateurs nets		1.00	1,08	0.78	0.80	0.56	0.65	0.85	0.76	0.67	...
Importateurs		1.34	1.21	1.26	1.26	1.08	1.30	1.32	1,14	1.28	...
Total mondial [9]	31 juil.	2.94	3.51	4.15	4.49	4.78	4.42	4.07	3.83	3,58	3.69
CAOUTCHOUC NATUREL											
Total mondial [10]	31 déc.	0.73	0.72	0.73	0.76	0.74	0.76	0.75	0.70	0.76	...
PAPIER JOURNAL											
Amérique du Nord [11]	31 déc.	0.89	0.80	0.77	0.69	0,92	0.92	0.99	0.98	0.96	...
		Millions de mètres cubes									
SCIAGES RÉSINEUX											
Importateurs européens [12]	31 déc.	5.74	6.19	5.10	6.10	5.32	5.63	5.42	5.17	6.25	...
Exportateurs européens [13]	31 déc.	4.31	3.63	4.05	4.50	4.26	3.75	4.42	3.90	3.80	...
Amérique du Nord	31 déc.	14.25	16.05	14.60	14,79	16.84	16.42	15.66	16.10	18.00	...
SCIAGES FEUILLUS											
Importateurs européens [14]	31 déc.	1.29	1,13	1,06	1.22	1.29	1.24	1.25	1,19	1.26	...
Exportateurs européens [15]	31 déc.	0.31	0.28	0.27	0.32	0.47	0.45	0.41	0.39	0.38	...
Amérique du Nord	31 déc.	7.90	7.90	9.54	7.85	8.76	8.64	8.53	9.21	9.42	...

NOTE: Les quantités indiquées comprennent les stocks de report normaux.

[1] Non compris la Chine continentale. - [2] Orge, avoine, maïs, sorgho et seigle. - [3] Maïs et sorgho, 1er octobre. - [4] Autriche, Belgique, Finlande, Allemagne occidentale, Irlande, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse, Royaume-Uni et (à partir de 1957) France. - [5] Stocks des industriels et disponibilités non affectées de la CCC. - [6] Graines de coton, 1er août. - [7] Y compris aussi Colombie, Côte-d'Ivoire, Ouganda et Etats-Unis. - [8] Types *flue-cured*, 1er juillet. - [9] Non compris U.R.S.S., Europe orientale et Chine continentale; y compris des estimations du coton en transit. - [10] Y compris des estimations du caoutchouc en transit, mais non compris les stocks stratégiques. - [11] Usines des Etats-Unis et du Canada et consommateurs des Etats-Unis. - [12] Belgique-Luxembourg, Danemark, Allemagne occidentale, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni. - [13] Australie, Norvège, Suède, Yougoslavie. - [14] Belgique-Luxembourg, Allemagne occidentale, Royaume-Uni, [15] Autriche et Yougoslavie.

qui avait sévi en Europe pendant l'année 1959, s'est affirmée de nouveau en 1960. La production de lait supplémentaire a été pour la majeure partie transformée en beurre, et les stocks beurriers se sont accrus très fortement dans tous les grands pays producteurs et, notamment, en Europe occidentale, où ils ont doublé en 1960. Aux Etats-Unis, les stocks gouvernementaux de lait écrémé en poudre, qui avaient été temporairement épuisés en 1959, ont augmenté de nouveau en 1960 et les donations ont recommencé en avril 1960. A la fin de 1960, les stocks globaux (commerciaux et gouvernementaux) de lait écrémé en poudre détenus aux Etats-Unis ont atteint le niveau le plus élevé depuis 1953.

A la suite de l'interruption, en 1960, du commerce entre Cuba et les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine continentale ont beaucoup augmenté leurs importations de sucre cubain. Néanmoins, la production mondiale a été largement supérieure à la consommation en 1960/61 et l'on estime que les stocks mondiaux de sucre auront augmenté de près de 30 pour cent à la fin de la campagne.

La production de café atteint actuellement un niveau si élevé que les stocks continuent de s'accumuler bien que la récolte mondiale de 1960/61 ait été inférieure de près d'un sixième à celle de 1959/60. Le contingentement des exportations institué par l'Accord international du café a réussi à éviter un

effondrement du marché, mais le report (estimé à 3,5 - 3,6 millions de tonnes) est maintenant bien supérieur à la consommation mondiale d'une année. De plus, en 1960/61, des stocks de café ont commencé, pour la première fois depuis la guerre, à s'accumuler également dans les pays africains producteurs de *Robusta*.

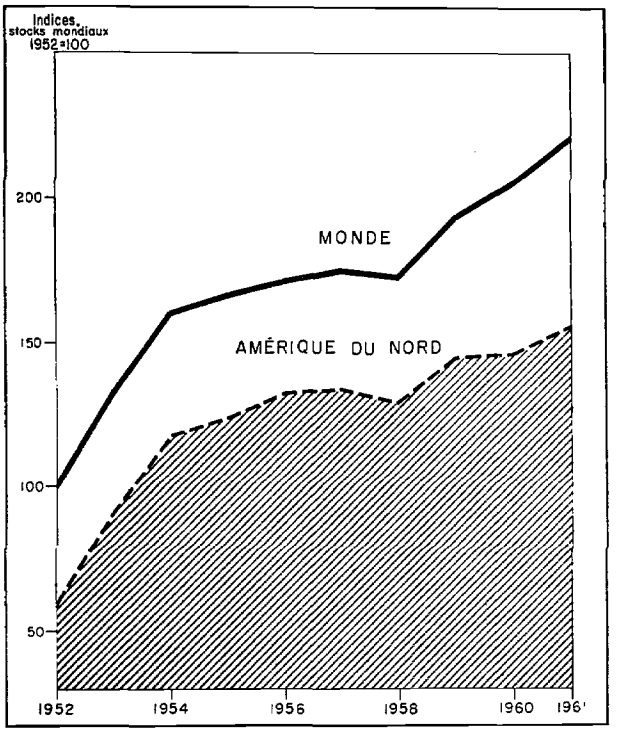
La consommation de cacao, réduite par les prix élevés de 1957/58, avait retrouvé son niveau dès 1960 et la baisse persistante des prix a provoqué un nouvel accroissement en 1961. Néanmoins, la production s'est accrue très rapidement au cours des trois dernières campagnes et l'on estime que la récolte de 1960/61 dépasse d'environ 150 à 170 000 tonnes la quantité broyée en 1961. On ne possède pas de bonnes statistiques des stocks de fèves, mais les stocks des pays importateurs ont augmenté et il est permis d'estimer que les stocks des industriels des principaux pays consommateurs représentaient à la fin de 1960 au moins 4 mois de consommation.

Les stocks de coton, en régression, ont atteint maintenant des proportions qui peuvent être considérées comme normales (6 à 7 mois de consommation). Mais ils sont encore inégalement répartis entre les principaux pays exportateurs et importateurs, et il existe des pénuries et des excédents locaux.

Pour ce qui est des produits forestiers, la demande de sciages a diminué en Amérique du Nord pendant l'année 1960 en raison du niveau réduit de l'activité économique, et les stocks totaux de sciages ont augmenté de 7 pour cent aux Etat-Unis. Les marchés ont été également défavorables aux producteurs canadiens bien que les exportations vers l'Europe aient augmenté, et les stocks des scieries se sont accrus à tel point qu'il a fallu réduire quelque peu la production. En Europe, où le commerce des résineux est actif, les stocks des pays exportateurs ont diminué et à la fin de l'année les importateurs détenaient d'importants stocks de sciages de résineux. Les stocks de feuillus étaient considérables dans les pays exportateurs et importateurs d'Europe.

Le graphique II-3 basé sur un indice pondéré par les prix de tous les stocks (produits forestiers exclus) figurant dans le tableau II-5 donne une idée approximative de l'ensemble de la situation mondiale des stocks.

GRAPHIQUE II-3. - INDICES DES PRINCIPAUX STOCKS DE PRODUITS AGRICOLES DANS LE MONDE ET EN AMÉRIQUE DU NORD



Les indices sont fondés uniquement sur les stocks indiqués au tableau II-5. Les produits forestiers sont exclus.

Il apparaît que les stocks mondiaux ont augmenté légèrement plus en 1960/61 qu'au cours de la période précédente et qu'ils représentent maintenant plus du double de ceux de 1952, année qui a marqué approximativement le début de l'accumulation d'excédents au cours de l'après-guerre. Etant donné que les stocks de beurre ont augmenté en Europe occidentale et ceux de café dans les pays producteurs des régions peu développées, la proportion des stocks totaux situés en Amérique du Nord a quelque peu diminué, mais on estime qu'elle est encore de l'ordre de 70 pour cent. Aux Etats-Unis, la valeur totale des stocks détenus par la Commodity Credit Corporation n'a guère changé depuis la forte expansion de 1958/59, étant donné que la diminution des stocks de coton et de tabac a compensé l'augmentation persistante des stocks céréaliers (tableau annexe 12).

L'activité économique et la demande de produits agricoles

Les tendances de l'activité économique ont montré ces derniers temps de nettes divergences entre l'Amérique du Nord et la plupart des autres pays industrialisés. En 1960, l'économie des pays d'Amé-

rique du Nord avait été en état de stagnation ou de légère récession, alors que dans la plupart des pays d'Europe occidentale et au Japon, l'activité économique continuait à se développer rapidement. Au contraire, dans le premier semestre de 1961, la récession semble avoir pris fin aux Etats-Unis alors que dans certains pays d'Europe l'expansion économique donnait des signes de ralentissement.

Aux Etats-Unis, le produit national brut, à prix constants, n'avait augmenté en 1960 que de 3 pour cent par rapport à l'année 1959, au cours de laquelle il s'était relevé de 7 pour cent. La production industrielle qui, après la récession de 1957/58, avait augmenté de 14 pour cent en 1959, baissait progressivement en 1960 et atteignait un plancher au premier trimestre de 1961 (7 pour cent de moins que l'année précédente). En avril et en mai 1961, elle a marqué une remontée. Bien que le chômage ait été particulièrement sévère (près de 7 pour cent en mars 1961), les revenus individuels ont continué d'augmenter, en partie sous l'effet des mesures d'urgence, et les dépenses des consommateurs se sont maintenues, sans toutefois marquer d'augmentation depuis le premier trimestre de 1960. Au Canada, la production industrielle a été à peu près stagnante depuis le début de 1960, le chômage a augmenté et la balance des paiements connaît des difficultés. Jusqu'à présent rien n'indique une reprise du rythme d'expansion économique antérieur, mais l'on pense que les nouvelles mesures de politique économique annoncées récemment stimuleront le développement industriel et le commerce d'exportation.

En Europe occidentale, l'expansion consécutive à la récession de 1957/58 s'est poursuivie pendant la plus grande partie de l'année 1960. Dans l'ensemble de la région, la production de biens et services a augmenté de 6 pour cent en 1960, au lieu de 4,5 pour cent en 1959, la production industrielle de la Communauté économique européenne s'est accrue de 12 pour cent dans l'ensemble, de 15 pour cent en Italie et de 14 pour cent en France. Une expansion rapide a eu lieu aussi dans bien des pays de la Zone européenne de libre échange, mais comme la production industrielle n'a pas varié au Royaume-Uni depuis le deuxième trimestre de 1960 et au Danemark depuis le premier trimestre, la progression n'a été que de 6 pour cent pour l'ensemble du groupe. Au cours de la seconde partie de 1960 et des premiers mois de 1961, l'expansion a donné des signes de ralentissement en Europe occidentale. Dans certains pays, ce fait est dû à la mise en œuvre de politiques qui visent à réduire la demande intérieure de manière à alléger la situation de la balance des paiements. La demande d'exportation tend également à plafonner; dans plusieurs pays, la pénurie de main-d'œuvre s'est accentuée et la capacité de production a été très fortement utilisée dans certaines industries. Au Japon, la production industrielle, qui avait augmenté de près d'un quart en 1959, a encore augmenté de 25 pour cent en 1960 et a continué à progresser rapidement durant le premier semestre de 1961.

Principalement sous l'effet de ces tendances enregistrées dans les pays industrialisés, l'expansion rapide marquée par le commerce mondial depuis la fin de la récession précédente, a perdu de son élan au deuxième semestre de 1960. Néanmoins, les chiffres de l'ensemble de l'année ont été supérieurs de 10 pour cent en moyenne à ceux de 1959 et de 1957. La valeur des importations aux Etats-Unis a diminué en 1960 en raison d'une diminution des tonnages de certaines matières premières et du volume des importations de certains produits manufacturés. En Europe occidentale, la valeur des importations, qui avait augmenté de plus d'un cinquième entre le premier semestre de 1959 et le premier semestre de 1960, n'a progressé que légèrement entre le premier et le deuxième semestres de 1960. Ce sont les pays producteurs de matières premières qui ont été le plus affectés par le ralentissement de l'expansion des importations, et leurs exportations ont quelque peu diminué entre le premier et le deuxième semestres de 1960. Comme en même temps leurs importations se maintenaient aux niveaux élevés qui avaient été atteints au premier semestre de l'année, nombre de ces pays ont connu des difficultés de balance des paiements. En Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud, l'expansion des importations a été la cause principale du déficit de la balance commerciale, et en Afrique du Sud les sorties nettes de capitaux ont, en outre, été très importantes. Pour ce qui concerne les pays producteurs primaires peu développés, les réductions des avoirs en or et en devises ont été particulièrement fréquentes en Amérique latine. Les pays peu développés de la zone sterling ont été généralement en meilleure posture, bien que les réserves de devises de l'Inde aient fortement diminué, en particulier pendant le premier semestre de 1960.

Un net déséquilibre est apparu dans les systèmes de paiement de certains des grands pays commerciaux. Aux Etats-Unis, où les pertes d'or ont été considérables, le gouvernement a résisté aux pressions de ceux qui voulaient restreindre les importa-

tions et réduire l'aide à l'étranger, mais des considérations de balance de paiements ont restreint la gamme des mesures qui pouvaient être prises contre la récession et ont ainsi retardé ou ralenti la reprise économique. Les problèmes de balance de paiements ont conduit également à de légères réévaluations du mark et du florin, et ils ont fait ressortir la nécessité d'élargir le groupe des pays qui accordent une aide financière aux régions sous-développées. Au Royaume-Uni, les entrées de fonds à court terme ont masqué les effets exercés sur la balance des paiements par l'accroissement marqué des importations en 1960, qui n'a pas coïncidé avec une expansion correspondante des exportations.

Comme pendant la récession de 1957/58, le ralentissement de l'expansion économique semble avoir eu peu d'effets sur la demande de produits alimentaires. Les indices statistiques disponibles au sujet des ventes de produits alimentaires au détail ne font apparaître aucun fléchissement appréciable du taux d'accroissement, et la demande d'importation de produits alimentaires, elle aussi, est généralement restée forte. Néanmoins, pour un certain nombre de matières premières d'origine agricole et pour certains produits forestiers, le ralentissement de l'expansion a exercé des effets notables sur le niveau de la demande.

En Amérique du Nord, l'activité réduite de la construction automobile a provoqué une diminution de la demande totale de caoutchouc en 1960, et la concurrence accrue du caoutchouc synthétique a accentué l'effet de cette baisse sur la consommation de caoutchouc naturel. Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, bien que la consommation totale de caoutchouc ait augmenté en 1960, la consommation de caoutchouc naturel, en général, a diminué ou est demeurée stationnaire. Aux Etats-Unis, la demande de henequen de qualité inférieure a diminué brutalement en raison du fléchissement de la construction automobile, tandis que les achats d'abaca ont été affectés par la contraction de la demande de cordages industriels. La demande de laine a fléchi en 1960 aux Etats-Unis, au Canada et au Royaume-Uni mais la consommation s'est accrue appréciablement au Japon et dans la zone du Marché commun européen. La demande de coton semble, en général, s'être bien maintenue, quoique la consommation des Etats-Unis ait probablement diminué d'environ 10 pour cent entre 1959/60 et 1960/61.

Pour les produits forestiers également, les fléchissements de la demande qui se sont produits ont eu lieu principalement aux Etats-Unis, où le ralentissement de l'activité du bâtiment a eu des effets négatifs sur le marché du bois et a provoqué en 1960 une baisse de 4 pour cent dans la production des sciages. En U.R.S.S., cependant, la construction de logements a augmenté de 15 pour cent. La construction est généralement restée active en Europe occidentale en 1960, bien que l'expansion rapide constatée dans les métiers du bâtiment en 1959 soit en perte de vitesse. En Europe occidentale également, la demande de meubles et, par conséquent, de bois de feuillus, a été importante. La demande de matériaux d'emballage en bois a encore augmenté en Europe, mais en Amérique du Nord l'évolution continue d'être défavorable à l'emploi des sciages comme matériaux d'emballage et d'ameublement. En Europe occidentale, la demande de papiers et cartons d'emballage a continué d'augmenter du fait de la vogue croissante des magasins d'alimentation « libre-service ».

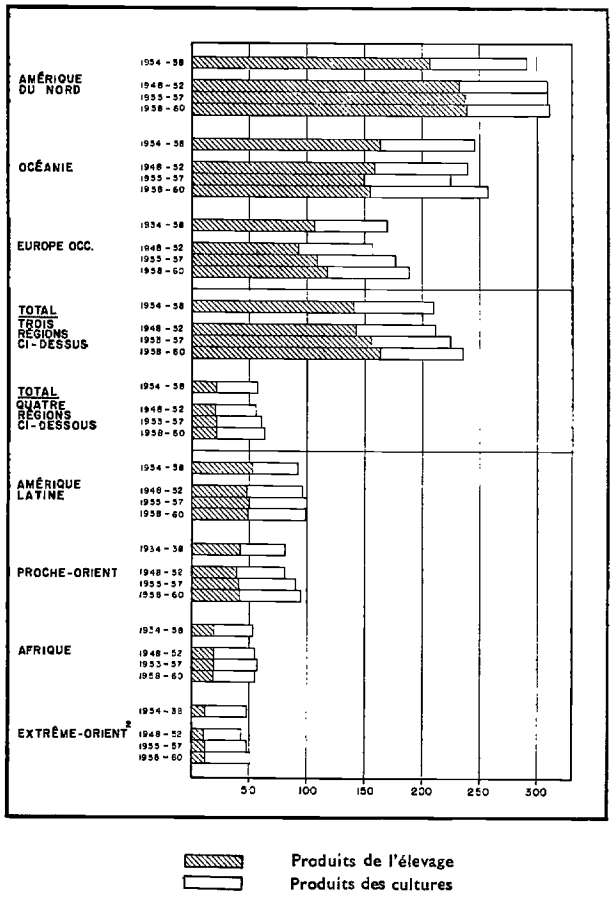
Disponibilités et consommation de produits alimentaires

Le graphique II-4 met à jour les nombres-indices des disponibilités alimentaires par habitant dans les différentes régions qui avaient été présentées l'an dernier. Comme on le soulignait alors, il faut n'y voir que des approximations très grossières. Avec les quelques données dont on dispose pour des pays particuliers, cependant, c'est le seul moyen de se faire une idée d'ensemble de la situation générale des disponibilités et de déterminer jusqu'à quel point les tendances de la consommation par habitant qui ont été dégagées dans les sections précédentes de ce chapitre se reflètent dans la consommation.

Ces nombres-indices sont construits d'après les chiffres de production (d'où l'on a déduit les quantités données aux animaux, utilisées comme semences ou perdues), ajustés pour tenir compte des importations et des exportations et pondérés par les prix relatifs agricoles de 1952-56. Il n'a été possible de déduire les importations d'aliments du bétail que pour l'Europe occidentale et de tenir compte des

GRAPHIQUE II-4. - ESTIMATION DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES PAR HABITANT, PAR RÉGION

(Indices pondérés en fonction des prix, moyenne mondiale[1] pour tous produits alimentaires, moyenne 1948-52 = 100)



[1] Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale. - [2] Non compris la Chine continentale.

variations des stocks que pour l'Amérique du Nord; toutefois, les quantités correspondantes dans les autres régions sont bien moindres. Les nombres-indices représentent les moyennes de plusieurs années, car on a voulu minimiser l'effet des fluctuations à court terme des récoltes et des stocks.

Il semble que, par suite des modifications des importations et des exportations, les disponibilités alimentaires dans toutes les régions insuffisamment développées aient évolué plus favorablement que la production. Les importations alimentaires de chacune de ces régions se sont accrues régulièrement depuis la guerre, tandis qu'en général leurs exportations augmentaient dans une moindre mesure ou même diminuaient. Tant l'Extrême-Orient que le Proche-Orient sont devenus importateurs nets de produits alimentaires depuis la guerre, alors qu'ils étaient exportateurs nets avant. Ainsi, il semble que les disponibilités alimentaires dépassent leur niveau d'avant-guerre depuis quelques années dans chacune des régions en question, malgré le retard de la production dans certaines.

En Extrême-Orient (à l'exclusion de la Chine continentale), où l'on estime que c'est seulement au cours de la dernière campagne que la production alimentaire par habitant est remontée au chiffre d'avant-guerre, il semble que les disponibilités avaient atteint ce niveau dès 1953-57. Si l'on compare les périodes 1958-60 et 1953-57, on constate un certain accroissement des exportations, mais les importations ont augmenté bien davantage, de sorte que, dans cette période également, les disponibilités alimentaires ont progressé sensiblement plus que la production.

En Amérique latine, on s'en souvient, la production alimentaire par habitant s'était portée provisoirement à son niveau d'avant-guerre en 1957/58 et 1958/59, et elle a subi depuis une forte chute. Cependant, par suite de la diminution des exportations nettes, les disponibilités par habitant ont été supérieures à celles d'avant-guerre durant toute la période de l'après-guerre. Depuis 1953-57, les exportations ont augmenté bien plus que les importations, de sorte qu'il n'y a pas eu de nouveaux progrès des disponibilités par habitant, lesquelles ont même pu baisser légèrement en 1960 à cause de la diminution de la production totale.

Il semble que, dans les régions insuffisamment développées, ce soit au Proche-Orient que les disponibilités par habitant ont le plus augmenté. Récemment encore, le phénomène s'expliquait par un accroissement rapide de la production aussi bien que des importations nettes. Depuis trois ans, toutefois, la production alimentaire par habitant diminue et il a fallu une très forte augmentation des importations associée à un léger recul des exportations pour que les disponibilités progressent encore en 1958-60. En Afrique également, la production par habitant diminue depuis quelque temps et, d'après des estimations provisoires, elle serait tombée en 1960/61 au-dessous de son niveau d'avant-guerre. Les importations ont encore augmenté, mais il semble que la baisse de la production par habitant se soit répercutée sur les disponibilités en 1958-60. On doit cependant souligner que, dans la plupart des pays d'Afrique, les statistiques des cultures destinées à être consommées sur place peuvent comporter des marges d'erreurs considérables.

Les chiffres du graphique II-4 sont probablement moins valables aux fins de comparaisons inter-

régionales, du fait que les nombres-indices pondérés par les prix indiquent principalement le coût relatif de l'alimentation, élément qui n'éclaire nullement sur la valeur calorique de celle-ci, tout en permettant néanmoins de se faire une certaine idée de sa qualité. Cependant, même dans ces conditions, certaines comparaisons générales entre régions développées et régions insuffisamment développées prises dans leur ensemble paraissent légitimes.

En pourcentage, l'accroissement des disponibilités alimentaires par habitant depuis 1934-38 semble à peu près identique dans les deux groupes de régions. En valeur absolue, toutefois, les progrès ont été bien plus considérables dans les régions développées. Ainsi, bien que les disponibilités alimentaires se soient améliorées dans les régions les plus mal nourries, leur retard sur les régions bien nourries s'est encore accentué. Il faut également souligner que les gains réalisés dans les régions insuffisamment développées ont porté entièrement sur des produits d'origine végétale. Dans les régions développées, par contre, c'est la consommation de produits d'origine animale qui s'est accrue, tandis que les disponibilités de produits végétaux diminuaient à mesure que le relèvement des revenus permettait au consommateur de se détourner de denrées telles que les céréales pour acheter plus de produits d'origine animale et autres aliments coûteux. Il faut cependant observer que, dans la plupart des pays insuffisamment développés, les statistiques de la production animale sont particulièrement suspectes.

Le tableau annexe 13 indique, comme à l'accoutumée, les quantités d'aliments disponibles pour la consommation humaine, ainsi que leur teneur calorique et protéique dans les pays pour lesquels il est possible d'établir un bilan des disponibilités alimentaires. C'est rarement le cas des pays insuffisamment développés, mais, lorsqu'il existe de tels chiffres, ils confirment que la consommation de céréales, de sucre et d'autres aliments d'origine végétale a en général continué d'augmenter dans les pays en question, notamment ceux où l'alimentation moyenne est quantitativement insuffisante. L'accroissement de la consommation d'hydrocarbones a légèrement relevé les rations caloriques, mais la ration de protéines, notamment celles d'origine animale, est demeurée inchangée ou a même diminué.

Dans un certain nombre de pays d'Amérique latine, on observe une baisse significative de la consommation laitière par rapport aux premières années de l'après-guerre. Font exception à la tendance le Mexique et le Venezuela, où cette consommation a augmenté. En Extrême-Orient également, la consommation de produits d'origine animale a diminué dans plusieurs pays. Cependant, au Japon et à Taïwan, la ration protéique a doublé par rapport au faible niveau qu'elle atteignait en 1948-50 et sa tendance à la hausse persiste.

Commerce international des produits agricoles

L'expansion du commerce mondial des produits agricoles s'est ralentie quelque peu au cours de 1960, mais les exportations ont encore progressé par rapport à 1959, tant en volume qu'en valeur. Les exportations ont augmenté en volume d'environ 5 pour cent, contre 7 pour cent en 1959, année où l'on enregistrait une reprise des échanges après la récession de 1957-58. L'accroissement des échanges de produits agricoles n'a toutefois représenté que moins de la moitié de celui du volume de l'ensemble du commerce mondial, qui a dépassé en 1960 de 11 pour cent le niveau de 1959 (tableau II-6).

Pour l'ensemble des produits agricoles, les prix internationaux, qui avaient monté en 1959 et pendant la première partie de 1960, ont baissé quelque peu pendant le second semestre de l'année. Néanmoins, la valeur unitaire moyenne aux prix courants a été, pour l'ensemble de l'année 1960, d'environ 1 pour cent plus élevée qu'en 1959, et la valeur totale des exportations mondiales de produits agricoles a augmenté d'environ 6 pour cent. La hausse des prix agricoles à la production a toutefois été annulée par l'augmentation plus élevée (3 pour cent) des valeurs unitaires moyennes des produits manufacturés. Les « termes de l'échange » des exportations agricoles se sont donc détériorés encore pour la sixième année consécutive et la « valeur réelle » de ces exportations, mesurée par leur pouvoir d'achat en produits manufacturés, n'a progressé que de 3 pour cent.

L'évolution a donc suivi au cours de l'année une structure qui persiste depuis quelque temps. En comparant l'année 1960 à la moyenne de 1948-52, on constate que les exportations agricoles ont aug-

TABLEAU II-6. INDICES DU VOLUME, DE LA VALEUR UNITAIRE ET DE LA VALEUR TOTALE DU COMMERCE MONDIAL [1]

	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (provisoire)
	Indices, moyenne 1952-53 = 100								
VOLUME TOTAL DU COMMERCE MONDIAL [2] (produits agricoles et non agricoles)	87	103	108	118	128	135	133	143	158
COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES									
Volume des exportations	95	102	102	109	119	122	120	128	134
Volume des exportations commerciales [3]	95	102	102	103	110	113	113	121	126
Prix moyen (valeur unitaire) aux prix courants	100	97	99	94	92	94	87	85	86
Valeur unitaire moyenne en termes réels (termes de l'échange) [4]	103	99	103	97	91	90	84	82	80
Valeur totale des exportations aux prix courants	94	100	101	102	109	114	105	108	114
Valeur totale des exportations en termes réels [3]	98	102	105	105	108	110	101	104	107
Valeur des exportations commerciales en termes réels [3][4]	97	101	105	100	100	102	95	99	101

[1] A l'exclusion de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale. - [2] Indice des Nations Unies du volume du commerce mondial ajusté sur la base 1952-53. - [3] A l'exclusion des livraisons faites à des conditions spéciales. - [4] Divisée par l'indice des Nations Unies de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés.

menté en volume de 41 pour cent (contre 80 pour cent pour l'ensemble du commerce mondial), mais en valeur aux prix courants seulement de 21 pour cent et à peine de 10 pour cent en termes réels, c'est-à-dire en fonction du pouvoir d'achat en produits manufacturés. Il convient, en outre, de noter que ces chiffres d'exportations comprennent des expéditions à des conditions spéciales qui, d'après des estimations, représentent pour les six dernières années 6 à 9 pour cent du total mondial. Si l'on ne tient compte que des exportations commerciales, l'accroissement des dix dernières années a été en volume d'environ 33 pour cent, en valeur aux prix courants de quelque 14 pour cent, et en termes réels seulement de 4 pour cent. La hausse (un tiers) du volume des exportations commerciales n'a donc bénéficié que peu à l'ensemble des exportateurs agricoles.

Des causes diverses sont à l'origine du volume accru des échanges agricoles en 1960. Le fléchissement de quelque 6 pour cent subi par les importations de l'Amérique du Nord à la suite d'une récession modérée s'est trouvé plus que compensé par l'accroissement des importations de l'Europe occidentale où l'activité économique a atteint un niveau élevé. Comme on l'indique plus loin, il s'est toutefois produit, ces dix dernières années, une diminution régulière des importations de l'Amérique du Nord, notamment pour les matières premières d'origine agricole et quelques produits agricoles; l'importance de cette région en tant qu'importateur agricole est bien moindre qu'autrefois. Dans le cas des importations de l'Europe occidentale, environ la moitié de l'accroissement traduit l'intensification des échanges entre les pays européens eux-mêmes. Néanmoins, les importations nettes de la région ont continué de se développer.

Parallèlement à cet accroissement des importations européennes, on a constaté une évolution comparable de celles de l'Extrême-Orient (à l'exclusion de la Chine continentale) dont environ la moitié consiste en denrées alimentaires et la majeure partie du reste en matières premières d'origine agricole. L'augmentation d'environ 5 pour cent enregistrée en 1960 pour le commerce mondial des matières premières d'origine agricole résulte en majeure partie de la forte progression des achats de coton des Etats-Unis due pour une part à la perspective de conditions moins favorables d'exportation, qui a probablement provoqué des achats anticipés pour la constitution de stocks.

De même, le fort développement des importations de l'U.R.S.S. et de la Chine continentale a beaucoup contribué à l'augmentation du volume des échanges agricoles. La Chine continentale comme l'U.R.S.S. sont devenus de grands importateurs de sucre depuis la rupture de l'accord sucrier entre les Etats-Unis et Cuba. Les expéditions faites par Cuba en 1960

à destination de ces pays se sont élevées à quelque 2 millions de tonnes. En outre, à la suite de la récolte désastreuse de 1960, la Chine a acheté de grandes quantités de blé et d'orge, notamment au Canada et à l'Australie. Au milieu de 1961, ces achats de céréales avaient atteint plus de 10 millions de tonnes à livrer entre 1961 et 1963; une très faible quantité a été expédiée au cours de l'année civile 1960. Les mauvaises récoltes de la Chine continentale ont eu, en 1960, un effet notable sur le commerce mondial des oléagineux et des huiles végétales. La Chine continentale, qui avait été ces dernières années l'un des plus grands exportateurs mondiaux de ces produits, a maintenant commencé à en importer, tandis qu'en même temps l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale, qui auparavant se fournissaient dans une large mesure en Chine continentale, ont dû acheter davantage à d'autres régions. Selon toute vraisemblance, cette évolution aura sur le commerce mondial des huiles végétales et des oléagineux un effet encore plus grand en 1961 qu'en 1960.

En raison surtout de la forte demande de l'Europe occidentale, on a également enregistré une hausse sensible du volume des échanges de produits forestiers. En particulier, les exportations mondiales de sciages ont augmenté de 10 pour cent pour atteindre 39,9 millions de m^3; celles de pâte de bois et de papier ont progressé de façon comparable. Les exportations de bois rond se sont développées dans une moindre mesure: l'augmentation de la demande de bois à pâte et de grumes tropicales a en effet été en partie annulée par le fléchissement des expéditions de bois de mine. Pour le contre-plaqué et le carton, les échanges n'ont augmenté que de façon insignifiante.

Les valeurs unitaires (aux prix courants) de l'ensemble des produits agricoles (à l'exclusion des produits forestiers) ont progressé d'environ 1 pour cent au cours de 1960 par rapport à 1959, ce qui traduit toutefois le résultat d'une hausse de presque 10 pour cent des matières premières d'origine agricole et un fléchissement d'environ 4 pour cent du groupe des produits pour boissons et du tabac qui est le résultat, dans une large mesure, de la baisse des prix du cacao et des cafés africains. En 1960, les valeurs unitaires de l'ensemble des denrées alimentaires ont reculé d'environ 1 pour cent également, les faibles diminutions de valeur enregistrées pour le sucre et les oléagineux n'ayant pas été entièrement compensées par les hausses des valeurs unitaires de la viande et des fruits.

Les accroissements enregistrés tant pour le volume que pour la valeur réelle des exportations de 1960 se sont surtout limités à l'Europe occidentale et à l'Amérique du Nord. La valeur réelle des exportations de l'Europe occidentale a augmenté d'environ 7 pour cent, en raison notamment du volume accru du commerce intrarégional, tandis que le fort accroissement (16 pour cent) de la valeur réelle des exportations de l'Amérique du Nord vient principalement de la soudaine intensification des expéditions commerciales de coton. Au contraire, les exportations agricoles de l'Océanie ont fléchi en volume comme en valeur de quelque 4 à 5 pour cent, tandis que la valeur réelle des exportations africaines baissait d'environ 6 pour cent par suite du recul des prix du cacao, du café et des oléagineux, bien que le volume total des exportations agricoles n'ait pas varié. Les recettes d'exportations des pays d'Extrême-Orient ont fléchi un peu, mais dans les autres régions la situation ne s'est guère modifiée en termes réels.

Volume du commerce des principaux produits agricoles

Le tableau II-7 indique l'accroissement du volume des exportations agricoles mondiales par principaux groupes de produits, et le tableau annexe 2B fournit à ce sujet des renseignements plus détaillés. Tous les principaux groupes de produits ont eu leur part de l'accroissement, mais les produits forestiers (qui ne figurent pas dans l'indice général) sont ceux qui ont progressé le plus (10 pour cent). Pour ce qui est des autres catégories, les produits pour l'alimentation humaine et animale ont marqué un accroissement d'environ 6 pour cent, les produits pour boissons et le tabac ainsi que les matières premières d'origine agricole ont augmenté chacun par rapport à 1959 d'environ 4 pour cent.

Parmi les denrées alimentaires, c'est le blé et le sucre qui ont augmenté de la façon la plus marquée. Pour le blé, la demande commerciale a plutôt baissé en 1960, car les récoltes ont généralement été abondantes en Europe occidentale, qui est le plus grand importateur commercial. Le recul a toutefois été plus que compensé par le volume accru des exportations faites par les Etats-Unis à des conditions spéciales. Pour la campagne 1959/60, ces expéditions de blé et de farine de blé ont augmenté d'environ 2 millions de tonnes pour atteindre un total de 9,8 millions de tonnes, ce qui représente 70 pour cent des exportations totales de blé des Etats-Unis et

TABLEAU II-7. - INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS MONDIALES [1] DES PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS AGRICOLES

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
	Indices, moyenne 1952-53 = 100									
Tous produits agricoles ..	98	95	102	102	109	119	122	120	128	134
Produits pour l'alimentation humaine et animale	97	93	102	103	111	124	127	128	134	142
Céréales	103	94	97	94	100	124	120	120	126	135
Sucre	82	90	100	99	111	112	122	118	110	131
Oléagineux et huiles végétales (comestibles) .	111	97	103	117	128	143	146	147	158	170
Fruits, frais et secs ...	88	83	106	107	116	107	122	120	134	139
Produits de l'élevage .	91	93	104	109	117	123	130	132	142	141
Boissons et tabac	86	95	104	97	106	115	114	112	121	126
Matières premières agricoles	109	99	102	104	106	114	119	110	123	128
Produits forestiers [2]	92	91	102	117	131	128	128	123	133	146

[1] A l'exclusion des exportations en provenance de l'U.R.S.S., l'Europe orientale et de la Chine continentale. - [2] Ne figure pas dans l'indice des exportations de tous les produits agricoles.

30 pour cent du commerce mondial de blé (compte non tenu des expéditions de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale). L'on a enregistré des augmentations particulièrement importantes pour les exportations financées par l'Etat à destination de l'Inde, du Pakistan, de la Région égyptienne de la République arabe unie, du Brésil et de la Pologne.

La hausse des exportations mondiales de sucre a été le résultat inattendu d'une série d'événements qui ont commencé au milieu de 1960 par l'interruption des importations des Etats-Unis en provenance de Cuba. Ce dernier pays a trouvé d'autres débouchés en U.R.S.S. et en Chine continentale, qui, à eux deux, ont importé au total quelque 2 millions de tonnes de sucre cubain en 1960 contre 250 000 tonnes en 1959. Cette quantité dépasse de beaucoup la diminution de 700 000 tonnes subie par les livraisons de Cuba aux Etats-Unis. Les expéditions des autres exportateurs ont également augmenté, en partie pour compenser la réduction des exportations cubaines vers les Etats-Unis; aussi le volume total des exportations de sucre a-t-il progressé de près de 20 pour cent pour atteindre 15,8 millions de tonnes.

On a enregistré une hausse appréciable des exportations des matières grasses, malgré une baisse des disponibilités d'arachides en Afrique occidentale et en Inde et une forte diminution des expéditions de la Chine continentale vers la fin de l'année. Les facteurs qui ont contribué à l'accroissement ont été, entre autres, les suivants: la forte demande de matières grasses de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, la reprise de la production de coprah aux Philippines après une sécheresse prolongée, et les expéditions exceptionnellement élevées d'huile d'olive faites par l'Espagne à l'Italie.

Comme la récolte de fruits a été mauvaise en Europe occidentale à la fin de 1959, les besoins des pays importateurs se sont accrus, ce qui, avec la progression continue des expéditions mondiales de bananes, explique la légère hausse des exportations de fruits.

Parmi les produits pour l'alimentation humaine, ce sont les exportations des produits de l'élevage qui ont augmenté le moins. Les exportations de viande n'ont progressé que faiblement, car le développement ininterrompu du commerce intrarégional européen a été annulé par le recul des exportations de l'hémisphère Sud.

Les exportations de produits laitiers ont légèrement fléchi, principalement à cause de la baisse des exportations en provenance de l'Océanie. La reprise de la production de l'Europe occidentale après le recul provoqué par la sécheresse de 1959 a causé une diminution des importations de beurre et de lait en poudre dans plusieurs pays, mais le total des importations régionales de beurre est resté inchangé.

Dans le groupe « produits pour boissons et tabac », l'augmentation des exportations traduit surtout des expéditions accrues de cacao. Au cours des campagnes 1959/60 et 1960/61, il y a eu des récoltes record de cacao en Afrique et, la campagne précé-

dente, également en Amérique latine. Comme les prix ont baissé, la consommation a largement repris par rapport à 1957/58 où elle avait subi l'influence de cours élevés, mais elle demeure inférieure au niveau accru de production. En principe, les pays tropicaux producteurs n'entreposent pas des quantités appréciables de cacao et c'est pourquoi le volume du commerce suit assez étroitement celui de la production. En 1960, les exportations ont dépassé celles de 1959 d'au moins un cinquième; en outre, il s'est produit une certaine hausse des exportations mondiales de tabac. Celle-ci résulte en partie des livraisons plus importantes faites par les Etats-Unis au titre de la *Public Law 480*; cependant les exportations de la Rhodésie continuent elles aussi d'augmenter. Le volume des exportations de café et de thé n'a guère varié.

Comme on l'a déjà indiqué, la hausse (quelque 4 pour cent) des livraisons de matières premières d'origine agricole est le résultat de l'accroissement des importations de l'Europe occidentale et de l'Extrême-Orient, modéré par le recul des importations nord-américaines. On a toutefois enregistré une pénurie de jute pendant le second semestre de l'année et de caoutchouc au cours des premiers mois. Vers mai 1960, le caoutchouc avait atteint des cours très élevés qui ont amélioré la position concurrentielle du caoutchouc synthétique et ont permis aux gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni d'écouler des quantités importantes de leurs stocks stratégiques dans le cadre du système d'échelle mobile des ventes mensuelles pondérée par les prix, qui a été établi à cette fin. La demande d'importation de caoutchouc naturel, déjà réduite par la récession qui a touché l'industrie automobile des Etats-Unis, a donc régressé encore et, de ce fait, les exportations ont baissé de plus d'un dixième par rapport au volume de 1959. Il s'est également produit un certain fléchissement des exportations de laine, de jute, de sisal et d'huile de lin.

Toutes ces diminutions ont toutefois été plus que compensées par la spectaculaire augmentation des exportations des Etats-Unis. Dans l'ensemble du monde, les filatures ont en général consommé plus de coton en 1960 qu'en 1959, les stocks des importateurs se sont trouvés à un niveau faible et les disponibilités exportables de la plupart des autres grands exportateurs ont baissé à cause des récoltes moins abondantes. Un autre fait est venu donner au marché une impulsion supplémentaire: la perspective d'une réduction de la subvention des Etats-Unis qui aurait pour effet de faire monter les prix à l'exportation. L'effet cumulatif de tous ces facteurs a eu pour résultat de doubler le volume des exportations de coton des Etats-Unis avec seulement un minime accroissement des ventes effectuées à des conditions spéciales en vertu de la *Public Law 480*. Le volume total des exportations mondiales de coton a augmenté d'environ un quart. Certaines des importations supplémentaires ont servi à la reconstitution des stocks détenus par les pays importateurs, mais l'on pense que les expéditions mondiales de coton ne fléchiront que légèrement en 1961.

Des tendances analogues se sont manifestées dans le commerce mondial des produits forestiers. Le commerce intrarégional de l'Amérique du Nord a été calme au cours de 1960, mais comme la consommation augmentait en Europe occidentale et que les tarifs du fret océanique étaient favorables, il en est résulté une hausse substantielle des expéditions de l'Amérique du Nord vers l'Europe. Ainsi, les expéditions de résineux canadiens au Royaume-Uni ont doublé de volume par rapport à 1959. Les livraisons de pâte faites par l'Amérique du Nord à l'Europe occidentale ont également augmenté, mais, dans l'autre sens, le commerce a fortement décliné annulant, pour le moins, l'accroissement des exportations européennes vers d'autres régions que l'Amérique du Nord. Parmi les autres régions, l'Amérique latine a enregistré une augmentation de 5 pour cent de ses exportations de grumes de feuillus et de sciages de résineux. Les exportations de grumes de feuillus en provenance d'Extrême-Orient (principalement à destination du Japon et de l'Europe) ont progressé de 11 pour cent en volume et celles d'Afrique (surtout vers l'Europe) d'au moins un quart.

Le commerce mondial des produits de la pêche a surtout été caractérisé en 1960 par une nouvelle progression spectaculaire des exportations de farine de poisson faites par le Pérou, aujourd'hui le plus grand producteur du monde, et qui sont passées de 281 000 tonnes en 1959 à environ 520 000 en 1960. L'Afrique du Sud a également pu accroître ses exportations de farine de poisson, mais les autres producteurs traditionnels ont été défavorisés par la faiblesse des cours et ils ont réduit leur production et leurs exportations.

Afin de compenser les faibles débouchés qui s'offrent à la farine de poisson, de nombreux producteurs ont fait de vigoureux efforts pour développer leurs exportations d'autres produits de la pêche, notamment pour la consommation humaine. Ainsi, la Norvège, l'Islande et le Danemark ont réussi à accroître leurs exportations de poisson sur glace, et

dans le cas de la Norvège, celles de poisson congelé. Le Canada a également réussi à maintenir le niveau de ses exportations de poisson congelé, malgré une légère baisse de la production. Le commerce de la morue salée, qui avait fléchi au cours des trois dernières années, s'est de nouveau développé car la demande a été favorable en Europe méridionale et en Amérique latine.

Tendances régionales du volume du commerce

La structure géographique du commerce traduit l'évolution qui vient d'être indiquée pour les principaux produits agricoles. En dehors d'une légère hausse des exportations de l'Amérique latine, tout l'accroissement des exportations agricoles s'est produit en Europe occidentale (à cause surtout de l'expansion du commerce intrarégional) et en Amérique du Nord. L'évolution qui s'est produite en 1960 a donc accentué la tendance d'après-guerre qu'ont les exportations agricoles à provenir de façon croissante des régions économiquement plus développées, encore que l'expansion intervenue après la guerre pour les exportations d'Afrique constitue dans un sens une exception (tableau II-8). De 1948-52 à 1960, le volume des exportations brutes de produits agricoles provenant des régions plus développées a augmenté d'environ 56 pour cent (les exportations commerciales d'un peu moins de 40 pour cent), alors que dans les régions moins développées, les exportations brutes progressaient de quelque 30 pour cent. La part de l'ensemble des régions moins développées dans le volume total des exportations mondiales de produits agricoles est donc tombée au cours de cette période de 57 pour cent à 53 pour cent. Pour les denrées alimentaires seulement, les chiffres correspondants sont 42 et 38 pour cent, et pour les matières premières d'origine agricole 58 et 53 pour cent. Les régions moins développées n'ont conservé leur part du marché, qui est d'environ 88 pour cent, que pour le groupe produits pour boissons et tabac.

Environ deux tiers des exportations de l'Europe occidentale sont d'ordinaire expédiés à d'autres pays de la région. Elles se composent principalement de denrées alimentaires (environ 80 pour cent en valeur). En 1960, l'accroissement a porté à peu près entièrement sur les denrées alimentaires qui entrent surtout dans le commerce intrarégional: bovins, viande, céréales fourragères, vin et huile d'olive. En Amérique du Nord, la forte hausse des exportations a intéressé en 1960, à concurrence de 70 pour cent, le coton et, pour la majeure partie du reste, les céréales (principalement le blé vendu à des conditions spéciales), encore qu'on ait enregistré une certaine progression pour le soja et le tabac livrés surtout à l'Europe.

Dans d'autres régions, la structure par produit des exportations s'est modifiée quelque peu. Ainsi, en Océanie, on a enregistré une progression des livraisons de blé, qui n'a d'ailleurs pas été suffisante pour compenser la baisse des exportations de laine, de produits laitiers et de viande de bœuf. En Amérique latine, les fortes augmentations des exportations de sucre et de cacao ainsi que celles, plus faibles, des exportations de certains autres produits, ont un peu plus que compensé la réduction des exportations de viande et de laine de l'Amérique du Sud et de coton de l'Amérique centrale, réductions provenant toutes d'une baisse de production. Il s'est également produit un certain fléchissement des exportations de matières premières en provenance d'autres régions, de caoutchouc et de jute en provenance d'Extrême-Orient, de coton en provenance du Proche-Orient ainsi que de coton et de laine en provenance d'Afrique. Les exportations d'oléagineux en provenance d'Afrique ont également fléchi, mais ces réductions ont été compensées par la hausse du volume des exportations de cacao déjà mentionnée.

En dehors de l'Amérique du Nord et de l'Océanie, toutes les régions ont accru leurs importations agricoles en 1960[3]. Les expéditions de produits agricoles à destination de l'Europe occidentale et de l'Extrême-Orient représentent toutefois, en volume, quelque 90 pour cent de l'augmentation. Comme dans le cas des exportations, l'évolution intervenue en 1960 a été la continuation des tendances qui avaient modifié, de façon notable, la structure des importations mondiales au cours des 10 dernières années (tableau II-9). L'Europe occidentale demeure de loin la région importatrice la plus importante et représente plus de la moitié du volume total des importations mondiales de produits agricoles. Au cours des 10 dernières années, cette région a toutefois importé relativement plus de produits pour boissons et de tabac (dépassant maintenant de beaucoup l'Amérique du Nord) et très légèrement moins de denrées alimentaires et de matières premières d'origine agricole.

[3] L'Océanie n'est toutefois qu'un importateur agricole marginal pour quelques produits spéciaux comme le thé et représente moins de 1 pour cent du volume total des importations mondiales de produits agricoles.

TABLEAU II-8. - INDICES RÉGIONAUX DU VOLUME DES ÉCHANGES (BRUTS ET NETS) DES PRODUITS AGRICOLES

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
EXPORTATIONS BRUTES (tous produits agricoles)	..... *Indices 1952-53 = 100*									
Europe occidentale	105	81	103	114	125	126	138	142	141	152
Amérique du Nord	61	101	92	89	91	126	137	124	129	158
Océanie	79	97	103	93	105	111	113	104	125	120
Amérique latine	105	100	109	103	108	117	110	117	126	127
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	160	96	100	102	112	112	112	108	113	112
Proche-Orient	83	87	114	108	104	103	113	105	126	123
Afrique	76	90	103	113	121	127	129	130	138	138
IMPORTATIONS BRUTES (tous produits agricoles)										
Europe occidentale	113	95	104	106	112	122	126	122	129	134
Amérique du Nord	80	100	99	86	93	96	96	97	108	101
Océanie	66	99	104	122	128	123	129	137	129	125
Amérique latine	58	91	102	106	106	102	120	121	112	116
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	*106*	*81*	*99*	*98*	*99*	*119*	*128*	*122*	*127*	*149*
Proche-Orient	50	91	99	96	116	132	142	146	171	177
Afrique	66	86	103	108	119	130	134	129	147	152
EXPORTATIONS NETTES (tous produits agricoles)										
Amérique du Nord [1]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	100	140	91	65	201
Océanie	80	97	103	91	103	110	111	101	125	129
Amérique latine	115	102	111	102	109	120	108	116	130	130
Extrême-Orient (y compris la Chine continentale)	*484*	*191*	*106*	*125*	*192*	*70*	*11*	23	26	[2]
Proche-Orient	118	82	130	121	92	72	82	62	79	67
Afrique	80	91	103	115	121	126	127	130	135	134
IMPORTATIONS NETTES (tous produits agricoles)										
Europe occidentale	116	100	105	104	108	120	123	117	125	128
Amérique du Nord [3]	227	26	100	[4]	61	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
EXPORTATIONS NETTES (produits pour l'alimentation humaine et animale)										
Amérique du Nord	[2]	94	89	65	87	142	126	119	142	162
Océanie	87	95	107	94	106	115	106	97	122	115
Amérique latine	174	120	117	124	126	144	146	161	155	171
Afrique	96	95	107	136	123	127	116	146	108	88
IMPORTATIONS NETTES (produits pour l'alimentation humaine et animale)										
Europe occidentale	125	106	103	94	103	129	119	122	134	131
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	[4]	60	99	80	57	101	124	144	119	145
	[4]	109	56	[4]	166	212	240	263	472	433

[1] 1956 = 100. - [2] Importateur net. - [3] 1953 = 100. - [4] Exportateur net.

TABLEAU II-9. - RÉPARTITION PAR RÉGION DES IMPORTATIONS MONDIALES [1] DE PRODUITS AGRICOLES, 1948-52 ET 1960

	Tous produits agricoles		Produits pour l'alimentation humaine et animale		Boissons et tabac		Matières premières	
	1948-52	1960	1948-52	1960	1948-52	1960	1948-52	1960
	Pourcentage							
Europe occidentale	55	56	58	56	43	51	60	59
Amérique du Nord	22	16	12	11	45	37	23	11
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	12	17	16	18	2	2	13	25
Autres régions [2]	11	11	14	15	10	10	4	5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

[1] A l'exclusion des importations de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale. - [2] Amérique latine, Océanie, Proche-Orient et Afrique.

Le volume total des exportations agricoles de l'Amérique du Nord a accusé quelques fluctuations, mais il ne s'est dégagé aucune tendance marquée à la hausse ou à la baisse au cours des 10 dernières années et, pour toutes les principales catégories, ces exportations représentent aujourd'hui une part sensiblement plus faible du commerce mondial qu'auparavant. La baisse en pourcentage du commerce mondial a été particulièrement sensible pour le groupe des matières premières dont le volume des importations a diminué en 1960 de 40 pour cent par rapport à la moyenne de 1948-52. La baisse a porté principalement sur la laine et le caoutchouc.

Au contraire, la région d'Extrême-Orient a importé beaucoup plus de produits agricoles et le volume de ses importations brutes est maintenant comparable à celui des importations de l'Amérique du Nord. Pour les denrées alimentaires, l'accroissement des importations a dépassé de façon sensible, ces 10 dernières années, celui du commerce mondial de ces produits, et l'on a enregistré une progression encore plus frappante des importations de matières premières. Cette derniere évolution traduit dans une large mesure l'expansion de l'industrie manufacturière du Japon, de l'Inde et de certains autres pays. En 1960, les importations de matières premières d'origine agricole faites par l'Extrême-Orient représentaient plus d'un quart du total mondial et étaient le double de celles de l'Amérique du Nord.

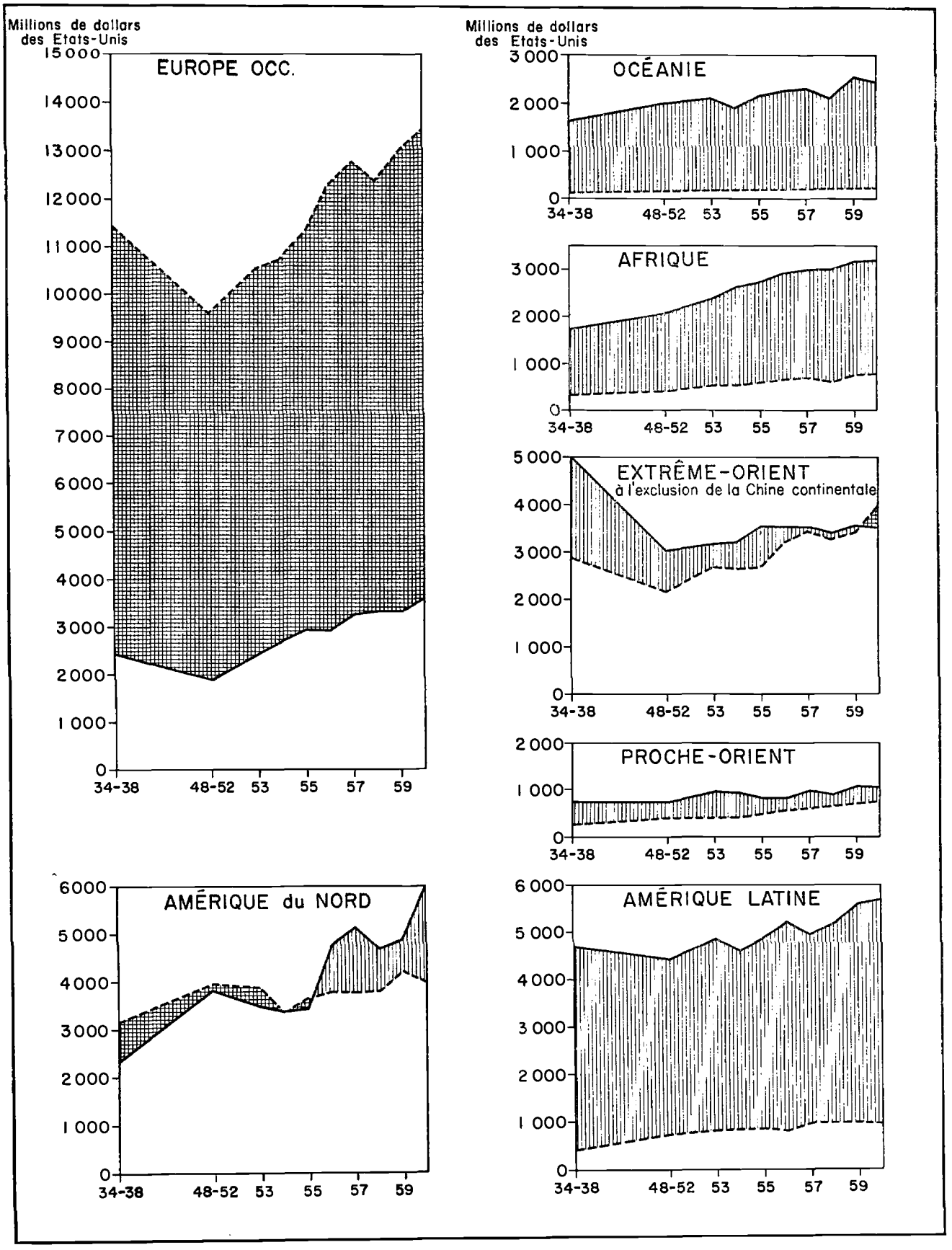
Si l'Amérique du Nord a importé moins de produits agricoles en 1960 qu'en 1959, c'est en partie parce que la consommation a baissé et les stocks de matières premières d'origine agricole ont diminué à cause de la récession économique. Un autre facteur a été le fléchissement des importations de viande de bœuf et de bovins qui avaient augmenté temporairement au cours de la baisse cyclique des abattages de bovins aux Etats-Unis en 1957-59.

En Extrême-Orient, on a enregistré au cours de l'année une hausse de 18 pour cent des importations totales de produits agricoles et de 15 pour cent des importations de denrées alimentaires qui représentent environ 60 pour cent du total. Les importations de blé, de riz, de maïs, de sucre et d'huiles végétales ont progressé quelque peu. Cependant, la majeure partie de l'accroissement a porté sur le coton provenant principalement de l'Inde et du Japon, de la laine provenant principalement du Japon et du jute provenant principalement de l'Inde. Pour les autres régions exportatrices nettes, les variations du volume global des importations de l'Océanie, du Proche-Orient et de l'Afrique traduisent des changements de caractère mineur pour un certain nombre de produits. On a enregistré de faibles augmentations du volume total des importations agricoles du Proche-Orient, qui a encore importé des quantités plus grandes de céréales, et de l'Afrique où les importations de coton, de vin et d'un certain nombre de denrées alimentaires ont été plus élevées qu'en 1959. Le volume total des importations agricoles de l'Océanie est resté inchangé. Aucune de ces trois régions n'est toutefois, du point de vue global, un grand importateur de produits agricoles.

Dans la principale région importatrice nette de produits agricoles, l'Europe occidentale, l'écart entre les importations brutes et les exportations brutes a continué de s'élargir, bien que le commerce agricole entre les pays de la région se soit rapidement développé. Pour cette région, le volume des importations nettes de produits agricoles dépasse maintenant la moyenne 1952-53 de près de 30 pour cent, la moitié de l'augmentation portant sur les importation nettes de produits pour l'alimentation humaine et animale (graphique II-5).

Dans les régions exportatrices nettes, la forte hausse des exportations nettes de l'Amérique du Nord

GRAPHIQUE II-5. - COMMERCE NET[1] DE PRODUITS AGRICOLES PAR RÉGION



[1] Valeur à prix constants (1952-53).

qui ont plus que triplé entre 1959 et 1960 traduit d'une part l'absence de développement du volume des importations et la reprise de la hausse des exportations agricoles qui avait été interrompue en 1958. Le début de la tendance à la hausse des exportations coïncide étroitement avec l'intensification des opérations d'écoulement des excédents des Etats-Unis après le vote de la *Public Law 480* en 1954. Nous examinons plus loin, dans le présent chapitre, l'évolution des exportations des Etats-Unis bénéficiant d'une aide de l'Etat; ces dernières années, ces exportations ont représenté environ 30 pour cent des exportations totales de produits agricoles de la région d'Amérique du Nord.

Les exportations nettes de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Océanie progressent de façon régulière, encore que moins fortement que celles de l'Amérique du Nord. Cependant, en Extrême-Orient et au Proche-Orient, les exportations ont monté moins rapidement que les importations et la marge des exportations nettes s'est sans cesse rétrécie jusqu'en 1960, époque à laquelle la région d'Extrême-Orient est devenue pour la première fois importatrice nette de produits agricoles.

Ainsi, ce changement de la situation du commerce agricole de l'Extrême-Orient marque l'aboutissement d'une tendance qui n'a cessé de régner depuis le début de l'après-guerre. Avant la guerre, la région figurait parmi les grands exportateurs nets de produits agricoles, et notamment de produits alimentaires. Depuis la guerre, l'accroissement de la production alimentaire dans l'ensemble de la région n'a pas été, jusqu'en 1960/61, assez fort pour compenser le recul subi au cours de la guerre. Bien que les pays de la région qui exportent des produits alimentaires aient augmenté leurs livraisons depuis le début des années cinquante, le déficit alimentaire de la région, couvert par des importations d'origine extrarégionale, a progressivement augmenté. En même temps, alors que le volume des exportations régionales de matières premières est resté à peu près constant depuis le début des années cinquante et que le volume des exportations de produits pour boissons et de tabac a augmenté dans des proportions modestes, les importations de matières premières, comme il a déjà été noté, ont augmenté fortement. En 1960, le volume des importations brutes de matières premières a été plus de deux fois supérieur à la moyenne de 1948-52 et la région, dans son ensemble, est devenue importatrice nette de matières premières agricoles, comme de produits alimentaires.

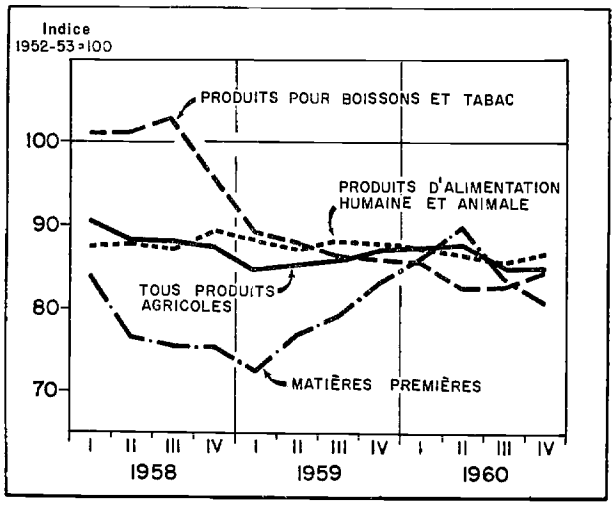
Les exportations agricoles nettes du Proche-Orient ont également subi une nouvelle réduction. En 1960, elles étaient inférieures d'un tiers à la moyenne de 1952-53. Ce changement est dû surtout à la progression rapide des importations brutes de produits agricoles qui, en 1959/60, ont dépassé des trois quarts la moyenne de 1952-53 alors que les exportations brutes de la région augmentaient seulement d'un quart. L'accroissement des importations est imputable surtout au développement des importations céréalières, qui a été particulièrement accentué dans la Région égyptienne de la R.A.U. et en Israël (encore qu'un certain nombre d'autres pays aient dû également importer des céréales à cause des mauvaises récoltes obtenues au cours des récentes années de sécheresse).

Niveaux des prix sur les marchés internationaux

Les prix de l'ensemble des produits agricoles sur les marchés internationaux ont amorcé, pendant les premiers mois de 1959, une lente hausse qui a culminé vers le milieu de 1960, date à partir de laquelle ils ont commencé à fléchir. Cette hausse et la baisse qui a suivi ont été dues toutes deux essentiellement à l'évolution des prix de matières premières agricoles. Les prix des produits d'alimentation humaine et animale, et plus encore ceux des produits pour boissons et du tabac, ont diminué presque continuellement en 1959 et en 1960, en général à cause de l'abondance des disponibilités sur les marchés mondiaux.

Dans chacun des principaux groupes, on relève bien entendu des différences considérables entre les divers produits. Certaines de ces différences apparais-

Graphique II-6. - Indices des valeurs unitaires moyennes (prix moyens) a l'exportation des produits agricoles entrant dans le commerce mondial, par groupes de produits



sent dans le graphique II-7 et le tableau annexe 14. Ainsi, parmi les céréales, les prix du blé sont restés assez stables, tandis que les prix des céréales secondaires, bien que leur moyenne ait été à peu près la même en 1960 et en 1959, se sont élevés temporairement au début de 1960 sous l'influence de la forte demande européenne. Les prix du riz, en moyenne, ont été plutôt moins élevés qu'en 1959, notamment pour les qualités inférieures, parce que l'offre a été plus abondante.

Les valeurs unitaires du sucre ont été également plus basses en 1960 qu'un an auparavant. Sur la marché « libre », les cours du sucre ont été appréciablement supérieurs au faible niveau de 1959. Néanmoins, la valeur unitaire moyenne du sucre de Cuba, le plus grand pays exportateur, a subi une forte diminution parce que le très important marché des Etats-Unis a été perdu pour ce pays pendant une grande partie de l'année 1960.

Un certain fléchissement des prix des matières grasses est principalement imputable au fait que les prix du coprah et de l'huile de coco, élevés en 1959, ont beaucoup baissé à mesure que les disponibilités augmentaient en Asie du Sud-Est. Les prix des produits laitiers ont fléchi aussi en 1960, à mesure que la production laitière de l'Europe occidentale se remettait des effets de la sécheresse de l'année précédente.

Dans le goupe « produits pour boissons et tabac », la diminution des valeurs unitaires à l'exportation est principalement imputable à la baisse que les prix du cacao ont subie à la suite des fortes récoltes de 1959/60 et de 1960/61. En 1960, le prix moyen du cacao du Ghana à New York (28,4 cents la livre) a marqué une baisse de plus d'un cinquième par rapport à 1959. Les cours des cafés Robusta ont également baissé parce que l'accroissement rapide de la production africaine contribue à gonfler l'offre et parce qu'il y a eu une concurrence commerciale active entre les producteurs africains qui n'ont pas adhéré à l'Accord international du café avant octobre 1960. Les cours des cafés d'Amérique latine ont été bien maintenus, grâce à la réglementation des exportations instituée par l'Accord. En 1960, les cours du thé ont été en moyenne légèrement supérieurs à ceux des deux années précédentes, principalement parce que les clients s'inquiétaient des effets de la sécheresse en Inde et au Pakistan.

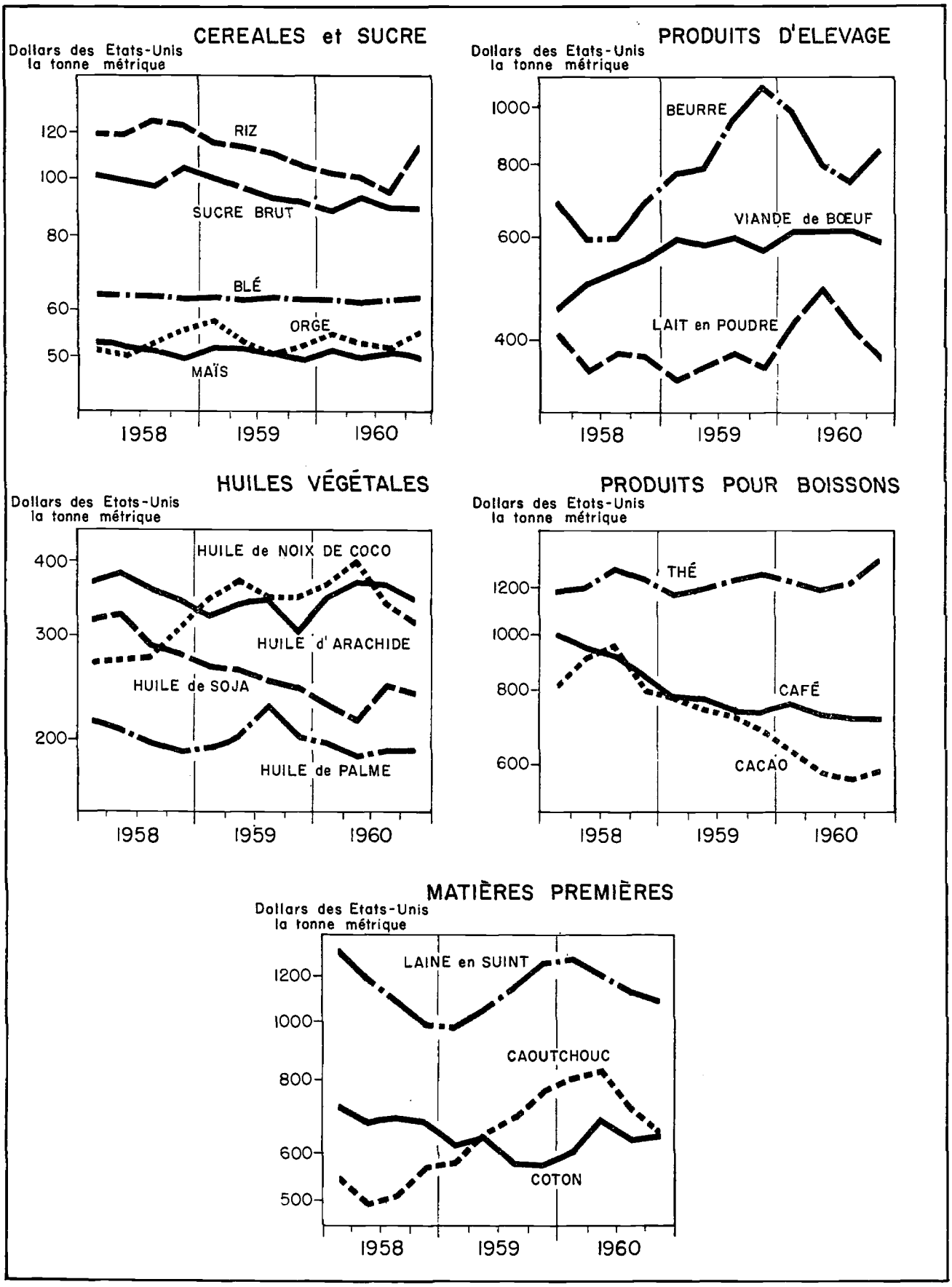
Les prix des matières premières ont subi des changements assez marqués au cours de l'année 1960. Pendant le premier semestre, les cours du caoutchouc et du jute ont atteint des niveaux très élevés parce que les approvisionnements immédiatement disponibles étaient insuffisants dans le cas du caoutchouc et que les perspectives de la récolte étaient médiocres pour le jute. Par la suite, les cours du caoutchouc ont fortement reculé parce que la demande commençait à diminuer et que l'écoulement de stocks stratégiques du Royaume-Uni et des Etats-Unis venait gonfler les disponibilités. A la fin de l'année, l'effet des fortes hausses de 1959 et du début de 1960 avait été entièrement annulé, et en décembre le cours moyen du R.S.S. N° 1 à Singapour (0,86 dollar malais la livre), était inférieur de 25 pour cent à celui du mois de janvier de la même année. La valeur unitaire moyenne des exportations de caoutchouc a dépassé néanmoins d'environ 12 pour cent celle de 1959. Les prix du jute, eux aussi, ont marqué une forte baisse temporaire vers le milieu de 1960, mais, contrairement au caoutchouc, le jute a amorcé une nouvelle hausse au troisième trimestre de l'année et il a atteint au début de 1961 des prix record deux fois plus élevés qu'au début de 1960. Néanmoins, étant donné que le volume des échanges a été faible au moment où les prix étaient le plus élevés, la valeur unitaire moyenne a marqué, entre 1959 et 1960, une augmentation (de l'ordre du quart) beaucoup moins importante que les cotations ne le feraient croire.

Les prix du coton, qui avaient baissé régulièrement pendant plusieurs années (depuis 1956), ont recommencé à monter en 1959. La demande continuant d'être forte, les prix des variétés à fibre moyenne ont continué d'augmenter en 1960 et les prix des variétés à longue fibre se sont maintenus au niveau atteint en début d'année. La valeur unitaire moyenne des exportations de coton toutes qualités a été supérieure de 6 pour cent au niveau de 1959. La consommation mondiale de laine a continué d'augmenter en 1960, mais la demande d'importation a été réduite par le fléchissement de la consommation aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Canada et par une réduction des stocks dans ces pays et dans quelques autres. Les prix ont donc tendu à baisser après le premier trimestre de l'année. Sur l'ensemble de l'année, leur moyenne a été néanmoins plutôt supérieure à celle de 1959.

L'évolution des prix des produits forestiers en 1960 a reflété les tendances de l'économie européenne et nord-américaine. En Europe, les prix des sciages résineux ont commencé à s'améliorer vers le milieu de 1959 et au début de 1961 ils s'établissaient à des niveaux de peu inférieurs au record de 1957. Au cours de la même période, les prix correspondants aux Etats-Unis ont fléchi régulièrement, pour atteindre au début

GRAPHIQUE II-7. - VALEURS UNITAIRES MOYENNES (PRIX MOYENS) A L'EXPORTATION DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES ENTRANT DANS LE COMMERCE MONDIAL

(Echelle semi-logarithmique)



de 1961 un niveau proche de celui du début de 1958. Les sciages de feuilles et les contre-plaqués, en Europe, ont marqué également une tendance à la hausse, tandis que les prix de la pâte, qui étaient restés inchangés pendant la plus grande partie de l'année, se sont raffermis vers la fin.

Les prix des produits de la pêche à la production sont généralement restés fermes en 1960 et, dans certains cas, la diminution des approvisionnements a provoqué des hausses sensibles, par exemple pour le saumon au Canada et au Japon et pour le hareng en Allemagne occidentale. Cependant, les prix de la farine de poisson ont continué à baisser fortement, en raison surtout du rapide accroissement de la production. Un plancher a été atteint aux Etats-Unis pendant l'été de 1960. Vers la fin de l'année, une certaine reprise se manifestait, en partie du fait que les principaux fabricants des pays exportateurs étaient convenus, en octobre, d'instituer des contingents d'exportation et en partie du fait que l'on prévoyait que la consommation serait stimulée quelque temps par la faiblesse actuelle des prix.

Recettes de l'exportation des produits agricoles

En 1960, les prix de la plupart des produits ont évolué en sens inverse des variations du volume des échanges. L'influence de ces deux facteurs sur les recettes brutes des exportations agricoles s'est donc plus ou moins complètement neutralisée. Pour l'ensemble des produits agricoles et également pour les produits alimentaires, les prix n'ont subi aucun changement marqué et la valeur totale des exportations a donc augmenté à peu près proportionnellement à l'augmentation de volume (tableau II-10). Dans le groupe « produits pour boissons et tabac », la baisse des prix a contrebalancé approximativement l'augmentation de volume et les recettes à prix courants n'ont augmenté que de 1 pour cent, bien que les expéditions aient augmenté de 4 pour cent. Pour les matières premières, dont la demande d'importation a nettement progressé, le volume des exportations et les prix moyens ont tous deux augmenté entre 1959 et 1960. Dans ce groupe, une augmentation de volume de 4 pour cent a déterminé un accroissement des

Tableau II-10. - Indices du volume et de la valeur (a prix courants) des exportations agricoles mondiales [1], par grands groupes de produits

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)	Variations 1960 par rapport à 1959
	Indices, moyenne 1952-53 = 100										*Pour cent*
Tous produits agricoles											
Volume	98	95	102	102	109	119	122	120	128	134	+ 5
Valeur [2]	32	94	100	101	102	109	114	105	108	114	+ 6
Produits d'alimentation humaine et animale											
Volume	97	93	102	103	111	124	127	128	134	142	+ 6
Valeur [2]	33	94	100	96	99	110	116	112	117	122	+ 4
Produits pour boissons et tabac											
Volume	86	95	104	97	106	115	114	112	121	126	+ 4
Valeur [2]	25	81	106	120	110	112	113	112	104	105	+ 1
Matières premières											
Volume	109	99	102	104	106	114	119	110	123	128	+ 4
Valeur [2]	35	105	94	95	101	103	111	87	97	108	+11

[1] Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale. - [2] A prix courants.

recettes d'exportation de 11 pour cent (à prix courants).

Pour les pays producteurs, cependant, les prix courants des exportations agricoles comptent moins que leur pouvoir d'achat en articles d'importation traditionnels, c'est-à-dire que les termes de l'échange. Il n'est pas question d'étudier ici en détail les variations des termes de l'échange des divers pays. Néanmoins, on peut se faire une idée approximative des termes de l'échange des pays exportateurs de produits agricoles en général en comparant les variations de la valeur unitaire des exportations de produits agricoles primaires avec les variations de la valeur unitaire moyenne des exportations de produits manufacturés (tableau annexe 15). Cette dernière valeur, comme on l'a déjà fait observer, a augmenté de 3 pour cent en 1960. En conséquence, la valeur unitaire moyenne de l'ensemble des exportations de produits agricoles, qui à prix courants a augmenté légèrement, a baissé en termes réels de 2 pour cent, atteignant ainsi le niveau le plus faible de l'après-guerre. Les prix réels des produits d'alimentation humaine et animale, ainsi que des produits pour boissons et du tabac, ont baissé eux aussi, de 4 et 7 pour cent respectivement. L'accroissement de 10 pour cent constaté dans les prix courants des matières premières agricoles s'est réduit, en termes réels, à un gain de 7 pour cent. La valeur unitaire moyenne des produits forestiers, en termes réels, est restée inchangée depuis 1959.

Si l'on ajuste de la même façon la valeur totale des exportations agricoles de manière à tenir compte de la variation des prix relatifs des produits agricoles et des produits manufacturés sur les marchés mondiaux, on obtient une idée approximative de la valeur réelle des recettes de l'exportation agricole, c'est-à-dire du volume de produits manufacturés que ces exportations permettraient d'acheter. Cette valeur est indiquée, par grandes régions, au tableau II-11. Ce mode d'estimation des valeurs réelles à partir des valeurs à prix courants est, il va sans dire, trop simple et ne tient pas compte du fait que les importations des diverses régions ont une composition très différente, ce qui peut avoir une influence considérable sur les termes de l'échange. Par exemple, les importations de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et de l'Extrême-Orient consistent pour une grande part de produits agricoles, alors que l'origine et la composition des importations non agricoles et leurs valeurs unitaires varient considérablement d'un pays à l'autre. Les indices de la valeur réelle des exportations régionales et les termes de l'échange de chaque région, tels qu'ils apparaissent au tableau II-11, ne représentent donc que des approximations grossières.

Dans l'ensemble des pays exportateurs et dans toutes les régions à l'exception de l'Extrême-Orient et de l'Amérique latine, les termes de l'échange des exportations ont évolué défavorablement entre 1959 et 1960; ce facteur a réduit les gains dus à l'accroissement des exportations (Europe occidentale, Amérique du Nord) et a aggravé les pertes imputables à leur diminution (Océanie, Extrême-Orient, Afrique).

En termes réels, les recettes des exportations agricoles ont beaucoup augmenté en 1960 en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Ce fait est dû surtout au volume accru des expéditions, encore que les indices de la seconde de ces deux régions englobent une fraction considérable d'exportations non commerciales. Au Proche-Orient, en revanche, la légère augmentation des recettes réelles des exportations agricoles est due entièrement à l'amélioration des rapports de prix. Le fléchissement des expéditions et celui des prix sont tous deux responsables de la baisse d'environ 5 pour cent sur les recettes d'exportation de l'Océanie, mais les pertes de 2 pour cent en Extrême-Orient et de 5 pour cent en Afrique sont dues entièrement à la baisse des prix. En Amérique latine on constate peu de changement par rapport à 1959.

Les variations à court terme enregistrées de 1959 à 1960 sont moins significatives, cependant, que les tendances à long terme indiquées dans le tableau. Il ne faut pas attacher trop d'importance aux différences du taux de détérioration des termes de l'échange selon les régions, car les estimations sont sujettes à caution, comme on l'a dit, et les indices sont très influencés par l'état des prix relatifs dans la période de base 1952-53. Néanmoins, il est indéniable que les termes de l'échange se détériorent continuellement dans de nombreuses régions et que nulle part les recettes ne progressent proportionnellement au volume des exportations.

Exportations à des conditions spéciales [4]

Lex exportations de produits agricoles excédentaires financées par le gouvernement des Etats-Unis

[4] Les exportations étudiées ici ne comprennent pas les livraisons bénéficiant uniquement de subventions ou de crédits gouvernementaux. Les programmes spéciaux d'exportation sont caractérisés par le fait que les conditions de paiement sont, en règle générale, particulièrement favorables à l'importateur et que parfois les produits sont livrés à titre entièrement gratuit. Par exemple dans le cas des exportations effectuées sous le régime du Titre I de la *Public Law 480* des Etats-Unis, les paiements se font dans la monnaie du pays importateur et une forte proportion des recettes est cédée à titre gracieux ou prêtée à des conditions favorables au pays bénéficiaire.

TABLEAU II-11. - INDICES DU VOLUME, DES TERMES APPROXIMATIFS DE L'ÉCHANGE, ET DE LA VALEUR RÉELLE [1] DES EXPORTATIONS AGRICOLES, PAR RÉGIONS

	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (chiffres préliminaires)
	Indices, 1952-53 = 100								
EUROPE OCCIDENTALE									
Volume	81	103	114	125	126	138	142	141	152
Termes de l'échange	107	98	97	95	94	92	86	86	86
Valeur réelle	87	102	111	118	118	128	123	121	130
AMÉRIQUE DU NORD									
Volume	101	92	89	91	126	137	124	129	158
Termes de l'échange	105	100	98	94	86	83	81	78	73
Valeur réelle	106	92	88	85	109	113	101	100	116
OCÉANIE									
Volume	97	103	93	105	111	113	104	125	120
Termes de l'échange	101	107	104	95	91	96	81	82	81
Valeur réelle	98	110	97	101	100	109	84	103	97
AMÉRIQUE LATINE									
Volume	100	109	103	108	117	110	117	126	127
Termes de l'échange	95	100	111	97	90	91	81	73	72
Valeur réelle	95	110	114	105	105	101	95	92	92
EXTRÊME-ORIENT (non compris la Chine)									
Volume	96	100	102	112	112	112	108	113	112
Termes de l'échange	111	96	98	104	94	91	86	94	93
Valeur réelle	107	96	100	116	105	101	93	106	104
PROCHE-ORIENT									
Volume	87	114	108	104	103	113	105	126	123
Termes de l'échange	116	91	101	99	100	100	90	80	83
Valeur réelle	101	104	109	102	103	113	95	101	103
AFRIQUE									
Volume	90	103	113	121	127	129	130	138	138
Termes de l'échange	99	99	107	95	88	87	90	82	77
Valeur réelle	89	102	122	115	112	112	116	112	106
TOTAL, régions ci-dessus [2]									
Volume	95	102	102	109	119	122	120	128	134
Termes de l'échange	103	99	103	97	91	90	84	82	80
Valeur réelle	98	102	105	105	108	110	101	104	107

[1] Recettes totales de l'exportation, ajustées par l'indice Nations Unies des valeurs unitaires moyennes d'exportation des produits manufacturés. - [2] Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale.

continuent à tenir la première place, et de loin, parmi les exportations de produits agricoles effectuées à des conditions spéciales. En outre, ce genre d'exportations occupe, par rapport à l'ensemble des exportations agricoles, une place plus importante aux Etats-Unis que dans aucun autre pays. Le Canada et l'Australie continuent à expédier du blé à titre de don aux pays nécessiteux, et ces expéditions ont atteint 234 000 et 21 000 tonnes, respectivement, en 1959/60. Des quantités de lait en poudre sont données à titre de secours internationaux par certains des grands pays producteurs, dont la Suisse et le Canada. Les livraisons en provenance d'autres pays, cependant, restent faibles par rapport à celles des Etats-Unis.

Les exportations de produits agricoles effectuées en vertu de programmes financés par le gouvernement des Etats-Unis se sont encore développées en 1959/60 et durant le premier semestre de l'exercice 1960/61 (tableau II-12). L'accroissement a été particulièrement prononcé au cours de la seconde de ces deux périodes, pendant laquelle la valeur de ces exportations a atteint un total de 723 millions de dollars, soit environ 30 pour cent de plus qu'en juillet-décembre 1959. La valeur des exportations faites en vertu du Titre I de la *Public Law 480*, qui, au cours des dernières années, avaient représenté de 50 à 65 pour cent de toutes les exportations spéciales de produits agricoles effectuées par les Etats-Unis, a atteint pour l'ensemble de l'année civile 1960 près de 1 milliard de dollars, chiffre le plus élevé qui ait jamais été atteint en douze mois depuis la mise en vigueur de ce programme en 1954.

TABLEAU II-12. - EXPORTATIONS AGRICOLES EFFECTUÉES PAR LES ETATS-UNIS DANS LE CADRE DES PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE GOUVERNEMENT, COMPARÉES A LEURS EXPORTATIONS AGRICOLES TOTALES

	Total des expéditions faites en vertu de la *Public Law 480* et des programmes de sécurité mutuelle							Expéditions faites en vertu de programmes spéciaux, en pourcentage des exportations agricoles totales des Etats-Unis						
	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60	Juil.-déc. 1960	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60	Juil.-déc. 1960
	Millions de dollars							*Pourcentage de la valeur totale*						
Blé	323	426	657	475	554	646	360	66	72	69	66	72	74	70
Céréales secondaires	67	235	237	119	126	150	76	29	61	66	37	22	28	28
Riz	4	45	136	45	36	73	40	7	52	73	47	36	54	59
Produits laitiers	138	204	177	159	95	61	21	71	75	81	79	72	54	68
Matières grasses	66	134	167	102	113	105	50	23	37	40	34	39	29	33
Coton	221	212	455	288	260	156	131	32	55	41	34	63	19	32
Tabac	15	57	36	26	34	69	29	5	15	11	8	10	20	11
Autres produits agricoles	32	54	93	38	42	44	16	4	5	8	3	4	3	2
TOTAL	866	1 367	1 958	1 252	1 260	1 304	723	28	39	41	31	34	29	29

La cadence d'écoulement s'étant accélérée, les crédits de 1 500 millions de dollars affectés au financement des livraisons à effectuer en vertu du Titre I pendant l'année civile 1961, ont été épuisés très tôt. Néanmoins, l'ouverture d'un nouveau crédit de 2 milliards de dollars utilisable pendant l'année civile 1961 permet de poursuivre les opérations à un rythme rapide. Ce crédit porte le montant des fonds disponibles pour les opérations effectuées cette année en vertu du Titre I au chiffre total de 3 500 millions de dollars, contre 1 milliard de dollars par an en 1954/55-1957/58 et 1 500 millions de dollars par an pendant la période juillet 1958-décembre 1960. L'augmentation considérable des fonds disponibles pour les exportations à des conditions spéciales en 1961 reflète la nouvelle politique des Etats-Unis qui est d'accélérer l'écoulement des gros stocks accumulés et en particulier de les utiliser davantage pour venir en aide aux pays nécessiteux et pour encourager le développement économique.

L'augmentation de la valeur totale des exportations effectuées en vertu de programmes spéciaux d'exportation en 1959/60 et au cours du premier semestre de 1960/61 est due, pour la plus grande partie, à l'accroissement des livraisons de blé, de farine de blé et de riz, bien que les expéditions de tabac et de céréales secondaires, elles aussi, aient quelque peu augmenté. L'Etat a financé près des trois quarts des exportations de blé et de farine de blé effectuées par les Etats-Unis en 1959/60 et au cours du deuxième semestre de 1960. Ce pourcentage est le plus élevé qui ait été enregistré depuis 1955/56. En outre, les programmes spéciaux sont arrivés à représenter plus de la moitié des exportations totales de riz. La réduction des exportations de coton effectuées à des conditions spéciales d'une part et l'accroissement très marqué des exportations commerciales de ce produit d'autre part, ont fait que les ventes à des conditions spéciales, qui représentaient 63 pour cent des exportations cotonnières totales des Etats-Unis, n'en ont plus représenté que 19 pour cent en 1959/60; cependant, le pourcentage est remonté à 32 au cours du premier semestre de 1960/61. En grande partie à cause de la situation cotonnière, les exportations financées par l'Etat n'ont représenté que 29 pour cent des exportations agricoles des Etats-Unis en 1959/60, contre 34 pour cent en 1958/59 et 41 pour cent, chiffre record, en 1956/57.

Parmi les pays bénéficiaires d'exportations de blé effectuées à des conditions spéciales, huit [5] ont absorbé les trois quarts environ des expéditions totales, qui ont représenté 9,8 millions de tonnes en 1959/60.

Le plus grand pays importateur, l'Inde, a reçu environ 4,3 millions de tonnes de blé au cours de l'année civile 1960 et l'on pense que les importations de blé à des conditions spéciales se maintiendront à peu près à ce niveau jusqu'en 1963, année où s'achèvent les livraisons prévues par l'actuel accord quadriennal.

En 1959/60, les importations à des conditions spéciales ont représenté près de 90 pour cent des importations totales de blé de l'Inde et du Pakistan (le chiffre comprenant également certaines livraisons de l'Australie et du Canada) et 70 à 80 pour cent des importations de la Région égyptienne de la R.A.U.,

[5] Brésil, Corée du Sud, Inde, Pakistan, Pologne, Région égyptienne de la R.A.U., Turquie et Yougoslavie.

de la Turquie et de la Yougoslavie. Les livraisons de blé à la Pologne ont marqué une nouvelle augmentation importante en juillet-décembre 1960 et, au cours de ce semestre, les exportations sont demeurées importantes à destination de la plupart des autres grands importateurs, excepté la Turquie et la Yougoslavie qui n'avaient connu que des pénuries temporaires de céréales. L'Inde, le Pakistan et l'Indonésie ont été les plus gros importateurs de riz en 1959/60 mais les importations à des conditions spéciales n'ont représenté qu'une partie relativement faible de leurs importations totales de riz. Les exportations cotonnières à des conditions spéciales ont intéressé de nombreux pays.

Commerce agricole de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale

La présente analyse de l'évolution du commerce agricole de l'Europe orientale, de l'U.R.S.S. et de la Chine continentale se fonde essentiellement sur les statistiques publiées par ces pays, statistiques qui, au moment de la rédaction de ce rapport, ne vont généralement pas plus loin que l'année 1959. Il y est donc très peu question du très fort accroissement manifesté en 1960 par les importations de sucre cubain et aucune mention n'est faite des importants achats de céréales effectués depuis 1961 par la Chine. Ces achats ont déjà été signalés dans une précédente partie de ce chapitre [6].

En 1959, l'Europe orientale et la Chine sont demeurées les principaux partenaires de l'U.R.S.S. pour le commerce des produits agricoles. Elles ont absorbé les trois quarts environ des exportations agricoles de l'U.R.S.S., soit à peu près la même fraction qu'au cours des quatre années précédentes. L'Allemagne orientale et la Tchécoslovaquie deviennent les principaux importateurs, et de loin, puisqu'elles ont absorbé, en 1959, 50 pour cent environ des exportations agricoles totales de l'U.R.S.S. Si les pays d'Europe orientale réussissent à réaliser à peu près le taux d'accroissement de la production agricole envisagé, il n'est cependant guère probable qu'ils développent encore leurs importations en provenance de l'U.R.S.S.

L'Europe orientale, la Chine et les autres pays de ce groupe ont fourni 56 pour cent des importations agricoles de l'U.R.S.S. en 1959. Leur part était tombée de 67 pour cent en 1955 à 50 pour cent environ en 1958, mais elle a réaugmenté en 1959 parce que les importations de riz, d'oléagineux et de coton se sont accrues en provenance de la Chine, pays qui, au cours de ladite année, a fourni 37 pour cent des importations agricoles totales de l'Union soviétique. D'autre part, la Bulgarie a fourni environ 9 pour cent des importations soviétiques (fruits et tabac principalement), la Mongolie, la Corée du Nord et le Nord Viet-Nam environ 5 pour cent et les autres pays d'Europe orientale 5 pour cent.

Il est probable que la part des importations agricoles de l'U.R.S.S. provenant de l'Europe orientale et de la Chine continentale a recommencé à diminuer à partir de 1960, étant donné que la Chine a connu de mauvaises récoltes et que le commerce a augmenté rapidement, ces derniers temps, entre l'U.R.S.S. et les régions peu développées de l'Amérique latine, du Proche-Orient, de l'Extrême-Orient et de l'Afrique. Il semble que ces régions intensifieront ce commerce, afin de pouvoir rembourser leurs importations de produits manufacturés en provenance de l'U.R.S.S. et assurer le service des emprunts à ce pays, qui, vers le milieu de 1960, représentait l'équivalent d'environ 3 milliards de dollars.

Entre 1955 et 1959, les importations agricoles effectuées par l'U.R.S.S. en provenance de l'Extrême-Orient ont plus que quadruplé et elles ont atteint 784 millions de roubles, le caoutchouc comptant pour 72 pour cent du total. Les importations agricoles totales en provenance du Proche-Orient, qui avaient quadruplé depuis 1955 et atteint 711 millions de roubles en 1958, sont retombées à 566 millions de roubles en 1959, parce que l'U.R.S.S. a acheté moins de coton à la Région égyptienne de la R.A.U. En 1959 les importations soviétiques en provenance de l'Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Sud) ont fortement augmenté, passant de 51 millions à 140 millions de roubles, principalement du fait de l'accroissement des importations de cacao. Les pays sous-développés font également un certain commerce avec l'Europe orientale; ces échanges sont beaucoup moins importants que les échanges avec l'U.R.S.S. mais ils progressent rapidement. Par exemple, entre 1955 et 1959, les importations de l'Allemagne orientale en provenance de l'Inde ont triplé, elles ont plus que sextuplé en provenance de la R.A.U. et elles ont augmenté 12 fois en provenance de l'Afrique, passant de 2 à 25 millions de roubles. Une expansion comparable des importations s'est produite en Pologne.

Il faut répéter néanmoins que, malgré leur accroissement rapide, les importations de la plupart des produits tropicaux en Europe orientale et en

[6] Un compte rendu plus détaillé du commerce des produits agricoles de l'U.R.S.S. figure dans le *Bulletin mensuel - Economie et statistique agricoles*, FAO, juin 1961.

U.R.S.S. sont encore très faibles par rapport au commerce mondial. Bien que les importations de café effectuées par l'ensemble du groupe aient doublé de 1958 à 1959, elles ne représentent encore que 57 000 tonnes. De même, les importations de fèves de cacao en 1959 n'ont atteint que 80 000 tonnes, chiffre qui représente toutefois un accroissement de 90 pour cent par rapport à l'année précédente (tableau annexe 4B).

Les principales importations de produits tropicaux ou semi-tropicaux sont les importations de caoutchouc, de coton et plus récemment de sucre. Les importations de caoutchouc naturel (346 000 tonnes) effectuées en 1959 par l'U.R.S.S. et l'Europe orientale sont inférieures à celles de 1958 (379 000 tonnes) mais très supérieures aux 103 000 tonnes de 1955.

L'U.R.S.S. est à la fois exportateur et importateur de coton. Au cours des dernières années, ses exportations ont progressé à une cadence assez lente. Elles étaient en moyenne de 320 000 tonnes en 1955-58 et elles ont atteint 345 000 tonnes en 1959, dont plus de 250 000 tonnes expédiées en Europe orientale. D'un autre côté, les importations ont augmenté fortement, passant de 20 000 tonnes en 1955 à 190 000 tonnes en 1959. Au cours de la même période, les importations totales nettes de coton effectuées par l'U.R.S.S. et l'Europe orientale sont passées de 29 000 à 276 000 tonnes. Au cours des années récentes, le principal fournisseur a été la République arabe unie, mais en 1959 les importations en provenance de la Chine continentale sont brusquement passées à près de 90 000 tonnes et les importations en provenance de la R.A.U. ont quelque peu diminué. On prévoit pour 1965 un accroissement modéré (de l'ordre de 10 pour cent) des exportations cotonnières de l'U.R.S.S. vers l'Europe orientale, qui atteindraient une moyenne d'environ 300 000 tonnes.

Pour ce qui est des produits alimentaires échangés entre l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale, les exportations soviétiques de céréales ont beaucoup augmenté en 1959 à la suite de la bonne récolte de l'année précédente. Les expéditions totales sont passées de 5,8 à 7,4 millions de tonnes, chiffre qui comprend 6 millions de tonnes de blé, et les exportations céréalières totales ont représenté le septième de l'ensemble des achats de l'Etat. L'U.R.S.S. s'attache maintenant surtout à améliorer l'approvisionnement intérieur en céréales fourragères et il est probable qu'au cours des prochaines années, les exportations de céréales ne dépasseront pas sensiblement le niveau de 1959.

Sur les 6 millions de tonnes de blé exportées par l'U.R.S.S., 4,3 environ sont allées aux pays d'Europe orientale, où ces tonnages représentent la totalité des importations de blé. La plupart de ces pays ont importé moins de seigle, d'orge et d'avoine que l'année précédente. Néanmoins, la Pologne a fait exception, en important 362 000 tonnes d'orge en 1959, dont les trois quarts en provenance des Etats-Unis et la plus grande partie du reste en provenance du Canada, alors qu'elle avait importé 173 000 tonnes seulement en 1958. Les importations céréalières totales de la Hongrie et de la Bulgarie ont été plus fortes qu'en 1958, mais celles de la Roumanie ont diminué de plus de moitié. Les importations de riz en U.R.S.S. et dans les pays d'Europe orientale sont passées de 748 000 tonnes en 1958 à plus de 1 million de tonnes en 1959, l'U.R.S.S. recevant pour sa part 689 000 tonnes.

Les produits de l'élevage représentent un secteur critique de l'économie agricole de l'U.R.S.S. depuis quelques années. Ces derniers temps, les importations de viande et de beurre ont été réduites et les exportations augmentées, et en 1959, pour la première fois depuis la guerre, l'U.R.S.S. est devenue exportateur net non seulement de beurre mais également de viande. L'accroissement des exportations de viande semble être destiné à combler la pénurie de l'Allemagne orientale, qui a absorbé les deux tiers du total. Les autres pays d'Europe orientale ont tendu à augmenter leurs importations assez limitées de viande et de produits laitiers. En même temps, la Pologne exporte des quantités substantielles de bacon, de jambon et d'œufs.

Les exportations brutes de sucre en provenance des pays d'Europe orientale ont augmenté d'environ un quart en 1959, passant à 1,13 million de tonnes, quoique en même temps les importations de l'U.R.S.S. aient légèrement diminué. Depuis lors, la situation a été radicalement modifiée par les accords quinquennaux de l'U.R.S.S. et de la Chine continentale avec Cuba, accords qui prévoient l'importation annuelle de 1,0 et 0,5 million de tonnes de sucre respectivement. En outre, un certain nombre d'accords supplémentaires ont été conclus et les importations combinées de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale en provenance de Cuba ont atteint 2,3 millions de tonnes en 1960. Ce total comprend 1 578 000 tonnes vers l'U.R.S.S., 476 000 tonnes vers la Chine continentale, 144 000 tonnes vers la Pologne, 62 000 tonnes vers l'Allemagne orientale et 9 000 tonnes vers la Tchécoslovaquie. Les importations combinées de ces pays pourraient dépasser de beaucoup 3 millions de tonnes en 1961.

Prix et revenus agricoles

Bien des problèmes actuels de l'agriculture dépendent des revenus et prix agricoles. L'évolution récente de la politique agricole étudiée dans une section ultérieure du présent chapitre montre que, dans la plupart des pays à économie développée, les politiques agricoles visent en grande partie à empêcher que l'écart n'augmente encore entre les revenus de l'agriculture et ceux des autres secteurs. On cherche à obtenir ce résultat en stabilisant ou en élevant le niveau des prix à la production et en prenant des mesures propres à améliorer la productivité agricole. Dans plusieurs pays, beaucoup d'exploitants sont mécontents de la situation actuelle des revenus et des prix agricoles. Ce mécontentement a provoqué, par exemple, une sérieuse agitation au Danemark et en France pendant le premier semestre de 1961.

Dans les pays peu développés eux aussi, les revenus de l'agriculture sont en moyenne très inférieurs à ceux des autres secteurs. Si la politique agricole, en règle générale, ne vise pas avant tout à élever les revenus, les gouvernements reconnaissent de plus en plus qu'il importe d'améliorer le sort des producteurs agricoles, pour des raisons d'ordre social et aussi afin d'encourager (et rendre possibles) les investissements agricoles indispensables à l'accroissement de la production. La disparité des revenus entre l'agriculture et les autres secteurs a été analysée d'une façon assez détaillée dans un chapitre spécial [7] du rapport de 1959.

Faits nouveaux intervenus en 1960

On possède encore peu d'informations à jour sur les tendances des prix et revenus agricoles. Les données disponibles sont pour la plupart limitées aux pays à économie évoluée. Vingt-cinq pays environ publient des indices de prix agricoles et, au moment où est rédigé ce rapport, on dispose pour 17 pays d'indices portant sur l'ensemble ou sur la majeure partie de l'année 1960. Dans six de ces pays (Afrique du Sud, Etats-Unis, Grèce, Irlande, Italie, Portugal), les prix agricoles dans leur ensemble ont été assez stables, et l'écart entre l'indice de 1960 et la moyenne de 1959 est de moins de 2 points. Dans trois pays (Australie, Finlande, France), les prix agricoles ont augmenté de 3 ou 4 pour cent. Dans sept pays, l'indice a diminué sensiblement en 1960, en particulier en Allemagne occidentale où la régression est en moyenne de 8 pour cent par rapport à 1959.

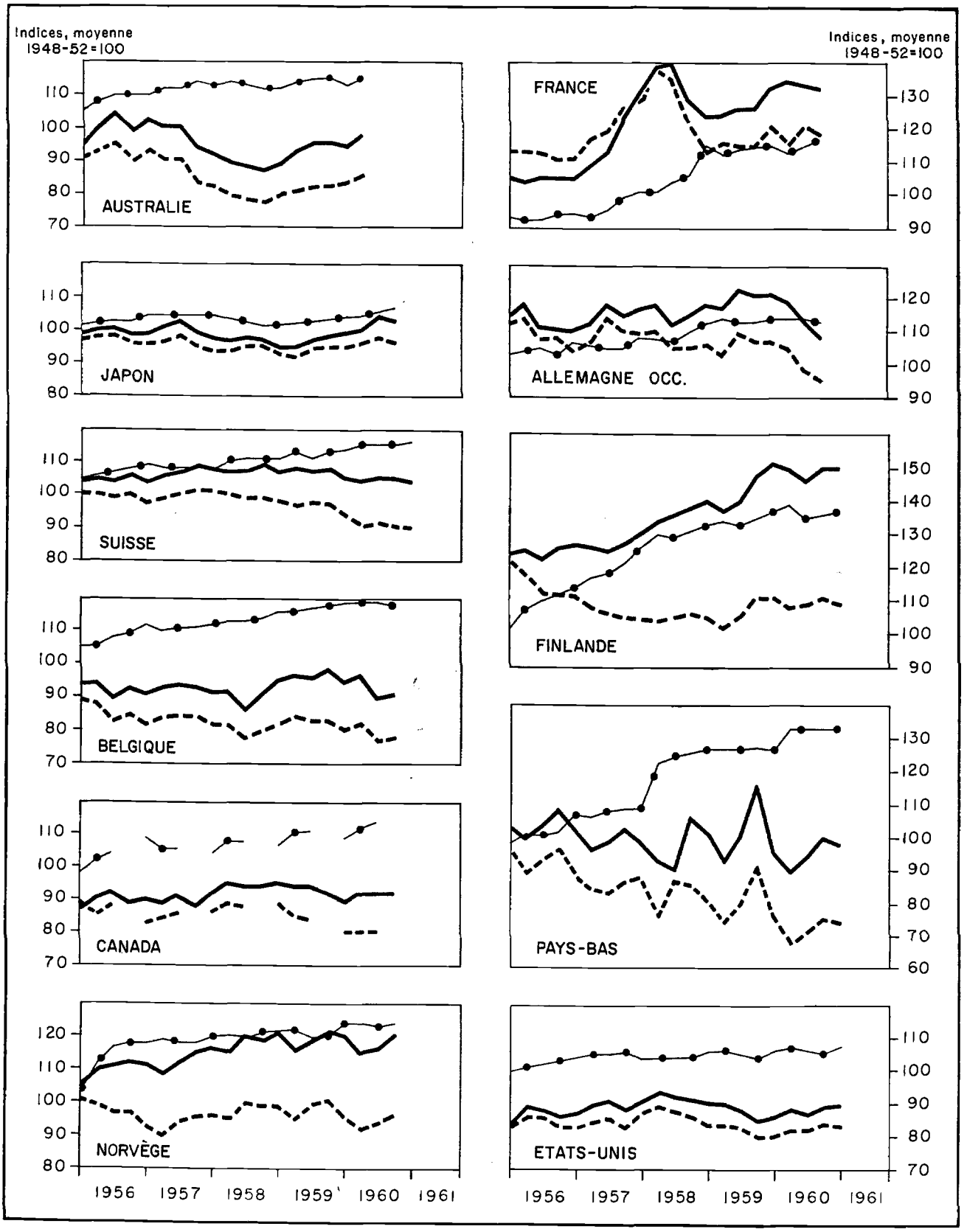
Néanmoins, les variations du niveau des prix agricoles ont peu de signification tant qu'elles ne sont pas mises en rapport avec les mouvements des autres prix. Onze pays publient des indices montrant la relation entre les prix auxquels les exploitants écoulent leurs produits et ceux auxquels ils paient les biens de production et, dans certains cas, les articles de subsistance. Cette relation, qui constitue en fait les « termes de l'échange » des agriculteurs, influe fortement sur le rapport entre les recettes brutes et les recettes nettes et sur la valeur « réelle » des revenus agricoles nets (graphique II-8).

Dans tous les pays représentés, sauf quatre, le rapport en question a évolué défavorablement en 1960 et, là où il existe des chiffres pour le premier trimestre 1961, ils n'indiquent guère d'amélioration. Les prix obtenus ont fléchi quelque peu en 1960 en Belgique, au Canada, en Allemagne occidentale, aux Pays-Bas, en Norvège et en Suisse, tandis que les prix payés ont augmenté. En Finlande et en France, cependant, le rapport est devenu plus favorable aux agriculteurs en 1960, car les prix obtenus ont augmenté un peu plus que les prix payés. Au Japon et aux Etats-Unis, les rapports de prix n'ont pas varié de façon significative entre 1959 et 1960. En Australie, les chiffres disponibles, qui portent seulement sur le premier semestre de 1960, donnent à penser que le rapport se serait légèrement amélioré par rapport à 1959.

Si l'on considère l'ensemble de la période depuis 1952-53, les rapports de prix semblent avoir évolué favorablement aux agriculteurs en France et en Finlande. Il en était de même en Allemagne occidentale jusqu'à la baisse brutale des prix à la production en 1960. En Norvège et au Japon, le rapport est demeuré assez stable (entre 90 et 100). Dans les autres pays, la diminution a été plus accentuée. Il faut noter, cependant, qu'en 1952-53 les niveaux de prix se ressentaient peut-être encore dans une certaine mesure, spécialement parmi les pays exportateurs, de la hausse soudaine qui s'était produite au début du conflit coréen. Les rapports de prix, il va sans dire, ne sont pas le seul facteur déterminant des revenus agricoles, qui dépendent également du volume des ventes. Les données le plus communément disponibles sur l'évolution des

[7] Revenus et niveaux de vie agricoles dans les pays à différents stades d'évolution économique. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1959.*

GRAPHIQUE II-8. - INDICES DES PRIX REÇUS ET DES PRIX PAYÉS PAR LES PRODUCTEURS DANS CERTAINS PAYS



revenus agricoles sont les estimations de la contribution de l'agriculture à l'ensemble du revenu national. Ces estimations sont étudiées plus loin. Néanmoins, pour des raisons évidentes, il est rare qu'elles soient très à jour. En outre, bien qu'elles constituent des indicateurs utiles, il est impossible d'en inférer avec précision, sans quelque ajustement, les revenus des producteurs agricoles. Quelques pays seulement publient des informations indiquant plus exactement le revenu des exploitants. A l'intérieur de ce groupe de pays, les revenus agricoles nets (ensemble du secteur) ont augmenté de 1959 à 1960 au Canada, en Allemagne occidentale et aux Etats-Unis, bien que les rapports de prix aient évolué défavorablement pour l'agriculture dans les deux premiers de ces pays. Les revenus agricoles nets ont également augmenté en France, où les prix ont évolué favorablement aux exploitants, et au Royaume-Uni. Dans les quatre autres pays où des données sur les revenus nets des agriculteurs sont disponibles, au moment de la rédaction du présent rapport, les estimations indiquent des fléchissements: de 2 pour cent en Australie, de 6 à 7 pour cent en Italie, de plus de 7 pour cent au Chili et en Grèce. Au Danemark, en Nouvelle-Zélande, en Espagne et en Yougoslavie, pays sur lesquels on possède des informations moins complètes, il semble probable que les revenus agricoles ont également reculé en 1960. Nous indiquerons ci-après, en détail, les modifications intervenues au cours de l'année dernière dans certains pays, afin de donner une idée de certains des facteurs qui expliquent la fluctuation assez considérable des revenus agricoles d'une année à l'autre.

Aux Etats-Unis, le revenu net des producteurs agricoles est passé de 11 300 millions de dollars en 1959 à 11 600 en 1960, compte non tenu des variations de stocks. Bien que, selon les estimations, les dépenses d'exploitation aient augmenté de 200 millions de dollars, les agriculteurs ont maintenu leur position en augmentant leurs ventes, qui ont rapporté 600 millions de dollars de plus qu'en 1959, et en augmentant légèrement leurs sources de revenus extra-agricoles. En 1961, il est prévu que les revenus agricoles nets dépasseront d'environ 1 milliard de dollars ceux de 1960, sous l'influence de trois facteurs: augmentation des ventes, prix plus élevés des récoltes, versements plus importants de l'Etat.

Au Canada, bien que les prix agricoles aient diminué, l'accroissement de la production a entraîné une augmentation des revenus en espèces, qui, compte tenu de tous les paiements supplémentaires, ont atteint en 1960 le chiffre de 2 861 millions de dollars, inférieur seulement à ceux de 1952 et 1958. Cependant, comme les prix payés par les agriculteurs ont augmenté, il est possible que les revenus nets aient diminué.

En Allemagne occidentale, les estimations préliminaires pour 1960/61 font apparaître une augmentation d'environ 1 milliard de marks par rapport à la campagne précédente. Les revenus avaient diminué en 1959/60 sous l'effet de la sécheresse et des mauvaises récoltes; les ventes avaient fléchi et les coûts d'exploitation augmenté, notamment parce que les agriculteurs avaient dû acheter plus de produits d'alimentation animale. En 1960/61, les ventes totales de l'agriculture, d'après les estimations, auraient augmenté de 800 millions de marks et atteint 20 milliards de marks, et les dépenses de production (à l'exclusion des investissements et taxes) auraient fléchi de 200 millions de marks, tombant ainsi à 11 900 millions. Les recettes nettes en espèces sont donc estimées à 8 100 millions de marks, contre 7 100 millions l'année précédente.

Au Royaume-Uni, d'après les estimations, les revenus nets des agriculteurs seraient passés de 356 millions de livres en 1959 à 359 millions. Bien que les pluies prolongées aient rendu difficile la récolte, la production de la plupart des cultures a augmenté, et les ventes de lait et produits laitiers, d'animaux de boucherie, d'œufs et de volaille ont sensiblement progressé. Le coût des biens et services utilisés par les exploitants a, lui aussi, augmenté, en raison principalement d'une hausse des loyers, des salaires et des dépenses de commercialisation; mais ceci a été contrebalancé par l'amélioration de la productivité.

Au Danemark, bien que le volume des produits de l'élevage ait augmenté en 1960, les recettes de l'agriculture ont été réduites par une baisse des prix du beurre et des œufs et par une augmentation des coûts. Pour faire face à cette situation, le gouvernement a apporté aux mesures de soutien agricole des modifications qui sont résumées dans la section relative aux politiques agricoles. En Italie, la production agricole a un peu fléchi en 1960 à cause des conditions météorologiques défavorables, mais les prix ont augmenté d'environ 1 pour cent, et la valeur des ventes a été presque aussi élevée que l'année précédente. Néanmoins, les coûts de production ont augmenté et les recettes nettes des exploitants ont baissé de 6 à 7 pour cent. En Grèce, les prix obtenus par les producteurs sont restés à peu près au même niveau que l'année précédente tandis que les coûts d'exploitation augmentaient d'environ 5 pour cent; avec une réduction de la production et des ventes,

les recettes nettes ont fléchi, selon les estimations, de 7 à 8 pour cent. Le marasme agricole a accéléré le déplacement de la population vers les villes et on estime que le nombre des personnes ayant quitté les régions rurales a doublé en 1960. En Yougoslavie et en Espagne, le fléchissement de la production agricole a entraîné une baisse des recettes nettes des exploitants en 1960.

Tendances a long terme

A part ces fluctuations à court terme, un certain nombre de tendances à long terme exercent une influence croissante sur les revenus agricoles, notamment dans les pays à économie évoluée. Pris isolément, les principaux facteurs tendanciels sont généralement bien connus, mais l'on a accordé moins d'attention à leurs effets combinés et cumulatifs, en sorte qu'il est peut-être utile de passer ici en revue les faits nouveaux intervenus au cours des cinq ou dix dernières années, afin de placer dans leur vraie perspective certains des problèmes que soulèvent les revenus agricoles.

Quelques-uns des facteurs principaux découlent des modifications que l'accroissement des revenus introduit dans la structure des dépenses des consommateurs. Il est reconnu depuis longtemps que les dépenses d'alimentation sont assez étroitement liées au niveau des revenus. A mesure que ceux-ci augmentent, les dépenses d'alimentation progressent également, mais à une cadence qui tend à diminuer. Aux échelons supérieurs des revenus, une augmentation importante de revenu n'entraîne qu'un accroissement assez faible des dépenses d'alimentation. Ainsi, dans les ménages ou les communautés où les revenus individuels sont élevés, la part du revenu consacrée aux produits alimentaires (et dans une large mesure aux autres produits agricoles) est plus faible que dans les pays peu développés où les revenus individuels moyens sont bas. Le montant total des dépenses de consommation consacrées aux produits agricoles – qui représente l'origine fondamentale des revenus de l'agriculture [8] – augmentera donc plus lentement que le total des revenus de la nation. En conséquence, le revenu de l'ensemble du secteur agricole, sinon nécessairement celui des divers exploitants, tend à décroître par rapport au revenu de l'ensemble de la communauté. Certes, l'alimentation n'est pas le seul poste auquel les consommateurs consacrent une fraction décroissante de leur dépenses lorsque leurs revenus augmentent, mais l'effet est plus grand dans l'agriculture que dans tout autre secteur de l'économie.

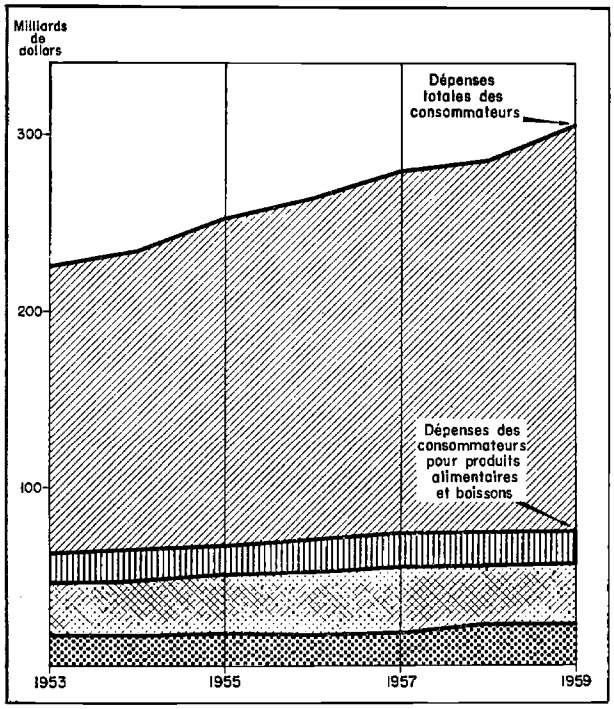
Le pourcentage des dépenses totales des consommateurs consacré aux produits d'alimentation dans 26 pays est indiqué au tableau annexe 16. Encore que ce pourcentage soit également influencé par les habitudes alimentaires, on voit qu'il a un certain rapport avec le degré de développement économique, et, par conséquent, avec le niveau du revenu national par habitant. Le tableau montre aussi que le pourcentage des dépenses de consommation consacré aux produits alimentaires tend à diminuer dans la plupart des pays à mesure que progressent les niveaux de revenu.

Ce qui accentue encore l'infériorité du rythme de progression des revenus agricoles, c'est le fait que, dans les pays développés, les opérations de traitement et d'emballage et les autres aspects de la commercialisation tendent à devenir plus complexes. Ainsi, le secteur commercial absorbe une part sans cesse accrue des dépenses totales consacrées par les consommateurs à l'achat de produits alimentaires et autres produits agricoles, ce qui réduit d'autant la part revenant aux producteurs agricoles. Dans les pays développés, l'élasticité de la demande de produits alimentaires en fonction des revenus peut être de l'ordre de 0,5 à 0,6 au niveau du détail, et de 0,25 seulement au niveau de l'exploitation agricole. Le graphique II-9 montre bien que la valeur des ventes des exploitations agricoles représente une faible proportion des dépenses totales des consommateurs aux Etats-Unis, l'un des pays où les tendances analysées ci-dessus se sont le plus complètement affirmées.

Seuls les Etats-Unis publient régulièrement des estimations relatives au coût de la transformation et de la commercialisation et à la marge entre les prix des produits alimentaires à la production et au détail. Selon ces estimations, la « part du producteur », qui représentait 47 pour cent des dépenses consacrées par les consommateurs à l'achat de produits alimentaires d'origine indigène, n'était plus que de 41 pour cent en 1955 et de 39 pour cent en 1960. Les informations disponibles au sujet des écarts entre les prix à la production et les prix au détail ont été publiées par la FAO dans le *Bulletin mensuel – Economie et statistique agricoles* en novembre 1954. Depuis cette date, quelques données nouvelles ont pu être recueillies, mais le tableau général n'a guère changé.

[8] Les autres sources de revenu agricole, par exemple les exportations ou les subventions gouvernementales, sont étudiées plus loin.

GRAPHIQUE II-9. - ETATS-UNIS: RAPPORT ENTRE LES DÉPENSES DES CONSOMMATEURS ET LES VENTES, AU STADE DE L'EXPLOITATION, DE PRODUITS DESTINÉS A LA CONSOMMATION INTÉRIEURE



Dépenses des consommateurs pour produits non alimentaires
Dépenses des consommateurs pour produits alimentaires et boissons importés[1]
Coûts de commercialisation des produits alimentaires du pays [1]
Ventes à l'exploitation pour la consommation intérieure (non compris les exportations) [1]

SOURCES: United States Department of Agriculture, *Marketing and transportation situation*, juillet 1960. Nations Unies, *Annuaire de statistiques des comptabilités nationales, 1960.*

[1] Les données pour 1959 ont été estimées à partir des dépenses totales des consommateurs pour les produits alimentaires et les boissons.

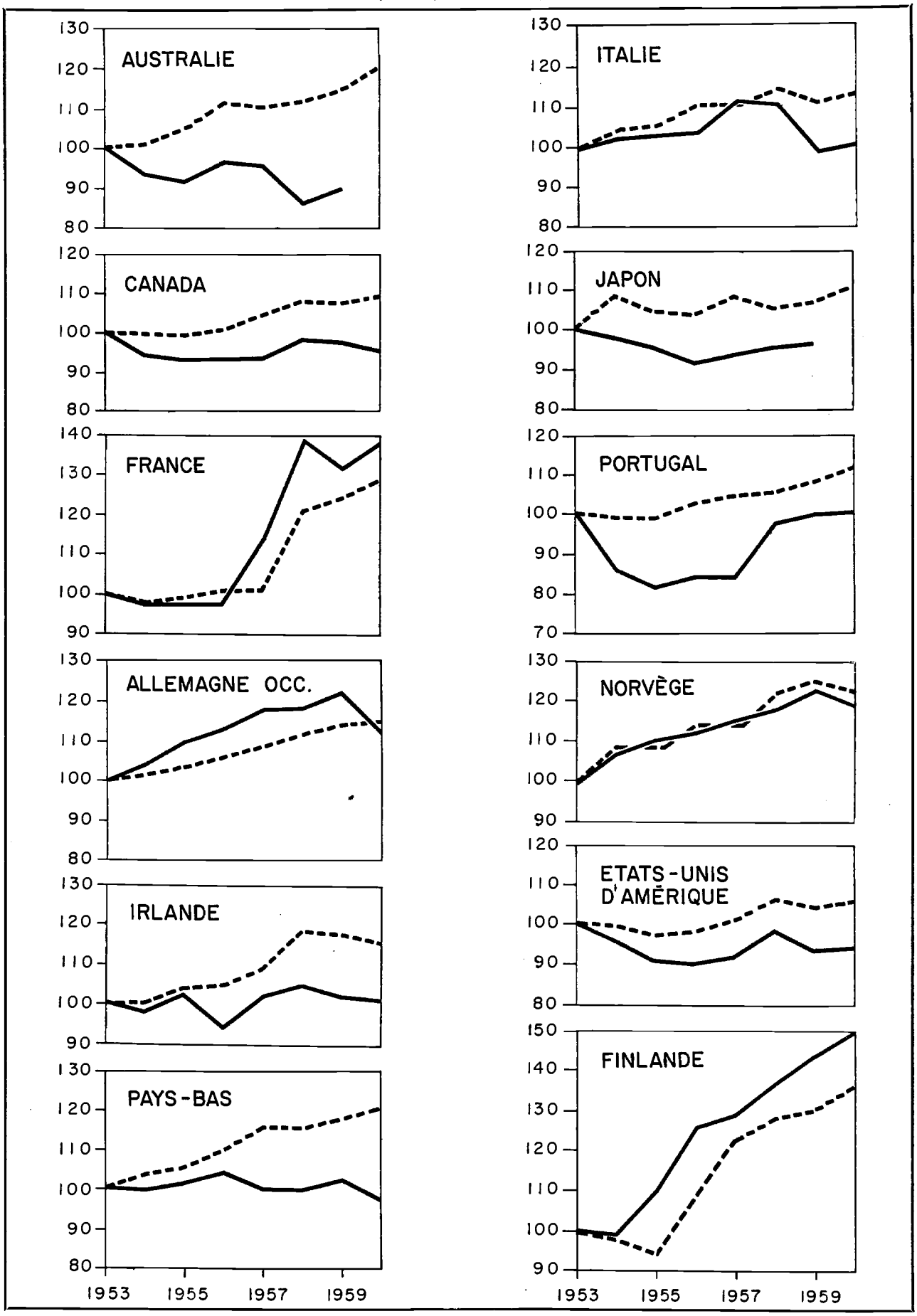
On peut se faire une idée de l'évolution récente des écarts de prix en comparant le mouvement des indices des prix à la production et des prix au détail (graphique II-10). Ces comparaisons, bien entendu, ne montrent pas l'ampleur de l'écart. Elles indiquent seulement d'une manière approximative si celui-ci a tendu à grandir ou à diminuer au cours de la période considérée, soit 1953-60. Même à cette fin, la comparaison peut être hasardeuse si une partie importante de la production agricole comprend des articles non alimentaires ou si une partie importante des approvisionnement alimentaires est importée.

Des données portant sur l'ensemble de la période sont disponibles pour 20 pays. En France, en Finlande et (jusqu'en 1959) en Allemagne occidentale, les prix agricoles ont tendu à augmenter plus vite que les prix de détail, ce qui indique que l'écart a diminué. Dans trois autres pays – Norvège, Suisse et (jusqu'en 1958) Italie – les deux indices ont peu divergé. Mais dans la grande majorité des pays, les prix de détail ont augmenté régulièrement plus vite que les prix agricoles, et dans certains d'entre eux – Australie, Canada, Etats-Unis, Portugal – ils ont augmenté alors que les prix agricoles diminuaient.

Le fléchissement graduel du pourcentage des revenus du consommateur consacré à l'alimentation et la complexité croissante, autrement dit l'augmentation des coûts, de la transformation et de la commercialisation sont les deux principaux facteurs qui provoquent la diminution de la part des recettes agricoles brutes dans les dépenses totales des consommateurs. Un troisième élément influant sur l'évolution du revenu net du secteur agricole est le fait que, dans les pays à agriculture évoluée, les coûts de production augmentent progressivement par rapport au chiffre total des ventes des producteurs. Dans les pays peu développés, le principal « input » de la production agricole est la main-d'œuvre et les « inputs » non agricoles se réduisent pour ainsi dire au coût de l'outillage assez simple qui est communément utilisé par les exploitants. Dans les pays où l'agriculture est plus évoluée, les exploitants agricoles consacrent une proportion croissante de leurs recettes à l'achat d'engrais, de produits antiparasitaires, de carburant, de lubrifiant, de produits d'alimentation animale importés et d'autres fournitures provenant des secteurs non agricoles ou de l'étranger. Bien que l'utilisation croissante de ces moyens de production prouve qu'en général les exploitants ont intérêt à les mettre en œuvre, notamment dans les pays où le coût de la main-d'œuvre est en augmentation, il n'en est pas moins vrai que ces achats des agriculteurs impliquent un autre accroissement de la part échéant aux secteurs non agricoles dans le total des dépenses de consommation de produits agricoles, qui sont en dernière analyse la source des revenus agricoles.

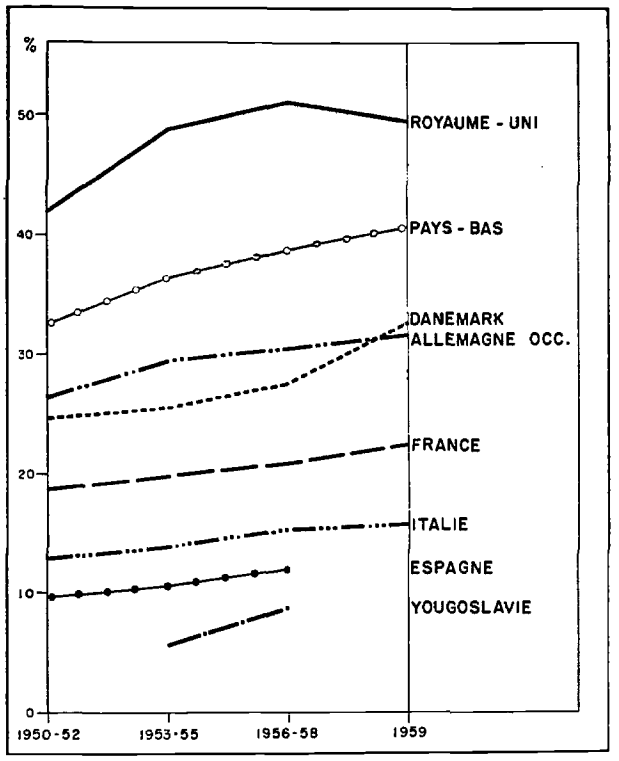
L'accroissement du coût des facteurs de production originaires du secteur non agricole qui sont mis en œuvre dans l'économie agricole des pays développés semble être plus marqué pour les coûts d'exploitation que pour les dépenses en capital. Le graphique II-11, qui montre les coûts d'exploitation dans un certain nombre de pays européens, fait apparaître, d'une part, la tendance à l'augmentation progressive de ces coûts et, d'autre part, les sensibles différences accusées existant d'un pays à l'autre. Ainsi, les coûts d'exploitation représentent 10 pour cent environ des recettes brutes de l'agriculture relativement peu évoluée de pays tels que la Yougoslavie, l'Espagne et l'Ita-

GRAPHIQUE II-10. - MOUVEMENTS DES PRIX AGRICOLES ET DES PRIX ALIMENTAIRES AU DÉTAIL DANS CERTAINS PAYS
(Indices, 1953 = 100)



SOURCE: Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistiques*

GRAPHIQUE II-11. - DÉPENSES COURANTES D'EXPLOITATION DANS LE SECTEUR AGRICOLE, EN POURCENTAGE DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION BRUTE, DANS CERTAINS PAYS D'EUROPE



SOURCE: FAO/CEE, *Les revenus et les dépenses de l'agriculture dans certains pays d'Europe*. Quatrième rapport. Genève. 1961.

lie, au lieu de 40 à 50 pour cent aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Aux Etats-Unis, les coûts d'exploitation sont passés de 36 pour cent de la valeur brute de la production en 1950-52 et de 37 pour cent en 1953-55 à 40 pour cent en 1959. Les chiffres ne sont pas strictement comparables à ceux des pays européens, mais ils montrent la même tendance générale.

Des données composites portant sur 14 pays d'Europe occidentale sont présentées au tableau II-13. En raison de diverses imperfections statistiques et d'un certain manque de comparabilité entre les pays, les données de ce tableau, comme celles du graphique II-11, ne peuvent indiquer qu'un ordre général de grandeur. Il apparaît néanmoins que les dépenses que le secteur agricole consacre à l'achat de biens et services originaires d'autres secteurs (ou de l'étranger, par exemple dans le cas de produits d'alimentation animale) ont augmenté presque deux fois plus vite que la valeur brute de la production. En conséquence, le rythme d'accroissement des recettes nettes du secteur agricole à prix constants a été inférieur de près d'un tiers au rythme d'accroissement de la production totale.

TABLEAU II-13. - AGRICULTURE: PRODUCTION BRUTE, DÉPENSES COURANTES D'EXPLOITATION (EN BIENS AYANT LEUR ORIGINE HORS DU SECTEUR AGRICOLE) ET RECETTES NETTES (VALEUR AJOUTÉE), DANS 14 PAYS D'EUROPE [1]

	Production brute		Dépenses courantes d'exploitation		Recettes nettes	
	Milliards de dollars	Indice	Milliards de dollars	Indice	Milliards de dollars	Indice
1950-52	22,0	100	6,0	100	16,0	100
1953-55	24,5	111	7,2	119	17,3	108
1956-58	25,9	118	8,2	137	17,7	111
1959	27,8	126	8,8	146	19,0	119

SOURCE: FAO/CEE, *Les revenus et les dépenses de l'agriculture dans certains pays d'Europe*. Quatrième rapport. Genève, 1961.

[1] Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

D'après les données limitées dont on dispose, les dépenses de capital, dans les pays européens, semblent varier moins que les dépenses d'exploitation par rapport à la valeur brute de la production (8 à 9 pour cent en Norvège et en Belgique, 10 à 12 pour cent en Pologne, Yougoslavie et France, 14 à 17 pour cent en Suède, au Royaume-Uni et en Allemagne occidentale). Bien que les dépenses d'investissement en machines agricoles soient en général proportionnellement plus élevées dans les pays à agriculture évoluée, cette relation ne s'applique pas nécessairement à l'ensemble des dépenses d'investissement. En effet, dans les pays développés, il arrive souvent que les exploitations aient déjà investi un capital important sous forme de bâtiments d'exploitation, etc. En outre, la nécessité de développer la production est ordinairement plus impérieuse dans les pays à faibles revenus parce que la demande de produits agricoles s'y accroît plus rapidement. Dans quelques-uns de ces pays, une part considérable des investissements agricoles totaux consiste en travaux publics de restauration et de bonification des terres, dont certains sont liés à la réforme agraire.

Bref, en raison des facteurs analysés ci-dessus, les dépenses de consommation portant sur les produits agricoles ont tendance, dans les pays développés, à s'accroître plus lentement que les revenus totaux et les dépenses totales des consommateurs; de même, les recettes brutes des agriculteurs tendent à augmenter moins vite que les dépenses consacrées aux produits agricoles, et les recettes nettes de l'agriculture progressent à une cadence moindre que les recettes brutes. Le revenu d'ensemble du secteur agricole augmente

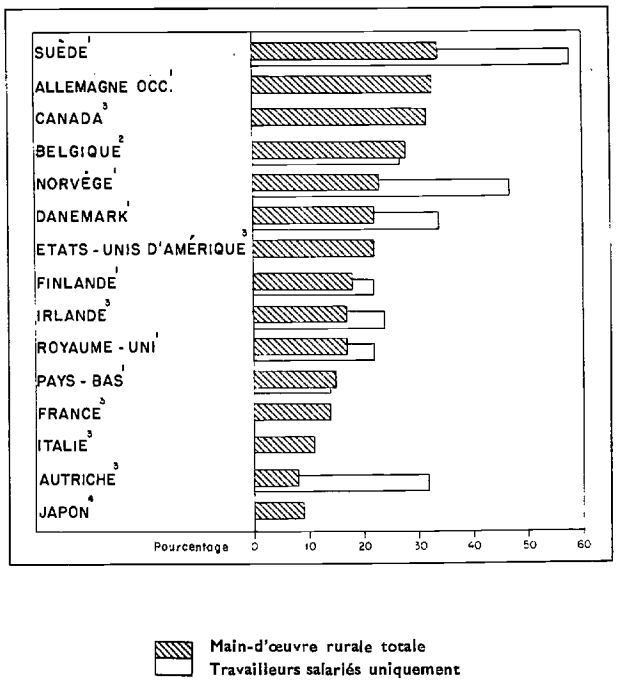
donc beaucoup plus lentement que l'ensemble du revenu national et si la répartition de la main-d'œuvre restait inchangée, les revenus agricoles individuels augmenteraient à un rythme d'autant inférieur à la cadence d'accroissement des revenus individuels dans l'ensemble de l'économie.

En fait, on sait que cette tendance est contrebalancée, au moins partiellement, par le fait que la main-d'œuvre ne cesse de se déplacer de l'agriculture vers d'autres secteurs, en sorte qu'un nombre décroissant d'individus se partagent le revenu du secteur agricole. Le revenu individuel agricole augmente donc plus rapidement (ou diminue plus lentement) que le revenu total du secteur. D'autre part, dans l'ensemble de l'économie, un nombre croissant d'individus, en raison de l'expansion démographique, se partagent le revenu global en voie d'augmentation, et les revenus individuels croissent donc plus lentement que le revenu global de la nation.

Dans les pays développés, les effectifs agricoles ont en fait diminué, au cours des 10 dernières années, dans des proportions impressionnantes, qui dépassent 30 pour cent dans certains pays, dont la Suède, le Canada et aussi l'Allemagne occidentale où l'évolution est d'ailleurs sans doute influencée par le fait que de nombreux réfugiés s'étaient temporairement établis à la campagne au cours des premières années cinquante (graphique II-12). Même au Royaume-Uni, où la population agricole représente environ 5 pour cent de la population totale, le fléchissement continue. Au Japon, où la population agricole avait peu varié pendant un certain nombre d'années, une nette tendance à la diminution se manifeste depuis le milieu des années cinquante. C'est le premier pays d'Asie où le nombre absolu de la population agricole tende à décroître.

Cependant, il est rare que l'on dispose de statistiques de la population agricole entièrement comparables. Dans certains pays, les données représentent le fléchissement de la population, tandis qu'ailleurs elles représentent la diminution de l'input de main-d'œuvre, en hommes-années ou autres unités analogues tenant compte des variations du nombre des travailleurs à temps partiel, des membres de la famille de l'exploitant, etc. Par exemple, lorsque le volume des travaux agricoles accomplis par les femmes des exploitations diminue, la baisse de la population agricole effective peut être plus faible que ne le donnerait à croire la diminution de la main-d'œuvre utilisée. On a indiqué séparément, chaque fois qu'il était possible, la diminution du nombre de travailleurs salariés. Dans la plupart des pays, le taux de diminution de leurs effectifs a été nettement plus élevé que le taux de diminution de la main-d'œuvre agricole totale. Cependant, la diminution, en pourcentage, du nombre des exploitants a été plus forte dans un petit nombre de pays, dont les Etats-Unis, où beaucoup d'exploitations ont été regroupées.

GRAPHIQUE II-12. - DIMINUTION, EN POURCENTAGE, DE LA MAIN-D'OEUVRE RURALE DANS CERTAINS PAYS, 1950-59 (ESTIMATION)



SOURCE: FAO/CEE. *Les revenus et les dépenses de l'agriculture dans certains pays d'Europe*, quatrième rapport, Genève 1961, et statistiques nationales.

[1] Homme-année. - [2] Population active. - [3] Main-d'œuvre. - [4] Population dépendant de l'agriculture.

On examinera maintenant dans quelle mesure la diminution de la population agricole dans les pays à économie évoluée a empêché les revenus individuels de l'agriculture de décroître davantage encore par rapport à ceux des autres secteurs. Il est impossibile de répondre catégoriquement à cette question mais on peut obtenir certaines indications générales en combinant les données relatives à la diminution de la maind'œuvre agricole (graphique II-12) avec les estimations relatives à la production du secteur agricole qui figurent dans les statistiques du revenu national. Parmi les divers éléments statistiques suffisamment comparables pour un grand nombre de pays, ceux-là sont le plus généralement disponibles. Ils représentent les recettes nettes du secteur agricole, déduction faite des inputs ayant leur origine

dans d'autres secteurs économiques ou à l'étranger (valeur ajoutée) [9].

Le graphique II-13 donne, pour 13 pays au sujet desquels on dispose de données couvrant la période de 1953 à 1959, les indices d'accroissement du revenu (global et par habitant) provenant du secteur agricole, à côté des indices d'accroissement du produit (par habitant) de l'ensemble des secteurs économiques. Dans tous ces pays, le revenu individuel formé dans le secteur agricole a augmenté plus vite que le revenu agricole total. Au Danemark, en Finlande, en Allemagne occidentale, aux Pays-Bas et en Norvège, il semble qu'il ait crû à peu près à la même cadence que le produit par habitant de l'ensemble des secteurs économiques. Dans les 8 autres pays, l'écart entre les revenus agricoles semble avoir grandi, mais beaucoup moins que s'il n'y avait pas eu de migration de la population agricole. Il faut souligner cependant que les données indiquent seulement de quelle manière le revenu du secteur agricole a évolué relativement au revenu de l'ensemble de l'économie. Elles ne mesurent pas les revenus effectifs de l'agriculture comparés à ceux des autres secteurs. Une comparaison de ce genre serait difficile. Les méthodes applicables à cette fin sont examinées dans le chapitre III de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1959.*

Aux Etats-Unis, où il est publié régulièrement des analyses très complètes des revenus agricoles, les mêmes tendances se manifestent. De 1949 à 1959, le revenu global formé dans le secteur agricole a diminué de près de 8 pour cent (à prix courants) mais le revenu par habitant a augmenté de 10 pour cent environ à cause du fléchissement de la population agricole. En même temps, le revenu tiré de sources autres que l'agriculture a augmenté considérablement et, si l'on en tient compte, l'accroissement des revenus agricoles par habitant a été de 26 pour cent au cours des 10 années considérées. Cependant, l'augmentation des revenus par habitant a été encore plus rapide dans les autres secteurs. Le revenu individuel que la population agricole tire de toutes les sources représentait environ 51 pour cent du revenu moyen des secteurs non agricoles en 1949 et 44 pour cent seulement en 1959.

[9] Il faut noter cependant que si cette donnée représente la principale partie du revenu de la population agricole (y compris les travailleurs à gages et les propriétaires fonciers), elle n'indique tout de même pas la totalité du revenu agricole. En particulier, elle ne comprend pas le revenu que la population rurale peut tirer des autres secteurs, y compris la rémunération du travail à temps partiel et de l'investissement effectués hors du secteur agricole: elle ne tient pas compte non plus des montants transférés d'autres secteurs, par exemple les subventions et autres sommes versées au titre de mesures de soutien agricole. A cette réserve près, et malgré les insuffisances des données démographiques sur l'agriculture, les comparaisons présentent beaucoup d'intérêt.

Quelques-uns des pays représentés dans le graphique II-13 calculent l'évolution du produit national et de la fraction ayant son origine dans le secteur agricole à prix fixes et à prix courants. A partir de ces données on peut, par un calcul analogue à celui qui a été dans le graphique II-13, comparer approximativement l'accroissement relatif de la productivité individuelle dans l'agriculture et dans l'ensemble des secteurs économiques. Les résultats (tableau II-14) montrent que dans les pays à économie évoluée la productivité agricole a augmenté souvent aussi vite et parfois plus vite que la productivité de l'ensemble des secteurs.

Finalement, il peut être utile de comparer la situation de pays développés, telle qu'elle se dégage de ces données, avec la situation des pays sous-développés. On remarquera au moins deux différences importantes. Aux faibles niveaux du revenu individuel qui sont la règle dans les pays peu développés, l'élasticité-revenu de la demande de produits alimentaires au détail reste assez forte et peut atteindre une valeur de l'ordre de 0,8. Une part beaucoup plus considérable de tout accroissement du revenu est consacrée à l'alimentation, et également aux textiles. Les dépenses consacrées aux produits agricoles ne se laissent donc pas distancer par les revenus globaux et les dépenses totales autant qu'elles le font dans les pays développés.

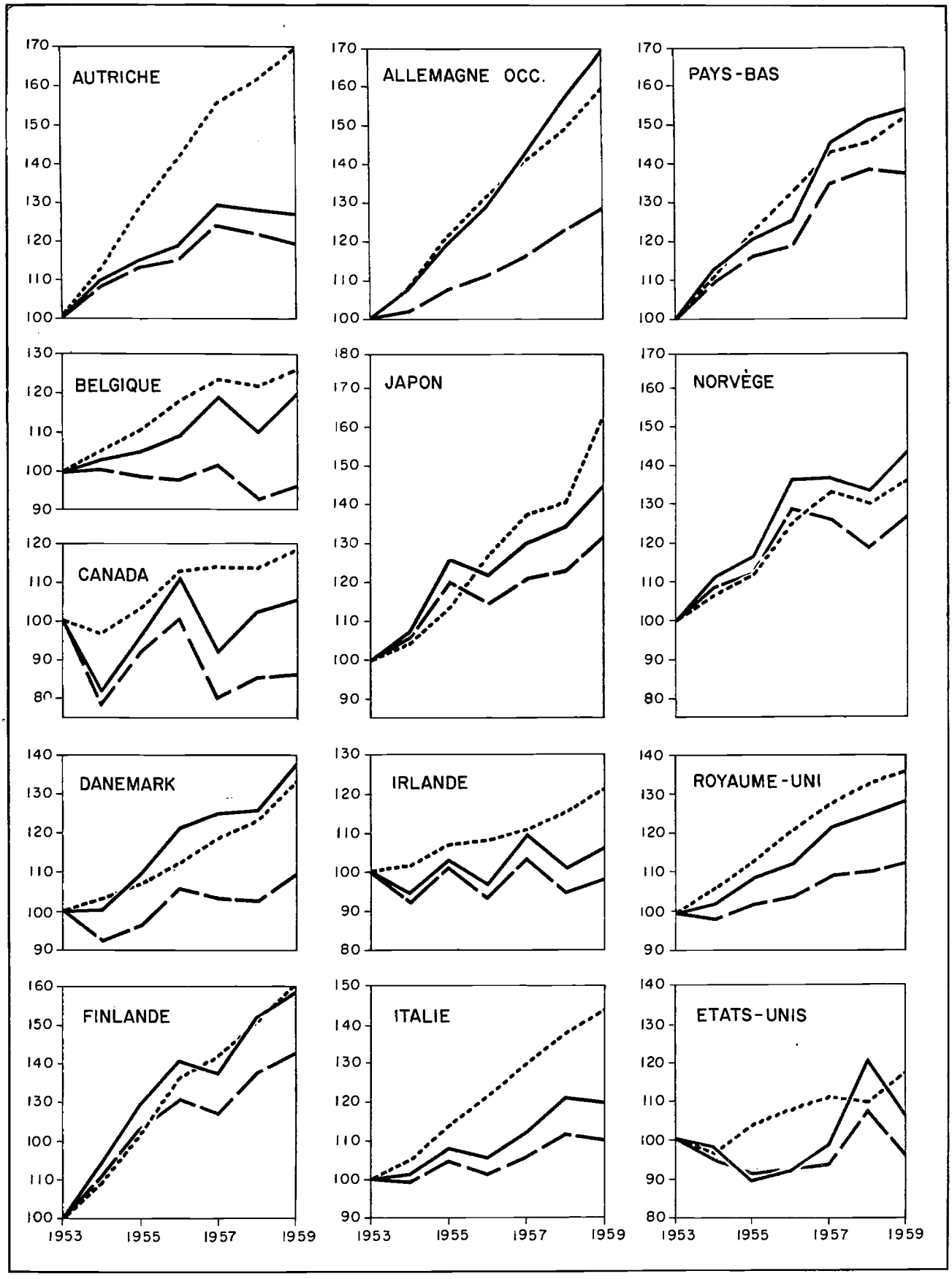
En second lieu, dans presque tous les pays peu développés la population agricole continue d'augmenter, quoique ordinairement moins vite que la population totale. L'exode vers les autres secteurs n'est pas encore assez rapide pour compenser l'effet de l'accroissement naturel de la population agricole. Ainsi, le revenu total net de l'agriculture doit être réparti entre les membres d'une population agricole en voie d'augmentation et, de même que dans l'en-

TABLEAU II-14. - EVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ EN AGRICULTURE ET DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE, 1953-59

(Indice de la production par habitant, à prix fixes, en 1959 par rapport à 1953)

	Ensemble de l'économie (1)	Agriculture (2)	(2) en pourcentage de (1)
	Indices, 1953 = 100		*Pourcentage*
Danemark	109	133	122
Norvège	110	121	110
Allemagne occidentale	139	147	106
Finlande	122	125	102
Belgique	113	115	102
Italie	132	124	94
Autriche	144	121	84

GRAPHIQUE II-13. - REVENUS GLOBAUX ET PAR HABITANT AYANT LEUR ORIGINE DANS L'AGRICULTURE ET REVENU NATIONAL PAR HABITANT, TOUS SECTEURS
(Prix courants. Indices, 1953 = 100)



Produit national brut par habitant, tous secteurs
Produit national brut par habitant, secteur agricole
Produit national brut total, secteur agricole

semble de l'économie, les revenus par habitant augmentent plus lentement que les revenus globaux.

En bref, dans les pays à économie peu évoluée, la disparité entre les taux de croissance du produit agricole et du produit national a des chances d'être plus faible que dans les pays développés, mais il est moins probable que cette disparité soit compensée par la redistribution de la main-d'œuvre entre l'agriculture et les autres secteurs.

Revenus agricoles et politiques de prix

Les facteurs étudiés précédemment semblent avoir un certain nombre de répercussions importantes, en particulier sur l'efficacité des diverses mesures de soutien des prix. Ce sujet ne peut être complètement développé ici et il lui sera peut-être consacré une étude ultérieure. Néanmoins, il faut noter l'intérêt particulier des données présentées dans le tableau annexe 16 qui fait ressortir, dans tous les pays, la grande régularité du pourcentage des dépenses totales de consommation consacré aux produits alimentaires. Ce fait est d'autant plus remarquable que dans plusieurs pays les indices des prix de détail de l'alimentation ont subi des changements très marqués au cours de la période considérée. Ces hausses de prix semblent n'avoir eu à peu près aucun effet sur le pourcentage des dépenses totales consacré à l'alimentation.

Si la part des dépenses de consommation qui est consacrée aux produits alimentaires est faiblement affectée par une hausse des prix de l'alimentation, la question se pose de savoir dans quelle mesure et dans quelles conditions l'on est fondé à croire, comme on le fait en général, que le relèvement du soutien des prix peut accroître les revenus agricoles ou tout au moins la partie (en général prépondérante) de ces revenus qui provient du marché intérieur.

La stabilité surprenante de la fraction des dépenses de consommation qui est consacrée aux produits alimentaires semblerait pouvoir s'expliquer par l'influence combinée de deux réactions:

a) une hausse des prix agricoles peut déclencher une série de relèvements des salaires et de hausses des autres biens qui rétablit assez vite le *statu quo* et laisse le secteur agricole dans une position à peu près inchangée;

b) si les prix des produits alimentaires au détail marquent une hausse appréciable, les consommateurs, même dans les pays riches, peuvent ajuster la structure de leur consommation en s'orientant vers des types ou qualités d'aliments meilleur marché ou en se privant de certains services (par exemple en fréquentant moins les restaurants) afin de compenser, au moins partiellement, l'effet de la hausse.

Si la situation était aussi simple, il devrait s'ensuivre apparemment qu'une variation du niveau de soutien des prix pourrait modifier les recettes des producteurs de tel ou tel type de produit agricole, mais qu'elle n'influencerait pas considérablement les recettes totales de l'ensemble du secteur agricole.

En fait, la situation est beaucoup plus complexe. En premier lieu, ces considérations ne jouent pas lorsque le soutien des prix prend la forme non pas, par exemple, d'un contrôle des importations ou des exportations, mais plutôt d'autres mesures, telles que les paiements de compensation, qui n'influent pas directement sur les prix à la consommation. Dans ce cas, le secteur agricole bénéficie, en sus des dépenses de consommation portant sur les produits alimentaires, d'un transfert direct de fonds provenant de la fiscalité générale.

De plus de portée encore est le fait que presque tous les pays se procurent à l'étranger au moins quelques produits agricoles. La fraction du total des dépenses de consommation qui revient aux producteurs nationaux dépendra donc également de la part du marché qui est couverte par la production nationale et par l'importation. La proportion peut être considérablement influencée par les mesures de soutien de l'agriculture non seulement lorsque les niveaux des prix intérieurs sont réglementés, par exemple, par des mesures de contrôle à l'importation ou à l'exportation, mais également dans le cas où les mesures de soutien des prix et autres mesures de soutien agricole (par exemple les subventions aux engrais) entraînent un accroissement de la production nationale. Au cours des dernières années, il est probable que, dans bien des pays, les mesures de soutien des prix ont influé sur les revenus agricoles au moins autant en freinant les importations concurrentes qu'en stabilisant les prix agricoles à la production et en encourageant une amélioration de la productivité.

Le soutien des prix peut également avoir un effet considérable sur la fraction des dépenses de consommation qui revient au secteur agricole. Les coûts de transformation et de distribution tendent à être rigides et subissent des fluctuations moins fortes que celles des prix au stade de l'exploitation agricole ou de la vente au détail. En particulier, si les prix diminuent

parce que la demande se restreint ou que l'offre augmente, il est rare que les coûts de commercialisation décroissent appréciablement, à moins que le niveau atteint à la suite de la baisse ne se maintienne pendant une longue période. En l'absence d'un soutien des prix efficace, les prix agricoles diminuent donc dans des proportions beaucoup plus considérables que les prix au détail. Les coûts de commercialisation absorbent alors une part plus importante des dépenses de consommation et il se produit une réduction correspondante de la part revenant au secteur agricole.

Jusqu'à présent, l'on a considéré uniquement le produit des ventes sur le marché intérieur. C'est là d'ordinaire l'élément le plus important des revenus agricoles mais ce n'est pas le seul. Les recettes d'origine non agricole commencent à prendre de l'importance dans bon nombre de pays ; toutefois, leur examen n'entre pas à proprement parler dans le cadre de la présente étude. Le supplément de revenus que les agriculteurs peuvent tirer d'un accroissement de l'exportation des produits agricoles constitue cependant un autre facteur qu'il faut prendre en considération. En fait, les producteurs agricoles d'un pays exportateur perçoivent une fraction du montant total des dépenses consacrées à l'alimentation par les consommateurs du pays qui effectue les importations.

Comme il a été signalé dans les sections antérieures, le développement du marché commercial d'exportation des produits agricoles a été extrêmement lent au cours de la période récente. La plupart des produits agricoles sont déjà très abondants sur les marchés mondiaux et tout accroissement appréciable du volume total des exportations a des chances de se traduire par une baisse des prix. A l'heure actuelle, les perspectives d'un accroissement des recettes agricoles par le développement de l'exportation semblent dépendre dans une grande mesure de la possibilité de concurrencer efficacement les autres exportateurs.

Cependant, lorsque l'accroissement des exportations, comme il arrive parfois dans les pays où les prix sont subventionnés, est facilité par des subsides directs ou indirects provenant de la fiscalité générale, la situation paraît être un peu différente. Ainsi, il devient possible d'exporter des produits en sus de ceux qui pourraient être livrés à titre commercial, par exemple pour venir en aide aux victimes de famines ou pour faciliter le développement économique des pays peu évolués. Dans ces conditions, l'accroissement des revenus agricoles dans le pays exportateur semble résulter en grande partie d'un transfert de fonds en provenance d'autres secteurs de l'économie. Tel semble être également le cas lorsque les prix de soutien agricole sont maintenus par des achats gouvernementaux qui renforcent continûment les stocks [10].

En résumé, il semble improbable qu'un niveau élevé du soutien des prix puisse contribuer très efficacement à élever les revenus agricoles s'il ne permet pas aux producteurs nationaux de s'adjuger une partie plus importante du marché intérieur ou s'il ne met pas en jeu des paiements de transfert. Il ne paraît pas susceptible, sauf à très court terme, d'entraîner un accroissement des revenus grâce à un développement des dépenses de consommation, même dans les pays à économie évoluée. Le soutien des prix peut cependant contribuer à maintenir les revenus agricoles lorsque la demande est insuffisante ou l'offre excessive, en grande partie parce qu'il aide à préserver la fraction des dépenses d'alimentation des consommateurs qui revient au secteur agricole. Les paiements de transfert paraissent constituer le moyen le plus direct d'élever les revenus agricoles, qu'ils servent à soutenir les prix ou à réduire les coûts de production (cas des subventions aux engrais). Dans le second cas, ils peuvent contribuer également à améliorer la productivité agricole.

Il a été noté plus haut que, si le relèvement des revenus agricoles est rarement un objectif direct de la politique des pays économiquement peu développés, la nécessité d'augmenter et de stabiliser les recettes commerciales des agriculteurs, de manière à les inciter à augmenter leur production, commence à être mieux comprise. Les possibilités d'action, cependant, sont plus limitées que dans les pays développés. En raison de la pauvreté générale, les dépenses que les consommateurs consacrent à l'achat de produits agricoles sont faibles et inélastiques, tandis que les transferts de fonds provenant de la fiscalité générale peuvent rarement être effectués, à cause de la faiblesse des recettes de l'Etat.

Dans ces pays, les possibilités d'accroître les revenus agricoles paraissent liées essentiellement à un accroissement de la production, qui, à son tour, implique en général une amélioration des méthodes d'exploitation, laquelle exige un input accru de main-d'œuvre et de matériaux. Dans la plupart des pays peu développés, ce moyen d'accroître les revenus agricoles offre plus d'intérêt que dans bien des pays développés où l'accroissement de la production risquerait de créer des excédents. En fait, comme on le verra plus loin,

[10] L'administration d'un stock-tampon destiné à neutraliser les effets des fluctuations saisonnières à court terme de l'approvisionnement exerce une action différente et elle n'implique pas forcément des paiements de transfert si le stock ne manifeste pas une tendance à un accroissement continu.

il est indispensable d'accroître la production dans les pays peu développés, parce que la demande intérieure de produits agricoles augmente rapidement sous l'influence combinée d'une évolution démographique accélérée et d'un mouvement d'industrialisation qui entraîne un développement encore plus rapide de la population et du marché urbains. En outre, beaucoup de pays peu développés importent à l'heure actuelle des quantités importantes de produits alimentaires, de sorte que les producteurs ont aussi la possibilité de conquérir une plus large part du marché intérieur.

Compte tenu des difficultés qu'ils éprouvent du fait de la pénurie des capitaux d'investissement, de la pauvreté et du manque de formation technique de leurs agriculteurs, de leurs institutions surannées et paralysantes, et souvent de la surpopulation rurale, on peut dire que beaucoup de pays peu évolués ont développé leur production agricole à une cadence impressionnante. Il faut ajouter cependant que ces pays ont tout particulièrement intérêt à appliquer des mesures qui permettent d'apporter aux prix un soutien de base, fût-ce à un niveau peu élevé que l'on pourrait appeler niveau « d'assurance ». En effet, bien que, du point de vue nutritionnel, la nécessité d'accroître les ressources alimentaires soit très forte dans ces pays, un excès temporaire de la production sur le pouvoir d'achat très restreint des consommateurs peut exercer sur les prix et les revenus agricoles un effet encore plus catastrophique que dans les pays à revenu plus élevé. Les excédents de sucre apparus en Inde en 1955 et en 1960, comme la baisse soudaine que les prix céréaliers à la production ont subie en 1954/55 à la suite de bonnes récoltes, témoignent de la grande vulnérabilité des producteurs agricoles des pays peu développés.

Prix de consommation

Bon nombre des principaux facteurs influant sur l'achat des produits agricoles par les consommateurs ont déjà été étudiés à propos des revenus de l'agriculture. Il reste néanmoins à étudier l'évolution des prix de détail en 1960.

En général, les prix de détail des produits alimentaires et également de l'ensemble des produits ont continué à augmenter dans la plupart des pays en 1960. Parmi les 71 pays pour lesquels on dispose d'indices des prix de l'alimentation au détail, les prix ont monté de 1959 à 1960 dans 49 pays, ils sont restés inchangés dans 6 pays et ils ont fléchi dans 16 pays. Cette répartition est à peu près la même que celle de l'année précédente. Dans 25 pays, la hausse a été de plus de 3 pour cent en 1960, mais les prix de l'alimentation au détail ont fléchi de plus de 3 pour cent dans 4 pays seulement. La tendance de l'ensemble des prix de détail a été encore plus uniformément ascendante et sur 74 pays pour lesquels on possède des indices, 63 ont connu une augmentation en 1960, 5 seulement une baisse et 6 une situation inchangée.

En examinant les choses avec plus de recul, on voit que sur 68 pays pour lesquels on possède des indices des prix alimentaires au détail en ce qui concerne la période allant de 1953 à 1960, 7 seulement ont connu un fléchissement, tandis que 28 présentent une hausse de plus de 20 pour cent. Dans 17 de ces pays (situés principalement en Amérique latine et en Extrême-Orient) la hausse a été de plus d'un tiers. Au cours de la période, les prix de l'alimentation n'ont pas tendu uniformément à augmenter plus ou moins vite que l'ensemble des prix de détail. Dans le tiers environ des pays, les deux indices ont progressé à peu près de la même manière; dans un autre tiers (environ), les prix alimentaires ont augmenté plus vite; dans le tiers restant, ils ont augmenté plus lentement que l'ensemble des prix de détail.

En 1960, les prix de l'alimentation au détail ont généralement peu varié en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Néanmoins, il faut noter qu'au cours de la récession de 1960, comme pendant celle de 1957/58, les prix de l'alimentation et les autres prix de détail ont continué à augmenter légèrement au Canada et aux Etats-Unis. En Europe occidentale, les prix alimentaires ont augmenté très fortement en Suède et en Yougoslavie, mais ailleurs ils ont été relativement stables, tandis qu'ils fléchissaient légèrement en Irlande, en Norvège et au Royaume-Uni. Parmi les autres pays développés, les prix ont augmenté sensiblement en Australie en 1960, bien que les restrictions à l'importation aient été assouplies et l'ensemble des prix de consommation a augmenté d'environ 5 pour cent durant l'année.

Les mouvements de prix ont tendu à être plus amples dans les régions économiquement peu développées. En Amérique latine, bien que l'inflation se soit ra-

lentie dans bien des pays, les prix continuent d'augmenter rapidement dans certains d'entre eux. L'Uruguay a marqué la plus forte hausse en 1960, les prix alimentaires s'élevant de 58 pour cent et l'ensemble des prix de consommation de 44 pour cent. Cet accroissement très marqué est dû en grande partie à l'institution d'un taux de change libre et unifié ainsi qu'à la dévaluation monétaire, de même qu'à la suppression du contrôle des approvisionnements de blé, à la suite de laquelle les prix du pain au détail ont augmenté de plus de 50 pour cent. Au Brésil, où les prix de consommation sont soumis à une large pression dans le sens de la hausse, les gros déficits budgétaires et les réformes de change sont les principaux responsables de la situation. En Argentine, les prix sont encore influencés par la politique de levée des contrôles et de libéralisation qui a été appliquée au cours des deux dernières années, bien que le taux d'accroissement des prix soit descendu à environ 25 pour cent en 1960, contre plus de 100 pour cent en 1959. De même, l'inflation s'est ralentie au Chili et au Pérou à mesure que les programmes d'austérité et la stabilisation économique faisaient sentir leurs effets. Au Chili, les prix ont augmenté de 15 pour cent en 1960, alors qu'ils avaient monté de plus de 30 pour cent en 1959. Au Pérou, les prix de consommation ont augmenté d'un peu plus de 2 pour cent, taux le plus faible qui ait été enregistré depuis 21 ans.

Des pressions inflationnistes persistent également dans certains pays d'Extrême-Orient. A Taïwan, l'indice des prix d'alimentation au détail a augmenté de près de 25 pour cent, en moyenne, entre 1959 et 1960, parce qu'il a fallu augmenter les taxes pour réparer les sérieux dégâts provoqués par les inondations d'août 1959 et parce qu'à la suite de ces inondations les récoltes de riz ont été médiocres en 1959/60. Néanmoins, les prix ont fléchi par la suite. Les prix ont augmenté rapidement en Corée du Sud au cours de la première partie de 1960 et, si l'inflation s'est arrêtée momentanément pendant le dernier trimestre de l'année, les prix de consommation ont augmenté à nouveau au cours des deux premiers mois de 1961. En Birmanie, les prix de détail ont commencé à monter à partir de mars 1960, date à laquelle le contrôle des prix a été supprimé, et en juillet les prix de l'alimentation au détail avaient augmenté de 20 pour cent par rapport au début de l'année. Un contrôle a donc été rétabli à la fin de juillet et il a été pris des mesures pour constituer des stocks de produits essentiels, qui seront débloqués lorsqu'on voudra agir sur les prix. En Indonésie, en partie à cause de déficits budgétaires et d'une pénurie de biens de consommation due aux restrictions à l'importation, les prix de l'alimentation au détail ont augmenté de 27 pour cent entre janvier et août 1960, mais des réformes monétaires et commerciales ont contribué par la suite à amortir la pression inflationniste. En janvier, les prix alimentaires ont augmenté de 4 pour cent entre 1959 et 1960. Au Pakistan, les prix ont été stables pendant toute l'année 1960. En Inde, un fléchissement du prix des céréales alimentaires, dû au niveau record des stocks de blé et de riz et à la perspective de récoltes exceptionnelles, a porté un coup d'arrêt à la hausse des quatre dernières années. Le gouvernement de Ceylan a réduit le prix subventionné de la ration de riz, en distribuant du riz d'importation à un prix très inférieur au coût débarqué et les prix alimentaires ont diminué de 4 pour cent en 1960.

Au Proche-Orient, l'Iran a connu la plus forte augmentation des prix de détail (prix alimentaires 10 pour cent et prix généraux 8 pour cent entre 1959 et 1960). Au Soudan, les prix, après avoir fléchi de 1959 à 1960, ont monté au dernier semestre de 1960 et au cours des deux permiers mois de 1961. Une nette tendance à la baisse des indices des prix de détail, tant pour l'alimentation que pour l'ensemble des produits, s'est manifestée en Turquie où les prix de l'alimentation ont fléchi de 3 pour cent entre janvier et décembre 1960. Il s'agit là d'un renversement très brusque de la tendance, puisque les indices avaient l'un et l'autre augmenté de 120 pour cent au cours des sept années précédentes.

Les prix de détail ont continué à augmenter dans la plupart des régions de l'Afrique en 1960, bien que les prix alimentaires aient légèrement diminué au Ghana et au Tanganyika.

Crédit agricole institutionnel

Les gouvernements comprennent de mieux en mieux que l'agriculteur doit pouvoir obtenir du crédit à des conditions raisonnables. Dans les pays à économie évoluée, à mesure que l'agriculture utilise le capital de façon plus intensive, les besoins de crédit augmentent parallèlement. Dans les pays peu déve-

loppés, les besoins peuvent être encore plus impérieux. Lorsque les agriculteurs sont presque entièrement dépourvus de liquidités, il leur faut obtenir du crédit à des conditions raisonnables pour préparer la prochaine récolte, pour commencer, même petitement, à perfectionner leurs méthodes et, souvent, pour éviter de devoir vendre leur production aux prix très faibles qui sont offerts immédiatement après la récolte, ou pour assurer leur propre subsistance entre deux récoltes.

Depuis 1951, la FAO recueille, au moyen d'un questionnaire bisannuel, des informations périodiques sur les disponibilités en crédit institutionnel dans les Etats Membres. Il faut souligner que dans la plupart des pays le crédit institutionnel représente seulement une partie – et souvent très faible – de l'ensemble du crédit agricole. En plus du crédit institutionnel fourni par les agences gouvernementales, les banques, etc., les agriculteurs recourent largement aux bailleurs de fonds privés et, notamment, aux marchands qui leur achètent les récoltes ou qui leur vendent des fournitures, aux propriétaires terriens, aux prêteurs, souvent même à des parents. Ces emprunts portent ordinairement des taux d'intérêt très élevés, surtout dans les pays sous-développés. Il existe forcément peu de statistiques sur l'importance du crédit non institutionnel, mais il est certain qu'elle est considérable. Par exemple, au cours de la célèbre enquête sur le crédit rural exécutée en 1952 par la Reserve Bank of India, il a été estimé, d'après des sondages, que le crédit institutionnel représentait seulement 7,5 pour cent environ du crédit obtenu par les exploitants indiens, le reste provenant de sources privées.

Il s'agit là probablement d'un cas extrême. Néanmoins, il faut souligner que les données sur le crédit institutionnel assemblées par la FAO (tableau annexe 17) représentent sculement une partie du crédit total disponible et que cette proportion varie largement d'un pays à l'autre. Si l'on perd de vue ce dernier point, les comparaisons entre pays risquent d'être fort trompeuses. Les données sont intéressantes surtout parce qu'elles montrent que dans bien des pays du monde les agriculteurs peuvent puiser de plus en plus largement au crédit institutionnel.

Les informations reçues des pays indiquent à la fois le montant du crédit institutionnel octroyé au cours de l'année antérieure et le montant des prêts restant à rembourser en fin d'année. Tous les pays ne sont pas en mesure de fournir les deux chiffres, mais il est très intéressant de comparer ceux-ci lorsqu'ils sont disponibles. Dans beaucoup de pays développés, où une grande partie du crédit institutionnel est accordé à assez long terme (par exemple pour l'achat de domaines, de bâtiments de ferme, d'équipement, etc.), le montant des prêts restant à rembourser à la fin de chaque année dépasse de beaucoup celui qui a été octroyé au cours de l'année et lui est souvent trois ou quatre fois supérieur. Dans les pays peu développés, au contraire, le crédit agricole consiste pour une bonne part en prêts à court terme destinés à financer la production et, là où le mouvement des fonds est rapide, les montants octroyés au cours de l'année peuvent dépasser considérablement les montants restant à recouvrer en fin d'année (tableau II-15). Si le rapport est relativement élevé et plus comparable à ceux des pays évolués, il est probable qu'une bonne part du crédit est accordée à long terme aux grands exploitants. En général, il apparaît que dans les pays développés le montant total des sommes restant dues est la donnée la plus significative, tandis que dans les pays peu développés l'élément le plus intéressant est le montant des crédits octroyés au cours de l'année.

En comparant les crédits non liquidés en fin d'année dans plusieurs pays développés, entre 1951 et 1959, on constate que dans bien des cas le crédit disponible et utilisé a augmenté très considérablement (graphique II-14). Les données sont exprimées en valeur courante (converties en dollars) et il n'a pas été tenu compte des hausses de prix. Néanmoins, il est évident que dans beaucoup de pays

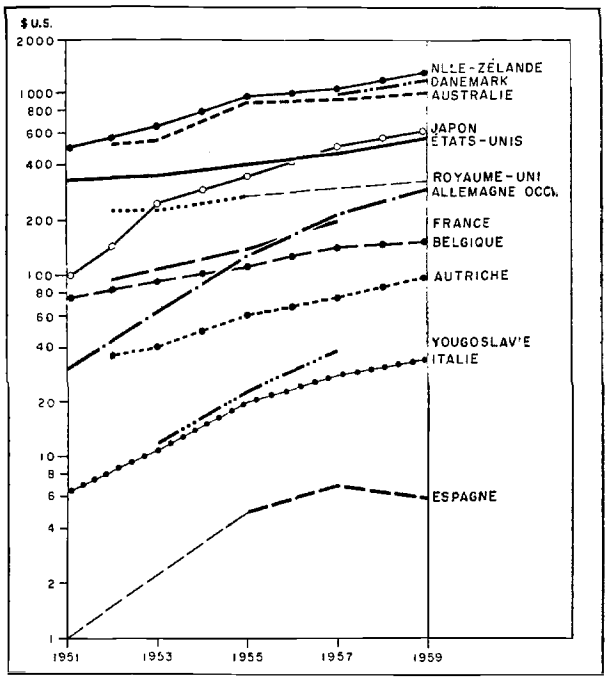
TABLEAU II-15. - CRÉDIT AGRICOLE INSTITUTIONNEL: MONTANT DES PRÊTS NON REMBOURSÉS A LA FIN DE 1959 (OU 1957) EN POURCENTAGE DU MONTANT DES NOUVEAUX PRÊTS OCTROYÉS AU COURS DE L'ANNÉE

Pourcentage	Pays
Au-dessous de 50	Chili[1], Mexique[1], Portugal, RAU (Région égyptienne), Taïwan[1]
51 - 100	Argentine[1], Cambodge, Colombie[1], Corée du Sud[1], Grèce[1], Ile Maurice[1], Maroc[1], Pakistan[1], Panama[1], RAU (Région syrienne), Ryu-Kyu[1]
101 - 150	Ceylan, Cuba, Irak, Kenya[1], Martinique[1], Nigeria, Pologne, Togo, Trinidad, Turquie[1], Yougoslavie[1]
151 - 200	Chypre, Iran, Italie, Sarawak
201 - 300	Allemagne occidentale, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Jamaïque[1], Philippines[1]
Au-dessus de 300	Belgique, Israël, Nouvelle-Zélande[1]

[1] 1957.

GRAPHIQUE II-14. - CRÉDIT AGRICOLE INSTITUTIONNEL: TOTAL DES PRÊTS RESTANT A REMBOURSER EN FIN D'ANNÉE DANS CERTAINS PAYS

(en dollars U.S. par personne vivant de l'agriculture; échelle semi-logarithmique)



le taux de progression est très supérieur à l'inflation qui a pu se produire. Par exemple, entre 1951 et 1959, le total des prêts à recouvrer a augmenté 10 fois en Allemagne occidentale, plus de 5 fois en Italie et au Japon et approximativement doublé en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Etats-Unis et en Finlande. Beaucoup d'autres pays présentent des taux d'accroissement élevés. Les données du graphique II-14 se rapportent à la population agricole, car dans beaucoup de pays on ne connaît pas le nombre des exploitants, qui aurait fourni une meilleure base. Il faut répéter néanmoins que les renseignements concernent seulement le crédit institutionnel et que, même pour celui-ci, ils ne sont pas toujours complets. Si les données relatives au crédit privé avaient pu être prises en considération, la position relative des pays aurait sans doute sensiblement varié.

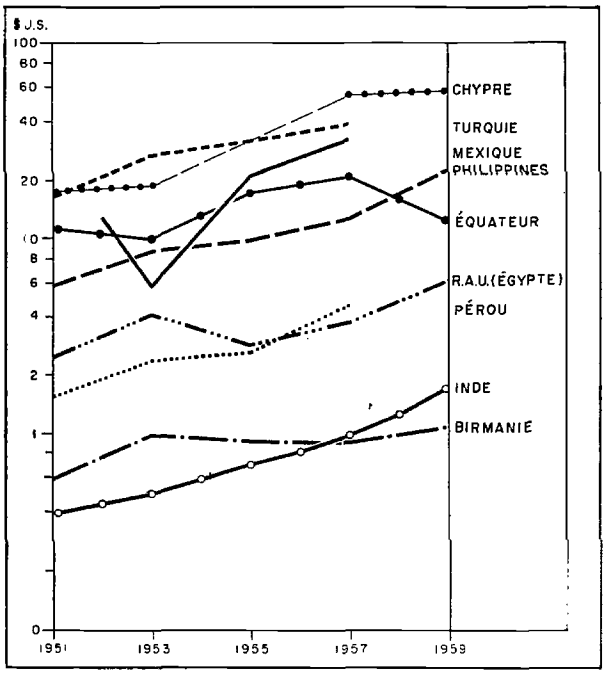
Cette observation s'applique également au graphique II-15 qui montre, dans un certain nombre de pays économiquement peu développés, le volume du crédit octroyé en 1951, 1955 et 1959, en relation également avec la population agricole totale. La distorsion due à l'inflation des prix est peut-être plus considérable dans certains de ces pays que dans ceux du graphique II-14. Il apparaît cependant que dans bien des pays peu développés, le crédit agricole institutionnel fait des progrès réels, quoique parfois irréguliers. La Turquie, les Philippines et le Pérou, par exemple, sont au nombre des pays qui accomplissent à cet égard des progrès importants. En Inde, le total des prêts octroyés a plus que quadruplé de 1951 à 1959, bien que les montants restent faibles par rapport aux besoins.

Néanmoins, dans la plupart des pays sous-développés, le crédit institutionnel est encore loin de contribuer appréciablement à l'amélioration de la productivité de la majorité des exploitations agricoles. En règle générale, l'œuvre à accomplir est si vaste que seul l'Etat ou une institution bénéficiant de son parrainage peut allouer le crédit à un nombre aussi considérable d'agriculteurs. Il faut même remarquer que, dans les pays où il serait le plus nécessaire d'augmenter le crédit, l'Etat dispose souvent de ressources très insuffisantes.

On reproche souvent aux établissements officiels de crédit la lenteur excessive de leurs opérations. En outre, le crédit institutionnel doit souvent être gagé sur des biens immeubles, que beaucoup de petits exploitants ne possèdent pas. En dépit de taux

GRAPHIQUE II-15. - CRÉDIT AGRICOLE INSTITUTIONNEL: PRÊTS OCTROYÉS AU COURS DE L'ANNÉE DANS CERTAINS PAYS

(en dollars U.S. par personne vivant de l'agriculture; échelle semi-logarithmique)



d'intérêt très élevés, les prêteurs privés sont ainsi fréquemment en mesure de concurrencer avec succès les institutions de crédit. Si l'on veut réellement améliorer la situation, il faudra que les agriculteurs puissent obtenir des prêts gagés, par exemple, sur leurs récoltes, et il faudra attacher plus d'importance à l'intégrité de l'emprunteur et à sa solvabilité qu'aux gages matériels.

Une des caractéristiques des institutions de crédit agricole des pays sous-développés est qu'elles démarrent fort lentement et que les résultats sont souvent décourageants pendant les premières années. En raison des nombreux obstacles à vaincre, il faut juger les résultats sur une longue période. En Inde, par exemple, où le crédit institutionnel fonctionne déjà depuis plus de cinquante ans, on estime à l'heure actuelle que les établissements manient seulement 10 à 12 pour cent du crédit agricole. Encore est-ce là un progrès considérable par rapport à 1952, où le chiffre correspondant était de 7,5 pour cent. Au Japon, où les coopératives sont actuellement une des principales sources du crédit agricole, il a fallu près de cinquante ans pour arriver à ce résultat. Bien qu'un nombre croissant de pays sous-développés s'attachent maintenant à développer et améliorer le crédit institutionnel en agriculture, le marché monétaire inorganisé reste la source de crédit de loin la plus importante pour les exploitants agricoles. Les nouvelles sources de crédit institutionnel créées en 1960/61 sont étudiées dans la section ci-après.

Politiques agricoles et plans de développement

Les politiques et programmes agricoles ont subi des modifications relativement nombreuses en 1960/61, aussi bien dans les pays développés que dans les pays peu développés. La plupart d'entre elles ont visé essentiellement à mieux ajuster la production au volume et à la structure de la demande, compte tenu du niveau des prix. Pour arriver à ce but, les deux groupes de pays font, depuis quelques années, des efforts en sens inverse. Dans les pays dont l'économie est plus évoluée, le principal problème a été d'éviter toute nouvelle accumulation d'excédents. Au contraire, la plupart des pays sous-développés s'efforcent d'accroître leur production plus rapidement afin de suivre l'expansion de la demande.

Les raisons profondes de cette différence ont été étudiées dans de précédentes éditions de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*. En bref, les revenus et la consommation alimentaire ont atteint, dans les pays développés, des niveaux où une nouvelle augmentation du revenu disponible n'entraîne qu'un accroissement relativement faible des dépenses consacrées à la plupart des produits agricoles. L'incidence sur les ventes des exploitations agricoles est encore moins marquée, puisque l'accroissement des dépenses alimentaires est imputable en partie à la complexité croissante des méthodes de traitement et de distribution. Ainsi, l'expansion de la demande de produits de la terre n'est guère supérieure à l'accroissement de la population qui, s'il est assez rapide en Amérique du Nord et en Océanie, est actuellement très faible dans la plus grande partie de l'Europe occidentale. Or, la production agricole tend à s'accroître rapidement dans les pays développés, car les progrès techniques ont été notables et les politiques de soutien agricole encouragent les exploitants à les adopter. Dans ces conditions, des excédents tendent à apparaître, tantôt pour un produit, tantôt pour un autre. En outre, comme nous le signalons dans ce même chapitre à propos des revenus agricoles, il est difficile, à cause de la lenteur de la progression de la demande, d'empêcher les revenus et les niveaux de vie agricoles de continuer à décroître par rapport à ceux des autres secteurs de l'économie.

Dans les pays peu développés, c'est le plus souvent la demande qui dépasse l'offre. L'accroissement démographique, ordinairement rapide, s'accélère encore et la population consacre une grande partie de tout accroissement de ses faibles revenus à l'achat de denrées alimentaires et autres produits agricoles. Il est difficile de développer la production, spécialement celle qui est destinée au marché, à cause du caractère suranné des méthodes d'exploitation, tandis que l'adoption de techniques améliorées est retardée par la misère et l'ignorance générales et, dans bien des pays, par des régimes fonciers ou des systèmes de commercialisation qui n'incitent guère les exploitants à augmenter leur production commerciale. Du fait que la production ne suit pas la demande, les prix alimentaires ont tendu à augmenter et beaucoup de pays peu développés ont dû importer plus d'aliments ou bien restreindre l'exportation des denrées alimentaires.

Fait paradoxal, les secteurs agricoles dont la pro-

duction a le plus rapidement augmenté dans les pays peu développés sont constitués par certains des produits destinés essentiellement à l'exportation vers les pays industrialisés. Désireux d'accroître leurs recettes d'exportation, les gouvernements ont consacré à ces produits la majeure partie de leur effort de recherche, d'organisation commerciale, etc., et ils sont fréquemment parvenus à en augmenter rapidement la production. Or, pour les raisons déjà mentionnées, l'accroissement de la demande de beaucoup de ces produits a été lente dans les pays industrialisés. En outre, les débouchés de certains de ces produits ont également été restreints par l'accroissement de la production nationale ou la mise au point de produits de remplacement dans les pays industrialisés. L'accroissement des disponibilités exportables a donc souvent entraîné une baisse des prix et a parfois réduit les recettes brutes; pour certains produits, notamment le café et, depuis peu de temps, le cacao, des stocks ont commencé à s'accumuler dans les pays producteurs.

En Europe occidentale, les politiques de prix ont subi au cours des 12 derniers mois un certain nombre de modifications. Tel a été notamment le cas pour les céréales et les produits laitiers, dont les disponibilités sont à l'heure actuelle particulièrement importantes dans bien des pays de la région. Les prix de soutien des produits laitiers ont néanmoins été relevés dans certains pays de manière à contrebalancer l'accroissement des coûts et à préserver les revenus. L'on espère restreindre la production par d'autres mesures, telles que la limitation des importations de produits d'alimentation animale ou l'institution de contingents de production. Pour aider à maintenir les revenus de l'agriculture dans une économie où la concurrence s'accentue, les pays de l'Europe occidentale ont également continué de chercher à accroître la productivité de l'agriculture en encourageant, par des mesures d'aide gouvernementale, l'adoption de pratiques améliorées ainsi que la rationalisation et l'amélioration des structures et de l'organisation agricoles, bien qu'il se révèle souvent difficile d'augmenter la productivité sans obtenir des accroissements de production contraires aux intentions des gouvernements.

En Australie, de nouvelles propositions relatives à l'industrie laitière prévoient des mesures tendant à réduire les prix de revient et visant à orienter les exploitations les moins rentables vers d'autres spéculations. De même, au Canada, le parlement est saisi d'un projet de loi sur la reconstruction et le développement de l'agriculture qui prévoit, entre autres, d'autres modes d'utilisation des terres marginales. La loi fondamentale sur l'agriculture, promulguée au Japon en juin 1961, vise à rendre rentables les exploitations familiales, principalement par des améliorations de structure.

Aux Etats-Unis, le nouveau gouvernement a entrepris une réévaluation générale des politiques agricoles actuelles, qui n'ont pas empêché l'accumulation des stocks. Le programme d'urgence pour les céréales fourragères, qui a été mis en vigueur en mars 1961, contribuera peut-être à orienter la politique future s'il se révèle plus efficace que les mesures précédentes. Le relèvement des prix de soutien du maïs et du sorgho est subordonné à une réduction des superficies et ne sera consenti que pour des rendements normaux à l'hectare, étant donné que l'intensification de la culture a annulé, jusqu'à présent, l'effet des mesures tendant à limiter la production par la réduction des superficies. D'autres projets de loi sur l'agriculture, soumis actuellement au Congrès des Etats-Unis, contiennent également des éléments nouveaux et prévoient, en particulier, une plus large utilisation des contingentements, ainsi que la participation de représentants des producteurs à l'établissement des programmes relatifs aux produits.

Un des faits les plus notables de la période étudiée est que l'on prend désormais beaucoup d'intérêt à l'utilisation des excédents de produits alimentaires aux fins de développement économique. Le gouvernement des Etats-Unis a proposé de proroger à plus long terme, avec des crédits considérablement accrus, la *Public Law 480*, qui a été le principal instrument de la politique d'écoulement d'excédents à des conditions spéciales. Il a été proposé également d'instituer un système multilatéral d'écoulement et d'utilisation d'une partie des excédents existants.

Dans les régions peu développées, la plupart des plans de développement nouvellement annoncés couvrent un champ plus vaste que les précédents. Nombre des nouvelles nations indépendantes de l'Afrique ont établi des plans nouveaux dont plusieurs envisagent une planification très poussée de toute l'économie, y compris le secteur privé. Les plans les plus récents des deux régions de la République arabe unie et de quelques autres pays du Proche-Orient englobent également, pour la première fois, le secteur non gouvernemental. En Amérique latine, les plans couvrant la totalité des investissements gouvernementaux tendent à devenir plus usuels, alors que les programmes antérieurs portaient sur des secteurs, régions ou produits isolés. Dans certains des pays de l'Extrême-Orient, il apparaît que la difficulté de dévelop-

per suffisamment la production agricole amène l'Etat à consacrer au secteur agricole un pourcentage plus considérable de l'investissement total prévu.

Bien qu'ils aient le plus grand besoin d'accroître leur production, les pays sous-développés peuvent rarement s'offrir le luxe d'accorder les prix d'encouragement qui ont été un des principaux stimulants de l'expansion agricole dans les pays industrialisés. Il paraît néanmoins que certains pays peu développés revoient actuellement leurs politiques de prix en vue d'inciter davantage les producteurs à augmenter leur production commercialisable. Maintenant que leurs approvisionnements en céréales alimentaires sont mieux assurés, il semble que l'Inde et le Pakistan, par exemple, renoncent peu à peu à un contrôle rigide des prix, qui avait pour but de protéger les consommateurs, et s'orientent vers une politique qui laisse aux forces du marché la faculté d'intervenir davantage dans la formation des prix et qui assure en même temps aux producteurs des prix de base constituant pour eux un soutien plus efficace. Dans certains pays d'Amérique latine également, les prix à la production ont été relevés pour certaines denrées et les prix à la consommation ont pu monter en conséquence.

On continue de s'attacher davantage à réduire ou à éliminer les défauts des institutions et en particulier des régimes fonciers qui tendent à restreindre l'effet des stimulants à la production. La réforme foncière est étudiée en détail dans le troisième chapitre du présent rapport. Parmi les faits intervenus au cours de l'année et passés en revue dans le présent chapitre, il faut signaler les nouveaux programmes du Honduras et de l'Indonésie, ainsi que la continuation de mesures antérieures à Cuba, en Irak, dans la région syrienne de la République arabe unie, au Venezuela et dans d'autres pays.

L'aide étrangère en faveur des plans de développement économique des pays peu développés a continué de s'amplifier. Aux Etats-Unis, le nouveau gouvernement a proposé la création d'un organisme unique qui gérerait tous les programmes d'aide extérieure des Etats-Unis et le remplacement des ouvertures annuelles de crédits pour ces programmes par des engagements fermes pour de longues périodes. Pour la première tranche d'un nouveau programme décennal d'assistance à l'Amérique latine, le Congrès des Etats-Unis a voté 500 millions de dollars, dont 394 millions seront distribués par la Banque inter-américaine pour le développement. L'Allemagne occidentale doit fournir l'équivalent de 1 milliard de dollars pour l'assistance extérieure en 1961 et le Japon, lui aussi, a intensifié son aide à l'étranger. Au Royaume-Uni, un Département de coopération technique est mis en place pour coordonner l'assistance aux pays sous-développés. La nouvelle Organisation pour la coopération économique et le développement, qui doit remplacer l'OECE à partir du 1er septembre 1961 et dans laquelle le Canada et les Etats-Unis seront membres de plein droit, s'attachera davantage à la coordination de l'aide aux pays peu développés.

Une source d'aide nouvelle et importante pour les pays peu développés est l'Association internationale pour le développement (AID), constituée en septembre 1960 et destinée à compléter les activités de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque) en accordant des prêts à des conditions avantageuses en faveur de projets qui ne devront pas nécessairement donner des recettes ou être directement productifs. De nombreux projets financés par le Fonds spécial des Nations Unies sont en cours d'exécution. Parmi eux figurent des enquêtes de préinvestissement, souvent indispensables pour une planification convenable du développement agricole, ainsi que divers projets de recherche et de formation.

Le Traité sur les eaux du bassin de l'Indus, auquel la Banque, l'Inde et le Pakistan sont parties, constitue un exemple notable d'assistance internationale aux fins du développement économique. Signé en septembre 1960, il fait suite au Traité sur les eaux du Nil conclu en novembre 1959 entre le Soudan et la République arabe unie. Le Traité partage les eaux du bassin de l'Indus entre les deux pays et assigne à chacun d'eux des travaux de construction qui seront exécutés avec l'aide de six pays et de la Banque.

Les effets de l'aide financière aux pays peu développés peuvent aisément être annulés par la détérioration de leurs termes de l'échange, tandis que les fluctuations du prix de leurs exportations agricoles peuvent également rendre difficile le maintien d'un niveau régulier d'investissements en vue du développement économique. Ils s'intéressent donc particulièrement aux mesures internationales tendant à stabiliser les prix mondiaux des produits agricoles. A la suite du fléchissement prononcé des prix du cacao, on recommence à discuter des propositions en faveur d'un accord international. Pour le café, outre le fait que l'Accord international a été prorogé pour une autre année en juin 1960, il a été établi une Organisation interafricaine du café qui aura pour objet de stimuler la demande et de régulariser les prix du café Robusta dont les pays d'Afrique sont

les principaux producteurs. Une conférence des Nations Unies sur le sucre doit se réunir en septembre 1961 pour reviser l'Accord international du sucre.

Les politiques agricoles des pays communistes ressemblent à celles des pays peu développés en ceci que leur principal objectif est d'augmenter la production pour lui permettre de suivre les progrès rapides de la demande. En U.R.S.S., où les objectifs de production pour 1960 n'ont pas été atteints, plusieurs mesures importantes ont été prises à la suite de cet échec. Les investissements étatiques dans l'agriculture doivent être augmentés, les attributions du Ministère de l'agriculture ont été remaniées et le système des achats gouvernementaux a été rendu plus strict. Dans plusieurs pays d'Europe orientale, il a été procédé à des ajustements de prix afin d'encourager le secteur de l'élevage, qui est en retard.

En Chine continentale, où le mauvais temps a eu des effets désastreux sur la production agricole, le plan quinquennal a été remplacé par des plans annuels et une priorité absolue a été donnée à l'agriculture. L'organisation des communes a été fortement décentralisée et l'on se préoccupe davantage de stimuler la production.

La tendance persistante au renforcement de la coordination économique régionale se manifeste aussi bien dans les régions développées que dans les régions peu développées. En Europe occidentale, la Communauté économique européenne (CEE), qui englobe les produits agricoles et prévoit un tarif commun à l'égard du reste du monde, et la Zone européenne de libre échange, qui n'a pas d'arrangements analogues, ont accéléré le processus de libération des échanges entre pays participants. Une politique agricole commune est graduellement élaborée par les pays de la CEE; il apparaît néanmoins que si l'on ne peut pas aller plus avant, les développements risquent d'être retardés dans d'autres secteurs. On a beaucoup discuté de la participation éventuelle de certains membres de la Zone de libre échange au Marché commun européen, mais la question n'est pas encore tranchée à l'époque où est rédigé ce rapport.

Douze des pays africains de langue française qui ont récemment accédé à l'indépendance viennent de former l'Organisation africaine et malgache de coopération économique, qui a pour but de renforcer et d'élargir les unions douanières existantes, de régulariser les prix et d'harmoniser les plans nationaux. En Amérique latine, l'Association de libre échange, instituée en vertu du Traité de Montevideo, a été officiellement inaugurée en juin 1961 et un nouveau Traité d'intégration économique de l'Amérique centrale, qui prévoit un marché commun, a également été signé. En Extrême-Orient, des études de coordination économique régionale ont été entreprises sous les auspices de la Commission économique pour l'Extrême-Orient et la constitution d'une association des Etats de l'Asie du Sud-Est, ayant notamment pour objet de promouvoir un marché commun, a été annoncée en juillet 1960. Les débats sur le marché commun arabe envisagé se sont poursuivis lors des réunions du conseil économique de la Ligue arabe.

Les mesures de politique agricole exposées brièvement ci-dessus sont étudiées en plus grand détail par région, dans les paragraphes qui suivent. On a ajouté des notes succinctes sur les principaux changements survenus dans les politiques des pêches et des forêts.

Amérique du Nord

Etats-Unis

Le nouveau gouvernement des Etats-Unis a commencé à réévaluer la politique agricole et a déjà introduit un certain nombre de nouveautés, en particulier le Programme d'urgence pour les céréales fourragères approuvé en mars 1961, la législation agricole soumise au Congrès en avril 1961 et des propositions tendant à assurer l'utilisation plus efficace des excédents.

Le Programme d'urgence pour les céréales fourragères vise à réduire fortement la production de maïs et de sorgho, dont les stocks se sont accumulés à une cadence particulièrement rapide au cours des dernières campagnes. En 1961, le droit à bénéficier de prix de soutien plus élevés pour toutes les céréales fourragères ne sera accordé qu'aux exploitants qui, moyennant indemnisation, soustrairont à la culture 20 à 40 pour cent de la superficie moyenne consacrée au maïs et au sorgho en 1959/60. Afin que les agriculteurs ne soient pas tentés de cultiver plus intensivement la superficie résiduelle, ce qui a fait échouer dans le passé nombre d'essais de limitation de la production, l'Etat paiera le prix de soutien du maïs et du sorgho, non pas sur la base de la production effective, mais sur la base du rendement moyen à l'*acre* de 1959/60. On espère également qu'une partie de la superficie consacrée aux céréales fourragères sera dévolue à la culture du soja. Les prix de soutien ont été relevés pour les produits laitiers et pour toutes les cultures subventionnées, excepté le blé

et le tabac. Le relèvement a été particulièrement accentué pour le soja, qui est très demandé à présent.

Le projet de législation présenté en avril 1961 et qui est encore à l'étude au moment de la rédaction du présent rapport, prévoit, pour les produits agricoles, la mise au point de programmes en consultation avec des comités de producteurs et de consommateurs. A la suite de ces consultations, le Secrétaire à l'agriculture recommanderait un programme qui, une fois approuvé par le Président, sanctionné par le Congrès et voté par les deux tiers des producteurs, deviendrait obligatoire pour tous les producteurs du produit visé. Le projet de législation prévoit diverses mesures de soutien et notamment des paiements aux producteurs. Néanmoins, ces paiements seraient limités aux produits assujettis à une réglementation ou à un contingentement de la commercialisation, réglementation ou contingentement qui pourrait d'ailleurs être institué pour n'importe quel produit, alors que les mesures de ce genre ont été appliquées jusqu'ici à un groupe restreint de produits. Le prix de soutien d'un produit assujetti à une réglementation ou à un contingentement de la commercialisation pourrait être fixé à un niveau ne dépassant pas 90 pour cent de la parité; si les producteurs refusent d'accepter ces restrictions, le niveau serait limité à 50 pour cent de la parité.

Dès le début, le nouveau gouvernement s'est occupé activement de la question de l'utilisation accrue des excédents pour la réalisation des programmes nationaux d'alimentation et en faveur du développement économique de pays étrangers. Il est proposé d'allonger la base d'application de l'*Agricultural Trade Development and Assistance Act* (*Public Law 480*) en prorogeant pour cinq ans les dispositions des titres I et II. Le gouvernement demande également une autorisation d'ouverture de crédits au titre I (ventes contre paiement en monnaies étrangères) portant sur un montant de 7,5 milliards de dollars pour la période de cinq ans, avec un maximum de 2,3 milliards de dollars pour n'importe quelle année, alors que 1,5 milliard par an était prévu par la loi de 1959. Au titre II, la limite actuelle de 300 millions de dollars par année civile, plus le report, demeurerait inchangée; mais parmi les dispositions prorogées figurerait l'amendement de 1960, qui prévoyait à titre d'essai, dans le cadre du programme « l'alimentation au service de la paix », la livraison d'excédents à l'appui du développement économique en plus des secours en cas de famine et autres situations d'urgence qui, à l'origine, étaient prévus sous ce titre.

Le titre III (donations pour les secours dans le pays et à l'étranger; opérations de troc) et le titre IV (ventes à livraisons échelonnées sur de longues périodes, avec crédits à long terme en dollars) ne prévoient aucune limitation des fonds, non plus que de la durée des programmes. Sous le titre III, des programmes pilotes de bons d'alimentation, devant permettre de secourir les familles nécessiteuses, sont actuellement exécutés dans certaines régions des Etats-Unis et un renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire est également proposé. Aucune transaction n'a encore été effectuée sous le titre IV depuis sa mise en vigueur (septembre 1959), mais l'administration s'attachera à établir progressivement des programmes sous ce titre. De nouvelles propositions prévoient la possibilité de constituer dans les pays sous-développés des réserves alimentaires dont le montant ne serait réglé que lorsque des prélèvements seraient opérés sur lesdites réserves. Néanmoins, les livraisons de riz sous le régime de la *Public Law 480* seront désormais limitées aux pays victimes de disettes sévères, étant donné que certains pays exportateurs de riz se sont émus de constater que la livraison d'un million de tonnes de riz était prévue dans l'accord quadriennal conclu avec l'Inde en mai 1960.

Afin de promouvoir l'utilisation des stocks d'excédents dans un cadre multilatéral complémentaire aux arrangements bilatéraux, le gouvernement des Etats-Unis a offert pour 40 millions de dollars de produits alimentaires à titre de contribution initiale à une réserve alimentaire des Nations Unies qui serait administrée par la FAO.

Canada

Le projet de loi sur la reconstruction et le développement de l'agriculture, présenté au Parlement en décembre 1960, prévoit une nouvelle série d'importants programmes tendant à améliorer la situation économique des agriculteurs, et en particulier de ceux qui ne sont pas en mesure d'ajuster leurs opérations de manière à obtenir un revenu raisonnable. La loi permettrait au gouvernement fédéral, de concert avec les gouvernements et organismes provinciaux, d'entreprendre des projets prévoyant d'autres utilisations des terres marginales ou faiblement productives, l'amélioration des revenus ruraux et des possibilités d'emploi pour les ruraux, ainsi que la mise en valeur et la conservation des ressources en eaux et en sols.

Pour la récolte 1960/61, les paiements initiaux de l'Office canadien des blés, ainsi que les prix de soutien des céréales cultivées en dehors de la zone gérée par l'Office, n'ont subi à peu près pas de changements par rapport à la campagne précédente. La subvention aux fermiers de l'Ouest a été maintenue à 1 dollar par acre cultivée, à concurrence de 200 acres, et l'Office du blé a autorisé de nouveau les agriculteurs à échanger un maximum de 400 bushels de céréales commerciales contre des céréales de semence.

Australie et Nouvelle-Zélande

Australie

Pendant la campagne 1959/60 (décembre-novembre) le Fonds de stabilisation du blé a été épuisé pour la première fois et le gouvernement devra verser 7 millions de livres australiennes (15,7 millions de dollars) pour compléter ses ressources. En raison de la hausse des coûts, le prix garanti a dû être légèrement relevé et comme la récolte de 1960/61 est abondante, il est probable qu'une aide supplémentaire devra être accordée également au cours de cette campagne.

Un comité d'enquête a proposé, pour l'industrie laitière, un programme décennal dont le but serait de faire disparaître les exploitations laitières peu rentables. Le comité recommande, entre autres, d'aider désormais les producteurs en réduisant les prix de revient plutôt qu'en accordant des subventions directes. Un conseil du développement laitier octroierait des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt qui aideraient à améliorer les entreprises laitières potentiellement rentables et à orienter progressivement les autres exploitations vers d'autres types d'activités.

Une enquête officielle est en cours sur la commercialisation de la laine; à la demande des producteurs, on a entrepris, entre autres, d'examiner les avantages et inconvénients d'un système de « prix de réserve » analogue à celui qui est appliqué en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud.

Nouvelle-Zélande

L'évolution récente du marché beurrier du Royaume-Uni a provoqué beaucoup d'appréhensions en Nouvelle-Zélande. L'accroissement rapide de la production beurrière dans plusieurs pays européens a conduit ceux-ci à s'efforcer de développer leurs ventes sur ce marché grâce à des subventions aux prix et à diverses autres mesures, et les prix ont très fortement diminué. La question des excédents de beurre et celle de la politique de certains pays exportateurs ont donc été soulevées par la Nouvelle-Zélande au cours d'échanges de vues avec les pays intéressés et devant des instances internationales. La Nouvelle-Zélande a créé une Meat Export Development Company pour promouvoir l'exportation de viande vers des marchés nouveaux.

Europe occidentale

En Europe occidentale, les mesures de politique agricole continuent de faire une large place aux améliorations structurelles visant à améliorer l'efficacité de la production. Certains pays ont aussi apporté de nouvelles modifications à leur politique de soutien des prix, notamment pour les produits laitiers et les céréales, afin d'encourager la production à mieux s'adapter à la demande et de limiter les dépenses gouvernementales. Plusieurs pays ont pris de nouvelles dispositions pour promouvoir leurs exportations agricoles. La réalisation progressive du marché commun de la CEE devrait, prévoit-on, exercer une influence sur les échanges et les prix agricoles, et c'est cette éventualité qui donne un caractère d'urgence aux mesures de politique intérieure.

Politiques agricoles intérieures

Une loi votée en Autriche en juillet 1960 prévoit l'établissement annuel d'un rapport sur l'agriculture et d'un « plan vert ». Cette loi vise à assurer l'approvisionnement alimentaire de la nation et à préserver la viabilité économique de l'agriculture par des mesures d'action directe sur les prix et sur le marché et par l'amélioration des structures agraires et de la productivité. Elle prévoit l'établissement de prix types pour les principaux produits agricoles, après étude des coûts de production des exploitations gérées rationnellement.

La loi d'orientation agricole adoptée en France en août 1960 prévoit également l'établissement d'un rapport et d'un plan annuels et pose certains des critères à utiliser pour le calcul des niveaux de soutien. Il sera fixé chaque année, en octobre, des prix indicatifs tenant compte des variations de coûts, en

vue de maintenir le pouvoir d'achat des agriculteurs au niveau de 1958. L'objet est d'assurer une rémunération monétaire adéquate à la main-d'œuvre et au capital employés sur une « exploitation normale » conduite par deux personnes, et une aide doit être accordée en vue de permettre à l'exploitation d'atteindre la dimension « normale ». Certaines dispositions de la loi facilitent le paiement de la taxe successorale, le remembrement des terres et l'institution d'organismes qui achèteront des terres en vue de leur amélioration et de leur revente aux exploitants.

L'Allemagne occidentale continue de mettre l'accent sur les améliorations de structure; en outre, des mesures spéciales sont prises en faveur des régions montagneuses et autres régions économiquement défavorisées, et pour l'agrandissement des petites exploitations. En Italie, un investissement de 550 milliards de lires (886 millions de dollars) doit être consacré à l'irrigation, à la bonification et à la mécanisation au cours des cinq prochaines années.

Un fonds d'investissement agricole vient d'être constitué en Belgique pour accorder des prêts à taux réduit qui permettront d'apporter des améliorations permanentes aux entreprises agricoles et de convertir les entreprises afin de leur permettre de faire face aux situations nouvelles. Au Danemark également, il a été créé un nouvel établissement de crédit agricole qui accordera des prêts servant à faciliter la modernisation des entreprises agricoles et aider les jeunes agriculteurs à prendre la relève. En mai 1961, le gouvernement danois a décidé d'augmenter d'environ 450 millions de couronnes (65 millions de dollars) par an le montant des subsides à l'agriculture. Les propositions prévoient notamment la création d'un fonds de rationalisation de l'agriculture et des subventions aux engrais. En Grèce, 450 millions de drachmes (15 millions de dollars) seront fournis au cours d'une période de trois ans pour financer des prêts quinquennaux portant intérêt à 2 pour cent seulement et destinés à permettre l'achat de bétail et le développement de la production végétale. Il a été également établi un plan quinquennal pour le développement des industries de traitement des produits agricoles. Un système de sécurité sociale pour les paysans grecs, financé par une taxe uniforme de 2 pour cent sur le revenu brut, a été proposé au Parlement. Un programme triennal de remembrement vient d'être lancé aux Pays-Bas avec un objectif annuel de 40 000 hectares.

A côté de ces mesures visant à faciliter et encourager la modernisation de la structure et de l'organisation agraires et à améliorer la situation concurrentielle de l'agriculture nationale, plusieurs pays ont modifié les prix à la production, notamment pour les produits laitiers et les céréales, en vue de mieux ajuster la production aux tendances de la consommation. Pour les produits laitiers, la modification des prix de soutien n'a pas toujours eu lieu dans le sens de la baisse. Le Danemark, s'écartant de sa politique traditionnelle, qui veut que les prix domestiques soient conformes aux prix moyens d'exportation, a approuvé une proposition tendant à relever le prix intérieur du beurre afin d'empêcher un abaissement ultérieur de la rentabilité de l'industrie laitière. En France également, le prix du lait à la production a été relevé.

La Belgique a pris diverses mesures qui comprennent, entre autres, un relèvement des subsides aux programmes de distribution de lait pour les enfants des écoles, un relèvement de la teneur en matières grasses du lait destiné à être consommé sous forme liquide, ainsi que des taxes à l'importation du lait séché. Le gouvernement des Pays-Bas a réduit le prix de soutien du lait et relevé le prix de vente au détail, et il a augmenté la teneur en matières grasses du lait destiné à la consommation sous forme liquide. En Suisse, les taxes à l'importation sur les principales céréales fourragères ont été augmentées afin de restreindre l'expansion de l'industrie laitière; les exploitants qui n'observent pas un certain équilibre entre les effectifs d'animaux et la production de denrées d'alimentation animale seront pénalisés par une réduction du prix effectif du lait ainsi que par une taxe supplémentaire sur les livraisons de lait. En Finlande, des politiques de prix sélectives et des restrictions à l'importation des aliments concentrés du bétail sont appliquées aux mêmes fins.

Les pays importateurs de produits laitiers se préoccupent de l'organisation de leur marché intérieur. Au Royaume-Uni, un accroissement modéré du prix du lait a été autorisé à la suite de l'examen annuel des prix pour 1961. En contrepartie, toutefois, le gouvernement, craignant de voir apparaître des excédents de lait dans l'industrie de transformation, a demandé que les agriculteurs participent avec lui à une campagne visant à faire comprendre à l'exploitant les conséquences d'un accroissement de la production. L'Italie, qui en 1960 a été pendant deux brèves périodes le plus important importateur de beurre de l'Europe occidentale, a continué à suspendre les importations lorsque le prix intérieur tombe au-dessous d'un certain niveau.

La production du maïs en France et celle de l'orge au Royaume-Uni ont réagi si fortement aux prix

de soutien élevés que ceux-ci ont désormais été réduits afin de décourager un accroissement ultérieur de production. Les prix de soutien du blé et des betteraves sucrières ont été réduits aux Pays-Bas. En Autriche, des subventions ont été accordées pour permettre la fourniture au bétail des excédents nationaux de céréales panifiables.

Pour protéger davantage la production de viande de bœuf et de viande de veau, le gouvernement italien a pris un décret autorisant l'arrêt des importations chaque fois que les prix moyens tombent au-dessous d'un certain niveau; l'importation des porcs et de leurs produits a été également interdite en 1960/61. Au Royaume-Uni, la production de viande de bœuf doit recevoir des encouragements supplémentaires. Pour ce qui est des porcins, le prix de base a été majoré et le gouvernement s'est engagé à ne pas le diminuer lors de l'examen des prix pour 1962; cependant, pour plus de stabilité, il a été décidé que ce prix, applicable à un cheptel de 10,3 à 10,8 millions de porcs homologués par an, sera modifié tous les trois mois en fonction du nombre probable des porcs qui pourront bénéficier de la garantie au cours des 12 mois suivants.

En Yougoslavie, on permet aux prix de refléter plus exactement la situation du marché, et le système des taux de change multiples a été remplacé par un taux unique au début de 1961. Ainsi, les prix intérieurs sont désormais plus en rapport avec les prix d'exportation, tandis que les subventions - par exemple aux carburants et aux engrais - ont été soit abolies soit sensiblement diminuées.

D'autres mesures destinées à promouvoir l'exportation agricole ont été prises dans plusieurs pays. Au Danemark, une taxe sur les animaux exportés servira à financer une campagne d'exportation. En France, a été créée une organisation sans but lucratif qui devra organiser hors de France un réseau commercial de dépôts frigorifiques et des débouchés de vente au détail et faciliter par d'autres mesures encore l'expansion des exportations. En Irlande, un système de prix garantis aux exportateurs de bovins de boucherie et de viande de bœuf a été mis en application principalement en vue d'accélérer la campagne d'éradication de la tuberculose bovine. Un office irlandais des produits laitiers a été créé en mai 1961 afin d'améliorer la commercialisation des exportations et de promouvoir la rationalisation de la structure de la production en orientant les disponibilités laitières vers les utilisations les plus rentables. En principe, l'office doit avoir le monopole de l'exportation de tous le produits laitiers. Le Conseil de la production avicole, de création récente, s'intéressera principalement à la production des poulets à rôtir et des poussins d'un jour, étant donné que les œufs trouvent de moins en moins de débouchés d'exportation.

Coordination économique régionale

Conformément à la décision prise en mai 1960 d'accélérer la mise en œuvre des dispositions du Traité de Rome, les Etats Membres de la Communauté économique européenne ont, le 1er janvier 1961, réduit de nouveau de 10 pour cent les droits de douane en vigueur entre eux, mesure qui s'ajoutait aux réductions antérieures de 20 pour cent. La décision sur le point de savoir si la prochaine réduction, qui doit être effectuée à la fin de 1961, sera de 20 pour cent au lieu des 10 pour cent stipulés dans le Traité a été remise à la réunion de juillet 1961 du Conseil des ministres. En outre, à la suite de la décision d'accélérer la mise en œuvre du Traité, le premier alignement sur le tarif douanier commun applicable aux pays tiers a été effectué le 1er janvier 1961, et toutes restrictions quantitatives au commerce entre les Etats membres de la Communauté doivent être supprimées d'ici la fin de 1961.

Bien qu'il ait été décidé en décembre 1960 d'étendre aux produits agricoles les effets de la décision d'accélération, la nouvelle réduction des droits de douane, effectuée le 1er janvier 1961, n'a été que de 5 pour cent et ne s'est appliquée qu'aux produits agricoles non encore partiellement libérés. L'accélération de l'alignement du tarif douanier commun et la suppression des restrictions quantitatives s'appliquent seulement aux produits qui ne sont pas d'origine agricole. Les restrictions quantitatives visant les produits agricoles seront levées plus lentement et il est prévu une période de transition de six ou sept ans pendant laquelle le volume global des importations de produits ne faisant pas l'objet d'accords à long terme doit augmenter de 10 pour cent par an.

A l'avenir, l'application de la décision d'accélérer la mise en œuvre des dispositions du Traité sera orientée vers la politique agricole commune. Les propositions de la Commission de la Communauté économique européenne (CEE) concernant le blé, les céréales secondaires, le sucre, les produits du bétail, les fruits, les légumes et le vin, ont été soumises au Conseil des ministres le 30 juin 1960, mais les propositions relatives à d'autres produits ne sont

pas encore mises au point. Les propositions de la Commission impliquent elles-mêmes une accélération, en ce sens que le marché unifié des produits agricoles serait constitué plus rapidement qu'il n'était envisagé à l'origine.

D'après les propositions formulées par la Commission en vue de l'adoption d'une politique agricole commune pour les céréales, le sucre et les produits laitiers, les Etats Membres devraient adapter par étapes successives leurs prix intérieurs, de manière à aboutir à un niveau des prix commun en juin 1967; ensuite, des prix d'objectif seraient fixés chaque année. Les cours des produits seraient maintenus au niveau fixé par les prix d'objectif au moyen d'interventions d'organisations officielles de commercialisation sur le marché, combinées avec une réglementation des prix et du volume des importations en provenance des pays tiers. L'égalisation des prix intérieurs et des prix à l'importation sera obtenue par des taxes à l'importation de taux variables. En outre, il a été proposé d'instituer, pour le sucre, un système de taxation uniforme et de mise en commun des recettes en vue de répartir le produit global des ventes sur le marché intérieur et des ventes à l'exportation. Les productions sucrière et laitière seront réglementées, le cas échéant; pour les produits laitiers, l'octroi de subventions à la consommation a été envisagé à titre d'ajustement temporaire éventuel.

Pour les autres produits dont le cas a été examiné jusqu'ici, l'égalisation des prix serait obtenue par la suppression progressive des entraves au commerce entre les Etats Membres de la Communauté et par l'adoption d'une politique commune pour le commerce extérieur, mais il n'a pas été proposé de fixer des prix d'objectif. Pour la viande de bœuf et de porc, la volaille et les œufs, le marché intérieur commun serait protégé contre des importations à des prix plus bas par des taxes variables à l'importation, s'ajoutant à des droits d'importation modérés et par la fixation de planchers pour les prix d'importation. Pour la volaille et les œufs, et ultérieurement pour la viande de porc, ces taxes supplémentaires seraient fondées sur la différence entre les prix intérieurs et les prix d'importation des céréales fourragères. L'organisation du marché commun des fruits, des légumes et du vin reposerait principalement sur l'institution de normes de qualité, de règles de concurrence et de droits d'importation communs. Un plan de production à long terme destiné à harmoniser l'offre et la demande de vin serait mis en œuvre par un fonds de stabilisation du vin.

Il a été proposé que des bureaux européens soient chargés de prendre les dispositions nécessaires en vue de la commercialisation des céréales, des produits laitiers, du sucre, de la viande, de la volaille et des œufs. Ils disposeraient de ressources fournies par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, alimenté principalement par les taxes à l'importation et les contributions des producteurs et qui servirait à financer des interventions sur le marché. Il a été également proposé de créer des comités consultatifs pour les principaux groupes de produits et pour les questions concernant l'amélioration des structures agricoles ainsi que pour l'adoption d'une politique sociale commune en agriculture.

La plupart de ces propositions sont encore à l'étude. En décembre 1960, le Conseil des ministres a adopté en principe le système de taxes variables sur les opérations commerciales entre les Etats Membres de la Communauté et les pays tiers, ainsi que sur les échanges entre Etats Membres. Ces taxes seront égales à la différence entre les prix pratiqués dans les pays importateurs et ceux des pays exportateurs; pour les échanges entre les Etats Membres elles seront réduites progressivement à mesure que l'écart entre ces prix diminuera. Les taxes appliquées aux échanges entre Etats Membres de la Communauté seront encaissées par le pays importateur. Quant à celles qui sont perçues sur le commerce avec les pays tiers, une partie, allant de 20 à 100 pour cent le cas échéant, sera versée à un fonds commun et le reste au pays importateur. Pour les céréales, le sucre, la viande de porc, la volaille et les œufs, ce système de taxes devrait entrer en vigueur au cours de la campagne 1961/62.

On compte que les Etats Membres prendront en 1961/62 les premières dispositions pour aligner les prix intérieurs du blé, des céréales secondaires et du sucre; les pays où ces prix sont les plus élevés (Italie et Allemagne occidentale) les réduiront et ceux où ils sont au-dessous de l'objectif fixé par la Communauté (France et Pays-Bas), les relèveront. A titre de première mesure, la France a dejà relevé de 5 pour cent le prix de base du blé (et par conséquent aussi celui du seigle qui est fixé à 80 pout cent du prix de blé). Toutefois, en Allemagne occidentale, la perspective d'une réduction des prix suscite une assez grande résistance de la part des organisations d'agriculteurs. Aux Pays-Bas, les subventions dont bénéficiait un certain nombre de produits ont été réduites en octobre 1960, ce qui a eu tendance à accroître les disparités en matière de prix entre les Etats Membres de la Communauté. Un accord est intervenu entre la France et les Pays-Bas pour

des contrats à long terme de livraisons de céréales.

En mars 1961, la Grèce a été associée à la Communauté économique européenne par l'établissement d'une union douanière. Le projet d'accord contient des dispositions spéciales concernant l'agriculture. En principe, la Grèce harmonisera sa politique agricole avec celle de la Communauté, mais même avant que ce stade soit atteint, les avantages que les Six se sont accordés réciproquement seront étendus aux exportations agricoles greques; d'autre part, des avantages spéciaux sont prévus pour le tabac et les raisins secs (les deux principaux produits d'exportation de la Grèce), principalement sous forme d'une accélération de la réduction des droits de douane, qui diminueront de moitié dès l'entrée en vigueur du traité d'association et seront entièrement supprimés à la fin de 1967. La Grèce, de son côté, sera autorisée à maintenir son tarif pendant dix ans pour protéger l'industrie locale et elle devra supprimer progressivement les droits au cours des 12 années suivantes. L'accord prévoit en outre un prêt de la Banque européenne d'investissement d'un montant équivalant à 125 millions de dollars.

Les discussions se sont poursuivies au sujet de l'entrée éventuelle du Royaume-Uni et de certains autres membres de l'Association européenne de libre échange dans la Communauté économique européenne. Le 1er juillet 1960, les Etats Membres de l'Association européenne de libre échange ont, à titre de première mesure, réduit les droits de douane de 20 pour cent entre les Etats Membres de l'Association pour tous les produits visés par la Convention de Stockholm. En février 1961, ils ont décidé d'opérer une nouvelle réduction de 10 pour cent le 1er juillet 1961, afin de s'aligner sur la réduction accélérée des droits de douane entre les Etats Membres de la Communauté économique européenne. En outre, ils ont décidé d'admettre la Finlande dans l'Association.

La suppression des restrictions commerciales entre les Etats Membres de l'Association européenne de libre échange ne concerne que les produits industriels. Quant aux produits agricoles, l'évolution de la situation doit être examinée chaque année par le Conseil des ministres en vue de déterminer les mesures à prendre pour poursuivre la réalisation de l'objectif consistant à faciliter un développement des échanges dans des conditions de réciprocité raisonnable pour les Etats Membres dont l'économie est en grande partie tributaire des exportations de produits agricoles. En vue d'encourager le développement du commerce des produits agricoles, des accords bilatéraux peuvent être conclus entre les Etats Membres, et c'est ce que le Danemark a fait jusqu'à présent avec l'Autriche, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse respectivement. Aux termes de l'accord intervenu entre le Danemark et le Royaume-Uni, le droit de douane de 10 pour cent perçu sur le bacon au Royaune-Uni a été réduit de moitié le 1er juillet 1960 et sera entièrement supprimé le 1er juillet 1961.

Europe orientale et U.R.S.S.

Les objectifs de production fixés pour 1960 n'ayant pas été atteints en U.R.S.S., un certain nombre de nouvelles mesures ont été annoncées; elles comprennent l'augmentation des investissements dans l'agriculture, une nouvelle répartition des fonctions du Ministère de l'agriculture et des modifications du système des achats étatiques. L'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale préparent actuellement de nouveaux plans cumulatifs d'expansion s'étendant jusqu'à 1980. Dans plusieurs pays de l'Europe orientale, les prix ont été modifiés, principalement en vue d'encourager l'élevage.

Plans de développement

En U.R.S.S. où, pour la plupart des produits à l'exception de la betterave sucrière, l'objectif de la production n'a pas été atteint en 1960, les objectifs assignés pour un certain nombre de produits ont été fixés dans le plan annuel pour 1961 à des chiffres inférieurs à ceux de 1960 mais qui dépassent ceux de la production effective de cette année-là. Ces plans annuels sont intégrés dans un plan de sept ans (1959-1965). Les objectifs fixés pour 1965 sont inchangés; il faudra donc que le rythme de développement de la production agricole s'accélère considérablement au cours des prochaines années pour qu'ils soient atteints.

A côté du plan septennal de l'U.R.S.S. et des plans quinquennaux des pays de l'Europe orientale, on élabore actuellement des plans cumulatifs d'expansion qui, d'après les recommandations adressées à tous ses Etats Membres par le Conseil de l'assistance économique mutuelle (COMECON), doivent s'étendre jusqu'à 1980. Pour l'U.R.S.S., les objectifs de production de 1980 seront discutés en octobre 1961 au vingt-deuxième Congrès du Parti communiste.

En janvier 1961, le Comité central du Parti communiste a étudié les moyens d'accélérer le développement de la production agricole de l'U.R.S.S. et,

plus particulièrement, des livraisons à l'Etat. Diverses mesures nouvelles ont été annoncées. Les superficies cultivées en céréales doivent être augmentées par le défrichage de nouvelles terres vierges et le retour à la production céréalière de certaines zones qui avaient été utilisées dernièrement pour d'autres cultures, tandis que les rendements doivent augmenter grâce à un plus large emploi des engrais et des semences améliorées. La production de maïs doit être accrue par la sélection de 5 millions d'hectares de terres particulièrement propices où l'on peut obtenir des rendements de 5 tonnes à l'hectare. Le rendement moyen à l'hectare s'est établi à 2,4 tonnes en 1958, année favorable.

Il a été recommandé de prendre meilleur soin du bétail et d'éviter l'abattage excessif de vaches, étant donné que l'on se propose de porter le nombre de celles-ci de 35 millions en 1960 à 50 millions en 1965. Les rendements du maïs destiné à l'ensilage doivent être sensiblement accrus ainsi que la production de betteraves fourragères. Les objectifs minimums pour les livraisons obligatoires à l'Etat des diverses céréales ont été annoncés, et ils donnent à penser que l'augmentation prévue de la production céréalière (20 à 40 millions) de 1958 à 1965 portera presque entièrement sur les céréales secondaires[11].

Le Comité central a également décidé d'augmenter le montant des investissements dans l'agriculture prévus primitivement dans le plan de sept ans, en utilisant les fonds restant disponibles après la réalisation du programme industriel. Ces investissements auront plus particulièrement pour but d'accroître la production de machines agricoles et d'engrais, de développer l'électrification des régions rurales, et de nouveaux *sovkhozes* (fermes d'Etat); en outre, un certain nombre d'importants réseaux d'irrigation seront construits pour accroître la production de coton, de maïs, et surtout de riz. Les prix du matériel agricole mécanique, certaines taxes, ainsi que le taux d'intérêt des prêts à long terme et à court terme ont été réduits en vue de stimuler les investissements des *kolkhozes* (exploitations collectives).

Organisation agricole

L'évolution de l'organisation agricole en U.R.S.S. est, dans l'ensemble, poursuivie dans le même sens; c'est le cas notamment de la tendance à l'accroissement du nombre des sovkhozes et à la diminution des kolkhozes ainsi, qu'à la diminution du cheptel laissé en propriété privée. Toutefois, la proposition faite en 1960 de créer des associations de kolkhozes de district est restée en suspens. En outre, à la réunion précitée du Comité central, un certain nombre de modifications majeures ont été apportées à l'organisation agricole.

Les kolkhozes et les sovkhozes, les travaux forestiers et ceux d'irrigation et de drainage ne relèveront plus du Ministère de l'agriculture et seront tous administrés par l'organisme central de planification (*Gosplan*). Les comptes et les statistiques des entreprises agricoles seront maintenant envoyés directement à l'administration centrale de la statistique. Une nouvelle organisation a été créée pour la distribution des machines agricoles et des engrais. Ainsi, le rôle du Ministère de l'agriculture se borne maintenant à diriger les recherches et à diffuser les améliorations techniques. Afin de rendre cette action plus efficace, il a été créé à l'échelon du district un nouveau réseau de fermes modèles qui a notamment pour fonction de coordonner les aspects techniques de l'agriculture par l'organe de conseils groupant les spécialistes de chaque district.

Le système de livraisons obligatoires de denrées alimentaires a été renforcé par l'introduction de contrats de livraison d'une durée de deux à cinq ans entre l'Etat et le kolkhoze ou le sovkhoze, stipulant les quantités et l'époque des livraisons à faire à l'Etat. Ces contrats n'existaient précédemment que pour les produits agricoles à usage industriel. Ils doivent être établis en fonction des plans de production des kolkhozes et un nouveau service d'inspection, créé pour contrôler l'exécution des contrats de livraison, a qualité pour surveiller l'élaboration et l'exécution de ces plans de production. Les inspecteurs peuvent proposer la suspension des avances de crédit à tout kolkhoze qui ne suit pas leurs recommandations; et leur rémunération dépend pour une partie de la mesure dans laquelle les exploitations de leur ressort exécutent leurs livraisons obligatoires. Ils siègent avec les directeurs de kolkhozes et de sovkhozes, les experts des fermes modèles et autres fonctionnaires dans des conseils de district qui se réunissent deux ou trois fois par an pour recommander aux entreprises agricoles de la circonscription la ligne de conduite à suivre. Ces conseils et ceux des fermes modèles ont été constitués à la place des unions kolkhoziennes de district dont la création avait été proposée en 1960. La présence dans le même

[11] L'objectif de production céréalière du plan de sept ans est un objectif global ne comportant pas de distinction entre les différentes espèces. L'objectif minimum annoncé dernièrement pour les livraisons obligatoires de blé est seulement de 40,5 millions de tonnes, par conséquent inférieur au volume des livraisons effectuées en 1958 (41,4 millions de tonnes). Toutefois, pour le maïs, l'objectif est fixé à 10 millions de tonnes alors qu'il était seulement de 2,2 millions en 1960.

conseil de représentants à la fois de kolkhozes et sovkhozes peut tendre à accélérer la suppression progressive des principales différences entre les deux types d'organisation.

Les ventes par l'intermédiaire des coopératives de consommation seront développées en vue de renforcer le contrôle de l'Etat sur les ventes du marché libre. Les ventes directes sur ce marché seront découragées mais non interdites. Elles sont faites en partie par les kolkhozes, mais surtout par les kolkhoziens qui écoulent ainsi la production de leurs lopins de terre privés. En 1959, la valeur totale de ces ventes s'élevait à 43 milliards de roubles, somme dans laquelle les ventes privées entraient pour 28 milliards de roubles. Les ventes par l'intermédiaire des coopératives, faites généralement aux trois quarts du prix pratiqué pour les ventes directes, ont représenté seulement 18 pour cent du total des ventes du marché libre.

La collectivisation des terres a continué dans les pays de l'Europe orientale, et dans tous, sauf la Pologne, le secteur socialisé représente maintenant bien plus des quatre cinquièmes des terres arables. Elle s'était accomplie à un rythme très rapide en Allemagne orientale et en Hongrie en 1959 et pendant les preniers mois de 1960. C'est dans ce dernier pays qu'elle a encore progressé le plus par la suite, la proportion des terres arables du secteur socialisé étant passée de 72 pour cent en mars 1960 à 87 pour cent en janvier 1961. Dans la majorité des pays d'Europe orientale, les coopératives agricoles ont continué de se rapprocher de plus en plus de la structure générale des kolkhozes soviétiques.

Toutefois, la situation est quelque peu différente en Pologne. Les « cercles agricoles », associations rurales de type traditionnel qui groupent 60 pour cent de la population rurale, demeurent la base de l'utilisation collective des moyens de production, bien qu'on semble devoir donner plus d'importance aux « conseils populaires » à l'échelon des villages. Les coopératives agricoles n'exploitent qu'une faible fraction des terres arables, mais on prévoit que leur champ d'activité s'élargira à mesure que la mécanisation de l'agriculture se développera, tandis que les exploitations d'Etat prendront également de l'extension. Des mesures seront prises pour exproprier des terres mal exploitées. Certains prix ont été modifiés dans des pays de l'Europe orientale en vue de stimuler le secteur de l'élevage, qui est en retard. En Bulgarie, les prix de la viande de bœuf et de mouton, de la volaille et du lait ont été relevés à partir du début de 1961. En Allemagne orientale, les prix des bovins de reproduction et de laiterie et ceux du lait ont été relevés, tandis que les prix des bovins de boucherie et des veaux ont été réduits pour encourager l'accroissement du troupeau bovin, et en particulier du nombre des vaches. De plus grands encouragements ont été donnés à la production porcine en Pologne.

Amérique latine

Le resserrement de la coordination économique régionale s'est poursuivi en Amérique latine. Bien que les programmes de stabilisation restent l'élément essentiel de la politique économique nationale dans nombre de pays, il y a maintenant une tendance à relever les prix à la production de certains produits agricoles afin de stimuler la production, et à laisser les prix à la consommation monter dans une proportion correspondante. Un nouveau changement important est le nombre croissant de pays qui établissent des plans de développement de plus grande envergure qu'antérieurement.

La réforme des structures agraires reste une importante question. L'application des dispositions législatives précédemment adoptées s'est poursuivie à Cuba et au Venezuela, comme on le verra en détail au chapitre III du présent rapport. De nouvelles mesures sont appliquées actuellement au Honduras, et sont envisagées en Colombie, en Equateur et au Pérou.

Coordination économique régionale

L'Association de libre échange pour l'Amérique latine, comprenant l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, a été créée officiellement en juin 1961. On compte que les négociations en vue de concessions tarifaires s'ouvriront en août et que la zone de libre échange commencera à fonctionner en janvier 1962. Le Traité de Montevideo, qui a institué l'Association, prévoit l'élimination progressive, dans un délai de 12 ans, de toutes restrictions commerciales et de toutes pratiques discriminatoires entre les pays membres. En outre, des mesures sont envisagées pour mieux coordonner la production agricole et les politiques commerciales. La Bolivie, la Colombie et l'Equateur ont annoncé qu'ils feraient partie de l'Association, et le Venezuela envisage d'y entrer également.

Le nouveau Traité d'intégration économique de

l'Amérique centrale, signé en décembre 1960 par le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador, prévoit la création d'un marché commun pour ces pays. Dans un délai de cinq ans à partir de la ratification du traité, des tarifs douaniers uniformes seront mis en vigueur pour les importations en provenance des pays tiers et toutes restrictions douanières seront supprimées entre les quatre pays. La libre circulation des capitaux et de la main-d'œuvre sera autorisée. En outre, les contractants ont approuvé la création d'une banque pour l'intégration économique de l'Amérique centrale qui financera les projets de développement tendant à resserrer l'intégration économique de la région. Le Costa Rica, qui était partie aux accords antérieurs, s'est abstenu pour le moment de signer le traité.

Plans de développement

Jusqu'à présent, le développement agricole en Amérique latine s'est effectué surtout dans le cadre de programmes par secteur, par région ou par produit. Plusieurs nouveaux programmes de cette nature ont été annoncés, mais un certain nombre de pays ont élaboré dernièrement des plans de développement de plus grande envergure. En même temps, les services de planification ont été renforcés et réorganisés dans certains pays.

Le nouveau plan décennal du Chili est un plan d'ensemble s'appliquant au secteur privé aussi bien qu'au secteur public. Le montant total des investissements est évalué à 10 milliards d'escudos (9,5 milliards de dollars), sur lesquels 10 pour cent sont affectés à l'agriculture. Pendant la période d'exécution du plan, 375 000 hectares seront pourvus de réseaux d'irrigation, 150 000 hectares de nouvelles terres seront rendus propres à l'agriculture en général, et 43 000 hectares seront aménagés pour la culture fruitière. On espère qu'à la fin de la période d'exécution du plan la production agricole aura augmenté de 62 pour cent.

L'exécution de plans s'appliquant à l'ensemble des dépenses d'investissements publics a commencé en Colombie, en Equateur, au Guatemala, au Salvador et au Venezuela. Le programme quadriennal d'investissements de la Colombie pour 1961-64 prévoit des dépenses s'élevant à 7 milliards de pesos (1,05 milliard de dollars). Les objectifs agricoles comprennent une augmentation de 400 000 hectares de la superficie des pâturages, de 9 000 hectares des plantations de cacaoyers et un accroissement de 75 pour cent de la production lainière. Le plan de développement de l'Equateur pour 1961-65 exigera des investissements publics s'élevant à environ 1,5 milliard de sucres (100 millions de dollars), dont 14 pour cent environ dans le secteur agricole. Des dépenses s'élevant à 170 millions de quetsals (170 millions de dollars), dont 17 pour cent pour l'agriculture, sont envisagées dans le plan du Guatemala pour 1960-64. Au Salvador, un nouveau Conseil national du Plan a été créé pour surveiller la mise en œuvre des projets du deuxième plan quinquennal dont l'exécution s'étendra sur la période 1961-65. Le Venezuela a commencé à mettre en œuvre son plan quadriennal en juillet 1960. Une somme de 2,2 milliards de bolivars (660 millions de dollars) est prévue pour les investissements des quatre premières années, mais il s'agit d'un plan qui est prolongé d'un an à la fin de chaque année d'exécution.

Le nouveau plan de développement agricole de l'Uruguay, qui sera intégré ultérieurement dans un plan embrassant l'ensemble de l'économie nationale, prévoit des investissements s'élevant à 80 millions de pesos (7,2 millions de dollars), somme qui doit être fournie par les prélèvements sur le produit des exportations. Un effort considérable est fait pour développer l'utilisation des engrais par l'institution d'un système de subvention et le programme comporte aussi des subventions pour les semences, l'octroi de crédits pour l'achat de matériel d'irrigation, ainsi que des mesures de conservation du sol. Le premier prêt accordé par la nouvelle Association internationale de développement a été fait au Honduras, qui doit recevoir 9 millions de dollars, remboursables en 50 ans, pour la construction de routes en vue d'ouvrir de nouvelles terres à la colonisation et accroître la production agricole.

Nombre de pays continuent de mettre l'accent sur le développement régional. Au Chili, l'exécution d'un plan de développement agricole pour la région d'Arica a été entreprise en février 1961 dans le cadre du plan décennal national. Un organisme autonome de développement a été créé pour les vallées de la Magdalena et du Sinu en Colombie, qui sont deux des nouvelles régions mises en culture à la suite de l'achèvement du chemin de fer de l'Atlantique. Au Brésil, un plan régional décennal, prévoyant entre autres la création de nouvelles facilités de crédit agricole, a été approuvé pour le Rio Grande do Sul. Le plan « Pérou-Via » a pour objet de mettre en valeur une vaster égion du sud-est du Pérou central. Au Mexique, un projet de mise en valeur du bassin de la Balsas est envisagé. En Argentine, le projet de développement

Viedma pour la région du Rio Negro est à l'étude.

De nombreux plans et programmes précités bénéficieront probablement du programme décennal d'aide à l'Amérique latine annoncé par le gouvernement des Etats-Unis en mars 1961, qui a pour objet de s'attaquer aux barrières sociales entravant le progrès économique. En mai 1961, le Congrès des Etats-Unis a voté un crédit de 500 millions de dollars pour mettre ce programme en route; sur cette somme, 394 millions ont été attribués à la Banque interaméricaine de développement pour l'octroi de prêts à des conditions souples, en particulier en vue de la réforme des structures agraires et d'autres améliorations institutionnelles, 100 millions à l'Administration de coopération internationale des Etats-Unis et 6 millions à l'Organisation des Etats américains. Pour obtenir cette aide, les pays bénéficiaires devront établir des programmes de mobilisation de leurs ressources nationales pour le développement et améliorer les structures et les institutions sociales; une conférence spéciale de l'Organisation des Etats américains se tiendra en juillet 1961 pour examiner ces programmes. Ainsi, le mouvement en faveur de l'établissement de plans de développement intégrés en Amérique latine sera probablement accéléré.

Politiques de prix

Au cours de ces dernières années, de nombreux pays de l'Amérique latine ont appliqué des programmes d'austérité ou de stabilisation destinés à réduire l'inflation et à améliorer la balance des paiements par des moyens tels que l'équilibre budgétaire, les pratiques sélectives en matière de crédit et le relèvement du loyer de l'argent, les restrictions aux importations, la fixation de maximums pour les prix de détail et de gros, l'octroi de subventions pour faire baisser les prix à la consommation et la pratique des prix bas à la production. En ce qui concerne les prix des produits alimentaires, il y a eu récemment un déplacement d'accent et nombre de pays ont, soit rendu la liberté aux prix, soit relevé les prix à la production pour certaines denrées en vue de stimuler la production, et ils ont réduit le degré de protection des prix de détail contre la conjoncture.

En Argentine, les prix minimums garantis pour la graine de lin et le blé ont été relevés. Les prix du blé à la production ont été également augmentés au Brésil et au Chili; le Brésil a aussi fixé des prix minimums pour un certain nombre d'autres produits et réduit les subventions à l'importation pour le blé, les engrais, les machines et divers autres biens. En Colombie et au Guatemala, en vue d'encourager la production nationale de blé, il a été spécifié que les minotiers doivent employer, suivant des proportions déterminées, du blé national et du blé importé; le Guatemala a également créé un office de contrôle des importations de blé qui fixe des prix minimums pour le blé indigène et impose une taxe sur les importations. Le prix de soutien des haricots secs comestibles a été relevé en Colombie et la production de soja doit également être encouragée par la fixation d'un prix minimum garanti. Au Costa Rica, des prix minimums plus élevés ont été fixés pour le sésame, dont la demande a augmenté, mais il a fallu baisser les prix garantis pour le maïs blanc afin d'inciter les producteurs à abandonner cette culture au profit de celle du maïs jaune. Le contrôle des prix de vente du blé, de la farine, du pain et du son a été supprimé en Uruguay, ce qui a réduit considérablement le coût de la subvention représentée par la vente de blé aux minotiers à un prix inférieur au prix minimum à la production.

D'autre part, le désir de protéger les consommateurs continue d'exercer une grande influence sur les politiques de prix de nombreux gouvernements. Au Chili, par exemple, les nouvelles dispositions législatives prévoient notamment la réglementation des disponibilités alimentaires et autorisent les importations en cas de disette. Au Mexique, un organe d'Etat a été créé, d'une part, pour garantir les prix à la production des produits agricoles de base et, d'autre part, pour maintenir les stocks et réglementer les approvisionnements et les prix des denrées essentielles.

Plusieurs pays ont continué de simplifier les systèmes de change et de réduire les retenues sur le produit des exportations ainsi que le droits de douane. Le Brésil a renoncé, en mars 1961, au système de vente aux enchères des devises étrangères pour les importations ne concernant pas des articles de luxe. L'Argentine a ramené de 20 à 10 pour cent le taux des retenues sur le produit des exportations d'orge, d'avoine, de seigle et de certaines autres denrées; ces prélèvements ont été entièrement supprimés sur les exportations d'oléagineux et de leurs dérivés. A la suite de la baisse des prix à l'exportation, les droits à l'exportation frappant le café, les bananes et les cuirs verts, en Colombie, et ceux perçus sur les exportations d'arachides au Mexique ont été réduits; de son côté, l'Equateur a réduit également les droits d'exportation sur le café et le cacao et a autorisé la vente sur le marché libre des devises provenant de l'exportation du cacao. Pour encourager davantage les exportations, une réduction des droits a été offerte en Argentine,

pour les exportations de maïs effectuées avant septembre 1961, tandis qu'au Mexique une réduction des droits à l'exportation sera accordée pour les bovins de boucherie nourris de céréales et provenant d'élevages reconnus, qui sont exportés à destination des Etats-Unis.

Extrême-Orient

Le Traité relatif aux eaux de l'Indus a été signé définitivement en septembre 1960 par l'Inde, le Pakistan et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Ce traité prévoit le partage des eaux de l'Indus et de ses principaux affluents entre les deux pays ainsi que la construction dans chaque pays d'un ensemble d'ouvrages comprenant un système de canaux au Pakistan pour remplacer l'eau des rivières dont le débit est attribué à l'Inde. Environ 870 millions de dollars seront dépensés pour les travaux au Pakistan et 200 millions de dollars en Inde. Un Fonds pour le développement du Bassin de l'Indus a été créé pour le financement des travaux à effectuer au Pakistan; il est constitué par des contributions s'élevant au total à environ 640 millions de dollars versés par l'Allemagne occidentale, l'Australie, le Canada, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et le Royaume-Uni, ainsi que par 174 millions de dollars à fournir par l'Inde et par un prêt de 80 millions de dollars de la Banque mondiale. Les Etats-Unis prêteront 33 millions de dollars et la Banque 23 millions pour couvrir le coût en devises étrangères des travaux à effectuer en Inde.

Plusieurs nouveaux plans de développement importants ont été mis en exécution au cours de la période considérée; certains d'entre eux font une plus large place à l'agriculture qu'auparavant. Il a fallu reviser un certain nombre de plans pour tenir compte des résultats du recensement de la population effectué au début de 1961, ceux-ci ayant montré que le nombre des habitants dépassait considérablement les estimations d'après lesquelles les plans avaient été primitivement établis. Il a été apporté aux politiques un petit nombre de modifications des prix agricoles ayant principalement pour objet de libérer le marché des produits alimentaires de certaines restrictions dans l'espoir de stimuler ainsi la production. On s'intéresse davantage à des sytèmes éventuels de coordination économique régionale et subrégionale. De nouvelles mesures de réforme agraire ont été édictées en Indonésie.

En Chine continentale, à la suite des résultats désastreux de la récolte de 1960, les communes rurales ont été réorganisées en partie et l'on se préoccupe davantage d'encourager la production.

Plans de développement

La mise en œuvre de nouveaux plans de développement a commencé en Corée du Nord, dans la Fédération de Malaisie, en Inde, en Indonésie, au Japon, au Népal, au Pakistan, à Singapour, à Taïwan et dans le Nord-Viet-Nam, tandis qu'en Thaïlande un nouveau plan doit être mis à exécution en octobre 1961. La plupart de ces plans attribuent une priorité élevée à l'agriculture et, tant en Inde qu'au Pakistan, le nouveau plan met davantage l'accent sur l'agriculture que le précédent, ainsi qu'il résulte de la part du total des investissements attribuée au secteur agricole. La priorité va être également donnée à l'agriculture en Chine continentale.

Le troisième plan quinquennal a été approuvé par le Conseil national du développement de l'Inde le 1er juin 1961. Certains objectifs de la production agricole pour 1965/66, fixés dans le projet de plan, ont été revisés en hausse et les principaux objectifs sont maintenant les suivants: 100 millions de tonnes longues de céréales alimentaires, 10 millions de tonnes de sucre (sous forme de gur), 9,8 millions de tonnes de graines oléagineuses, 7 millions de balles de coton et 6,2 millions de balles de jute. Le programme de développement intensif de l'agriculture par district (*Package Program*), mis à exécution dans sept Etats, va maintenant être appliqué dans tous les Etats. En grande partie à cause de l'accroissement démographique constaté dans les dernières évaluations, le total des investissements prévus par le troisième plan a été porté de 102 milliards de roupies à 118 milliards (de 21,42 milliards de dollars à 24,78 milliards); près des deux tiers de ces investissements vont au secteur public. L'une des principales conditions du succès du plan est le financement du déficit en devises étrangères qui est évalué à 5,5 milliards de dollars. En juin 1961, un consortium composé de la Banque mondiale, de l'Association internationale de développement (AID), de l'Allemagne occidentale, du Canada, des Etats-Unis, de la France, du Japon et du Royaume-Uni s'est engagé à prêter 2,225 milliards de dollars pendant les deux premières années d'exécution du plan. En outre, les Etats-Unis se sont engagés à vendre pour 1,3 milliard de dollars de produits excédentaires contre paiement en monnaie locale pendant la période d'exécution du plan.

Les mêmes gouvernements et institutions sont convenus de fournir, à titre de première mesure, 550 mil-

lions de dollars pour l'exécution du deuxième plan quinquennal du Pakistan, qui a commencé en juillet 1960. Le montant total des investissements prévus pour ce plan a été augmenté de 21 pour cent et porté à 23 milliards de roupies (4,83 milliards de dollars). Un programme de développement intensif, analogue à certains égards au *Package Program* indien, a commencé à être appliqué dans sept districts du Pakistan occidental. Un effort énergique sera fait dans ces districts pour inciter les agriculteurs à adopter des mesures contre la salinité, à utiliser les terres riveraines et autres terres incultes, et à améliorer les rendements. A la suite des recommandations de la Commission de l'alimentation et de l'agriculture, qui a présenté son rapport vers la fin de 1960, un organisme de développement agricole doit être créé dans chaque province afin de mettre à la disposition des exploitants les biens nécessaires à la production, des connaissances techniques et du crédit contrôlé. Ces fonctions pourront ultérieurement être assumées par des coopératives constituées à l'échelon du village.

Le programme de huit ans (1961-68) de l'Indonésie fait une place importante à la production alimentaire et à celle de fibres, les pouvoirs publics ayant l'ambition que le pays se suffise à lui-même, tant pour l'alimentation que pour l'habillement. En outre, les autorités indonésiennes se proposent de porter la consommation de riz par habitant de 100 kilogrammes par an à 115 kilogrammes d'ici à 1969; pour atteindre ce but, il faudra que la production passe de 8,1 millions de tonnes, volume de 1960, à 15,8 millions de tonnes, et que la consommation de textiles soit portée de 6 à 15 mètres par habitant. Les projets de développement de la production de denrées d'exportation, telles que le caoutchouc et le coprah, doivent bénéficier d'une priorité élevée pour les allocations de fonds.

Le plan décennal japonais vise à doubler le revenu national d'ici à 1970, ainsi qu'à réduire l'écart entre le niveau de revenu de l'agriculteur et celui des membres des autres secteurs économiques. On compte qu'une diminution d'environ un quart du nombre des personnes employées dans l'agriculture donnera une forte impulsion à la rationalisation de la production agricole. Ce mouvement sera renforcé par les dispositions de la loi agricole de base, votée en juin 1960, qui a pour objet d'améliorer la structure de l'agriculture et d'aider les exploitations familiales à devenir des unités économiques viables. En outre, des projets d'exploitation agricole coopérative seront mis au point. Le plan met l'accent sur le développement de la production de fruits et de légumes et du secteur de l'élevage.

Le deuxième plan quinquennal de la Fédération de Malaisie pour 1961-65 prévoit des investissements s'élevant au total à 5,05 milliards de dollars malais (1,65 milliard de dollars), dont 2,15 milliards de dollars malais (703 millions de dollars) seront destinés au secteur public, environ le quart de ces dernières dépenses devant être consacré à l'agriculture et à la mise en valeur des terres. Dans le secteur agricole, l'accent est mis principalement sur le renouvellement des plantations d'hévéas et de cocotiers, sur les projets de drainage et d'irrigation, sur des projets de colonisation agricole qui doivent être exécutés, de concert avec les gouvenements des Etats, par l'organe fédéral pour la mise en valeur des terres, ainsi que sur la diversification de la production agricole. En outre, les travailleurs agricoles ne possédant pas de terres seront installés sur des terres récemment remises en état en vertu de la loi sur la colonisation agricole de 1960.

Politiques de prix

Certaines des modifications intervenues dernièrement dans les politiques des prix agricoles en Extrême-Orient semblent résulter de la décision prise par les gouvernements de laisser les facteurs du marché jouer un plus grand rôle dans la formation des prix, afin que ni les consommateurs ni les producteurs ne soient trop lésés. On espère, en laissant plus de liberté au marché des produits alimentaires, permettre à la production agricole d'augmenter plus rapidement. En Inde, par exemple, l'approvisionnement de blé mieux assuré en raison des bonnes récoltes des deux dernières années et de la conclusion de l'accord de quatre ans prévoyant d'importantes importations de blé et de riz au titre du programme d'écoulement des excédents des Etats-Unis, les achats gouvernementaux de riz et de paddy ont été suspendus dans les Etats déficitaires et marginaux, et le contrôle des prix maximums a été supprimé dans ces mêmes régions. Toutes restrictions au mouvement du blé à l'intérieur du pays ont été levées. La suppression progressive des restrictions au mouvement du riz entre les « zones » (comprenant un ou plusieurs Etats) est également envisagée et, comme première mesure, un certain nombre de ces zones ont été élargies dernièrement.

Le Pakistan applique une politique analogue d'assouplissement des contrôles. Au Pakistan oriental, à la suite de la suppression de toutes restrictions à la libre circulation et à la vente du riz et du paddy au cours des premiers mois de 1960, les achats gouvernementaux de riz ont fait place à un système de gré à gré. Dans les districts excédentaires du Pakistan oc-

cidental, le gouvernement continue d'acheter à prix fixé du riz grossier pour livraison au Pakistan oriental, mais l'achat et l'exportation des variétés supérieures de riz sont maintenant confiés au commerce privé. D'autre part, le gouvernement est toujours prêt à acheter à des prix déterminés toute quantité de blé et de riz qui lui est offerte et le prix minimum du blé pour les livraisons obligatoires a été relevé. Des stocks de céréales sont maintenus dans certaines régions stratégiques et des ventes de produits stockés doivent être faites lorsque les prix dépassent certains niveaux. On encourage les planteurs de canne à sucre en fixant le prix de la canne livrée à l'usine et en laissant aux planteurs du Pakistan occidental, où le sucre est rationné, des quantités de sucre « libre » proportionnées au volume de leurs livraisons de canne. D'autre part, une réduction de 50 pour cent du droit d'accise a été accordée aux sucreries pour les quantités produites en sus de leur production maximum des trois dernières années. La réglementation des superficies cultivées en jute au Pakistan oriental, qui était en vigueur depuis le partage, a été supprimée en 1960.

Au Japon, en vue de réduire l'écart entre les revenus agricoles et les revenus non agricoles, le prix d'achat du riz par le gouvernement doit être calculé d'après le coût de production au lieu de l'être suivant une formule de parité. Alors qu'actuellement l'Etat s'occupe surtout d'aider la production rizicole, il orienterait progressivement ses efforts vers l'amélioration de la production des légumes, des fruits et de l'élevage. La ration de riz indigène a été portée, à partir de janvier 1961, à 10 kilogrammes par personne et par mois, en grande partie dans l'espoir de réduire les stocks détenus par le gouvernement. Toutefois, les achats de riz des familles étaient déjà en moyenne inférieurs à la ration officielle.

En Birmanie, le gouvernement achète maintenant le paddy à des prix plus élevés plusieurs mois après la récolte afin d'encourager les agriculteurs à emmagasiner leur production. A Ceylan, le prix subventionné de la ration de riz a été réduit pour enrayer la hausse du coût de la vie.

Autres questions de politique

La formation d'une Association des Etats de l'Asie du Sud-Est, comprenant la Fédération de Malaisie, les Philippines et la Thaïlande, a été annoncée en juillet 1960. Parmi les types de coopération envisagés figurent la coordination des plans économiques, un effort conjoint de stabilisation des prix mondiaux des produits primaires, et l'institution d'un marché commun. Des propositions ont été faites également en vue d'une association économique entre Ceylan, l'Inde, le Pakistan et, éventuellement, la Birmanie.

Une loi sur la réforme des structures agraires a été promulguée en Indonésie en décembre 1960 et le programme de réforme des structures agraires est presque achevé dans le Sud-Viet-Nam. Ces mesures sont décrites en détail au chapitre III.

En Inde, un office de la coopération agricole a été créé pour promouvoir l'évolution envisagée vers l'exploitation agricole coopérative. A titre de projet-pilote, on organisera 3 200 exploitations agricoles coopératives en faisant appel à la libre participation des intéressés.

L'Organisation pour le financement du développement de l'agriculture et la Banque pour le développement de l'agriculture du Pakistan ont fusionné pour former la Banque du développement agricole. La nouvelle institution se spécialisera dans les prêts à long terme, tandis que le crédit agricole à court terme sera fourni par les coopératives.

Chine continentale

Les résultats désastreux de la production agricole de 1960 ont eu un certain nombre de répercussions importantes sur la politique agricole de la Chine continentale. Le deuxième plan quinquennal a été remplacé par des plans annuels et, pour 1961, il a été proclamé que l'agriculture avait priorité absolue, à l'inverse des années précédentes.

On signale en outre que le système des communes rurales va être réorganisé. En dépit des tentatives de réforme faites en août 1959, le système instauré en 1958 a continué de fonctionner aux trois échelons des communes, des brigades de production et des équipes de production. La commune était chargée de diriger toute l'activité économique des régions rurales; la brigade de production, qui était l'unité de base pour la propriété et l'utilisation des facteurs de production, organisait l'exécution des projets; l'équipe de production exécutait le travail sans participer dans une mesure appréciable aux principales décisions. Il a été décidé apparemment que ce système était trop centralisé et que les plans agricoles étaient établis sans consultation suffisante de ceux qui connaissent les conditions locales. L'administration des communes a été critiquée également pour avoir exagéré l'application du principe de l'égalité, ce qui a eu pour résultat que les brigades dont la production dépassait

l'objectif fixé recevaient la même rémunération en espèces et en nature que celles qui n'avaient pas atteint leur objectif.

Le Comité central du Parti communiste aurait décidé, en janvier 1961, de décentraliser dans une mesure appréciable la réglementation de l'agriculture. Dorénavant, le rôle de la commune se bornera à diriger la production industrielle et les services publics. La brigade de production demeure l'unité de base pour la propriété des facteurs de production, mais c'est aux équipes de production qu'il appartiendra en fait de prendre les décisions concernant la production agricole et sa répartition. Cependant, il apparaît probable que cette organisation durera seulement pendant une période intermédiaire de trois à cinq ans, après laquelle on reviendra peut-être à la collectivisation totale prévue par le système initial.

En outre, on s'applique davantage à encourager le développement de la production. Dans le nouveau système, l'équipe de production aura le droit de répartir entre les familles des villages la quantité produite dépassant les objectifs fixés. Les salaires, payés à raison de 70 pour cent en espèces, seront calculés, semble-t-il, en fonction du volume et de la qualité du travail accompli, système qui ressemble à celui des kolkhoses soviétiques. Un petit lopin de terre (0,2 ha) sera restitué à chaque famille pour y cultiver des légumes et élever de la volaille. Cette mesure avait été promise en août 1959, mais elle ne semble guère avoir été appliquée. Les taux d'intérêt du crédit agricole ont été réduits de nouveau.

Proche-Orient

Au Proche-Orient, la tendance est toujours à une planification plus poussée. Des plans complets de développement, intéressant à la fois le secteur privé et le secteur public de l'économie, ont été mis en route dans les deux régions de la République arabe unie, et des plans de semblable portée sont en préparation en Afghanistan, en Irak, en Iran et au Soudan. Le gouvernement de la République arabe unie a fondé au Caire, en juillet 1960, un Institut national de planification dont il offre de mettre les services à la disposition des autres pays de la région. Ceci devrait contribuer à l'amélioration des techniques de planification. Rien de nouveau à signaler jusqu'à présent en ce qui concerne le projet de marché commun arabe, mais un accord a été atteint sur la fondation d'une banque de développement arabe.

Plans de développement

On a maintenant des détails sur les plans quinquennaux inaugurés en juillet 1960 dans les deux régions de la République arabe unie et qui représentent la première tranche de plans décennaux visant à doubler le revenu national. Le montant total des investissements publics et privés envisagés pour les cinq années en question s'élève, dans la Région égyptienne, à 1 697 millions de livres égyptiennes (4 873 millions de dollars); 23 pour cent de ces investissements sont destinés à l'agriculture, et principalement à des projets de bonification et d'irrigation. Selon le plan, la superficie agricole gagnerait 350 000 hectares, en grande partie récupérés sur le désert grâce à des travaux dont la réalisation est confiée au service de mise en valeur des terres désertiques. On s'efforcera aussi d'intensifier la production: pendant les cinq premières années les efforts seront dirigés principalement vers la production végétale, mais on compte, dans la deuxième phase du plan, déplacer l'accent vers l'accroissement des rendements de l'élevage. Les objectifs de 1964/65 prévoient, en ce qui concerne la valeur de la production, des augmentations par rapport à 1959/60 de 94 pour cent pour l'orge, de 58 pour cent pour le lait, de 44 pour cent pour le maïs, de 39 pour cent pour les légumineuses à grains, de 29 pour cent pour le bétail et la volaille, de 25 pour cent pour le coton et le riz, de 20 à 30 pour cent pour la plupart des autres produits.

Dans la Région syrienne, la dépense globale projetée est de 2 700 millions de livres syriennes (754 millions de dollars), dont 41 pour cent pour l'agriculture. La superficie irriguée doit être augmentée de 50 pour cent par rapport à 1959/60 et portée en 1964/65 à 750 000 hectares. Au titre de l'intensification de la production, on s'attachera principalement à augmenter les rendements de l'élevage. La culture du blé et de l'orge sera abandonnée dans les terres qui reçoivent moins de 250 mm d'eau par an et celle du blé sur les terres qui reçoivent 250 à 300 mm, de telle sorte qu'en 1964/65 environ 365 000 hectares de terres arides seront soustraits à la culture du blé; par contre, la superficie des cultures de blé irriguées doublera et atteindra 115 000 hectares. Malgré cette réduction de la superficie globale des emblavures, l'objectif est d'augmenter la production de blé en 1964/65 de 69 pour cent par rapport à 1959/60 (qui a été, il ne faut pas l'oublier, une année de sécheresse). La superficie en orge doit augmenter de 18 pour cent et la production de 23 pour

cent. La production de betteraves à sucre, qui s'est déjà développée très rapidement ces dernières années, devrait plus que quintupler; celle de tabac plus que doubler, et celle de coton augmenter encore de deux tiers. Un prêt de 500 millions de marks (125 millions de dollars) a été obtenu de l'Allemagne occidentale en vue de la construction du barrage de l'Euphrate.

Le deuxième plan quinquennal de l'Afghanistan en est à la dernière phase de préparation et devrait entrer en application en septembre 1961. La superficie irriguée doit augmenter de 110 000 hectares et, en outre, la distribution d'eau sera améliorée sur 90 000 autres hectares. Il sera créé quatre fermes mécanisées de l'Etat, ainsi qu'une station de machines qui sera au service des agriculteurs privés.

En Iran, le deuxième plan de sept ans s'achèvera en septembre 1962 et le bureau économique de l'organisation du plan a mis au point les grandes lignes du nouveau plan quinquennal qui intéressera à la fois le secteur public et le secteur privé. Dans le domaine agricole, l'accent est mis sur le développement du crédit. La superficie cultivée devrait augmenter de 468 000 hectares, soit de 8 pour cent, dont un tiers irrigué. L'irrigation sera améliorée en outre sur 480 000 hectares. Il ne sera pas entrepris de nouveaux aménagements de cours d'eau à des fins multiples, mais les travaux en cours seront portés à terme le plus rapidement possible et les terres partiellement irriguées le seront intégralement.

L'Irak prépare aussi un plan d'ensemble. Au Soudan, les organes centraux de planification économique ont été mis en place en février 1961 avec l'institution d'un conseil économique, d'un comité ministériel du développement et d'un comité technique de planification, tandis que des conseils provinciaux coordonneront la planification au niveau du village, du district et de la province. Un plan général de développement est en préparation. Les projets relatifs à l'irrigation comprennent le barrage de Roseires, les travaux de Khasm-el-Girba et l'achèvement de ceux de Managil. Les relevés ont déjà commencé pour le barrage de Roseires, en vue de la construction duquel l'Allemagne occidentale prêtera l'équivalent de 19 millions de dollars, tandis que 32,5 millions de dollars seront fournis par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et par l'Association internationale pour le développement.

Les gouvernements jordanien et libanais préparent des programmes d'investissements. En Jordanie, le plan décennal de développement pour la période 1960-69 est presque au point; il a comme objectif de doubler le revenu national et de relever le pourcentage des importations couvert par l'exportation en le portant de 20 pour cent en 1960 à 75 pour cent en 1969. La première tranche des travaux du canal du Ghor oriental est presque achevée et les capitaux nécessaires ont été obtenus pour la seconde tranche qui permettra d'irriguer 3 500 hectares. Le Liban prépare un programme quinquennal d'investissement public (1962-66) qui prévoit une dépense de 450 millions de livres libanaises (205 millions de dollars). Les travaux relatifs au projet d'irrigation du Litani ont dû être suspendus momentanément à cause d'un glissement de terrain.

Le gouvernement turc a mis en place en octobre 1960 une organisation du plan, comprenant le conseil supérieur, auquel appartiennent les décisions en matière de politique, et l'organisation centrale, qui est un service technique. Le Ministère de l'agriculture prépare un plan quinquennal dont l'objectif est d'accroître de 5 pour cent par an la production agricole pour faire face à l'augmentation très rapide de la population. La plus grande partie des investissements sera destinée à la conservation des sols. Malgré la politique de restriction des dépenses gouvernementales, le budget du Ministère de l'agriculture a été augmenté d'un tiers, ce qui montre l'importance nouvelle attribuée à l'amélioration de l'agriculture. Le produit de la taxe sur le revenu agricole appliquée à partir de janvier 1961 servira au financement des projets de développement.

Des enquêtes économiques ont été effectuées récemment à Chypre par les Nations Unies, et en Libye et en Arabie saoudite par des missions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Le rapport adressé au gouvernement de Chypre recommande un programme quinquennal d'investissements publics pour 1961-65 en vue surtout d'accélérer la mise en valeur des ressources en eaux. Le rapport de la Banque internationale sur la Libye recommande aussi un programme quinquennal d'investissements publics, dont un tiers environ ira à l'agriculture et notamment à la conservation des eaux, à la construction de puits, au développement des services agricoles. Il recommande en outre, en raison de l'augmentation rapide des importations de blé, que les petites exploitations remplacent en partie leurs cultures d'orge par du blé, encouragées en cela par un programme de soutien des prix du blé. Le rapport sur l'Arabie saoudite propose un programme provisoire de développement pour 1961-62, qui sera le point de départ d'un programme ul-

térieur à long terme. Il est recommandé en outre au gouvernement d'instituer un organisme central de planification, un nouveau ministère des eaux, et divers services supplémentaires au Ministère de l'agriculture.

Autres faits nouveaux en matière de politique

Les études et débats relatifs au projet de marché commun arabe se sont poursuivis. A la réunion du Conseil économique de la Ligue arabe, qui a eu lieu à Bagdad en avril 1961, un accord a été réalisé au sujet de la fondation d'une Banque de développement arabe dotée d'un capital de 25 millions de livres égyptiennes (72 millions de dollars).

On trouvera au chapitre III des détails sur la réalisation des programmes de réforme agraire mis en route en 1958 en Irak et dans la Région syrienne de la République arabe unie. Aucune nouvelle mesure de réforme agraire n'a été appliquée au Proche-Orient pendant la période considérée. Toutefois, le gouvernement turc étudie des propositions concernant le partage des grands domaines au profit des agriculteurs dépourvus de terre, et le remembrement agricole. La loi sur la réforme agraire approuvée en Iran en mai 1960 devrait entrer bientôt en application.

Quelques faits nouveaux sont à signaler dans le domaine des prix agricoles et des politiques de commercialisation. En Irak, la Date Trading Company a été nationalisée en juillet 1960, et le gouvernement a créé un organisme d'achat chargé d'encourager les exportations de produits agricoles et d'importer les produits qui manquent au pays. En Turquie, le gouvernement, désireux d'encourager les exportations, a créé un centre chargé de coordonner les activités des entreprises publiques et semi-publiques d'exportation. L'office des produits du sol a décidé qu'il ne payerait pas plus cher les céréales de la récolte 1960/61 malgré l'augmentation du coût de la vie. Dans la République arabe unie, le marché à terme du coton d'Alexandrie a été suspendu pour une durée indéfinie, en juin 1961.

Le gouvernement israélien a décidé de restreindre l'expansion des cultures de fruits charnus, des vignobles et des plantations de bananiers par une limitation des superficies.

AFRIQUE

Les modification récentes des politiques agricoles et économiques en Afrique dérivent en grande partie de l'évolution politique rapide qui s'est produite ces toutes dernières années dans la région, et plus particulièrement en 1960, année où 17 pays sont devenus indépendants. Cette évolution a renforcé, entre autres, l'intérêt qui s'attache au développement du commerce intrarégional et à la coopération économique africaine. Les gouvernements ont été ordinairement soucieux d'élaborer de nouveaux plans de développement le plus tôt possible après l'indépendance.

Coordination régionale de l'économie

La tendance à la coordination et à la coopération économique africaines est passée rapidement au premier plan. En mars 1961, a été signé à Yaoundé (Cameroun) un traité instituant une Organisation afro-malgache de coopération économique entre 12 Etats d'expression française: Cameroun, Congo (Brazzaville), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mauritanie, Niger, Sénégal, République centrafricaine, Tchad. Cette organisation aura un conseil ministériel, un secrétariat permanent à Yaoundé, et divers comités techniques. Elle devra consolider et étendre les unions douanières existantes, stabiliser les prix, harmoniser les plans nationaux, et notamment confronter les objectifs de production, de consommation et d'exportation des produits agricoles et industriels, ainsi que les programmes de recherche et d'enseignement technique et supérieur. Il a été décidé aussi à la conférence de Yaoundé que les 12 Etats traiteraient conjointement la question de leurs rapports futurs avec la Communauté économique européenne. L'accès à l'indépendance de presque tous les membres associés de la CEE conduira probablement à modifier les modalités d'adhésion de ces membres associés. En tout cas, une nouvelle convention d'application du Traité de Rome doit être négociée avant la fin de 1962.

Quelques faits nouveaux sont à signaler aussi en ce qui concerne certains groupements sous-régionaux. Les pays de l'Union douanière équatoriale, à savoir le Congo (Brazzaville), le Gabon, la République centrafricaine et le Tchad, ont adopté en novembre 1960 un code des investissements étrangers. Les Etats faisant partie du Conseil de l'entente, à savoir la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta et le Niger, ont négocié conjointement leurs relations futures avec la France. Le Dahomey et le Togo ont décidé en octobre 1960 de constituer une union douanière et d'appliquer des prix d'achat communs

pour certains articles. Après l'union établie en 1958 entre le Ghana et la Guinée, une nouvelle union a été décidée en décembre 1960 entre le Ghana, la Guinée et le Mali qui poursuivront une politique économique et monétaire commune; le Ghana et la Haute-Volta ont annoncé de leur côté la suppression des barrières douanières en mai 1961. Les dispositions actuelles relatives au Marché commun du Kenya, du Tanganyika et de l'Ouganda doivent être maintenues lorsque le Tanganyika accédera à l'indépendance (fin 1961).

Un autre exemple de coopération économique régionale est la création, en décembre 1960, de l'Organisation interafricaine du café qui groupe le Cameroun, le Congo (Brazzaville), la Côte-d'Ivoire, le Gabon, Madagascar, le Portugal, la République centrafricaine et le Royaume-Uni. Le but de cette organisation est de réaliser une meilleure stabilisation des prix du café robusta au moyen d'une politique coordonnée de commercialisation qui consiste à échelonner régulièrement les expéditions et si possible à prévoir des écarts variables de prix entre les prix de divers cafés robusta et entre ceux des cafés robusta et des cafés arabica.

Plans de développement

Beaucoup de pays africains ont adopté récemment de nouveaux plans de développement. La plupart de ces plans n'intéressent que les dépenses publiques en capital; toutefois, un certain nombre de pays, et notamment ceux d'expression française situés au nord et au sud du Sahara, commencent à élaborer des plans qui portent sur l'ensemble de l'économie. Des services de planification ont été créés dans quelques pays.

Au Cameroun, un plan de développement à longue échéance se propose comme objectif de doubler en 20 ans le revenu par habitant. Pour la période 1961-65, il prévoit un investissement annuel moyen de 9 à 11 milliards de francs CFA (37-45 millions de dollars), dont près d'un tiers sans caractère financier. Un des principaux objectifs de ce plan est de développer les exportations; il vise à porter la production de cacao de 60 000 tonnes en 1958 à 90 000 tonnes en 1965; celle de café de 27 000 à 50 000 tonnes; celle de palmiste de 13 000 à 20 000 tonnes; celle de caoutchouc de 4 000 à 5 500 tonnes.

Le Maroc a adopté en novembre 1960 un plan quinquennal pour 1960-64. L'investissement net total de 6,6 milliards de dirhams (1 304 millions de dollars) devrait provenir pour la moitié environ du secteur privé. C'est l'agriculture qui en recevra la part la plus importante, soit environ 31 pour cent. On espère augmenter le produit national brut de 7 pour cent par an et la production agricole d'environ 3,5 pour cent par an. Le plan fait une place importante aux mesures nécessaires pour assurer un développement rapide de la production dans l'avenir, à savoir la réforme agraire, l'amélioration du crédit, la réorganisation des services agricoles, la création de fermes coopératives, la réduction du sous-emploi en agriculture, et enfin un programme massif de formation de vulgarisateurs. Pendant les cinq années auxquelles se réfère le plan, la superficie irriguée augmentera de 70 000 hectares.

Le plan quadriennal sénégalais, relatif à la période 1961-64, envisage un investissement total de 92 milliards de francs CFA (375 millions de dollars), dont 54 pour cent seront fournis par les finances publiques. On espère pouvoir augmenter le produit national brut de 8 pour cent par an. L'objectif est de doubler le niveau de vie et de quadrupler la production commercialisée d'ici 1975. Pendant la première tranche de quatre ans, la production agricole doit recevoir 18 pour cent de l'investissement public et 13 pour cent de l'investissement total. De nouveaux organismes locaux seront créés pour promouvoir le progrès rural. La production commercialisée de l'élevage et de la pêche devrait plus que doubler.

Quant aux autres nouveaux plans de développement, on est encore assez mal renseigné. La République centrafricaine a adopté un plan intérimaire triennal (1960-62). Parmi les objectifs de production agricole, il est prévu de porter la production cotonnière à 45 000 tonnes. Le plan triennal du Congo (Brazzaville) consacrerait à l'agriculture 22 pour cent d'un investissement public total de 10 milliards de francs CFA (41 millions de dollars). La Guinée à institué un ministère du plan et approuvé le budget d'un plan triennal 1960-63, qui devrait être suivi d'une série de plans quinquennaux. L'agriculture devrait recevoir plus d'un quart de l'investissement public, qui se chiffre au total à 39 milliards de francs guinéens (150 millions de dollars). Le programme intérimaire triennal de Madagascar, promulgué à la fin de 1960, prévoit un investissement de 23 milliards de francs CFA (94 millions de dollars), dont l'agriculture recevra 41 pour cent, l'objectif étant d'accroître la production agricole de 6 pour cent par an. A la suite du rapport de la mission de la Banque internationale, un nouveau plan triennal a été an-

noncé au Tanganyika en mai 1961. Il est prévu un investissement public total de 23,9 millions de livres (67 millions de dollars).

Pour un certain nombre de pays, on sait seulement, sans plus de détails, que de nouveaux plans de développement sont entrés en application. Dans quelques autres, des plans sont à l'étude. Le Nigeria prépare un plan fédéral pour 1962-67, qui devra compléter les plans des diverses régions de la fédération. Le Ministère fédéral du développement économique s'organise pour assurer une meilleure coordination entre les gouvernements régionaux en matière de planification de l'économie. La Sierra Leone organise un service central du plan qui doit donner à la planification une portée plus générale; un commissariat au plan a été institué en Haute-Volta. Au Libéria, une équipe de la Northwestern University des Etats-Unis a commencé en septembre 1960 une enquête économique qui doit durer deux ans. Des enquêtes économiques ont été effectuées aussi au Basutoland, au Betchouanaland et au Souaziland, à l'île Maurice et à Zanzibar par des missions qui ont présenté leurs rapports. Une mission de la Banque internationale a visité l'Ouganda et une autre se rendra au Kenya vers la fin de 1961. En Ouganda, où le plan de développement est réexaminé chaque année pour les trois années suivantes, la revision de 1961 sera effectuée quand sera parvenu le rapport de la Banque internationale.

Au nombre des programmes spéciaux de développement de l'agriculture, il faut mentionner la création, au Kenya, d'un service spécial de développement des cultures qui administrera un nouveau plan financé par la Colonial Development Corporation et visant à développer la production du thé chez les petits agriculteurs africains. Au Kenya encore, les autorités ont annoncé la mise en œuvre de plans de colonisation, prévoyant l'installation de petits propriétaires et d'exploitants, en vue d'une mise en valeur des terres en dehors de toute considération de race ou de tribu; la réalisation de ces plans comportera une dépense de 14 millions de livres sterling (39 millions de dollars) en trois ans. Le gouvernement sud-africain a annoncé un projet d'aménagement du fleuve Orange qui permettra d'irriguer environ 250 000 hectares et coûtera 250 à 300 millions de rands (348-418 millions de dollars).

Politiques en matière de prix et de commercialisation

Au début de 1961, les prix à la production du cacao ont été réduits d'environ un tiers au Nigeria, et ramenés au même niveau qu'au Ghana.

Parmi les modifications apportées aux systèmes de commercialisation des produits agricoles, signalons un plan gouvernemental tendant à organiser le commerce intérieur des denrées alimentaires au Ghana. Ce plan, limité d'abord aux céréales, arachides et œufs, sera étendu ensuite à tous les produits agricoles. Il sera construit des entrepôts et des voies d'approvisionnement; la compagnie de développement agricole dirigera une organisation de commercialisation pour le compte des coopératives de producteurs. Depuis mai 1961, la coopérative de commercialisation des agriculteurs ghanéens, instituée par le conseil de l'union des agriculteurs ghanéens, est le seul organisme autorisé à acheter le cacao pour le compte de l'Office de commercialisation.

En Guinée, où tout le commerce extérieur était déjà sous le contrôle de l'Etat, le gouvernement avait créé aussi un organisme d'Etat pour prendre en main et réglementer le commerce intérieur. Mais, en mars 1961, le commerce intérieur a été rendu au secteur privé en raison de l'inefficacité de l'organisme d'Etat. Au Mali, la vente de tous les produits collectés par des entreprises publiques et par les coopératives agricoles s'effectue à travers un office national d'importation et d'exportation qui fournit d'autre part à ces organismes des biens de production et d'autres marchandises. L'office a aussi pris en charge les fonds de stabilisation existants.

Le Sénégal a réorganisé la caisse de stabilisation de l'arachide. L'office de commercialisation agricole a repris la Caisse de soutien des riz et la caisse de compensation de la Chambre de commerce de Dakar, et les a transformées en une Caisse de stabilisation des prix des céréales et d'encouragement aux productions vivrières.

POLITIQUES EN MATIÈRE DE PÊCHES

La deuxième Conférence des Nations Unies n'ayant pas abouti, en avril 1960, à un accord sur la largeur des eaux territoriales de pêche exclusive, plusieurs pays ont élargi ultérieurement les limites de leurs zones de pêche. Dans certains cas, cette décision a été annoncée unilatéralement, mais en général elle a été l'objet d'accords bilatéraux consentant parfois le prolongement pour un certain nombre d'années des droits de pêche dans une partie des eaux nouvellement délimitées: tel est le cas, par exemple, des

accords négociés par le Royaume-Uni avec l'Islande et la Norvège.

Afin de parer à la diminution des prises dans certains lieux de pêche traditionnels, quelques gouvernements encouragent la pêche à plus grande distance. A cet effet, ils favorisent la modernisation des flotilles de pêche par la mise en chantier d'unités plus grandes, le désarmement des vieilles unités et l'adoption de méthodes rationnelles de commercialisation et de distribution du poisson. Les investissements croissants de pays comme l'Allemagne occidentale, le Japon, le Royaume-Uni et l'U.R.S.S. dans la construction de navires-usines est le signe d'un intérêt nouveau pour les possibilités des pêches à beaucoup plus grande distance du port d'attache et dans un secteur océanique bien plus vaste.

Parmi les pays peu développés, beaucoup manifestent un intérêt croissant pour les pêches. En Extrême-Orient, par exemple, l'Indonésie envisage dans son nouveau plan octennal une forte augmentation de la production et de la consommation dans ce secteur. A cet effet, le gouvernement se propose de coordonner à l'échelle régionale les coopératives de pêcheurs, de créer de nouvelles entreprises coopératives ou d'Etat, de former un nombreux personnel d'administration, de recherche et d'exécution. Au Pakistan oriental, en harmonie avec les plans visant à concentrer davantage les efforts vers une augmentation du produit des pêches maritimes et intérieures, il est envisagé de créer une compagnie pour le développement des pêches.

En Afrique, l'importance du poisson comme moyen de réduire le déficit en protéines est particulièrement soulignée dans les politiques adoptées en matière de pêches par un certain nombre de pays nouvellement indépendants. Dans quelques-uns d'entre eux, qui importent du poisson en assez grandes quantités, on souligne qu'un accroissement de la production nationale permettrait d'épargner des devises étrangères. Certaines pêcheries, par exemple au Ghana et au Sénégal, ont bénéficié d'investissements plus massifs dans les aménagements portuaires, les installations à terre, les bateaux de pêche modernes à plus grande autonomie, et d'un effort constant de mécanisation des bateaux de pêche traditionnels.

En Amérique latine, le désir de politiques plus vigoureuses en matière de pêches et la nécessité d'une évaluation plus complète des pêches et de leurs possibilités, base indispensable pour élaborer ces politiques, ont amené la création d'instituts des pêches spécialisés au Pérou et en Equateur. La création d'instituts de ce genre a été proposée dans un certain nombre d'autres pays, ce qui montre que cette manière d'aborder le problème de l'élaboration et de la mise à exécution de politiques saines de développement des pêches intéresse d'autres gouvernements, et non seulement en Amérique latine.

Le caractère essentiellement international de bon nombre des problèmes qui déterminent les politiques nationales en matière de pêches se reflète dans le rôle de plus en plus important des diverses commissions et conseils régionaux des pêches créés pour le Pacifique, l'Atlantique nord, la mer du Nord, la région Indo-Pacifique et la Méditerranée. Les faits récents à enregistrer dans ce domaine sont la création de la Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures et la décision de créer un nouvel organisme pour les Etats africains qui bordent l'Atlantique, depuis le Cap de Bonne-Espérance jusqu'au Cap Spartel. La communauté d'intérêts de certains pays latino-américains de l'Atlantique sud-ouest a donné lieu aussi à des propositions tendant à créer un organisme consultatif pour cette zone.

Un groupe de travail de l'OECE a présenté un rapport sur les politiques des Etats Membres en matière de pêches, dans lequel il a recommandé la coordination de ces politiques, l'assouplissement des restrictions notamment en matière d'échanges, l'amélioration des dispositifs de mise à terre et de commercialisation, y compris le développement d'une « chaîne du froid ». Bien que les produits des pêches aient été nommément exclus des dispositions de l'Association européenne de libre échange, le Royaume-Uni, qui est le principal importateur de poisson parmi ces pays, a fait, lors des négociations du GATT en septembre 1960, certaines concessions en facilitant l'importation de quelques catégories de produits de la pêche en provenance des autres pays de l'Association. Aux efforts pour harmoniser les politiques de la Communauté économique européenne et de l'Association en matière de pêche sont venues s'ajouter des propositions tendant à la création d'une communauté des pêches pour l'Europe occidentale.

A la suite de la crise qui s'est produite en 1959/60 dans le marché mondial de la farine de poisson, un certain nombre de pays gros exportateurs de ce produit ont constitué récemment l'Organisation des exportateurs de farine de poisson qui a pour but de réduire les fluctuations de l'offre et des prix sur le marché mondial.

Politiques forestières

Le cinquième Congrès forestier mondial, qui s'est tenu à Seattle en septembre 1960, a marqué un événement important dans l'évolution des politiques forestières. Le principe de l'utilisation multiple de la forêt et des terres connexes y a été universellement admis comme un des grands objectifs des politiques forestières.

L'évolution récente des politiques forestières en Europe, déterminée par la nécessité de répondre à l'augmentation rapide de la consommation de bois, est caractérisée surtout par des dispositions visant à mécaniser l'exploitation forestière, à rendre les forêts plus accessibles, à utiliser les bois de petites dimensions et les déchets. La construction de routes forestières avance à un rythme impressionnant dans certains pays: la Yougoslavie annonce la mise en service de 2 200 nouveaux kilomètres de routes durant les deux années 1959-60, et la Suède, de plus de 6 000 kilomètres durant la même période. Des progrès considérables ont été réalisés dans la mise en place d'usines pouvant utiliser le bois rond de petites dimensions et les déchets. L'industrie de la pâte utilise le sapin écorcé jusqu'aux diamètres de 5 à 8 cm en Finlande par exemple, et de 4 à 7 cm en Suède. En Suisse, une nouvelle fabrique de pâte expérimente des bois de toutes espèces, jusqu'à des diamètres de 6 cm. En Pologne, les déchets de scierie ont fourni aux fabriques de pâte 40 pour cent de leur matière première en 1959, et 54 pour cent en 1960.

A côté de ces mesures, qui devraient avoir comme effet d'augmenter la production dans un avenir assez proche pour faire face à la demande, on continue à prendre en Europe d'autres mesures de portée plus lointaine. En 1959, les forêts ont augmenté de 344 000 hectares, les nouvelles plantations hors forêts de 47 000 hectares, les restaurations forestières de 242 000 hectares. En 1960, les progrès paraissent avoir été encore plus marqués. Dans beaucoup de pays, l'extension de la superficie forestière a été favorisée dans une certaine mesure par l'exode rural; par contre, ce phénomène a rendu très difficile le recrutement des ouvriers forestiers, malgré l'amélioration considérable des salaires et des conditions de travail.

La planification forestière retient particulièrement l'attention en Europe. Bientôt tous les pays auront achevé leurs inventaires forestiers et l'aménagement des forêts non encore soumises à un plan d'exploitation est activement étudié. Des lois récentes assurent en Autriche, en France et en Italie l'intégration agro-forestière. L'administration forestière a été renforcée en Autriche, en Grèce, aux Pays-Bas, en Suède et en Yougoslavie par des lois et des règlements administratifs.

Les politiques forestières ont pris une orientation nouvelle dans quelques nouveaux Etats africains, en général dans le cadre d'une politique générale d'utilisation des terres. Une place spéciale est faite à la conservation des sols et au boisement. Déjà quelques pays commencent à étudier les futurs besoins en bois et à dresser, en particulier, l'inventaire des ressources forestières; mais le manque de personnel expérimenté est un gros obstacle à tous les échelons. Des projets relatifs à l'enseignement et à la formation sont à l'étude au Nigeria et au Libéria.

De toutes les régions du monde, c'est l'Afrique, et surtout l'Afrique orientale, qui possède la faune naturelle la plus riche. Mais cette richesse est bien menacée dans certains lieux faute de personnel expérimenté et de crédits, notamment pour l'entretien des parcs nationaux. L'Union internationale pour la conservation de la nature (assistée par la FAO) et l'UNESCO ont envoyé récemment des missions en Afrique pour attirer l'attention des gouvernements sur ce problème et proposer des mesures propres à améliorer la situation.

Au Proche-Orient, la politique forestière s'intègre de plus en plus à la politique de l'utilisation des terres. La conservation et l'aménagement des forêts actuelles, ainsi que la plantation, en peuplements ou en alignements, d'espèces à croissance rapide, peupliers et eucalyptus surtout, sont étroitement liés aux grands projets de développement agricole. L'intégration avance aussi à l'intérieur même du secteur forestier; on étudie, en Irak, la création d'industries de la pâte et du papier, de manière à utiliser le bois de vastes plantations de peupliers qui entrent en rapport. Dans la République arabe unie, une fabrique de contre-plaqués sera alimentée par des plantations indigènes de casuarina et d'eucalyptus.

En Extrême-Orient, une étude récente sur les ressources en bois de la région a conclu à l'insuffisance des plans actuels de développement des forêts et des industries forestières eu égard aux besoins futurs. De nouveaux programmes nationaux pour les 50 prochaines années, mais plus spécialement pour la période allant jusqu'en 1975, sont actuellement en préparation. Tandis que beaucoup de pays formulent leur politique forestière en indiquant simplement les grandes lignes d'action dans ce domaine, on tend dans d'autres, et notamment dans l'est et le sud-est asiatiques, à insérer cette politique dans le cadre

général de l'utilisation des terres. Un fait intéressant à signaler est le transfert, dans quelques pays, de la forêt domaniale à des collectivités rurales, pour résoudre le problème de l'approvisionnement local. Dans le sud-est de l'Asie, où la plupart des pays effectuent l'inventaire de leurs riches forêts tropicales, des recherches sont conduites aussi sur la commercialisation du bois, et les normes de classification (*grading rules*) pour l'Asie et la région du Pacifique sont utilisées de plus en plus. Dans les régions arides de l'ouest et du sud, les plantations forestières accompagnent les grands travaux d'irrigation.

En Amérique latine, les politiques forestières visent de plus en plus à réduire les fortes importations de bois et de produits ligneux par une meilleure exploitation des forêts indigènes et le boisement. Dans quelques pays, une place plus importante est faite à la foresterie dans le cadre de la réforme agraire, comme par exemple dans certains projets de colonisation intérieure au Chili et dans la région des Andes. Une nouvelle législation définissant plus clairement les objectifs de la politique forestière et fournissant les moyens de la réaliser a été adoptée au Costa Rica, à Haïti, au Honduras, au Mexique et au Venezuela; une législation analogue est à l'étude en Bolivie et au Pérou. De plus en plus, on reconnaît que l'insuffisance des moyens d'enseignement est un obstacle majeur à la création d'une bonne administration forestière et l'on s'efforce d'y porter remède, notamment en ce qui concerne l'enseignement forestier supérieur en Argentine, au Brésil, en Colombie et au Costa Rica.

Perspectives à court terme

Si au moment de la rédaction du présent rapport les perspectives économiques générales étaient encore quelque peu incertaines, spécialement en Europe occidentale, la consommation semblait devoir se maintenir à un niveau élevé pour la plupart des produits agricoles. Toutefois, comme dans la majorité des cas les disponibilités resteront également fortes, on ne peut guère s'attendre à une amélioration substantielle des prix mondiaux des produits agricoles et, par conséquent, des recettes d'exportation des pays insuffisamment développés.

Activité économique et demande

Après la légère récession de 1960, la situation tendait nettement à se redresser vers la fin du premier semestre de 1961 aux Etats-Unis, où cependant persiste un fort chômage. On ne sait pas encore dans quelle mesure ce redressement est l'amorce d'une reprise vigoureuse, mais nombreux sont ceux qui prédisent un nouveau boom économique pour 1961/62. Les mesures récemment prises au Canada devraient se traduire par une nouvelle amélioration de l'activité économique.

Celle-ci restait très soutenue dans la majeure partie de l'Europe occidentale et au Japon vers le milieu de 1961; le tout est de savoir si elle conservera le même rythme, maintenant que l'expansion reprend en Amérique du Nord, ou si, une fois de plus, les deux principales régions industrialisées manifesteront des tendances opposées. On a déjà vu dans le présent chapitre que certains signes font craindre un ralentissement de l'expansion dans quelques pays, en raison de la pénurie de main-d'œuvre et de la situation de la balance des paiements. La production industrielle du Royaume-Uni n'a pas augmenté depuis le deuxième trimestre de 1960. Néanmoins, les pronostics s'orientent en général vers une rapide progression de la production industrielle et de l'activité économique dans la plupart des pays d'Europe occidentale et au Japon, tout au moins jusqu'à la fin de 1961.

Si une réelle reprise s'amorce en Amérique du Nord et si, en même temps, l'activité économique reste soutenue en Europe occidentale et au Japon, la demande de matières premières agricoles devrait se développer de façon marquée. En ce qui concerne les denrées alimentaires et les produits pour boissons, on a pu constater récemment que le niveau de l'activité économique dans les pays industrialisés a beaucoup moins d'influence sur la demande mondiale. Ce qui compte surtout, pour la plupart de ces produits, c'est le volume très considérable de l'offre sur les marchés mondiaux.

A plus longue échéance, les mesures actuellement envisagées pour accroître la masse monétaire internationale pourraient aider à atténuer les fluctuations à court terme de la demande d'importation des produits agricoles et leurs incidences sur

les prix. Les pays insuffisamment développés peuvent sans doute compter sur une intensification de l'aide financière et des livraisons de denrées alimentaires à des conditions de faveur. La structure du commerce mondial des produits agricoles sera beaucoup influencée à l'avenir par la décision que prendra finalement le Royaume-Uni, principal importateur mondial de ces produits, à l'issue des pourparlers actuels avec les pays du Commonwealth, touchant l'opportunité d'ouvrir des négociations en vue de son entrée dans la Communauté économique européenne.

Perspectives de la production agricole pour 1961/62

On ne possède encore que des données fragmentaires sur le volume probable des récoltes de 1961/62, mais elles font généralement penser que l'augmentation de la production agricole mondiale pourrait à nouveau être relativement faible. Bien qu'il soit encore trop tôt pour juger de leur effet final sur la production, les revers dus au mauvais temps paraissent avoir été plutôt nombreux dans plusieurs régions du monde.

En Europe occidentale, la production céréalière ne semble guère devoir varier par rapport à son volume élevé de 1960/61. La production de blé sera peut-être un peu plus faible, mais celle de céréales secondaires augmentera probablement. La production de sucre pourrait diminuer, un certain nombre de pays ayant annoncé des mesures tendant à limiter les cultures de betteraves sucrières; la France, notamment, a réduit d'environ 20 pour cent la superficie consacrée à ce produit. La production laitière continuera sans doute à augmenter régulièrement. L'effectif des bovins est important, et il est probable que la production de viande de bœuf s'accroîtra encore. On prévoit de nouvelles augmentations de la production de viande de porc et de viande de volaille dans la plupart des pays; la production d'œufs devrait augmenter vers la fin de 1961. En Grèce et dans d'autres parties de l'Europe méridionale, le mildiou a gravement endommagé les cultures de tabac.

Jusqu'à présent, les conditions atmosphériques ont été favorables dans la majeure partie de l'U.R.S.S., la principale exception étant le Kazakstan qui a souffert de la sécheresse, et l'on prévoit généralement d'abondantes récoltes. La superficie ensemencée a été supérieure de 6 pour cent à celle de 1960. Jusqu'à présent, cependant, les rapports signalent une production animale plus faible que l'année précédente.

En Amérique du Nord, les récoltes céréalières de 1961 et les pâturages ont beaucoup souffert d'une sécheresse prolongée dans les provinces canadiennes de la Prairie et dans certaines parties du centre des Etats-Unis. Au Canada, la récolte de blé ne dépassera sans doute guère la moitié de son volume de 1960/61, mais aux Etats-Unis, il y aura probablement une réduction de 8 pour cent par rapport à la campagne précédente. Dans ce dernier pays, le programme d'urgence pour les céréales secondaires, mentionné précédemment, devrait entraîner une sensible réduction de la production de céréales secondaires en 1961/62. A fin mai 1961, les accords passés en application de ce programme portaient sur une superficie égale à plus de 24 pour cent de la superficie moyenne consacrée au maïs et au sorgho en 1959/60. Pendant ce temps, les plantations de fèves de soja, au profit desquelles on espérait modifier encore la répartition de la superficie consacrée aux céréales secondaires, ont augmenté dans des proportions considérables. La production cotonnière se développera sans doute à la faveur de diverses mesures: relèvement des prix de soutien et augmentation des superficies autorisées, ainsi que des quantités de coton pouvant être commercialisées. Dans l'ensemble, on juge que la production végétale des Etats-Unis sera beaucoup moins forte qu'en 1960/61, mais la production d'origine animale devrait s'accroître pour la troisième année consécutive. La production de viande de bœuf et de porc continuera sans doute à progresser et l'on prévoit, en ce qui concerne la volaille, une augmentation de l'ordre de 5 pour cent. Au Canada comme aux Etats-Unis, la production d'œufs sera probablement plus faible que l'an dernier jusqu'à l'automne. Les quantités totales de porc commercialisées au Canada semblent devoir diminuer légèrement par rapport à 1960.

L'effectif des ovins augmente en Australie et la production de laine pourrait donc s'accroître quelque peu en 1961/62. En revanche, la reconstitution des troupeaux de bovins de boucherie se poursuit et une augmentation de la production de viande de bœuf semble improbable.

On possède encore moins d'indications au sujet des régions insuffisamment développées. En Chine continentale, où les récoltes avaient déjà été très mauvaises en 1960, de nombreuses régions ont, dit-on, encore souffert de la sécheresse et des inondations. Un grand nombre de soldats et d'étudiants ont été envoyés dans les régions les plus touchées

par ces désastres naturels pour aider aux travaux de récolte et d'ensemencement. Ailleurs en Extrême-Orient, les récoltes de céréales pourraient être plus faibles en 1961/62 que lors de la campagne précédente; on signale en effet des dégâts causés par les inondations ou par la sécheresse en Indonésie, dans certaines parties de l'Inde méridionale, au Japon, en Corée du Sud et au Pakistan. A part les céréales, le seul produit pour lequel on possède des renseignements est le jute: on estime que la superficie plantée en jute a augmenté de 30 pour cent au Pakistan sous l'effet des prix élevés.

Au Proche-Orient, après trois années consécutives de sécheresse, l'Irak et Israël ont eu de bonnes pluies d'hiver et les récoltes de céréales devraient être normales. Dans la Région syrienne de la République arabe unie, cependant, le temps sec et chaud du mois de mai donne à penser que la récolte de blé sera inférieure de 20 pour cent aux prévisions, ce qui fait que la production serait loin d'atteindre les 750 000 tonnes nécessaires pour la consommation locale et l'ensemencement; en Jordanie également, les précédentes estimations apparaissent maintenant trop optimistes. On s'attend aussi à des récoltes céréalières inférieures à la moyenne en Turquie, où les conditions atmosphériques ont été mauvaises en juin. Dans la Région égyptienne de la République arabe unie, la superficie plantée en riz sera sans doute plus faible qu'en 1960/61, le niveau du Nil étant bas. La récolte de coton s'annonce plus abondante en 1961/62 dans la plupart des pays, à l'exception du Soudan, où l'on signale que les plantations ont été réduites et que les cotonniers ont été infestés par des parasites.

Les récoltes céréalières s'annoncent de nouveau faibles dans les pays du nord-ouest de l'Afrique, par suite de la grave sécheresse qui a sévi au printemps; elles pourraient avoir diminué dans une proportion atteignant 50 pour cent au Maroc. Le Kenya a souffert de la sécheresse pour la deuxième année consécutive, et la récolte de maïs a en outre été endommagée par des parasites. On s'attend à ce que la sécheresse provoque des pénuries alimentaires locales dans certaines parties du Tanganyika et réduise de 10 pour cent la production de sisal. Au Congo (Léopoldville), les cultures destinées à la consommation locale ainsi qu'à l'exportation se ressentiront certainement des troubles politiques et de l'état de désorganisation prolongés. Au Ghana, la sécheresse a provoqué des pénuries alimentaires dans l'Ashanti et aura sans doute pour effet de réduire considérablement, par rapport à son niveau très élevé de l'année précédente, la récolte de cacao de 1961/62. La production de café devrait continuer de s'accroître en Côte-d'Ivoire et en Ouganda.

En Amérique latine, la production alimentaire semble devoir marquer une reprise après les revers essuyés au cours des deux campagnes précédentes. Les récoltes brésiliennes de cacao et de café devraient s'améliorer sensiblement par rapport à leur volume médiocre de 1960/61; mais la production de café pourrait baisser en Colombie, au Costa Rica et dans certains autres pays où elle était particulièrement abondante en 1960/61.

Perspectives des produits

D'une manière générale, les récoltes céréalières devraient à nouveau être abondantes partout, sauf, comme il est dit plus haut, au Canada, en Chine continentale et dans un certain nombre de pays producteurs secondaires. Le résultat des récoltes de 1961/62 en Chine continentale pourrait avoir une grande influence sur le volume du commerce international. La demande d'importation de blé ne semble cependant pas devoir s'accroître substantiellement, car on prévoit des récoltes assez abondantes en Europe occidentale et aucune augmentation des importations japonaises et indiennes n'est attendue. Une hausse sensible des prix du blé paraît donc improbable à brève échéance.

Si certains pays, comme le Japon et l'Inde, ont pu réduire leurs importations de riz, la demande des autres grands pays importateurs est restée assez soutenue et a, dans certains cas, été plus active jusqu'à présent en 1961. La Chine continentale, qui d'ordinaire exporte du riz, figurera probablement de nouveau parmi les acheteurs en 1961. Les exportations mondiales semblent donc destinées à se restreindre quelque peu et les prix internationaux devraient en moyenne être plus élevés qu'en 1960.

La nouvelle politique des Etats-Unis en matière de céréales secondaires, qui s'applique aux récoltes de 1961/62, devrait avoir pour effet de réduire la production courante de ce pays et si, comme cela semble probable, cette politique s'accentue, la tendance observée au cours de ces dernières années, durant lesquelles les disponibilités totales ont constamment dépassé l'utilisation totale, pourrait se renverser. Le fait que la Chine continentale soit devenue importatrice de céréales secondaires a accru la demande commerciale totale d'importation et, bien que les livraisons effectuées à des conditions de fa-

veur soient moins importantes dans ce secteur que dans celui des céréales panifiables, les stocks de report de céréales secondaires pourraient cesser de s'accroître aux Etats-Unis.

En 1961/62, les disponibilités mondiales de sucre se ressentiront de l'interruption momentanée de la tendance ascendante à long terme de la production en Europe occidentale, provoquée par les restrictions que certains pays ont imposées aux producteurs en raison de l'abondance exceptionnelle des récoltes de 1960/61 et du niveau élevé des stocks; d'un autre côté, la production continuera sans doute de s'accroître dans les régions insuffisamment développées.

Bien que la production d'oranges ait fléchi en 1960/61, les quantités totales disponibles pour l'exportation durant l'été et l'automne de 1961 pourraient encore être très supérieures à la moyenne des années récentes. Tant dans la région méditerranéenne qu'aux Etats-Unis, les récoltes de 1961/62 marqueront certainement une reprise de la tendance ascendante interrompue en 1960/61, et les disponibilités exportables d'oranges d'hiver devraient augmenter en 1961/62. En ce qui concerne la commercialisation des agrumes, il est nécessaire de tenir compte, dans l'analyse des perspectives, du fait que les disponibilités de bananes resteront probablement amples; en revanche, selon toute vraisemblance, la production de pommes et de poires se trouvera en 1961 dans la phase décroissante de son cycle biennal en Europe occidentale, et spécialement dans les principaux pays importateurs.

La production mondiale de matières grasses continuera sans doute à augmenter en 1961/62. Il est probable que la production d'huile de soja marquera un progrès aux Etats-Unis, où les plantations de fèves se sont accrues de 15 pour cent. Les prix relativement élevés pratiqués sur le marché international depuis le début de 1961 pour les fèves de soja et les oléagineux qui leur font concurrence ont sans doute aussi encouragé les plantations, dans un certain nombre de pays, outre les Etats-Unis; c'est le cas notamment pour les arachides. Les disponibilités d'huiles à acide laurique resteront probablement fortes dans les mois qui viennent; toutefois, un certain ralentissement de la production de coprah aux Philippines est possible vers la fin de 1961. Les disponibilités mondiales d'huile de lin se trouveront sensiblement réduites du fait que les récoltes de l'automne 1961 seront faibles en Amérique du Nord et spécialement au Canada, où les principales régions productrices ont gravement souffert de la sécheresse.

On prévoit que la production mondiale de viande augmentera encore en 1961. Les effectifs des bovins ont augmenté aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe occidentale et la production de viande de bœuf devrait encore s'accroître; la production de viande de porc et de volaille sera aussi sans doute plus forte. Les disponibilités de viande de bœuf ne semblent pas destinées à augmenter dans les principaux pays exportateurs de l'Amérique latine et de l'Océanie, mais les prix d'exportation pourraient baisser par suite de l'accroissement de la production dans les principaux pays importateurs. De même, étant donné l'expansion de la production de viande de porc dans les pays importateurs, il se pourrait que le commerce et les prix marquent un certain recul.

On peut s'attendre à ce que la production laitière continue de progresser, bien que plusieurs pays s'efforcent de freiner l'expansion dans ce secteur. Une grande partie des disponibilités supplémentaires devra de nouveau être acheminée vers les industries de transformation et en particulier les beurreries; et, le Royaume-Uni restant le seul grand débouché international pour le beurre, il est difficile de prévoir une hausse appréciable des prix, plutôt médiocres sur ce marché vers le milieu de 1961. Les prix des œufs ayant augmenté au printemps de 1960, la production devrait s'accroître dans un certain nombre de pays vers la fin de 1961 mais, jusqu'alors, elle restera probablement au-dessous de son niveau de l'an dernier. Comme on s'attend à ce que la demande d'importation reste soutenue, les prix internationaux devraient demeurer favorables, bien que l'augmentation de la production puisse provoquer un certain fléchissement à partir de l'automne 1961.

Tout porte à croire que les récoltes de cacao et de café seront abondantes en 1961/62. La consommation et les importations mondiales de ces produits semblent aussi devoir s'accroître encore, mais cela ne suffira sans doute pas à absorber le supplément de production. Une nouvelle augmentation des stocks de report de café, déjà volumineux, semble inévitable et les stocks de cacao pourraient eux aussi s'accroître. Pour le thé, en revanche, si on ne peut compter sur une réelle expansion de la demande d'importation des principaux pays consommateurs, le développement de la consommation dans les pays producteurs eux-mêmes suffit à absorber une grande partie du supplément de production. A court terme, on peut compter que les perspectives assez favorables du tabac se maintiendront, car la demande, notamment de cigarettes, continue à se développer.

Les disponibilités exportables de coton des Etats-Unis cesseront sans doute de diminuer en 1961/62:

étant donné le relèvement de la subvention à l'exportation prévue pour août 1961, ce produit pourrait continuer à soutenir assez bien la concurrence des fibres artificielles et conserver sa part d'un marché mondial en expansion. Les prix de la laine manifestant plus de stabilité et soutenant la comparaison avec ceux des fibres synthétiques, des achats destinés à reconstituer les stocks pourraient avoir lieu en 1961. Les disponibilités de jute devraient s'améliorer quelque peu en 1961/62, mais étant donné les prix élevés actuels, il est probable que la tendance à le remplacer par d'autres matériaux ira en s'accentuant. L'offre de fibres dures ne devrait pas varier sensiblement en 1961 et les perspectives de la demande sont favorables. La production de caoutchouc ne semble pas destinée à s'accroître beaucoup en 1961, mais le niveau des stocks étant plus normal, un retour aux prix très élevés de 1960 paraît improbable.

L'intensification des opérations de prospection de nouveaux lieux de pêche se reflétera sans doute sur la production de poisson. La demande s'oriente de plus en plus vers les produits qui exigent le moins de préparation avant cuisson: filets, baguettes et portions congelées. Les prix de la farine de poisson commencent à s'améliorer et, d'après les indications dont on dispose actuellement, la production péruvienne devrait se stabiliser aux alentours du niveau de 1960; en Europe et en Amérique du Nord, son volume dépendra en 1961 des disponibilités de hareng et de menhaden.

La production et le commerce de la plupart des produits forestiers devraient atteindre des chiffres record en 1961. Le marché nord-américain des produits forestiers s'est déjà beaucoup amélioré, et la reprise de la construction de logements ainsi que l'élargissement du programme de constructions scolaires devraient être profitables à tous les types de panneaux à base de bois ainsi qu'aux sciages. La hausse des prix aura sans doute pour effet d'orienter les exportations canadiennes de grumes vers d'autres marchés que celui du Royaume-Uni. En Europe occidentale, les sciages de résineux feront peut-être exception à la tendance générale de la production et de la consommation; les activités pourraient se stabiliser ou même ralentir légèrement en 1961 dans le secteur de la construction et les importateurs disposent de stocks volumineux; en outre, même si la demande se maintient, les scieries auront sans doute des difficultés à se procurer les quantités voulues de grumes.

Chapitre III - RÉFORME AGRAIRE ET TRANSFORMATION INSTITUTIONNELLE

Progrès accomplis dans les différentes régions

D'une manière générale, tout en variant beaucoup quant à la forme et au fond selon les régions, les mesures de réforme agraire sont allées de l'avant durant les années récentes. Bien rares sont aujourd'hui les pays qui ne s'efforcent pas de quelque manière d'offrir aux agriculteurs la sécurité et une juste rétribution du travail. Des mesures sont prises aussi presque partout pour assurer aux agriculteurs les moyens d'améliorer la production. Mais selon qu'il s'agit des pays industrialisés et évolués de l'Europe du Nord-Ouest, de l'Amérique du Nord et des contrées neuves et prospères de l'Océanie, d'une part, ou des nations de l'Afrique centrale qui accèdent actuellement à l'indépendance, d'autre part, la nature des mesures jugées immédiatement applicables et profitables varie considérablement. Cette subordination implicite des politiques aux conditions du milieu et l'enchaînement historique des différentes mesures de réforme agraire sont particulièrement mis en évidence par la diversité des expériences nationales, dont on ne saurait traiter ici en détail. D'une manière générale, cependant, la situation, telle qu'elle se présente aujourd'hui dans différentes parties du monde en ce qui concerne la réforme agraire, est d'une telle importance du point de vue de la FAO qu'il convient d'en exposer ici les caractéristiques essentielles dans les principales régions, à savoir: Europe, Amérique du Nord et Amérique latine, Proche-Orient, Extrême-Orient et Afrique.

Europe

Il ne serait guère réaliste de considérer l'ensemble du continent européen comme représentatif d'un type ou d'un stade de réforme agraire. Entre l'Italie du Sud et la Scandinavie du Nord, on relève plusieurs variantes nationales et régionales, dont certaines méritent peut-être ici une mention particulière. On peut dire cependant que, dans l'ensemble, les pays de l'Europe occidentale ont atteint un degré d'expansion économique qui permet de réaliser le plein emploi ou presque. En outre, sur le plan technique, l'industrie et l'agriculture européennes progressent de façon si constante que l'évolution du régime foncier et des formes d'utilisation des terres s'inscrit dans la logique des choses. Pour atténuer les perturbations sociales qui accompagnent la transformation technologique, et réaliser une économie agricole indépendante en tant qu'élément sain de la vie démocratique, il faut continuer à accorder une attention particulière aux problèmes de l'exploitation familiale. En tant que communautés nationales, la plupart des pays européens peuvent compter sur des ressources intérieures et internationales suffisantes pour faire progresser l'agriculture à un rythme soutenu sans bouleverser de façon trop radicale la structure agricole de base. En fait, chacun sait que l'on s'oriente de divers côtés vers l'intégration de vastes régions en vue de leur développement économique commun sur une base internationale.

Dans le cadre d'une aussi vaste planification, les exploitations agricoles sont encouragées à mettre à profit les mesures les plus efficaces en matière d'utilisation des terres. Même la mise en valeur des terres est considérée dans certains cas comme un domaine ouvert à l'initiative individuelle et pouvant donner lieu à d'importants travaux de développement. L'Allemagne occidentale, l'Autriche, l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas et la Suisse sont parmi les pays dans lesquels les terres incultes au voisinage des villages sont mises en culture ou converties en parcelles boisées où l'on exploite des essences à croissance rapide, grâce aux efforts d'agriculteurs entreprenants qui reçoivent de leurs gouvernements respectifs une certaine aide technique et administrative. L'influence bénéfique de cet esprit d'entreprise ne se fait pas sentir seulement dans les zones ainsi mises en valeur, car l'exemple gagne le reste de l'économie agricole. L'augmentation de la production

est la conséquence naturelle de semblables mesures de réforme agraire. En fait, certains pays européens doivent souvent faire face à un problème de surproduction agricole et il n'est pas rare que les travaux de mise en valeur soient entrepris par les occupants de fonds loués. Plus de la moitié de la superficie cultivée au Royaume-Uni est exploitée par des fermiers. En tant que groupe social, ceux-ci sont des agriculteurs entreprenants, qu'anime l'espoir de tirer un meilleur parti de leurs capacités et de leurs ressources dans l'agriculture que dans tout autre secteur d'activité. La politique de l'Etat vise, elle aussi, à utiliser de la manière la plus efficace les ressources nationales, agricoles et autres. Si, par conséquent, propriétaires et locataires sont libres de conclure des contrats aux conditions qu'ils estiment raisonnables, l'Etat intervient pour veiller à ce que les intérêts légitimes des deux parties, comme ceux de la nation, ne soient pas lésés. En tant que classe, les fermiers sont maintenant assez forts pour se tirer d'affaire et, aussi longtemps qu'ils utilisent la terre conformément aux clauses de leur bail, ils sont assurés d'en conserver la jouissance à des conditions raisonnables. Même si le propriétaire désire entrer en possession de son bien, il doit indemniser son locataire pour toutes les améliorations qu'il y a apportées. En général, ces améliorations sont évaluées assez généreusement, et le montant de l'indemnité constitue un obstacle économique de nature à faire hésiter le propriétaire qui, autrement, serait tenté d'envisager un peu trop à la légère l'expulsion de son locataire. En outre, en cas de litige, on peut toujours demander l'arbitrage des autorités compétentes.

Ces autorités, et notamment les ministères de l'agriculture, font toujours le plus grand cas des plaintes déposées par des agriculteurs capables. Lorsqu'un propriétaire désire se défaire de son bien, l'occupant a généralement un droit de préemption. Dans certains pays comme la Suisse, par exemple, on aide en fait les locataires à devenir propriétaires, si les moyens normaux dont ils disposent pour acquérir un fonds ne sont pas suffisants. En général, la position des locataires est assez solide pour qu'ils puissent faire valoir leurs justes revendications. Pour ce qui est de la sécurité de jouissance, du contrôle des loyers et des indemnités de plus-value, les autorités disposent des moyens légaux nécessaires pour empêcher les abus. Elles s'en servent généralement pour promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources, sur le plan privé (ressources personnelles de l'exploitant) comme sur le plan public (irrigation, énergie, etc.).

Il est significatif de noter que, dans ces régions techniquement évoluées et dans lesquelles existe le plein emploi, les responsables de la réforme agraire se préoccupent particulièrement du remembrement des terres arables et du renforcement des communautés agricoles. La main-d'œuvre est encore plus rare dans les zones rurales que dans les zones urbaines, de sorte que la mécanisation est presque générale. Ce facteur peut, à lui seul, tendre à modifier dans le sens d'une expansion de superficie la notion d'exploitation rentable. Par conséquent, si l'on fait exception des petites parcelles utilisées comme jardins et comme potagers dans les zones industrielles, la tendance est au remembrement des exploitations dans les régions où la mécanisation est très poussée. Il est plus facile d'assurer les services de toute sorte (enseignement, assistance médicale, récréation) dans les centres ruraux d'une certaine importance que dans les petites communes. Le remembrement est donc un processus qui a son importance aussi bien sur le plan agricole que sur le plan social et c'est à ce double titre que l'Etat a tout intérêt à l'encourager.

L'entreprise privée étant, d'une manière générale, la forme d'organisation la plus en faveur dans ces pays très développés, elle tend aussi à prévaloir en agriculture. Certaines exploitations agricoles peuvent être très étendues et même avoir le caractère d'une société. Mais le type dominant reste la petite ou moyenne entreprise, exploitée par le propriétaire ou par un locataire. Sauf de très rares exceptions, les intéressés ne jugent pas souhaitable, pour des raisons sociales ou économiques, de se grouper pour former des unités plus larges. Le système coopératif est largement appliqué, aussi bien sur le plan des services techniques de consultation qu'en matière d'assistance financière et de commercialisation. En règle générale, la formule qui consiste à faire appel à des services coopératifs « externes » tout en sauvegardant l'autonomie de l'exploitant a donné de meilleurs résultats. On a constaté aussi que, dans l'ensemble, la production nette par travailleur agricole est plus élevée avec ce type d'organisation qu'avec n'importe quelle autre structure impliquant une intégration plus poussée.

Scandinavie et Pays-Bas

Si le gouvernement finlandais a pour politique bien établie de ne pas laisser la terre entre les mains de propriétaires absentéistes, et si même les exploi-

tations en faire-valoir direct ne peuvent pas dépasser une superficie maximum fixée pour chaque région, d'autres pays de l'Europe septentrionale se préoccupent surtout d'assurer aux agriculteurs actifs des exploitations d'une dimension aussi voisine que possible de l'idéal. En Suède, où cette tendance ne cesse de s'affirmer, le nombre des exploitations diminue d'année en année, tandis que leur superficie moyenne se rapproche du chiffre optimum. Au Danemark, une loi de 1951 autorise le gouvernement à acheter des terres aux grands propriétaires pour les redistribuer parmi les petits exploitants, de manière à ce que chacun de ceux-ci dispose au minimum de 8 hectares. Aux Pays-Bas, la superficie optimum est évaluée entre 15 et 30 hectares; le gouvernement a adopté un programme extensif de développement, financé en grande partie par l'Etat; tous les agriculteurs, et spécialement les petits exploitants, ont accès aux services techniques qu'assurent les pouvoirs publics, de sorte que le niveau général, déjà élevé, de l'agriculture néerlandaise s'améliore chaque année.

Dans ces pays, la réforme agraire vise à constituer des exploitations paysannes rationnelles et, dans l'ensemble, cette politique donne de bons résultats. L'une des conséquences du fait que l'on insiste sur la superficie optimum des exploitations est qu'un certain nombre d'agriculteurs ne peuvent s'insérer dans le cadre de l'agriculture nationale. Ceux-ci doivent donc s'orienter vers d'autres occupations dans leur propre pays ou émigrer dans d'autres pays où ils peuvent pratiquer l'agriculture avec succès. C'est ainsi qu'un certain nombre d'agriculteurs expérimentés et bien pourvus ont quitté les Pays-Bas pour le Brésil où ils ont formé des colonies agricoles florissantes.

Italie

Parmi les pays européens qui peuvent être considérés comme des pays en voie de développement et dont les problèmes sont analogues à ceux qui se posent aux économies en expansion dans d'autres parties du monde, l'Italie est le plus important. En fait, la réforme agraire italienne a servi d'exemple non seulement à d'autres pays semi-industrialisés, mais aussi à divers pays en voie de développement, tels que la R.A.U. Elle part du principe qu'un travailleur agricole devrait pouvoir disposer d'une superficie suffisante pour que son exploitation fournisse un rendement maximum, c'est-à-dire pour que son niveau de vie soit aussi élevé que possible et équitable par rapport à celui qu'assurent des emplois comparables dans l'industrie. Du fait de cette politique, la réforme italienne ne vise pas les propriétés privées qui sont exploitées de façon rationnelle et qui font appel aux moyens modernes de mécanisation. Même si de grands domaines sont expropriés parce que leur gestion n'est pas jugée satisfaisante, les nouveaux occupants sont souvent autorisés à poursuivre l'exploitation en commun, en s'appuyant sur des avis techniques plus compétents et à l'aide de méthodes perfectionnées. Ce sont dans une grande mesure les terres des régions nouvellement mises en valeur qui sont distribuées aux travailleurs agricoles et aux très petits exploitants.

Les régions qui ne sont pas cultivées ou dans lesquelles la culture est très extensive en raison du manque d'eau, peuvent se prêter à une exploitation plus intensive si l'on a recours à l'irrigation. Les dépenses à ce titre sont en grande partie couvertes par l'Etat, qui prend aussi à sa charge la quasi-totalité du coût du logement du nouveau colon.

Cependant, le fonds dont la superficie correspond à celle d'une exploitation jugée rentable, ainsi que le bétail et l'équipement nécessaires pour assurer le démarrage, sont fournis au colon à titre de prêt portant un intérêt modéré et remboursable à échéances convenables. Dans la phase initiale, l'Etat italien a dû pourvoir au financement de ces plans, mais on a maintenant créé des organismes coopératifs pour canaliser les opérations de recouvrement des anciens prêts et celles qui ont trait aux prêts nouveaux. On s'occupe activement d'organiser ces services et d'autres encore, par exemple pour la vente et l'achat des produits, y compris les engrais, sur une base commerciale normale. Un organisme public assure les services de consultation technique et de tracteurs.

Dans ces limites, les réformes décrites ci-dessus ont donné de bons résultats en améliorant la condition des travailleurs sans terre et des très petits exploitants. Mais si l'on tient compte du nombre total de ceux qui désireraient bénéficier de ces conditions favorables, la proportion des demandes satisfaites est très faible. Cependant, la tendance générale de la main-d'œuvre à s'orienter davantage vers l'industrie ainsi que l'amélioration des techniques agricoles s'affirment rapidement dans tout le pays. Si la réforme agraire constitue un problème général dans le cadre de l'économie italienne, ce problème se pose de façon particulièrement aiguë dans des régions déterminées et en particulier dans le sud. Une industrialisation plus poussée du pays devrait permettre au gouvernement italien d'appliquer de façon plus énergique les mesu-

res de réforme agraire, de manière à permettre à tous ceux qui doivent rester dans le secteur agricole de travailler dans des conditions d'efficacité et d'obtenir un niveau de vie raisonnable.

Partout où l'on juge souhaitable, en vue d'une utilisation plus rationnelle de quelque service essentiel, d'opérer à plus grande échelle que ne le permet l'exploitation moyenne du nouveau colon, on a souvent adopté une formule coopérative satisfaisante. Le fait que la proportion de la population vivant de l'agriculture décroît rapidement, tandis qu'augmentent les exigences techniques, pose d'importantes questions en ce qui concerne la taille d'une exploitation rentable, c'est-à-dire offrant un débouché sufisamment rémunérateur pour les investissements en capital et en travail. Certaines coopératives d'agriculteurs non propriétaires en arrivent même à mettre en commun le produit du travail et à le répartir sur la base des recettes nettes, bien que cela n'assure pas toujours aux intéressés un montant équivalent au salaire minimum des ouvriers agricoles prévu par la loi. Semblables situations ont toutefois un caractère transitoire et, par la suite, seules subsisteront les exploitations individuelles ou collectives qui offriront la possibilité d'une utilisation rationnelle des ressources, parmi lesquelles il faut compter le travail de l'agriculteur lui-même.

Yougoslavie

Une réforme agraire de grande envergure a eu lieu en Yougoslavie après la deuxième guerre mondiale. La majeure partie des terres expropriées provenait de fonds appartenant à des familles allemandes qui avaient quitté le pays, mais une bonne proportion provenait aussi de propriétés privées et d'organisations religieuses, dont les terres en excédent avaient été séquestrées sans indemnité. Ces terres furent distribuées gratuitement aux petits exploitants et, dans une moindre mesure, aux travailleurs agricoles. Environ 25 pour cent de la superficie disponible furent absorbés par les fermes d'Etat ou les coopératives, dont certaines furent utilisées comme centres de recherche agricole. Toutes les nouvelles colonies furent en substance organisées en fermes collectives, mais jusqu'en 1948 on toléra encore un grand nombre de petites exploitations privées. Em 1948, l'urgente nécessité de développer au maximum la production agricole poussa les autorités à entreprendre une action énergique pour étendre le système collectiviste à l'ensemble des terres agricoles. Si, en théorie, les agriculteurs étaient censés n'entrer que de leur plein gré dans les coopératives, en fait ils y furent vivement encouragés par l'offre d'avantages divers: exemptions fiscales, sécurité sociale, etc. Le gouvernement espérait obtenir ainsi des livraisons massives des fermes collectives, dont le nombre passa de 780 en 1947 à 6 984 en 1950. Même ainsi, le système collectiviste ne s'appliquait encore qu'à une faible proportion de la superficie cultivée et de la population agricole.

Les tendances de la productivité restaient cependant décevantes dans les fermes collectives et la situation critique créée par la sécheresse en 1950 interrompit tout nouveau développement de la collectivisation. Le régime des livraisons obligatoires et les contrôles des prix appliqués aux céréales produites par des exploitants privés furent beaucoup assouplis. On insista à nouveau sur le caractère volontaire de la participation aux fermes collectives et sur leur autonomie; les agriculteurs qui devenaient membres d'une coopérative agricole pouvaient rester propriétaires de leur fonds et percevoir un loyer, de même qu'ils étaient autorisés à conserver pour leur propre usage jusqu'à un hectare de terre. Un nombre surprenant d'agriculteurs profitèrent de la permision qui leur était donnée de se retirer des coopératives. En conséquence, le nombre de ces dernières tomba de près de 7 000 en 1950 à 875 en 1954. Les défections furent surtout enregistrées parmi les agriculteurs relativement prospères, de sorte que ceux qui restèrent dans les coopératives étaient les travailleurs les plus démunis et les moins capables. En 1953, la superficie maximum des exploitations individuelles fut fixée à 10 hectares, les terres en excédent étant réquisitionnées pour former des exploitations collectives. En 1958, les coopératives agricoles occupaient 3,4 pour cent des terres arables; l'Etat en contrôlait 5,2 pour cent et tout le reste était aux mains de particuliers et exploité par une multitude de petits agriculteurs.

L'objectif officiel de la politique agraire reste cependant la création d'exploitations collectives ou admettant une forme de coopération très poussée, car on considère que seul ce système permet d'atteindre une productivité maximum. On compte que le moment viendra où les coopératives et les fermes d'Etat actuelles démontreront la supériorité du système collectiviste. Entre-temps, la participation aux coopératives reste facultative et leur nombre est à l'heure actuelle restreint. Mais le cadre social et institutionnel reste favorable à l'extension des formes coopératives et collectives d'agriculture. On encourage les coopératives à acheter le plus possible de terres, tandis que les agriculteurs privés ne sont

pas admis à bénéficier des services sociaux ou sont les derniers à y avoir accès, comme par exemple dans le domaine du crédit. En vertu de la loi de 1959 sur l'utilisation des terres, même les exploitations privées doivent être gérées sur la base d'un plan établi par le comité populaire de la commune. Comme celle-ci contrôle le plan d'utilisation des terres et les moyens d'exécution, les exploitants privés se trouvent aux prises avec les plus grandes difficultés. Ces prochaines années seront donc déterminantes pour les progrès de la réforme agraire et le développement agricole en Yougoslavie.

Europe orientale

Il est intéressant de noter que dans le cadre d'une économie de type totalement différent, la tendance à étendre la superficie des exploitations, observée dans d'autres pays d'Europe, se retrouve sur le territoire soviétique. En U.R.S.S., la taille moyenne des exploitations collectives ou *kolkhozes* augmente, tandis que le nombre de ces exploitations diminue. Le nouveau programme concernant les terres vierges fait surtout intervenir le système des fermes d'Etat ou *sovkhozes*. Il n'est pas facile d'obtenir une évaluation objective des résultats nets auxquels aboutissent ces divers modes d'organisation. Fait remarquable, plus de 40 pour cent des disponibilités totales de pommes de terre et de légumes, d'ovins, de porcins et de bovins proviennent des exploitations individuelles.

Parmi les autres pays d'Europe orientale, seules la Bulgarie et la Tchécoslovaquie appliquent une politique de collectivisation intégrale. Ailleurs prévaut généralement une forme de collectivisation dite inférieure ou partielle. Si la volonté d'obtenir les avantages d'une culture à grande échelle est évidente, il ne semble pas que l'on ait obtenu une adhésion massive aux conditions du travail agricole collectif. Bien que, dans l'ensemble, le pourcentage des terres comprises dans les exploitations à gestion collective tende à augmenter, le problème ne saurait donc encore être considéré comme résolu. L'évolution ultérieure sera suivie avec un intérêt considérable.

La collectivisation a été relativement aisée dans certaines zones particulières, telles que plantations expropriées, grands domaines exploités selon des méthodes modernes faisant intervenir la mécanisation, ou territoires englobés dans les frontières nationales par suite de la guerre. Le système adopté dans ces zones est celui des fermes d'Etat, où les ouvriers travaillent uniquement comme salariés, de même que dans l'industrie. Le rendement économique net des fermes d'Etat est très variable car il dépend des caractéristiques physiques aussi bien que de la forme d'organisation. En Pologne, les résultats n'ont pas été très concluants. En réalité, on peut dire de la plupart des pays d'Europe orientale que si leurs méthodes révolutionnaires leur permettent d'éviter les écueils d'ordre administratif et financier que peuvent représenter par exemple l'évaluation et le paiement d'indemnités, ils ne semblent pas encore avoir mis au point une forme d'organisation des travailleurs agricoles qui assure les avantages de l'exploitation à grande échelle sans mettre en péril l'esprit de coopération volontaire.

AMÉRIQUE DU NORD

Comparée à l'Europe, où la plupart des pays ont atteint un stade d'industrialisation très poussé, l'Amérique présente les situations les plus variables. Au Canada et aux Etats-Unis, il se pose peu de grands problèmes de réforme agraire, bien que certaines régions, comme la Province de Québec au Canada, semblent pouvoir illustrer de quelque manière presque tous les types de réforme. Tant du point de vue des investissements que du point de vue de l'emploi, les conditions de l'agriculture se rapprochent autant qu'il est possible de celles de l'industrie, compte tenu des caractéristiques géographiques, des aptitudes de la population et des moyens techniques disponibles. Dans les deux pays, et spécialement aux Etats-Unis, il existe une nette préférence pour le faire-valoir direct et, afin de permettre à des exploitants relativement modestes d'opérer dans des conditions d'efficacité, les institutions voulues ont été mises sur pied, dans le domaine de la vulgarisation et du crédit par exemple. La Farmers' Home Administration et d'autres services qu'entretient le Département de l'agriculture des Etats-Unis représentent l'une des plus importantes formes de soutien systématique du petit et moyen agriculteur désireux de conduire de façon rationnelle une exploitation que l'on peut, pour l'instant, considérer comme étant aussi satisfaisante que possible ou en tout cas rentable.

AMÉRIQUE LATINE

L'Amérique latine est, de loin, la région la plus importante où l'on recherche encore activement une solution aux problèmes posés par la réforme agraire.

Les énormes différences de superficie entre les exploitations constituent une caractéristique frappante de l'économie agraire de la région. La majeure partie des terres est entre les mains de quelques gros propriétaires, tandis que la masse des cultivateurs ne dispose que d'un faible pourcentage de la superficie totale. Les grands domaines sont utilisés de façon relativement extensive, pour l'élevage par exemple, tandis que les petites exploitations, cultivées sans méthode, servent surtout à assurer la subsistance des occupants. Le titre légal de ces derniers est loin d'être établi et leur nombre s'accroît. On peut dire que, le plus souvent, les grandes comme les petites exploitations sont conduites de façon irrationnelle. De nouvelles mesures énergiques ont récemment été prises dans plusieurs pays de l'Amérique latine pour réaliser une répartition moins inégale des terres et remédier à la fréquente inefficacité des modes d'exploitation. Il serait intéressant de s'y arrêter plus longuement.

Mexique

Au Mexique, l'expropriation des grandes plantations et la redistribution des terres parmi les communautés agricoles ont eu lieu il y a plusieurs années. A l'époque, cette réforme avait presque un caractère révolutionnaire. Le problème des *latifundia*, immenses domaines mal cultivés qui appartenaient généralement à des propriétaires absentéistes, semblait avoir été résolu. Mais le système qui a remplacé les *latifundia* — celui des *ejidos* exploitées individuellement ou collectivement — devra encore être beaucoup perfectionné avant que l'on puisse dire qu'il a fait ses preuves, du point de vue de l'efficacité de la production agricole et du niveau de vie des agriculteurs.

Outre les incidences du régime foncier qui restent à définir — question de la cessibilité de la proprieté, par exemple — la réforme doit encore être complétée par des mesures de caractère plus positif: travail de vulgarisation plus étendu et plus systématique, octroi de fonds suffisants et création d'installations pour la commercialisation. Partout où des progrès sensibles ont été accomplis, comme par exemple dans les régions où l'on pratique de façon intensive les cultures d'exportation, des normes assez élevées ont été atteintes tant du point de vue de la productivité que du point de vue du bien-être. Il faudra aussi, semble-t-il, encore un certain temps pour organiser dans tout le Mexique des coopératives agricoles démocratiques pour mettre en œuvre bon nombre de ces réformes. Les autorités mexicaines étudient tous les éléments qui doivent contribuer au succès d'une réforme agraire constructive.

Dans maints pays de l'Amérique du Sud, où il reste encore des terres à coloniser, la question de l'installation des migrants ou immigrants en vue de réaliser une agriculture plus intensive retient davantage l'attention qu'une réforme agraire de type classique. En pareil cas, l'aspect le plus important du régime foncier n'est pas la superficie de l'exploitation mais sa gestion rationnelle. Si, par conséquent, l'existence de grandes exploitations ne semble pas en soi soulever d'opposition, on s'efforce de réagir contre l'utilisation irréfléchie et le gaspillage des ressources qu'elles pourraient offrir. Par exemple, le fait de consacrer de grands domaines uniquement à l'élevage des bovins, alors que le pays a un besoin pressant de cultures vivrières, de céréales, de légumes, est considéré comme anti-social et, au delà d'une superficie maximum qui varie selon la structure agricole de chaque région, l'Etat se réserve le droit d'exproprier, moyennant une juste indemnité, les terres en excédent.

Partout où domine la grande propriété, la question des conditions de fermage se pose avec acuité, bien que dans les plantations et domaines gérés par les propriétaires, le principal problème soit celui de la main-d'œuvre agricole. La plupart des Etats de l'Amérique latine, tels que le Costa Rica, le Nicaragua, la Colombie, Cuba et le Pérou, ont adopté une législation étendue en matière de régime foncier, y compris le contrôle du taux des fermages. En Colombie, la politique fiscale est dirigée contre les exploitations antiéconomiques et l'utilisation irrationnelle des terres. Le fermage maximum que peuvent demander les propriétaires est fixé à 5 pour cent de la valeur du fonds au Guatemala et à 6 pour cent au Pérou. Mais l'existence d'une législation n'entraîne pas nécessairement l'application scrupuleuse ou infaillible des lois. Le dénuement et l'ignorance du fermier moyen sont si complets que la protection offerte par la loi est rarement efficace. Il en est ainsi dans le monde entier et les pays de l'Amérique latine ne constituent pas une exception.

Pérou

Depuis qu'elle prend davantage en main ses intérêts professionnels, la population agricole voit son sort s'améliorer constamment. En 1960, la Commission de la réforme agraire constituée au Pérou en 1956 a présenté au Congrès, pour examen, son rap-

port accompagné d'un projet de loi sur la réforme agraire. Les mesures proposées couvrent l'ensemble du problème. Elles prévoient la fixation d'un plafond en matière de propriété foncière, ainsi que l'acquisition et la redistribution des terres en excédent. Des mesures constructives ont également été recommandées, telles que le remembrement des exploitations petites et morcelées et la création de services de vulgarisation. Etant donné l'importance que revêtent les droits en matière d'eau dans plusieurs parties du Pérou, il a été suggéré de les réglementer de manière à assurer une distribution équitable et une utilisation rationnelle des eaux. Les communautés indigènes posent un problème important et elles constitueront l'une des responsabilités majeures de l'Institut de la réforme agraire et de la colonisation récemment créé. Ces communautés indigènes retiendront spécialement l'attention dans le cadre de l'enquête préalable à la colonisation effectuée avec l'aide du Fonds spécial des Nations Unies. Le Honduras, où une Commission de la réforme agraire a été constituée en 1960, adoptera probablement un parti analogue.

Equateur

En Equateur également, une Commission de la réforme agraire a été créée en 1961; un expert de la FAO s'associe à ses travaux. Une enquête préalable à la colonisation sera effectuée dans cette région avec l'aide du Fonds spécial des Nations Unies, de sorte qu'une fois adoptées par le Congrès, les mesures de réforme agraire proposées par la Commission pourront être systématiquement appliquées. La réforme agraire en est à son stade initial en Equateur. Le gouvernement étudie un projet de loi agraire. Il est probable qu'aucune limitation de superficie ne sera imposée aux exploitations conduites selon des critères techniques satisfaisants et qui appliquent aux ouvriers des conditions équitables. Le parcellement de vastes terres domaniales est en cours au bénéfice des exploitations de moyenne étendue. La législation en matière de régime foncier en est aussi au stade des études préliminaires. Une loi générale protège les intérêts des travailleurs salariés du secteur agricole comme des autres secteurs d'occupation. Son application n'est cependant pas très stricte, tout au moins en agriculture. Pour diverses raisons, et notamment en conséquence de l'application indiscriminée de la loi sur les successions, le morcellement des exploitations tend à s'accentuer, mais des mesures devront être prises pour combattre ce phénomène.

Venezuela

Au Venezuela, une loi sur la réforme agraire adoptée en 1960 fait obligation aux propriétaires de diriger eux-mêmes l'exploitation et de veiller à son efficacité pour justifier leurs titres. S'il n'existe pas de limitation stricte de superficie en ce qui concerne les terres pouvant être affermées, les exploitations en faire-valoir direct ne peuvent avoir plus de 150 hectares. L'Etat s'est réservé le droit d'acheter des terres et de les redistribuer aux petits et moyens exploitants. Les mesures habituelles pour la protection des locataires ont été prévues par la loi. Des taux maximums de fermage variables selon les régions ont été fixés. L'expulsion d'un locataire ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable de l'Institut agraire national. En règle générale, le locataire a un droit de préemption si le fonds qu'il occupe est mis en vente.

Porto Rico

L'île de Porto Rico, qui offre une situation particulière du point de vue historique aussi bien qu'administratif, présente certaines caractéristiques importantes sur le plan de la réforme agraire. La superficie agricole est limitée, et l'accroissement démographique a été assez rapide. Le problème habituel du surpeuplement des campagnes assume donc un caractère permanent et l'émigration définitive aussi bien que saisonnière des chômeurs aux Etats-Unis ne suffit pas à la résoudre. Depuis plusieurs années, une loi autorise le gouvernement de Porto Rico à acheter aux propriétaires qui possèdent plus de 200 hectares leurs terres en excédent, mais l'application de cette loi s'est souvent heurtée à l'insuffisance des ressources financières ainsi qu'à un fléchissement de la conscience civique. Des progrès considérables ont cependant été accomplis ces derniers temps et le service foncier créé spécialement à cet effet encourage activement la mise en œuvre des mesures de réforme agraire.

A Porto Rico, le prix de toute exploitation attribuée à un agriculteur doit être remboursé en 40 ans. Les très petites exploitations ne sont pas imposables. Les transferts de biens-fonds sont autorisés avec l'assentiment du service foncier. Les vastes plantations de canne à sucre de Porto Rico offrent un exemple intéressant de la manière dont sont appliquées les lois de réforme agraire. Ces plantations ont été rachetées par le service de la réforme agraire, mais il n'était évidemment pas pratique de les subdiviser en petites exploitations, de sorte qu'elles sont gérées

directement par le service agraire lui-même. Les ouvriers travaillant sur la plantation reçoivent le salaire minimum autorisé, plus une prime à la production équivalant à celle qu'ils toucheraient dans une exploitation coopérative. Ce système de gestion directe par le service foncier fait l'objet d'études vigilantes, mais on dit qu'il fonctionne de façon assez satisfaisante.

Cuba

En juin 1959, Cuba a promulgué une loi de réforme de la structure agraire, aux termes de laquelle l'excédent de terres des exploitations de plus de 4 000 hectares environ a été exproprié d'autorité. Pour faciliter la continuité de l'exploitation des grandes plantations de canne à sucre auxquelles s'appliquait cette loi, environ 800 coopératives, disposant chacune d'une superficie de 1 300 à 1 400 hectares, ont été constituées. Vers ces coopératives sont dirigés les ouvriers sans terre qui travaillent normalement dans les plantations de canne à sucre. Ces exploitations à gestion coopérative occupent maintenant environ la moitié de la superficie totale plantée en canne à sucre. En vertu d'une autre loi d'octobre 1960, plus de 160 sucreries ont été expropriées; elles sont maintenant gérées par le Conseil des sucreries, qui relève de l'Institut national de la réforme agraire. Les terres expropriées qui ne sont plas plantées en canne à sucre sont attribuées aux petits exploitants. On a entrepris de grouper ces exploitations individuelles en fermes du peuple de bonnes dimensions. L'Institut national de la réforme agraire fournit, par l'entremise de ses propres organes, le crédit, les machines et les autres biens nécessaires aux petites exploitations comme aux coopératives.

PROCHE-ORIENT

Si les pays du Proche-Orient présentent d'évidentes analogies physiques et géographiques, du point de vue de la réforme agraire, ils offrent de sensibles contrastes, aussi bien quant au contenu qu'au mode d'application. Entre l'exemple d'Israël, où l'organisation de la réforme agraire est très poussée et les plans efficacement administrés, et celui de l'Irak et de l'Iran, où des mesures ont récemment été prises en matière de réforme agraire, on relève une gamme de situations.

Iran

En Iran, la réforme agraire comprend trois secteurs: distribution d'une partie des terres de la Couronne; distribution de terres appartenant à l'Etat; redistribution de l'excédent de terres des particuliers, conformément à la loi de réforme agraire de 1960. Les distributions de terres de la Couronne, entreprises en 1952, portent sur un total d'environ 500 000 hectares répartis sur quelque 2 000 villages. Vers avril 1961, à peu près la moitié de cette superficie avait déjà été attribuée à environ 30 000 familles. Les nouveaux propriétaires sont tenus de payer le prix auquel a été évalué leur fonds en 25 annuités, plus une taxe de service de 15 pour cent pendant 15 ans. L'étendue de ces exploitations varie de 3 à 15 hectares selon le degré de fertilité, les possibilités d'irrigation et autres avantages. L'application du plan de réforme, y compris l'assistance aux nouveaux exploitants, est confiée à la Banque Omran, banque privée qui est étroitement associée à la famille royale et qui bénéficie d'une aide de la United States Operation Mission. Le manque d'irrigation et les taux d'intérêt élevés sont deux des obstacles qui s'opposent à l'épanouissement de la communauté agricole en Iran. Depuis 1955, une portion des terres domaniales a aussi été distribuée aux agriculteurs, mais il n'existe pour l'instant aucun plan d'ensemble pour faire aboutir cette réforme. Il reste encore à assurer convenablement le crédit et les autres services nécessaires aux agriculteurs qui doivent payer le prix des terres domaniales à eux attribuées. La loi de réforme agraire de mai 1960 limite de façon générale à 400 hectares pour les terres irriguées et à 800 hectares pour les terres non irriguées, la superficie maximum des exploitations privées. Toutefois, un supplément de superficie, parfois plus important même que ce contingent de base, peut être laissé aux propriétaires pour divers motifs, de sorte que si le principe d'une limitation a été imposé par la loi, un certain nombre de réserves en restreint la portée pratique. A défaut d'un cadastrage et d'une étude des droits fonciers complets et rigoureux, la réforme agraire, sous presque tous ses aspects, est appliquée de façon inégale.

Irak

Une loi générale de réforme de l'agriculture a été adoptée en Irak en 1958, mais bien qu'un comité de la réforme ait été immédiatement créé pour veiller à son application, les premières mesures n'ont été prises que récemment. Les exploitations dont la su-

perficie dépasse 250 hectares de terres irriguées ou 500 hectares de terres non irriguées tombent sous le coup des mesures d'expropriation. Les terres expropriées et certaines terres de la Couronne rendues disponibles à cet effet sont destinées à être distribuées aux petits exploitants. Jusqu'en 1961, une superficie de près de 750 000 dunams (75 000 hectares) a ainsi été répartie entre quelque 10 000 familles. Il reste encore à distribuer 1,7 million de dunams (170 000 hectares). On estime que près de 8 millions de dunams (800 000 hectares) seront achetés ultérieurement pour être redistribués. Les familles auxquelles des terres ont été attribuées jusqu'ici représentent, d'après les estimations, environ 6 à 7 pour cent de la population à pourvoir. Le Comité de la réforme agraire se charge d'assurer aux exploitations nouvellement créées les services de tracteurs et un peu de crédit en nature, mais jusqu'à présent les dispositions prises ont été insuffisantes. Des arrangements adéquats doivent encore intervenir pour que fonctionnent des services réguliers et suffisants; on pourrait recourir par exemple à des organisations coopératives qui seraient aidées à cette fin. Les titres des nouveaux exploitants restent à définir. L'un des éléments dont il y a lieu de tenir compte est la nécessité d'empêcher que le bien d'un petit exploitant ne tombe entre les mains d'un intermédiaire auquel l'intéressé s'adresserait pour obtenir un financement. Si la Banque agricole de l'Irak, en faveur de laquelle il est proposé d'autoriser les transferts de terres, était en mesure de fournir tout le crédit nécessaire aux agriculteurs, le problème pourrait en grande partie être résolu. Mais les ressources de cette banque sont limitées. Parmi d'autres aspects importants de la mise en œuvre et de l'expansion du système de réforme agraire en Irak, figure en bonne place la fourniture de services dans le cadre institutionnel.

Soudan

Les systèmes d'exploitation et de tenure sont extrêmement variés au Soudan. Tant au nord qu'au sud, on trouve des cultures itinérantes et des troupeaux nomades, mais au centre (dans la région de Djezirah par exemple), l'agriculture est très développée. Sous la pression des besoins alimentaires croissants des zones urbaines, des plans ont été établis en vue de la culture mécanisée, en terrain non irrigué, de sorgho ou doura. Dans les régions où, grâce aux autorisations de pompage ou à l'existence d'un système de cultures privilégiées donnant droit à quelque dégrèvement et autres avantages, il est possible d'exercer un contrôle sur les conditions de jouissance, les fermiers constituent une classe bien protégée et reçoivent en fait une portion équitable du produit et des recettes. Le fermier enregistré manifeste parfois une certaine tendance à assumer un rôle intermédiaire, que l'administration doit combattre avec vigilance. Dans le reste du pays, où prévalent des systèmes traditionnels de tenure et d'exploitation, on ne voit guère, en dehors de la réglementation courante du taux des fermages, ce qui pourrait être fait pour assurer une meilleure utilisation du sol et une répartition plus satisfaisante de ses produits. Il pourrait cependant y avoir de bonnes possibilités de remembrement des terres dans les zones de la province septentrionale qui bordent le Nil. Un programme de développement agricole énergique et étendu doit être entrepris pour créer les conditions grâce auxquelles les mesures de réforme agraire pourront acquérir plus de valeur pratique.

République arabe unie

Depuis les transformations révolutionnaires de 1952, la nécessité de réglementer le fermage est largement reconnue dans la Région égyptienne de la R.A.U. Les lois agraires égyptiennes prévoient des baux écrits dont elles fixent la durée minimum, instituent le contrôle des loyers, dont le montant ne peut dépasser au maximum 7 fois la valeur estimée de la terre, et imposent des restrictions en matière de sous-location à des personnes ne pratiquant pas l'agriculture. Viennent ensuite, par ordre d'importance, les lois qui visent à assurer un traitement équitable aux ouvriers agricoles. Dans presque toutes les parties du pays, on a souvent recours à la main-d'œuvre salariée pour certaines phases importantes de la culture du coton. Il existe un mécanisme pour déterminer les salaires agricoles minimums dans les différentes régions, mais l'absence d'une organisation solide parmi les travailleurs et la difficulté de trouver d'autres emplois rendent très incertaine l'application de cette législation. Les opérations d'expropriation des terres appartenant à des particuliers exploitant plus de 200 feddans (environ 80 hectares) et la distribution de ces terres aux petits exploitants, entreprises par le gouvernement révolutionnaire, sont maintenant presque achevées.

Les anciens propriétaires continuent de percevoir une indemnité, mais la période de remboursement a récemment été portée de 30 à 40 ans, tandis que le taux d'intérêt était ramené de 3,5 à 2,5 pour cent; on a estimé en effet que cette revision était nécessaire pour tenir compte de la capacité économique de la masse

des nouveaux exploitants. La pression démographique reste forte et l'on espère que les terres qui seront mises en valeur à la suite de la construction du grand barrage d'Assouan faciliteront la solution de ce problème en créant de nouvelles possibilités d'établissement. L'expérience déjà acquise dans maintes colonies agricoles en Egypte fournit suffisamment de données d'ordre technique et administratif pour permettre une planification plus systématique des nouveaux établissements. Des projets pilotes de colonisation seront certainement mis en œuvre dans les zones en voie de développement.

La réforme agraire égyptienne s'inspire en grande partie du principe selon lequel un cultivateur a plus à souffrir d'un mauvais rendement que de son propriétaire. Cette importance accordée à la productivité est capitale, car les objectifs sociaux de la réforme ne pourraient être atteints s'ils avaient à cet égard une incidence négative. La loi agraire égyptienne prévoyait que tous les nouveaux exploitants devaient adhérer à des sociétés coopératives à fonctions multiples; dans la phase initiale, celles-ci ont bénéficié de l'aide active de la Haute Commission de la réforme agraire, qui était en mesure de leur fournir des avis techniques et le concours d'un personnel de gestion expérimenté.

La Banque agricole et coopérative a accordé une assistance de plus en plus large à ces coopératives agricoles, qui ont pu ainsi se procurer le crédit nécessaire. La commercialisation également a été organisée sur une base coopérative et le recouvrement des prêts est satisfaisant. Des résultats plus concrets pourraient être obtenus si l'on entreprenait une étude systématique de la situation, mais tout porte à croire que la productivité s'est sensiblement améliorée sur les terres attribuées aux petits exploitants. Le mérite en revient pour une bonne part aux services de coopération et de vulgarisation dont l'Etat a activement encouragé la création. La Banque agricole et coopérative se transforme rapidement en un établissement central de crédit exclusivement destiné aux coopératives. Dans ces dernières, ses opérations de prêt ont intéressé un nombre sans cesse croissant de sociétés coopératives et le montant moyen des prêts consentis aux agriculteurs qui en font partie a aussi augmenté.

Le programme de réforme agraire de la Région syrienne de la R.A.U. repose sur deux lois qui sont entrées en vigueur en septembre 1958. La première traite des rapports entre propriétaires, locataires et ouvriers agricoles. Elle prévoit des baux écrits d'une durée minimum de trois ans et fixe par région le montant maximum exigible à titre de loyer. La seconde, qui est la principale loi de réforme agraire, fixe à 80 hectares pour les terres irriguées et à 300 hectares pour les terres non irriguées la superficie maximum des exploitations privées. En outre, chaque propriétaire a droit pour sa femme et ses enfants à un supplément de superficie pouvant atteindre 40 hectares de terres irriguées ou 160 hectares de terres non irriguées. Ces limitations de superficie ne s'appliquent pas aux sociétés coopératives et entreprises industrielles. Lors de la redistribution des terres en excédent, priorité est donnée aux fermiers et en particulier à ceux qui ont des familles nombreuses. L'indemnité versée aux propriétaires est égale à dix fois la valeur locative estimée et elle est payable sous la forme d'effets à 40 ans portant intérêt à 1½ pour cent. D'après les derniers renseignements disponibles, en mars 1961, 1 543 641 hectares auraient été repris aux propriétaires, qui ne disposeraient plus au total que de 957 139 hectares. Environ 40 pour cent des terres pouvant être expropriées ont été achetés; la redistribution s'opère toutefois avec une certaine lenteur: en mai 1961, 136 171 hectares seulement avaient été attribués à 8 508 familles. Il faut évidemment du temps pour procéder au cadastrage et à l'examen détaillé des titres, mais ces périodes de flottement et d'inaction relative, si elles se prolongent trop, compromettent généralement le processus de relèvement ainsi que la productivité du sol. De même que dans la Région égyptienne, les agriculteurs auxquels on attribue un fonds sont tenus d'adhérer à une société coopérative, qui est censée leur fournir tous les concours et services nécessaires.

Israël

Deux circonstances qui se rattachent à la réforme agraire et à la colonisation en Israël ont un caractère quelque peu exceptionnel. Avant la création de l'Etat indépendant d'Israël, le Fonds national juif devait acheter des terres pour les distribuer aux immigrants. Par suite de la guerre, la quasi-totalité des terres arables du pays devint propriété de l'Etat. Le gouvernement israélien, agissant en collaboration étroite avec le Fonds national juif, entreprit de développer et de coloniser systématiquement ces terres. Du point de vue du régime foncier, les nouvelles colonies étaient composées de membres auxquels le gouvernement reconnaissait un droit conditionnel. Pour l'instant tout au moins, aucun colon ne possède de droits légalement transférables sur la terre qui lui est attribuée. Tous les services, techniques aussi bien que

financiers, sont fournis par l'Etat, par le Fonds national juif ou par des organismes patronnés par les pouvoirs publics. Cette situation est relativement récente, mais il sera intéressant de suivre le déroulement des opérations visant à conférer un titre sûr et transférable aux exploitants et à rapprocher le mode de fonctionnement des institutions de financement et de commercialisation de ce qu'il serait normalement dans le secteur agricole sans l'intervention directe de l'Etat.

On trouve en Israël tous les types de régime foncier, depuis la ferme d'Etat et la plantation gérée en société jusqu'aux exploitations individuelles dans les villages plus anciens et au régime coutumier des bédouins. Dans presque tous les cas, sauf dans le dernier, les normes d'exploitation vont en s'améliorant. En fait, le critère de l'efficacité est appliqué de façon plus délibérée en Israël que nulle part ailleurs dans la région pour apprécier la valeur d'un mode déterminé d'occupation des terres. Les exploitations collectives ou *kibboutzim* jouissent encore d'un grand prestige, mais on se rend compte que leurs mérites particuliers résident davantage dans leurs attributs sociaux que dans leurs caractéristiques économiques. D'autres formes d'organisation agricole, comme par exemple celle qui consiste à créer des coopératives de services pour des groupes d'exploitations familiales, donnent des résultats économiques tout aussi bons sinon meilleurs. Il est vrai que les *kibboutzim* se prêtent mieux que d'autres types de colonisation à l'économie de capital, à la diversité des cultures et à la spécialisation du travail, mais ceci est compensé ailleurs par un intérêt personnel plus soutenu et par une utilisation plus intensive de la main-d'œuvre.

Les nouveaux immigrants, qui proviennent de pays ayant atteint des niveaux différents d'évolution technologique et sociale, préfèrent s'intégrer à un milieu capable de préserver la vocation et l'identité sociale de la famille. Les conditions de jouissance et d'exploitation des terres sont très variées en Israël et sont actuellement en pleine évolution. La souplesse du régime foncier permet d'ajuster plus facilement en fonction l'une de l'autre la structure de la production agricole et la superficie optimum des exploitations. Lorsque le rapport entre les spéculations agricoles et le régime foncier fait intervenir aussi bien les petites exploitations familiales que les entreprises collectives ou les fermes coopératives, il est possible de choisir le type d'organisation le plus favorable à la production. Il sera utile de suivre ces développements pour mieux apprécier les mérites sociaux et économiques de différentes conceptions du régime foncier.

Extrême-Orient

En un sens, l'étude de la réforme agraire dans les pays asiatiques permet d'apprécier la portée de cette réforme et les méthodes utilisées dans ce domaine par les pays en voie de développement. Dans plusieurs pays d'Afrique, c'est pratiquement à partir de zéro que doit s'effectuer le progrès social et économique — situation qui présente des avantages et des inconvénients pour les responsables de la réforme agraire. Par contre, la plupart des pays d'Asie sont habités depuis des siècles par des collectivités nombreuses qui, à un moment quelconque de leur histoire, ont pu estimer avoir atteint, d'après les critères technologiques alors en vigueur, un degré élevé d'expansion économique. Le processus d'évolution et de progrès de ces sociétés est une sorte de renaissance. Toute mesure de réforme risque de se heurter à des intérêts constitués, tandis que la pression en faveur d'un changement vient de la grande masse, relativement démunie de ressources. Dans cette situation, le besoin se fait sentir d'une action collective à l'échelon national. Toutefois, même les nations n'ont parfois que des moyens très limités. Il est essentiel de réaliser un progrès social, ce qui sous-entend la mise en place d'un régime foncier et d'un système d'utilisation des terres satisfaisants, subordonnée à l'adoption de diverses mesures intermédiaires et transitoires. La réforme agraire, au même titre que d'autres projets de développement du même ordre, doit être considérée comme une étape vers la création de structures socio-économiques plus harmonieuses. Pour préparer et réaliser cette évolution, les conseils et l'aide d'institutions internationales sont de la plus haute utilité. L'expérience acquise lors de l'exécution des programmes de réforme agraire bénéficiant d'une assistance internationale sera précieuse tant pour l'Extrême-Orient que pour d'autres régions.

Jusqu'aux premières manifestations du courant de réforme, ces anciennes contrées connaissaient tous les maux caractéristiques d'un régime foncier retardataire du point de vue économique et socialement injuste. D'une part, les propriétaires réalisaient d'énormes bénéfices en imposant des taux de fermage exorbitants. D'autre part, l'accroissement rapide de la population et la régression économique faisaient qu'en fait la terre était cultivée par des paysans pauvres, prêts à n'importe quel sacrifice pour obtenir du travail et parvenir à subsister. C'est ainsi que même dans les régions où semblait dominer la grande propriété, comme par exemple en Inde, dans les zones soumises au régime du *zamin-*

dari, les exploitations souvent morcelées n'offraient même pas une superficie suffisante pour être rentables.

Cette situation, qui portait en soi des éléments délétères comme les fermages élevés et la faible productivité, était aussi génératrice d'autres abus, tels que l'obligation faite au fermier de travailler pour son propriétaire et la nécessité dans laquelle il se trouvait de céder à celui-ci ou à un marchand, pour un prix défavorable, sa part de produits. Sous une forme ou une autre, ces maux existaient dans tous les pays d'Extrême-Orient, et il faut donc que les mesures destinées à y remédier couvrent simultanément un grand nombre d'aspects de la réorganisation agraire. Si les problèmes à résoudre et les mesures adoptées présentent une grande similitude dans l'ensemble de la région, chaque pays, selon la situation et la structure qui lui sont propres, a pris certaines dispositions caractéristiques.

Birmanie

Le gouvernement, qui s'est constitué en Birmanie après la deuxième guerre mondiale, s'est prononcé en faveur d'un type moderne d'organisation sociale et économique. Aux termes de la Loi sur la nationalisation des terres, tout lot de plus de 50 acres (20 hectares) pouvait être exproprié moyennant le versement par l'Etat d'une indemnité. Les terres ainsi obtenues ont été redistribuées aux fermiers, petits exploitants et ouvriers agricoles. Leur superficie allait de 5 à 7 acres (2 à 3 hectares), l'idée étant celle de constituer des exploitations pouvant être cultivées par une famille d'agriculteurs possédant une paire de bœufs. Les nouveaux exploitants ne pouvaient céder leur fonds à moins d'y être autorisés par les autorités compétentes, et devaient devenir membres d'une société coopérative. Il n'était pas prescrit de système particulier d'exploitation coopérative, mais les cultivateurs devaient constituer des équipes d'assistance mutuelle. Des comités de la réforme agraire furent constitués dans les villages et à l'échelon du district. Si les problèmes de structure agraire étaient ainsi réglés, on ne disposait pas des ressources – personnel qualifié, méthodes et outillage modernes – nécessaires au bon fonctionnement du système. La mise en œuvre de la Loi sur la nationalisation des terres a été suspendue en 1958, et des enquêtes approfondies sont en cours pour déterminer les modifications qui devraient éventuellement être apportées à sa structure ou à ses modalités d'application.

Ceylan

A Ceylan, la réforme agraire a des origines relativement plus anciennes. Les grandes plantations privées produisant pour l'exportation occupaient une place prédominante dans l'agriculture cingalaise. Le problème de la protection des intérêts des travailleurs employés dans les plantations a été résolu par une série de lois sur la main-d'œuvre agricole. Ces plantations ne pouvaient fournir suffisamment d'emplois pour une population en expansion, et les autres terres cultivées souffraient déja de la pléthore de main-d'œuvre. Le problème des fermiers non protégés devenait donc aigu. De nouvelles lois garantirent une certaine sécurité de jouissance et instituèrent un contrôle du taux des fermages. Cependant, il n'était pas possible d'assurer l'application générale des lois en question aussi longtemps que continuait de s'accentuer la pression d'une population rurale sous-employée. Entre-temps, la demande de céréales vivrières et particulièrement de riz augmentait, et l'on dut prendre un certain nombre de mesures en faveur de la colonisation agricole de terres domaniales.

L'adoption en 1958 de la loi sur les terres à paddy témoigne de l'importance que l'on attache aujourd'hui à l'encouragement de la productivité dans le cadre de la réforme agraire. Cette loi porte création de comités de culture chargés de diriger l'activité agricole des fermiers, le propriétaire légal continuant de percevoir un fermage fixe. La mise en œuvre de cette mesure n'est peut-être pas suffisamment générale ni homogène pour garantir l'amélioration progressive des rendements. La réussite serait plus complète si l'on disposait de ressources plus abondantes et d'un personnel plus nombreux.

Indonésie

En Indonésie, le trait saillant de la politique foncière a été jusqu'ici l'installation d'émigrants provenant des îles à population plus dense de Java et de Bali dans les îles peu peuplées telles que Sumatra. Une loi agraire fondamentale a été promulguée en 1960: elle déclare propriété de l'Etat toutes les terres, les droits de tous les exploitants pouvant être réglementés par les pouvoirs publics dans l'intérêt de la politique sociale et économique de la nation. La terre ne peut appartenir qu'à des Indonésiens de naissance. Un programme a été mis sur pied prévoyant l'enregistrement de tous les titres fonciers et l'établissement d'un plan cadastral. On prépare actuel-

lement des textes législatifs appropriés sur les baux ruraux.

Fédération de Malaisie

Dans la Fédération de Malaisie, la législation foncière relève de la compétence de chaque Etat, mais les organes législatifs fédéraux ont adopté en 1960 un texte énonçant les grandes lignes de la politique foncière devant être suivie par les gouvernements des Etats. Tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines, le gouvernement a le droit de décider sur quels lots seront prélevées les terres à attribuer aux cultivateurs. Ces exploitations peuvent consister en parcelles séparées et le système de culture est prescrit par les autorités locales. Toute sous-location ou subdivision d'une exploitation est interdite et en cas de mutation successorale, l'exploitation doit passer à un seul héritier. Dans les régions rizicoles, la loi relative aux terres affermées est très explicite, et garantit la sécurité de jouissance ainsi qu'un taux de fermage raisonnable. Toutefois, son application est loin d'être assurée, car, en cas de violation, c'est le fermier lui-même, dont les moyens sont généralement faibles, qui doit demander réparation.

Sud Viet-Nam

Dans le Sud Viet-Nam, toutes les terres de plus de 100 hectares appartenant à des particuliers doivent être cédées à l'Etat. Ces terres expropriées, ainsi que les exploitations abandonnées par les émigrants, constituent un fonds commun sur lequel sont prélevés des lots à attribuer aux petits exploitants, à raison d'environ 2 hectares de terres à paddy par agriculteur. Cette réforme agraire a été presque intégralement réalisée. A la fin de 1960, 457 149 hectares, qui appartenaient à 1 584 propriétaires, avaient été redistribués à 122 802 familles d'exploitants non propriétaires. Une loi sur les baux à ferme a été votée, qui ramène les fermages à un taux variant entre 16 et 20 pour cent de la valeur de la production et qui rend obligatoire la rédaction d'un contrat de location. Toutefois, l'insuffisance du progrès économique en général et le manque de personnel ou son impréparation ne permettent pas de mettre en œuvre à un rythme soutenu et de manière constructive les mesures visant à améliorer les conditions de fermage et le système agraire. Un fait nouveau et significatif est la création, dans des zones stratégiques, de 19 « agrovilles », communautés constituées en groupant des cultivateurs dispersés dans un centre disposant d'installations modernes. On a reproché à ce programme de ne pas tenir suffisamment compte des vœux des intéressés.

Chine continentale

La Chine continentale occupe une place à part parmi les pays d'Extrême-Orient jouissant d'un régime foncier relativement avancé. Malgré les progrès récents de l'industrialisation, la pression qu'exerce la population sur les terres arables disponibles reste très forte.

La situation agraire de la Chine demeure obscure et instable. Selon les sources officielles disponibles, on s'orienterait maintenant vers une décentralisation des communes, afin de confier les décisions pratiques aux équipes de production dont les éléments proviennent des plus petits villages. Les moyens de production restent sous la dépendance des brigades de production, qui opèrent à l'échelon des grandes exploitations collectives. Les décisions concernant la politique générale et la répartition des ressources sont du ressort de la commune. La coordination de l'activité des divers organismes est assurée par les comités régionaux du Parti communiste chinois. Les résultats ayant été décevants du point de vue de la production, on procède maintenant à une décentralisation plus poussée; en outre, les exploitants sont de nouveau autorisés à cultiver des parcelles privées pour leur propre consommation et le facteur productivité intervient dans la détermination du salaire.

Taïwan

Les progrès de la réforme agraire à Taïwan fournissent un bon exemple de mise en place graduelle d'une économie reposant sur les petits propriétaires exploitants. S'inspirant du principe selon lequel « la terre appartient à qui la cultive », le gouvernement a distribué depuis 1952 des parcelles d'une superficie moyenne d'environ 1 hectare aux fermiers et travailleurs agricoles. La proportion des fermiers dans le nombre total des ménages agricoles a été ramenée de 39 à 17 pour cent. Les fermiers jouissent de toutes les mesures habituelles de protection, comme les baux de longue durée renouvelables et les loyers modérés, ne pouvant dépasser 37,5 pour

cent de la valeur de la production. Un détail intéressant de la mise en œuvre de la réforme agraire à Taïwan est la constitution dans les zones rurales de comités d'exploitants non propriétaires et la création d'un corps spécial d'inspecteurs des conditions de fermage. Le résultat est que l'application des lois sur le fermage est, dit-on, beaucoup plus satisfaisante que ce n'est généralement le cas dans la région. Le progrès de l'enseignement dans toutes les classes sociales concourt également à la bonne application de tous les aspects de la législation agraire. Les exploitations ne peuvent être vendues ni transmises par héritage à des non-cultivateurs. Etant donné que l'indemnité versée aux anciens propriétaires de terres expropriées doit être remboursée en dix ans par les nouveaux exploitants, nombre de ceux-ci travaillent encore pour s'acquitter vis-à-vis de l'Etat. Maints propriétaires expropriés ont investi dans l'industrie les sommes perçues à titre de dédommagement.

Les petits exploitants obtiennent le crédit et les conseils techniques dont ils ont besoin par l'entremise des associations de cultivateurs établies dans tous les centres ruraux. Ces associations, subventionnées par l'Etat, possèdent leur propre personnel, qui s'occupe aussi des besoins domestiques et sociaux de leurs membres. L'habitude d'épargner et d'investir tend, dit-on, à se répandre et, dans l'ensemble, la productivité ainsi que le niveau de vie s'améliorent. On dit aussi que la jeune génération a pris en main les groupes ruraux, et l'on voit se former une société fondée sur la petite exploitation familiale.

Japon

On connaît depuis longtemps les caractéristiques principales de la réforme agraire accomplie au Japon pendant la période d'occupation qui a suivi la deuxième guerre mondiale. Un fait suffit à juger de leur portée: alors qu'avant la guerre la plus grande partie des terres arables étaient cultivées par de petits fermiers dont le sort était à peine plus enviable que celui de travailleurs agricoles liés par des contrats à long terme, aujourd'hui les terres cultivées par des exploitants non propriétaires représentent bien moins de 10 pour cent du total. En outre, ces fermiers sont fort bien protégés et ne peuvent être astreints à verser un loyer dépassant 15 pour cent de la valeur vénale de la production, sauf dans le cas du paddy, où le loyer maximum est fixé à 25 pour cent. L'indemnité prévue lors de l'expropriation des terres était déjà plutôt modeste, mais la rapide détérioration de la monnaie a rendu les conditions d'achat encore moins favorables aux propriétaires. Les prix des produits agricoles ont subi une hausse si rapide que la plupart des nouveaux exploitants, qui cultivent actuellement environ 40 pour cent de la superficie agricole, ont pu liquider en un an ou deux la dette contractée du fait de l'acquisition d'un fonds.

L'industrie japonaise connaît une telle expansion que la population agricole constitue une minorité de plus en plus réduite. La productivité générale des terres des nouveaux petits exploitants s'accroît constamment. Outre que psychologiquement et économiquement, ceux-ci sont davantage portés à l'effort que ne l'étaient les fermiers d'antan, on dispose maintenant de moyens de production (engrais, etc.) nettement supérieurs. Les mesures prises par le gouvernement afin de garantir un prix minimum rémunérateur pour les principales cultures ont aussi beaucoup encouragé à utiliser les terres agricoles de façon plus productive. Les comités agricoles locaux composés notamment de propriétaires terriens et de fermiers ont contribué à créer un climat propice à l'épanouissement économique et à l'éveil de la conscience civique au sein de la nouvelle société rurale, née d'une réforme agraire de grande envergure.

Les pouvoirs publics doivent s'efforcer, une fois accomplie la réforme agraire, d'empêcher un retour au *statu quo* en matière de propriété foncière. La loi de 1952 sur les terres agricoles visait à stabiliser la condition des cultivateurs et à accroître la productivité agricole. En 1953, le Conseil des loyers agricoles entreprit une étude approfondie de la situation économique des exploitants non propriétaires. Il calcula le taux de fermage réglementaire en partant du principe que « la somme obtenue en déduisant du revenu brut un montant représentant une rémunération équitable du travail et du capital investi, plus une part des bénéfices de l'entreprise, constitue le fermage maximum pouvant être perçu pour une terre agricole ». Selon le rapport du Conseil, la rémunération équitable du travail de l'exploitant devait être calculée à un taux capable d' « assurer un revenu minimum comparable à celui des travailleurs de l'industrie ». Ces principes d'une grande portée constituent au Japon le fondement du contrôle des fermages, qui intéresse environ 10 pour cent des superficies cultivées. Le résultat est qu'en moyenne un propriétaire ne perçoit à titre de loyer pas plus de 5 pour cent environ du revenu brut, ce qui,

déduction faite des charges fiscales (50 pour cent), lui laisse 2,5 pour cent du revenu brut de l'exploitation.

Inde

La réforme agraire qui s'accomplit en Inde présente des traits particuliers. Au nombre de ceux-ci figure en première place le mouvement Bhoodan, qui encourage les propriétaires à céder leurs terres spontanément, sans indemnité. Ce mouvement, outre qu'il est absolument volontaire, s'inspire de préceptes moraux assez exceptionnels. Il met en cause le principe même de la propriété foncière puisqu'il déclare que la terre appartient à l'ensemble de la communauté. Il suppose aussi une prise de position en faveur de l'égalité des chances pour tous, et particulièrement pour les travailleurs marginaux. Ces deux concepts, soutenus avec une ferveur presque mystique par un groupe de réformateurs peu nombreux mais constituant une élite, contribuent à créer un climat propice à la redistribution des terres. Une manifestation plus avancée encore est celle du mouvement Gramadan pour le don spontané des terres, qui a conquis des villages entiers, où la vie sociale et économique de la communauté est adaptée aux notions nouvelles de régime foncier et d'utilisation des terres. On rapporte qu'à la fin de 1960, près de 5 000 villages avaient adhéré au mouvement par décision spontanée de tous les propriétaires terriens. Le système d'utilisation des terres que prônent les réformateurs n'est pas clairement défini. L'exploitation en commun, si elle n'est pas expressément condamnée, n'est pas non plus encouragée. Quoi qu'il en soit, l'effort nécessaire aussi bien sur le plan du droit que sur celui de l'administration, de l'organisation et des finances pour donner un effet concret et durable à ces actions bénévoles, a mis à dure épreuve l'ingéniosité des réformateurs. Le processus de réforme et de remembrement a pris diverses formes et atteint un stade plus ou moins avancé selon les villages.

Des progrès plus évidents ont été réalisés en ce qui concerne l'offre spontanée, par des particuliers, de lots destinés à être répartis entre les paysans sans terre, dont beaucoup appartiennent aux couches sociales les plus démunies. Les terres ainsi cédées représenteraient plus de 4,4 millions d'acres (1,8 million d'hectares); on n'ignore pas que près d'un quart de cette superficie n'est pas cultivable mais ce qui peut être redistribué suffit à l'installation de plusieurs centaines de milliers de cultivateurs sans terre. Même dans ce cas, cependant, les questions de droit et les problèmes d'organisation sont tels qu'ils soulèvent d'énormes difficultés pour un mouvement strictement bénévole et de caractère surtout moral. A ce jour, moins d'un million d'acres (400 000 hectares) de terres cédées ont été effectivement redistribuées. Il n'est pas facile d'assurer le crédit et les services de vulgarisation dont les nouveaux exploitants auraient besoin dans l'immédiat pour opérer avec succès. Bien que l'on s'efforce d'atténuer le décalage imposé par le rajustement des institutions, il constitue encore un grand obstacle à la mise en place effective d'un nouveau régime foncier sur une base purement volontaire.

Cependant, le désir, suscité par les mouvements décrits ci-dessus, de créer, d'une façon générale, des possibilités d'emploi plus équitables et notamment de permettre aux travailleurs agricoles sans terre d'obtenir une parcelle à exploiter, a facilité le processus normal de la réforme agraire. La politique nationale reconnaît le principe d'une législation saine en matière de baux ruraux, bien que certains Etats doivent encore prendre des mesures d'ordre législatif et administratif pour mettre en œuvre cette politique. Certes, les fermiers peuvent encore être expulsés dans l'intervalle qui sépare inévitablement le lancement d'un programme de réformes et sa consécration en droit. Il est vrai aussi que les lois foncières ne sont pas toujours effectivement appliquées en raison de la pression exercée sur les terres par la population dans plusieurs parties du pays. Mais la situation s'améliore, tant en raison du progrès économique général, que de l'action d'organismes ruraux tels que les *panchayats* réorganisés et les coopératives, qui protègent dans une large mesure les droits des ouvriers agricoles et des fermiers.

La sécurité de jouissance a été en grande partie assurée au locataire qui occupait un fonds lors de la promulgation de la législation sur les baux ruraux. Sous réserve du droit pour le propriétaire de résilier le bail afin de cultiver lui-même la terre, qui est presque toujours respecté, la révocation des baux est pratiquement exclue tant que le loyer est payé régulièrement. Le plafond des fermages autorisés varie d'un Etat à l'autre, mais la norme correspond à 25 pour cent de la valeur de la production et peut tomber dans certains cas extrêmes à 16 pour cent. Dans de vastes régions de l'Inde, le système foncier était caractérisé par le grand nombre d'intermédiaires intervenant entre l'exploitant et le propriétaire responsable de l'exploitation du point de vue fiscal.

La législation a supprimé ces intermédiaires, dont le rôle était rarement utile. La sous-inféodation, qui s'accompagne fâcheusement de la fourniture par l'exploitant de services non rémunérés, diminue rapidement. Le processus de réforme des conditions de fermage, qui se poursuit depuis plusieurs dizaines d'années, a donné lieu à une masse de textes législatifs qui déconcertent le petit exploitant. La législation récente représente un effort de simplification des lois foncières et souligne qu'il appartient à l'Etat de veiller à leur application.

Etant donné que les superficies pouvant être exploitées de manière rentable sont limitées et que la pression démographique reste forte, tous les Etats indiens ont adopté le principe d'une limitation de l'étendue des terres que peut détenir chaque propriétaire. La pratique de certains Etats, qui consistait à fixer la superficie maximum du fonds en fonction d'un revenu net déterminé, est maintenant abandonnée au profit du système limitant cette superficie à ce qu'on estime être celle d'une exploitation rentable ou à un faible multiple de celle-ci. L'étendue de l'exploitation varie selon le mode de culture, compte tenu notamment de la possibilité d'utiliser des systèmes publics d'irrigation. Tous les propriétaires expropriés reçoivent une indemnité sous la forme d'obligations négociables à long terme et les nouveaux occupants doivent effectuer une série de paiements échelonnés sur une période étendue pour acquérir des titres de « propriété ». Toutefois, étant donné que ladite propriété ne peut être ni hypothéquée ni vendue, et ne constitue en fait qu'une forme de fermage protégé, les nouveaux exploitants ne marquent pas toujours un grand empressement à obtenir ces titres. En outre, selon le nouveau système de crédit agricole, la solvabilité des emprunteurs est évaluée d'après la productivité des terres, ce qui restreint encore l'attrait que peut présenter la possession du sol. Les progrès sont donc lents en matière d'accès à la proprieté, qu'il ne faut pas confondre avec la sécurité de jouissance garantie par l'Etat, lequel a acquis les titres de propriété des anciens propriétaires.

Dans le cadre de la législation visant à limiter la superficie des fonds privés, le cas des exploitations industrielles présente un intérêt particulier. Les plantations de canne à sucre, de caféiers ou de théiers, par exemple, sont intimement liées aux industries de transformation. La législation foncière indienne dépendant principalement des autorités des Etats, des différences se manifestent d'un Etat à l'autre. Dans certains, la loi portant limitation de l'étendue des exploitations ne s'applique pas aux propriétaires d'exploitations industrielles auxquels cependant l'acquisition de nouvelles propriétés est généralement interdite. Quelques Etats ont toutefois été jusqu'à imposer un plafond même aux entreprises industrielles, entreprenant ensuite de réorganiser ces grands domaines en vue d'une exploitation systématique de leurs ressources au profit de la communauté. Il n'a pas été définitivement décidé si les grands fonds expropriés seront transformés en fermes d'Etat ou en exploitations coopératives. En fait, toute la question de l'agriculture collective ou de la gestion en commun des exploitations en est encore au stade des études expérimentales.

Le troisième plan quinquennal de l'Inde prévoit la création de quelques fermes d'Etat, d'un bon nombre d'exploitations coopératives et d'un système presque général de vulgarisation et de services collectifs au profit des petits exploitants. Une bonne partie des propriétaires expropriés étant plus ou moins des absentéistes, la réforme agraire, surtout lorsqu'elle a été suivie de la création de services de vulgarisation et de coopératives, a dans l'ensemble amélioré la production. Cependant, lorsque (comme dans le cas d'exploitations mécanisées et pratiquant une culture intensive) il est plus rentable de cultiver d'assez vastes superficies, des réformes tendant à s'assurer les avantages de la grande culture sont entreprises à titre expérimental. Le plan national de mise en valeur des terres, qui prévoit la possibilité d'obtenir, par l'entremise de services institutionnels, l'aide indispensable en vue d'une production efficace et qui garantit dans l'ensemble la stabilité économique de l'agriculture, a été bien accueilli par les petits exploitants. Mais tant que s'exerce, sur une superficie plus ou moins restreinte de terres cultivables, la forte pression d'une population en expansion constante, l'exploitant moyen ne pourra retirer aucun avantage substantiel de la réforme agraire. Celle-ci ne portera tous ses fruits que lorsque l'expansion industrielle aura gagné de vitesse l'accroissement démographique, de sorte que chacun puisse trouver un emploi, soit en agriculture soit dans d'autres secteurs.

Pakistan

Durant la période couverte par le premier plan quinquennal (1955-60), la réforme agraire a fait peu de progrès dans les deux parties du territoire. Dans le Pakistan occidental, une ordonnance fondamentale,

s'inspirant des recommandations de la Commission de la réforme agraire, a été promulguée en 1959. Elle impose une limite à la superficie des terres pouvant appartenir à des particuliers, abolit certains privilèges féodaux en matière de collecte des impôts fonciers (*jagirs*), restreint le morcellement des exploitations, impose le remembrement et offre la sécurité de jouissance aux exploitants non propriétaires. Dans cette partie du pays, on prépare l'uniformisation de la législation relative aux terres affermées.

L'une des principales mesures adoptées est la limitation de la superficie des propriétés individuelles à 500 acres (200 hectares) de terres irriguées ou à 1 000 acres (400 hectares) de terres non irriguées. Certaines exceptions sont faites pour des terres ou des spéculations de type particulier (vergers, élevage, etc.). La tâche de veiller à la bonne application de la loi est confiée aux agents de la Commission de la réforme agraire opérant jusqu'à l'échelon du village et non, comme au Japon par exemple, à des comités locaux de contrôle. Toute violation de la loi foncière constitue un délit passible d'amende ou d'emprisonnement.

Les propriétaires expropriés touchent une indemnité variant selon la région et le type de sol, qui leur est versée sous la forme de bons du Trésor non négociables, remboursables au bout de 25 ans et portant intérêt à 4 pour cent l'an. La limite de superficie ayant été fixée assez haut, les mesures d'expropriation ne visent qu'environ 6 000 gros propriétaires fonciers. L'Etat cède les terres aux nouveaux propriétaires à un prix, réglable en 50 versements semestriels, qui est calculé sur la base du produit annuel brut.

Dans le Pakistan oriental, le progrès a été beaucoup plus lent, en raison de la forte pression exercée sur les terres par la population et du fait qu'existe depuis longtemps le régime du *zamindari*, système d'affermage à sous-locations multiples. La législation fondamentale, votée en 1950, a été partiellement mise en œuvre. Les mesures de réforme recommandées en 1959 par la Commission de l'impôt foncier, nouvellement constituée, sont encore à l'étude.

Le vote en 1950 de l'East Bengal Estate Acquisition and Tenancy Act (loi sur l'acquisition de propriétés et sur le fermage au Bengale oriental) a eu pour effet d'abolir tous les droits intermédiaires, d'interdire la sous-location et d'attribuer aux fermiers tous les droits d'occupation. Un plafond, limitant à environ 33 acres (13 hectares) la superficie des terres cultivées par le propriétaire, a été imposé mais il ne s'applique pas aux exploitations mécanisées, aux grandes exploitations laitières ni aux plantations de théiers ou de canne à sucre.

En 1960, l'Etat n'avait pas encore acquis toutes les terres dont la cession était prévue par la loi de 1950, en partie parce que les propriétaires tardaient à désigner celles qu'ils entendaient conserver. La Commission de l'impôt foncier a recommandé de porter la superficie maximum autorisée à 100 acres (40 hectares) par famille, et à 132 acres (53 hectares) dans certains cas particuliers; on estime en effet que le plafond établi en 1950 compromet la productivité sans accroître sensiblement le nombre d'exploitants non propriétaires pouvant obtenir un fonds. Les terres cédées par application de la disposition antérieure seraient restituées à leurs propriétaires ou feraient l'objet d'une indemnité.

Le deuxième plan quinquennal (1960-65) garantit aux exploitants non propriétaires la pleine jouissance du droit d'occupation, prévue par une clause de la loi de 1950 qui n'avait pas été appliquée pour ne pas priver le Trésor d'une partie des recettes de l'impôt foncier. Le plan recommande également la promulgation, dans le plus bref délai, de textes législatifs pour la protection des métayers qui, au Pakistan oriental, n'ont pas été considérés comme des occupants légaux.

Afrique

Si, dans l'ensemble, la mise en valeur et le développement du continent africain appellent encore une action de grande envergure, des progrès certains ont été réalisés dans diverses zones en ce qui concerne l'adoption de techniques culturales modernes. En général, cependant, on sait peu de choses des systèmes actuels de faire-valoir et d'utilisation des terres, ou des modifications d'ordre physique ou sociologique que nécessiterait le progrès. Les renseignements disponibles révèlent l'existence de contrastes frappants. D'un côté, quelques colons européens possèdent et exploitent de grandes plantations situées sur de hautes terres fertiles, de l'autre il est courant que les tribus revendiquent l'usage coutumier de vastes régions mal définies. Les normes d'exploitation et les systèmes d'utilisation des terres sont très variables: culture intensive du café, du tabac, du cacao ou du coton dans certaines exploitations modernes appartenant pour la plupart à des sociétés ou colons européens; petites exploitations paysannes africaines qui pratiquent également les cultures de rapport; et enfin agriculture de subsistance avec les

traditionnelles cultures itinérantes. Sur le plan de l'organisation et de la technologie, on relève les plus grands contrastes. Dans la mesure où les différences dans le mode de faire-valoir sont symptomatiques d'un ample mouvement tendant à satisfaire les revendications des diverses communautés, la réforme agraire en tant que telle devra se conformer au schéma des sociétés naissantes; les contrastes observés résultent aussi parfois du fait que l'économie de marché n'est pas également répandue dans toute l'Afrique.

Au Kenya, les hautes terres étaient depuis plusieurs dizaines d'années réservées aux colons européens. Ce système, consistant à refuser aux autochtones l'accès aux terres les mieux situées, présente plusieurs aspects. La Commission royale des terres et de la population dans l'Est africain (Royal Commission on Land and Population in East Africa, 1953-55) est parvenue à la conclusion que, même d'un point de vue strictement économique, cette séparation de l'agriculture en deux secteurs étanches n'était pas rationnelle. Cette thèse a été acceptée en principe par les autorités intéressées et, vers la fin de 1960, elle a été reprise dans les plans officiels de développement des terres au Kenya, qui excluent les distinctions raciales et les formes tribales. Un Office central de consultation foncière a été constitué pour donner des avis au Gouverneur au sujet des conditions d'occupation et du contrôle des terres agricoles. Aucune restriction d'ordre racial ne sera appliquée en matière de propriété foncière et d'occupation du sol. Le système des réserves est pratiqué aussi en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud.

Pratiquement tous les pays d'Afrique sont fermement décidés à réaliser un progrès matériel par des méthodes modernes et à mettre sur pied les institutions sociales nécessaires à cette fin. Aussi l'idée de la réforme agraire jouit-elle d'un grand crédit auprès des autorités et des populations. Le cas de la réserve africaine en Rhodésie du Sud est à plusieurs égards typique. Le pays comprend plusieurs régions tribales, divisées en circonscriptions distinctes. Le représentant tribal, qui exerce les fonctions de chef de circonscription, attribue des lots de terres cultivables à chaque groupe, selon les besoins. Les groupes conservent une assez grande homogénéité, mais l'emplacement du village change tous les six ou sept ans, la culture traditionnelle étant du type nomade. L'élevage a une importance au moins égale à celle de la production végétale. Par le passé, étant donné le niveau de la culture et de l'élevage, le régime tribal et l'utilisation des terres par les différents groupes à tour de rôle se justifiaient. Mais dans la phase actuelle de développement accéléré, il devient impératif de reconsidérer le mode de faire-valoir et l'utilisation des terres.

Quand les terres sont normalement utilisées pour la culture nomade ou pour l'élevage extensif, un mode de faire-valoir tribal respectant les droits coutumiers des groupes ou des sous-tribus semblerait naturel dans la mesure où il permet l'utilisation la plus efficace possible du sol et sa répartition équitable entre tous les membres de la communauté. Cependant, lorsque l'accroissement démographique atteint le point où certains risquent de se sentir frustrés, ou lorsque la culture de subsistance est remplacée par l'agriculture moderne de marché, le désir de s'assurer des titres sur des parcelles déterminées se manifeste dans des groupes de plus en plus restreints, qui peuvent même se réduire au noyau familial. En Rhodésie du Sud, ce problème est abordé de manière dynamique. Des lots de terre situés hors des zones traditionnelles sont offerts aux autochtones entreprenants à des conditions spéciales qui, dans certains cas, peuvent équivaloir à la possession assurée, avec droit de transfert. Ces nouveaux exploitants, en général relativement inexpérimentés et sans ressources, pourraient facilement devenir la proie d'usuriers. Pour parer au danger que les titres ne tombent aux mains de propriétaires absentéistes, il a été prévu que les lots distribués et inscrits au registre foncier ne peuvent être hypothéqués; ils peuvent en revanche être transmis par héritage ou transférés à d'authentiques exploitants par l'entremise de comités agricoles locaux. Ainsi, quelques restrictions sont apportées au régime foncier pour garantir la sécurité de jouissance de l'exploitant. Des mesures ont été prises pour créer des services de vulgarisation, mais les moyens de production, et en particulier le crédit, sont nettement insuffisants. Les produits agricoles destinés au marché sont vendus par les soins de coopératives constituées à cette fin, mais celles-ci ne possèdent par les ressources qui leur permettraient de satisfaire tous les besoins de leurs membres en matière de crédit et de biens de production. Cette catégorie d'exploitants ne représente à vrai dire qu'une minorité dans le cadre du système tribal dominant.

Il importe d'envisager en même temps que les réformes du régime foncier, la fourniture des services qui permettront aux paysans, individuellement ou collectivement, d'améliorer leur production et leur revenu. Dans toutes les zones de cultures commerciales (cacao, café, coton, tabac, par exemple), des

offices de commercialisation fonctionnent en liaison avec les coopératives de paysans. Toutefois, dans les exploitations des agriculteurs autochtones, les normes de culture laissent souvent beaucoup à désirer, spécialement si l'on peut établir des comparaisons avec les entreprises des colons cultivant les mêmes produits. La nécessité d'un vaste et énergique programme en matière de vulgarisation et de fourniture des moyens indispensables à la production agricole se fait donc sentir de façon impérieuse. Toutefois, dans la plupart des cas, la principale difficulté réside dans le manque de renseignements adéquats et dans l'absence d'une politique rationnelle et constructive de réorganisation.

Les gouvernements se sont récemment beaucoup intéressés à la possibilité et à l'opportunité de favoriser activement un mode individuel de faire-valoir, qui se substituerait au régime traditionnel de la plupart des collectivités africaines (terres exploitées en commun ou en régime tribal). Ceci soulève deux problèmes importants. Tout d'abord, il faut tenir compte de l'idée que les intéressés se font de la propriété. D'après la définition que l'on prête à un chef nigérien, les terres arables « appartiennent à une grande famille: beaucoup de ses membres sont morts, quelques-uns sont vivants, d'autres, innombrables, ne sont pas encore nés ». Cette conception de la propriété immobilière, et spécialement de la propriété terrienne, en tant que bien collectif et permanent, se retrouve dans maintes communautés agricoles du monde entier. En second lieu, on constate une préférence pour un système d'utilisation des terres qui permet d'obtenir une production maximum tout en préservant le plus possible les biens-fonds. L'agriculture nomade elle-même, au stade actuel de la technologie agricole, évolue vers une forme d'exploitation intensive plutôt qu'extensive, sous l'influence de la pression démographique.

Les pays d'Afrique pourraient, semble-t-il, adopter d'emblée des méthodes modernes, en sautant plusieurs stades intermédiaires. Dès lors, la question de la dimension optimum des exploitations agricoles prendra une importance capitale. Si l'on considère que le progrès de l'agriculture exigerait la création d'exploitations dépassant de beaucoup par leur étendue ce qui peut être attribué à une famille ou possédé par elle, il ne serait peut-être pas inopportun d'envisager quelque forme de gestion collective accordant à la famille un statut approprié, afin de créer un stimulant tout en assurant une répartition équitable des bénéfices. Cependant, tout dépendra de la structure que l'on tend à donner à l'ensemble de l'économie nationale, car les systèmes d'association à des fins productives posent encore plus de problèmes dans l'agriculture que dans l'industrie. Il appartiendra à chaque nation naissante de mettre en œuvre un programme d'action cohérent et viable pour satisfaire aux exigences d'une société en formation.

Il est d'autant plus nécessaire de mettre en relief l'interdépendance des méthodes utilisées dans l'agriculture et dans l'industrie qu'en Afrique la mise en œuvre d'un programme purement agraire de réorganisation rurale ne paraît pas constituer pour les collectivités en voie de développement le schéma optimum de progrès économique. Les exigences d'une économie rurale agro-industrielle sont forcément différentes de celles d'une économie strictement agricole, particulièrement si celle-ci repose sur la petite exploitation. Tous ces aspects du développement devront faire l'objet d'études plus poussées. Les réformateurs locaux paraissent se rendre compte de la nécessité d'éviter par tous les moyens que la terre ne tombe entre les mains de propriétaires absentéistes ou d'intermédiaires oisifs. On étudie activement la possibilité d'appliquer, sinon un système coopératif, du moins quelque système foncier bénéficiant de l'aide de l'Etat et réglementé par lui.

Aspects fondamentaux des mesures de réforme agraire

La présente étude fait nettement ressortir que, d'une manière générale, une attitude dynamique et constructive a exercé son influence sur la politique économique et sociale de plusieurs pays. L'aperçu préliminaire du troisième plan quinquennal de l'Inde expose une conception de la réforme agraire qui peut aujourd'hui être considérée comme normale. « Les programmes de réforme agraire se proposent deux buts précis. Premièrement, libérer la production agricole des entraves dues à la structure rurale héritée du passé, afin de permettre dans le plus bref délai la création d'une économie agricole caractérisée par un degré élevé d'efficacité et de productivité. Deuxièmement (et cet objectif se rattache étroitement au

premier), éliminer du système agraire tous les éléments qui ouvrent la voie aux abus et à l'injustice sociale, garantir la sécurité de jouissance à ceux qui cultivent la terre, et assurer un statut et des chances équivalentes à tous les secteurs de la population rurale. »

Cet exposé des incidences sociales et économiques des mesures de réforme agraire, où se manifeste une pleine compréhension de leurs objectifs fondamentaux, est dans une large mesure conforme aux thèses soutenues depuis longtemps par les Nations Unies et par la FAO. Parmi les objectifs les plus nobles de la civilisation, on peut citer l'action sociale et l'effort pour donner à tous d'égales possibilités de contribuer au bien-être collectif et d'en profiter. Une fois réalisée l'égalité des chances, le statut et la structure des diverses activités peuvent varier beaucoup. L'organisation de l'agriculture est nécessairement très influencée tant par le niveau de la technique que par les conditions matérielles (existence ou absence de ressources en eau, par exemple). On peut dire que l'évolution technologique tend généralement à accroître les besoins d'investissements. Cet élément suffit à montrer qu'il faut aborder avec circonspection l'établissement de petites exploitations permanentes, en dehors de toute considération touchant la superficie optimum de l'unité d'exploitation. Dans un pays démocratique et épris de progrès social, la redistribution des moyens de production par un processus parfaitement légal ne pose plus de problèmes. Mais comme cette opération vise à favoriser l'augmentation progressive de la productivité, on s'attache davantage aux questions d'organisation et de technique qu'au statut juridique.

En fait, la question du mode de faire-valoir est maintenant délivrée de toute prévention en faveur des droits absolus de propriété. Le droit à la possession, non seulement de la terre mais aussi des biens de production, n'est désormais plus contesté. Les aspects de la question touchant à la productivité et au bien-être faisant l'objet de l'attention vigilante des pouvoirs publics, tous les systèmes juridiques admettent implicitement la nécessité de lier les privilèges des individus ou des groupes à l'intérêt de la nation tout entière. On considère que, pour des raisons psychologiques aussi bien que pratiques, la sécurité de jouissance, généralement assimilée à la possession, est de la plus haute importance pour l'exploitant. D'un autre côté, une exploitation doit être suffisamment étendue pour permettre l'application rationnelle des méthodes de production. Dans une économie compétitive où règne le plein emploi, la mobilité du capital et de la main-d'œuvre permet de choisir l'unité d'exploitation la plus souhaitable du point de vue social et la plus efficace du point de vue économique. Les pays industrialisés ne portent donc qu'un intérêt limité aux aspects purement économiques de la réforme agraire, bien que certains d'entre eux, comme il a déjà été dit, désirent apporter à la vie rurale des améliorations d'ordre social et culturel. Lorsque la superficie agricole est limitée relativement aux besoins essentiels de la collectivité, comme c'est le cas au Royaume-Uni, l'Etat subordonne en dernière analyse la possession assurée du sol à son utilisation. Dans ce pays comme dans d'autres pays industrialisés, on connaît des cas où l'Etat a repris possession de terres auxquelles leurs propriétaires n'appliqueraient pas des normes d'exploitation acceptables.

Dans les pays peu industrialisés, le problème de l'utilisation optimum des terres disponibles se présente de manière quelque peu différente. Pour empêcher les abus de toute sorte et répartir de façon raisonnable les possibilités d'emploi entre tous ceux qui vivent de la terre, il est nécessaire de veiller à ce que les droits d'occupation du sol soient largement distribués. Cela signifie que l'étendue moyenne des fonds pouvant être attribués est parfois si réduite qu'à moins que l'Etat ne prenne de nouvelles mesures pour réorganiser ces exploitations, elles ne satisfont même pas aux conditions minimums d'efficacité. Il serait vain et même trompeur de parler de réforme agraire si celle-ci devait se traduire par un abaissement des normes de culture et par l'appauvrissement de l'économie agraire et nationale. Selon le dicton égyptien déjà cité, le cultivateur a en définitive plus à souffrir d'un mauvais rendement que de son propriétaire. C'est d'une maxime à peu près équivalente que semble s'être inspiré au Mexique le Président Cárdenas. En Italie, les dispositions de la loi sur la réforme agraire en matière d'expropriation ne s'appliquent pas aux grands domaines, quelle que soit leur étendue, à condition que leur gestion soit satisfaisante.

Si le plafond limitant la superficie des exploitations est généralement fixé en tenant compte des nécessités urgentes de la redistribution, le premier critère doit demeurer celui de l'utilisation optimum des terres. Même dans les cas où les exploitations redistribuées sont en moyenne trop petites pour être rentables, les plafonds sont établis aussi près que possible du chiffre optimum. L'une des raisons pour lesquelles la formule consistant à déterminer la superficie maximum de l'exploitation d'après le revenu

qu'elle procure n'est pas en faveur dans les pays en voie de développement parmi les responsables de la réforme agraire, est que son application retarderait les progrès de l'agriculture. Les restrictions en matière de propriété foncière sont à juste titre basées sur la superficie (le plafond étant généralement un certain multiple de ce qu'on juge être une unité rentable); et même les exploitations dont la superficie dépasse le maximum autorisé échappent aux mesures prévues dans la législation sur la réforme agraire si elles sont gérées de façon exemplaire. Naturellement, ces grandes exploitations sont pleinement assujetties aux lois garantissant des conditions d'emploi équitables ou la protection sociale.

Même les partisans de l'initiative individuelle et de la libre entreprise en agriculture préfèrent, dans certaines circonstances, quelque forme d'exploitation intégrée ou étatisée. Ceci permet à l'ensemble de la collectivité et aux agriculteurs en particulier de profiter de méthodes de culture efficaces. Un parfait exemple est fourni par les grands domaines disposant d'installations d'irrigation, qui ont été expropriés au Mexique par le Président Cárdenas. Le sol ne pouvait normalement être travaillé sans irrigation, et aucun nouvel exploitant n'était capable de faire fonctionner à lui seul le système d'irrigation. Il était donc naturel de proposer que tous les nouveaux occupants gèrent en commun tant le dispositif d'irrigation que l'exploitation. La mise en commun du système d'irrigation était normale et nécessaire, mais l'exploitation collective n'a pas donné des résultats uniformément positifs; les rendements tendaient à diminuer jusqu'au moment où la situation a commencé à se rétablir grâce à un système efficace de vulgarisation agricole. Entre-temps, par la force des choses et bien que l'entretien et le fonctionnement des services communs demeurent régis par des dispositions collectives, les agriculteurs tendent à effectuer les travaux de culture chacun pour son compte. Le résultat final de cette réorganisation du point de vue du rendement général est difficile à évaluer, mais le cas cité constitue un exemple typique de la nécessité d'adapter les notions de libre entreprise agricole aux exigences techniques essentielles d'une exploitation bien conçue.

Dans certaines formes d'utilisation des terres, on considère généralement que la propriété publique ou collective offre de meilleures garanties d'efficacité, tout en étant dans l'intérêt de la nation. Cela est particulièrement vrai dans le domaine forestier, bien que, en Europe septentrionale et occidentale, aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon, les forêts occupent une place importante dans nombre de petites exploitations et contribuent de façon marquée aux revenus des exploitants. Cela est vrai aussi des pâturages naturels, qui sont fréquemment sous le régime de la propriété collective. Il est évident que, lorsqu'on dispose de semblables terres se prêtant à une utilisation extensive, les avantages que les petits exploitants peuvent tirer de la propriété collective ou des droits d'usage peuvent avoir une influence directe sur la notion de superficie maximum des exploitations.

Dans les pays en voie de développement et à forte population agricole, la réforme agraire tend parfois, à ses débuts, à maintenir, voire à augmenter, le nombre des exploitations non rentables. Il serait contraire à une politique rationnelle d'amélioration de l'agriculture, à laquelle est étroitement liée l'action en faveur du bien-être social, de ne pas envisager une forme d'association coopérative permettant de recréer des conditions physiques et technologiques favorables à la productivité agricole. L'intérêt croissant qui se manifeste dans les pays en voie de développement à l'égard de diverses formes d'exploitation coopérative, considérées comme le complément ou l'aboutissement des mesures de réforme agraire, n'a rien de surprenant. Pour être durable, toute réforme doit tenir compte du bien-être social, et la réforme agraire ne peut survivre si elle crée ou prolonge un régime de petites exploitations anti-économiques. L'agriculture coopérative est susceptible de prendre diverses formes plus ou moins poussées. Chacun des pays désireux d'encourager tel ou tel aspect de l'agriculture collective recherche actuellement le type d'exploitation coopérative le mieux adapté à ses besoins.

Dans certains cas, des sociétés démocratiques désireuses de recourir aux meilleurs systèmes possibles de réforme agraire ont jugé que des exploitations gérées par l'Etat étaient nécessaires et profitables. L'exemple le plus simple est fourni par les fermes administratives d'Israël; on leur reconnaît une importance spéciale du fait qu'elles assurent un approvisionnement alimentaire suffisant tout en offrant aux nouveaux immigrants la possibilité d'acquérir une formation préalable à leur réinstallation. En Indonésie, les terres marécageuses seront tout d'abord aménagées en fermes d'Etat. On envisage d'y pratiquer la riziculture intensive à grande échelle, en employant les méthodes culturales les plus modernes. A Porto Rico, comme on l'a déjà indiqué, l'autorité chargée de la réforme agraire continue de gérer les grandes plantations de canne à sucre qu'elle a acquises, la main-d'œuvre employée dans ces plan-

tations participant tant à la gestion qu'aux bénéfices. Une fois la réforme effectuée, le type d'exploitation est déterminé par diverses considérations, notamment par les spéculations que l'on désire encourager et par la qualité des travailleurs agricoles à classer. Certains pays en voie de développement, qui se trouvent devoir faire face à une grave pénurie de produits alimentaires, ont penché pour la création, du moins à titre expérimental, de grandes fermes d'Etat sur des terres récemment remises en valeur. On y préconise les méthodes culturales les plus modernes, et le travail manuel aussi bien que technique et administratif est effectué par un personnel salarié. Un gouvernement disposé à pousser la réforme agraire aussi loin qu'elle peut l'être sans faire baisser le rendement, peut s'estimer fondé à faire figurer semblables systèmes dans son programme général de réforme agraire.

Les gouvernements ont plusieurs motifs pour reconsidérer les rapports entre l'Etat et l'agriculture. Lorqu'on exproprie des propriétaires terriens, que ce soit en R.A.U. ou en Inde, la suppression de privilèges de ce genre a souvent pour conséquence la disparition regrettable du sens des responsabilités. Si la pire espèce de propriétaires, n'exerçant aucune fonction utile, n'a pas été regrettée lors de l'expropriation, nombre d'autres rendaient des services – même s'ils les faisaient payer beaucoup trop cher. Ils fournissaient notamment du capital, des conseils, de l'assistance technique et des moyens de commercialisation. On a parfois soutenu que certains grands propriétaires éclairés avaient même pris l'initiative d'importantes mesures de réforme agraire.

Les grandes propriétés ayant été supprimées, ces services doivent désormais être assurés par d'autres moyens. Les nouveaux exploitants ne sont pas toujours les mieux placés pour s'en charger individuellement ou collectivement. C'est à l'Etat qu'il appartient, selon qu'il le juge nécessaire, de fournir les services requis tout en accordant aux intérêts de chaque exploitant toute l'attention compatible avec une gestion efficace et dynamique. Lorsque c'est l'Etat qui doit se charger des grands travaux de mise en valeur tels que le défrichement, l'assèchement ou l'irrigation, l'efficacité de l'entreprise présente pour lui encore plus d'importance. La plupart des Etats sont actuellement aux prises avec ces problèmes. L'expérience qu'acquiert chaque pays est précieuse également pour les autres pays. La tendance de plus en plus marquée que manifestent les responsables de la réforme agraire à profiter directement de l'expérience des autres pays se révèle avantageuse pour tous.

Les collectivité tribales, qui revendiquent un droit d'usage traditionnel et collectif sur la terre, posent un problème particulier en matière de réforme agraire. En Afrique, l'économie agricole de nations entières dépend parfois de ce régime. Plusieurs pays en voie de développement possèdent des territoires tribaux et des collectivités tribales qu'il s'agit d'aménager. Il ne s'agit pas uniquement dans ce cas de déterminer la nature des liens entre l'exploitant et le sol qu'il travaille, ou de lui fournir des conseils et des services, mais de réorganiser tout un mode de vie, en faisant accepter un ensemble de rapports nouveaux. Pour ces communautés, la réforme agraire suppose un effort d'éducation et de développement qui exige une organisation spéciale dotée du personnel et des ressources nécessaires. Lorsque la nation est elle-même en voie de développement et ne peut assurer tous les services indispensables à une telle entreprise, une aide internationale de grande envergure est nécessaire pour permettre aux collectivités tribales de participer pleinement à l'évolution mondiale vers l'égalité et le bien-être social.

Fermage

Malgré les tentatives faites pour assurer aux cultivateurs un statut se rapprochant de celui des propriétaires, de nombreuses familles d'agriculteurs conservent le statut de locataires ou d'ouvriers agricoles. En ce qui concerne ces derniers, dans la plupart des pays industrialisés les lois qui protègent les travailleurs en général leur sont applicables. Dans ces pays, le plein emploi, les salaires relativement élevés et l'existence de puissantes organisations syndicales sont de règle. Lorsqu'il existe une législation du travail appropriée, on peut donc s'attendre à ce qu'elle soit appliquée. Dans les pays dont l'économie est en voie de développement, c'est le contraire qui prévaut. Le sous-emploi et le chômage sont courants, les salaires peu élevés et variables, et les organisations de travailleurs ou ce qui en tient lieu fonctionnent presque exclusivement dans les régions urbaines. Dans la plupart de ces pays, la législation relative à la main-d'œuvre agricole est donc ou bien inexitante, ou bien très insuffisante et n'est souvent pas appliquée.

Un grand nombre de « fermiers » ne sont en fait que des travailleurs agricoles auxquels on abandonne une partie de la récolte à titre de rémunération. La situation de ces occupants est souvent pire que celle des travailleurs salariés. Dans ces conditions, on ne

saurait attendre, ni de la part du locataire, ni de la part du propriétaire, quelque avantage qu'ils puissent en escompter, des améliorations foncières exigeant des investissements importants dont les effets ne se feront sentir qu'à long terme, qu'il s'agisse par exemple d'installer des brise-vent ou de planter des arbres à croissance rapide.

Les lois fixant le statut des locataires et les droits des travailleurs agricoles devraient être complémentaires. Là encore, les conditions dans les pays industrialisés sont généralement telles que le statut du fermier et celui de l'ouvrier font l'objet d'une législation assez détaillée; en outre, les intéressés sont pour la plupart dans une position assez forte pour pouvoir raisonnablement espérer que cette législation soit appliquée convenablement. En fait, du propriétaire et de l'occupant, celui-ci n'est pas nécessairement le moins enviable, grâce aux ressources substantielles dont il dispose souvent, au fait que des organismes appropriés lui assurent tous les services indispensables et à la protection spéciale que lui accorde la loi (contrôle du taux des fermages et droit de préemption). Dans ces conditions, la législation relative au fermage ne pose pas de problème urgent.

Dans les pays surpeuplés et économiquement peu développés, la position des ouvriers agricoles et des fermiers par rapport à celle des employeurs et des propriétaires fonciers est très faible. En fait, elle est si faible qu'il n'existe à proprement parler ni compétition ni rapports contractuels. Les droits légitimes des locataires doivent donc être protégés par une législation qu'il appartient à l'Etat de faire appliquer, puisque les intéressés ne sont pas en mesure de faire valoir leurs revendications. La législation relative au fermage est maintenant à peu près uniforme. Elle prévoit presque toujours la sécurité de jouissance, un loyer équitable et, en cas de cession du fonds, l'indemnisation du fermier pour les améliorations qu'il y a apportées. En général, le locataire possède un droit de préemption ou est activement aidé à devenir propriétaire des terres qu'il cultive.

Cependant, sauf dans quelques Etats où fonctionne un service d'inspection autonome, c'est à la partie lésée qu'il appartient de demander l'application des lois sur le fermage. En d'autres termes, sauf dans quelques pays, la violation des lois sur le fermage ne constitue pas un délit pénal. Au Pakistan, la violation des lois agraires, y compris les lois sur le fermage, est considérée depuis peu comme un délit pénal. Néanmoins, les pouvoir publics dans les démocraties en voie de développement devraient prendre des mesures plus rigoureuses pour assurer l'application régulière des lois sur le fermage. Aussi longtemps que les fermiers et ouvriers agricoles ne seront pas en état de se défendre mieux par eux-mêmes, cette protection de la loi restera inséparable de la politique de progrès social des Etats modernes. A l'usage, certaines réformes qui peuvent sembler fort prometteuses sur la papier, ne se révèlent pas toujours rassurantes. Souvent, les exigences du propriétaire foncier sont en raison inverse de son importance. L'administration des lois sur le fermage est un sujet qui devrait à l'avenir retenir davantage l'attention.

Vulgarisation

Des services de vulgarisation compétents, à grand rayon d'action et bien outillés, sont indispensables pour consolider la situation des occupants et, d'une manière générale, pour faire progresser l'agriculture, ce qui est le but de la réforme agraire. Certaines fonctions assignées à l'origine aux services de vulgarisation peuvent être exercées par la suite par les propres organisations des cultivateurs, lorsque celles-ci ont acquis une expérience suffisante et qu'elles disposent de moyens plus puissants. Mais certaines activités essentielles des services de vulgarisation — recherche générale et études sur le terrain, par exemple, ou diffusion des renseignements techniques voulus — devront toujours être exercées par un organisme public. Si l'on peut dire de certains pays comme le Japon, Israël et les Etats-Unis d'Amérique qu'ils possèdent des services de vulgarisation compétents, dynamiques et efficaces, épaulés par leurs instituts de recherche, d'autres pays ont encore besoin de perfectionner et de développer l'organisation de la vulgarisation et de la recherche.

Tous les pays en voie de développement ne possèdent pas encore de services de vulgarisation, même si certains services officiels, spécialisés par exemple dans le domaine des forêts ou de l'élevage, font œuvre utile dans leurs sphères particulières. Mais même lorsqu'il existe des services de vulgarisation, ils ont trop souvent tendance à rester sur le plan des généralités. Pour être réellement utile, un service de vulgarisation doit étudier dans le détail les problèmes de chaque agriculteur désireux de prendre sa part des efforts tendant à améliorer l'utilisation des terres. Le vulgarisateur doit posséder des connaissances générales et une expérience suffisantes pour pouvoir donner des conseils judicieux aux agriculteurs. Il est relativement facile, aujourd'hui, d'amener l'agriculteur à accepter les conseils qui lui sont offerts,

mais on ne conservera pas longtemps sa confiance sans des résultats pratiques éloquents. En un certain sens, l'agent de la vulgarisation parle au nom de l'Etat, qui partage le désir de progrès de l'agriculteur, et si l'effort qu'accomplit celui-ci avec l'aide des services de vulgarisation se révèle infructueux, la responsabilité de l'échec rejaillit en fin de compte sur l'Etat. Si, au moment où il crée des services de vulgarisation, l'Etat n'assume pas la responsabilité des résultats qu'obtiendront les agriculteurs, on ne saurait dire qu'il a pleinement justifié sa politique.

Une action urgente s'impose dans les pays en voie de développement pour améliorer les programmes de recherche aussi bien que l'organisation dans ce domaine. La recherche fondée sur l'observation pratique exige une longue série d'expériences qui demandent du temps, du savoir et des ressources. Il est rare qu'un pays n'ait pas quelque domaine de recherche dans lequel il a acquis une compétence et une expérience particulières. Si l'on met en commun les résultats obtenus, à l'échelon national, régional et mondial, et si le personnel et les ressources dont dispose chaque pays sont convenablement renforcés, l'organisation de base de la vulgarisation sera beaucoup plus efficace qu'elle ne l'est aujourd'hui dans de nombreux pays.

Apports

Le plus difficile est souvent de réaliser une chose dont on admet qu'elle est souhaitable avec des moyens très réduits. C'est à un problème de ce genre que se heurte le petit exploitant émancipé depuis peu. Un service de vulgarisation qui ne tiendrait pas compte des moyens disponibles et qui, ayant prodigué ses conseils, n'offrirait pas de s'employer à procurer ces moyens par le truchement d'organisations appropriées, ne serait ni réaliste ni bienfaisant. Dans ces conditions, il n'aura d'utilité que pour une minorité d'agriculteurs, et généralement pour ceux qui sont les mieux pourvus. Parmi les pays en voie de développement, Israël, avec ses services scientifiques de vulgarisation, qui se chargent aussi bien de la recherche que des consultations et de l'assistance technique sur le terrain, offre un exemple dont il y aurait intérêt à s'inspirer. La nécessité d'une semblable organisation étant reconnue, on devrait s'efforcer d'aider tous les pays en voie de développement à s'en assurer les bénéfices.

On s'est parfois demandé si la réforme agraire aurait pour effet d'augmenter ou de diminuer la productivité. Au début, lorsque l'accent portait davantage sur la redistribution des terres que sur l'amélioration de la productivité, on pouvait craindre que ne fussent constituées de petites exploitations non rentables. La création de services subventionnés par l'Etat a permis de parer à ce danger dans la plupart des pays en cause. L'Egypte et l'Inde, par exemple, qui entreprirent de réformer les structures agraires après la deuxième guerre mondiale, complétèrent délibérément les mesures de réforme par l'institution d'importants services de vulgarisation. En règle générale, on peut donc dire que la réforme agraire, dont le but initial était de multiplier les possibilités d'accéder à la terre en vue de l'exploiter dans des conditions de sécurité, a eu pour effet d'accroître d'une manière frappante la productivité par hectare et par homme chaque fois qu'elle était soutenue par les conseils des techniciens et par l'apport de biens de production. Les progrès ultérieurs dépendront presque entièrement d'une conception nouvelle de l'organisation, de la vulgarisation et des moyens de production qui seront mis en œuvre.

Financement

Le processus de développement, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de toute autre activité, suppose des investissements sélectifs mais allant généralement en augmentant. Dans les sociétés sous-développées, même les plus grands propriétaires fonciers ne se montrent guère enclins à investir des capitaux pour accroître la productivité et les bénéfices agricoles. Lorsque, par suite de la réforme agraire, la responsabilité du développement passe à un grand nombre de petits exploitants, le premier obstacle qu'ils rencontrent est la pénurie de capitaux. Tandis que le service de vulgarisation continue à préconiser de nouvelles améliorations techniques, et même lorsqu'il s'emploie à assurer localement les moyens matériels de les réaliser, l'agriculteur est surtout handicapé par le manque de ressources. Les agriculteurs peuvent avoir besoin à court terme de fonds de roulement pour se procurer des semences, des engrais ou des pesticides, et pour payer la fourniture de services courants; ils peuvent également avoir besoin de capitaux à moyen terme pour effectuer des travaux de terrassement ou acheter un moteur, ou enfin de prêts à long terme pour la mise en valeur et le remembrement des terres, ou pour l'achat d'un tracteur. Dans tous ces cas, il leur est rarement possible d'obtenir les montants nécessaires à un taux d'intérêt convenable.

Outre que la plupart des pays en voie de développement souffrent d'une pénurie générale de capitaux, l'absence de biens suffisants et aisément transférables à donner en gage est principalement responsable de la difficulté qu'éprouvent les agriculteurs à obtenir du crédit. La situation générale de la plupart d'entre eux est si précaire qu'ils apparaissent insolvables aux yeux du bailleur de fonds. Les mesures de réforme agraire imposent normalement de telles restrictions en matière de transfert des terres que celles-ci n'ont guère de valeur en tant que gage d'un prêt. Cette incapacité habituelle des institutions à satisfaire les besoins financiers urgents des petits exploitants qui s'efforcent de faire valoir les terres a, dans la plupart des pays, amené les pouvoirs publics à prendre en charge l'aide financière aux agriculteurs.

Pour parer au plus pressé, certaines autorités responsables de la réforme agraire ont prêté des fonds de l'Etat. Semblables prêts, et même des subventions, ont été octroyés par des Fonds nationaux de développement forestier, créés par plusieurs pays en voie de développement, dont l'exemple sera sans doute suivi, afin d'aider les petits propriétaires fonciers à aménager des plantations forestières.

Mais l'importance des fonds nécessaires s'est accrue de telle sorte que cette source est vite apparue insuffisante. On a donc été naturellement amené à envisager la création d'un organisme financier qui fournirait les fonds nécessaires à des conditions convenables. Comme il était insolite de consentir des prêts sans que le débiteur puisse offrir un gage sûr et en sachant que le remboursement serait fonction des résultats de l'entreprise, il fallut, pour vaincre la répugnance naturelle des institutions financières, recourir à un système de vulgarisation et de contrôle. Les Etats-Unis d'Amérique furent les premiers parmi les grands pays à instituer semblable système, durant la crise économique des années 1930. Depuis lors, la plupart des pays ont, sous une forme ou sous une autre, pratiqué ce genre de crédit contrôlé, qui s'est révélé bienfaisant du fait qu'il souligne les aspects constructifs de la réforme agraire et qu'il enseigne aux institutions financières le rôle qu'elles peuvent jouer en facilitant l'exécution des programmes de vulgarisation d'un Etat soucieux du progrès social.

Cependant, aussi longtemps qu'il faut faire appel à des sources commerciales pour couvrir les besoins financiers de l'agriculture, ceux-ci ne peuvent être couverts dans des conditions satisfaisantes. Les prêts à long terme, à moyen terme et à court terme nécessaires aux agriculteurs exigent l'intervention d'institutions spéciales dont on ne voit guère qu'elles puissent être créées et développées sans l'entier appui de l'Etat. Cependant, comme dans une société démocratique l'Etat n'est censé jouer dans ce domaine qu'un rôle, peut-être temporaire, de catalyseur, l'institution d'organismes permanents pour l'octroi de prêts à long et à court terme s'impose de façon urgente. Les pays qui ont entrepris une réforme agraire et créé des services de vulgarisation n'ont pas tous été en mesure d'organiser un tel réseau d'institutions financières.

En Inde, la Banque de prêts fonciers hypothécaires et d'autres établissements exercent depuis longtemps de nombreuses activités. Avec les conseils et l'appui actif de la Reserve Bank of India, ces banques ont récemment assumé une plus grande part des efforts visant à satisfaire tous les besoins financiers des agriculteurs, non seulement ceux qui ont trait à certaines cultures, mais aussi ceux qui intéressent la transformation et la commercialisation des produits. Il est vivement souhaitable que les leçons de cette expérience et d'autres expériences semblables soient étudiées plus à fond en vue d'instituer un système analogue dans tous les pays où la réforme agraire a modifié la structure de l'agriculture et a souligné la nécessité d'une expansion économique.

L'absence d'institutions de crédit prive l'agriculteur des fonds dont il a tant besoin ou l'oblige à avoir recours aux usuriers ou aux négociants, à des conditions qui sont tout aussi défavorables que celles que les propriétaires fonciers imposaient à leurs fermiers et à leurs ouvriers agricoles. Si la réforme agraire doit avoir pour but le progrès social, elle doit s'appuyer sur la création d'institutions de crédit adéquates et de services de vulgarisation qui enseignent aux agriculteurs à mieux conduire leur exploitation pour leur permettre d'atteindre un niveau de vie plus élevé.

Commercialisation

Le petit exploitant est toujours handicapé dans la recherche d'un marché rémunérateur. En premier lieu, il ne connaît pas suffisamment les tendances du marché. La situation à cet égard évolue rapidement dans les pays où se répandent la radiodiffusion et d'autres moyens audio-visuels. Les services de vulgarisation sont censés tenir compte entre autres choses, dans les conseils qu'ils donnent, des tendances du marché en fonction desquelles sont établis les

programmes généraux de mise en culture. Même des pays comme les Etats-Unis d'Amérique, où le gouvernement garantit un prix minimum pour certains produits importants, doivent, dans une certaine mesure, fixer chaque année les superficies pouvant être consacrées à diverses cultures. Les services compétents assument une part de responsabilité, aussi bien en ce qui concerne la valeur de leurs avis que les résultats financiers qu'on peut en bonne foi en escompter. Rares sont jusqu'ici les pays en voie de développement qui ont fait preuve d'une réelle volonté d'appliquer une politique de soutien des prix et de planification des cultures assez large pour pouvoir réellement guider les petits exploitants et leur venir en aide. Si, cependant, on attend du petit exploitant qu'il assure, dans le domaine agricole, la puissance économique de la nation, il faudra aborder d'une manière plus rationnelle et hardie le problème des stimulants en matière de prix et celui des directives agricoles.

Une fois assurés les services de vulgarisation, les biens de production et les moyens financiers, et à supposer que l'on puisse à peu près compter sur une demande rémunératrice, on peut envisager l'utilité de systèmes spéciaux de commercialisation. De nombreux pays ont maintenant reconnu, en principe, la sagesse sociale et économique d'une politique consistant à créer des offices publics de commercialisation des principaux produits agricoles. Toutefois, cette tendance est plus répandue en ce qui concerne les marchés d'exploitation qu'en ce qui concerne les marchés intérieurs, lesquels sont encore approvisionnés surtout par les voies du commerce privé. Dans ces conditions, le petit exploitant est souvent désavantagé dans les transactions et l'écart entre les prix à la production et les prix à la consommation n'est pas entièrement justifié par les services que fournissent les intermédiaires dans le circuit de commercialisation.

Lorsque les produits subissent un traitement avant d'être commercialisés, les transformateurs ont souvent la possibilité de faire baisser les prix payés aux producteurs. Plusieurs pays ont institué un contrôle officiel sur le traitement des produits; c'est le cas par exemple pour l'égrenage et la mise en balles du coton dans le district de Djezirah, au Soudan. Nombreux sont les pays dans lesquels les agriculteurs ne se sont pas encore méthodiquement organisés pour traiter et vendre leurs produits sur la base de la libre concurrence. Dans certains Etats, comme au Japon, le gouvernement achète lui-même à un prix raisonnable la récolte de la principale culture vivrière. Au Japon également, comme dans certains pays de l'Europe septentrionale et de l'Europe centrale, les coopératives de commercialisation aident les petits exploitants, souvent avec l'appui direct ou indirect de l'Etat, à tirer le maximum de profit de la vente du bois d'œuvre et d'autres produits forestiers. Il existe de nombreux systèmes de vente et d'achat – organismes publics, coopératives, organismes mixtes – et il est normal que chaque pays adopte celui qu'il considère comme le meilleur. Il est évident, cependant, que la réforme agraire ne portera tous ses fruits, sur le plan du développement économique, que si l'on adopte une politique satisfaisante en matière de prix et si l'on crée les organismes voulus pour le traitement et la commercialisation des produits agricoles.

Développement communautaire

La réforme agraire, en tant que processus de revision des rapports unissant le cultivateur à sa terre, n'est qu'une opération formelle dont l'efficacité, pour le progrès de l'agriculture et le bien-être des agriculteurs, dépend d'un certain nombre de rajustements sociaux. Si ceux-ci sont négligés, la réforme agraire risque de ne pas réussir à améliorer la situation des cultivateurs ni celle de la communauté. La rééducation sociale et civique de l'agriculteur est de la plus haute importance. Ce n'est pas lui faire une faveur que de l'admettre à faire partie de la collectivité des fermiers ou propriétaires fonciers bénéficiant de la sécurité d'occupation. Ce que l'on se propose, c'est de répartir les chances d'une manière qui soit équitable et bienfaisante pour tous les membres de la communauté. Le nouvel exploitant doit se sentir à la fois rassuré et encouragé par cet esprit de solidarité sociale. Si l'enthousiasme ne naît pas de cette conception neuve et généreuse de l'existence, l'intéressé risque de ne pas se montrer à la hauteur de sa tâche.

Ainsi, l'éducation sociale et civique est le fondement même de la nouvelle communauté que la réforme agraire, sous ses divers aspects, tente d'édifier. Chaque communauté rurale doit organiser ses ressources et les mettre en commun pour tirer le maximum de profit des nouvelles possibilités offertes par l'Etat et doit, à son tour, œuvrer pour le bien de tous. La réforme agraire revêt en soi une grande importance pour le bien-être social et le progrès démocratique. Même les réformes techniques et matérielles intéressant l'agriculture n'atteindront pas leur but

si elles ne sont pas intégrées à la vie normale d'une communauté prospère de cultivateurs. Dans les pays en voie de développement notamment, on attend de la réforme agraire qu'elle déclenche un grand processus de renaissance rurale.

Cette renaissance se manifeste, en fait, dans plusieurs pays. Toutefois, la réforme agraire, même lorsqu'elle s'appuie sur des initiatives officielles de toute sorte et sur des services économiques – vulgarisation, crédit, etc. – n'est généralement pas accompagnée d'un effort délibéré pour rajuster l'existence collective des populations aux besoins de leur nouveau mode de vie. Les services de vulgarisation n'ont pas toujours reçu l'accueil qu'ils méritent et plusieurs programmes d'amélioration de l'agriculture (crédit contrôlé et planification coopérative des cultures, par exemple) ont rencontré des difficultés presque insurmontables en raison de l'attitude des populations et de leurs inclinations. Les efforts du travailleur social doivent s'associer à ceux des techniciens agricoles et des services d'exécution.

Comme plusieurs pays, tels qu'Israël, l'Inde et le Mexique, le découvrent, il est très difficile d'édifier par l'action gouvernementale une vie à la fois libre et organisée. Des exigences apparemment contradictoires de cet ordre ont pu être satisfaites, dans le domaine agricole, par des moyens appropriés. La réforme agraire n'a de sens et ne se justifie que dans le cadre d'une réforme sociale générale. Cette action réformatrice se fonde sur l'existence libre, féconde et démocratique des communautés rurales. Même dans les endroits où des mouvements communautaires ont été organisés, on a souvent tendance à les considérer comme étant extérieurs à la vie professionnelle de la population. Cette tendance a nui au progrès social comme au progrès économique.

On commence à admettre ces principes, qui découlent des divers aspects de la réforme agraire, mais il faudrait en tenir compte dans la pratique beaucoup plus sérieusement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. A moins d'établir les relations voulues entre les individus et de leur donner de bonnes raisons d'agir, leur participation à la réforme agraire ne pourra porter tous ses fruits. Les efforts accomplis en ce moment pour obtenir que tous les membres de la société rurale contribuent à la réforme de la manière la plus efficace possible devront être systématiquement et énergiquement poursuivis.

Les coopératives de service, c'est-à-dire les sociétés coopératives d'agriculteurs qui fournissent à leurs membres les services dont ils ont besoin en matière de crédit, de vente et d'achat, par exemple, jouent un rôle vital dans la mise en œuvre de la réforme agraire. C'est pourquoi, en Egypte, le décret sur la réforme agraire donnait à l'appartenance des cultivateurs à des sociétés coopératives le même caractère obligatoire que l'application des mesures de réforme agraire. Mais le gouvernment de la République arabe unie ne s'est pas contenté de favoriser la création de coopératives: il leur a fourni une aide active sous forme de conseils techniques, d'approvisionnements essentiels et de facilités de vente. Cette politique hardie et constructive a permis d'accroître la productivité et de développer la solidarité entre les agriculteurs. Ni la législation en matière de réforme agraire, ni son application selon le système coopératif n'admettent les demi-mesures. L'Etat qui adopte le principe d'une réforme agraire doit la guider à tous les stades jusqu'à ce qu'une société démocratique et progressiste de cultivateurs soit constituée.

Peu nombreuses sont les lois sur la réforme agraire qui prévoient des mesures relatives aux industries complémentaires et à la décentralisation de l'activité industrielle. Même dans plusieurs pays industrialisés, un abîme sépare les régions rurales, où le travail est dur et où la vie offre peu d'agréments, des centres urbains, où se concentrent les initiatives industrielles et la vie sociale. La réforme agraire n'atteindra tous ses objectifs sociaux que si l'on assure aux communautés rurales un mode de vie meilleur répondant à toutes leurs exigences naturelles. Cette conception de la réforme agraire s'impose d'elle-même aux gouvernements en raison de l'expérience qu'ils ont pu faire de l'inefficacité des demi-mesures, et des aspirations que manifestent les ménages agricoles récemment installés. Il est possible que dans les années à venir, les industries rurales, comme le développement communautaire, jouent un rôle de plus en plus important dans la réforme agraire.

La propriété commune de certaines terres et la responsabilité partagée de leur exploitation ont puissamment stimulé le développement de la vie communautaire. Certaines communautés des régions montagneuses de l'Europe ont été considérablement renforcées par la propriété collective de forêts et de pâturages communaux et elles en ont tiré des avantages économiques. Une tendance se manifeste actuellement dans les pays en voie de développement, lorsque des terres de ce genre appartenant à l'Etat sont disponibles, d'en céder au moins une partie à des communautés voisines. Ces terres peuvent également fournir des matières premières pour le dévelop-

pement des industries rurales, telles que petites scieries et fromageries coopératives.

Remembrement

La prédominance des petites exploitations se caractérise souvent par un morcellement excessif et par la dispersion des parcelles individuelles qui constituent ces exploitations. Une réforme agraire constructive exige que toutes les parcelles d'une exploitation soient regroupées de manière à en obtenir un rendement maximum. Ainsi, les investissements et la gestion deviendront plus productifs. Lorsqu'il s'agit de terres de qualité uniforme, le remembrement ne pose guère de problème économique. Mais lorsque les terres sont de valeur inégale et que la dimension moyenne des exploitations est faible, il est difficile de mettre au point un plan de remembrement qui soit acceptable aux agriculteurs. L'expérience faite dans la République arabe unie montre que si l'on procède à un certain rajustement au moyen d'un fonds commun de terres et de ressources (dans le Nawag, certaines terres « wakf » ont été utilisées à cet effet) et si le remembrement est suivi d'un programme de grandes réformes agricoles, il est possible de surmonter la répugnance naturelle des petits exploitants. Dans les régions où la pression démographique ne se fait pas trop sentir, il est possible de réunir en un seul bloc toutes les terres marginales. Elles peuvent alors faire l'objet d'une utilisation plus extensive (boisement, par exemple) et leur gestion et leur productivité peuvent être améliorées en transférant la propriété à la communauté intéressée ou en constituant, sous diverses formes, des associations de propriétaires privés.

Dans les pays techniquement évolués, le remembrement est souvent réalisé par l'application de lois qui n'imposent à l'Etat que peu d'obligations en matière d'investissements. Dans certaines régions, toutefois, des programmes spéciaux de développement, tels que les programmes de mise en valeur des terres ou d'irrigation, ont été complétés par des plans de remembrement plus ou moins obligatoires. Dans les pays en voie de développement, comme l'Inde, la loi autorise à remembrer les terres d'un village lorsqu'un certain nombre de propriétaires détenant la majeure partie de ces terres y consentent. L'Etat prend alors à sa charge une grande part des frais généraux de l'opération.

Dans certaines régions de l'Inde, comme dans d'autres régions où les terres sont très morcelées, il n'a pas été possible de tirer le maximum de profit des techniques agricoles modernes, car le remembrement n'est pas encore achevé. Tout programme d'expropriation et de redistribution des terres devrait s'accompagner de mesures de remembrement. Lorsque toute l'économie est orientée vers le progrès, l'évolution technologique conduit presque automatiquement à accentuer le remembrement. En fait, il peut devenir nécessaire de prendre des mesures spéciales pour préserver les petites exploitations familiales. Dans l'avenir immédiat, cependant, le remembrement des exploitations devrait bénéficier d'une priorité beaucoup plus haute dans les programmes de planification agricole des pays en voie de développement que cela semble avoir été le cas jusqu'ici. Les ressources financières, techniques et administratives nécessaires à l'élaboration et à l'exécution de programmes de remembrement devront être beaucoup plus importantes qu'elles ne le sont actuellement.

Le remembrement est l'un des domaines de la réforme agraire où des avantages fiscaux peuvent fort bien amener de promptes et nombreuses adhésions au système. En vue de corriger les inégalités dans la redistribution des terres et d'offrir les stimulants voulus, on peut adopter un système différentiel d'imposition et d'indemnisation. L'abolition virtuelle des intermédiaire entre l'Etat et les cultivateurs pour la collecte des impôts a permis de mieux utiliser le système fiscal dans l'intérêt public. Il est inhabituel d'appliquer en matière d'impôt foncier le principe du minimum imposable pour les exploitations agricoles. On signale qu'à Porto Rico les exploitations dont la dimension est inférieure à un certain minimum ne sont pas imposées. Lorsque les plans de remembrement se fondent en fait sur la libre acceptation des intéressés, il est peut-être bon de les encourager par des avantages fiscaux. Parfois les responsables de la mise en valeur des terres, sinon ceux qui sont chargés d'appliquer la réforme agraire, sont trop prompts à en faire supporter le poids à ses bénéficiaires directs. C'est de ce principe que découlent les taxes sur les améliorations foncières. L'exemple de l'Inde montre, cependant, que les avantages obtenus ne se manifestent pas d'emblée et qu'il est peut-être préférable, pour les faire mieux apprécier, de retarder le moment où, sous des formes indirectes, les bénéficiaires seront appelés à s'acquitter à l'égard de la société.

Il vaut mieux récompenser directement l'efficacité que d'utiliser l'arme fiscale pour combattre l'inefficacité. Dans plusieurs pays, notamment au Chili,

en Colombie, en Corée du Sud, à Taïwan et au Mexique, l'administration accorde pendant une période initiale une exonération d'impôts pour les terres récemment mises en valeur. Les modalités d'application de ce principe peuvent varier considérablement selon les cas, mais il mériterait d'être plus largement adopté. La hausse récente des prix dans la plupart des pays en voie de développement a contribué à alléger la charge de l'impôt foncier, qui n'est plus maintenant aussi manifestement régressif qu'il ne l'était normalement autrefois. L'inégalité entre les grands et les petits exploitants subsistera nécessairement dans la mesure où elle est inhérente à leur situation. L'impôt foncier, sous ses diverses formes, mérite d'être étudié d'une façon plus systématique et constructive dans ses rapports avec les mesures de réforme agraire.

Colonies agricoles

Les colonies agricoles peuvent être principalement composées de migrants ou d'immigrants. Les colonies de migrants sont le produit le plus direct des mouvements qui ont amené la réforme agraire. A Sumatra, dans la vallée de Gal Oya, à Ceylan, ainsi que dans plusieurs pays de l'Amérique latine, on tente de déplacer les populations rurales des régions les plus peuplées vers les régions moins peuplées et relativement inexploitées. Au Brésil et dans d'autres pays de l'Amérique latine où d'importantes superficies restent à développer, on encourage les agriculteurs immigrants venant de pays évolués à constituer des colonies agricoles. Ces colonies, dont les méthodes d'exploitation et les activités connexes sont relativement plus efficaces, servent d'exemple aux agriculteurs locaux.

En Israël, certaines régions sont maintenant occupées par des immigrants, originaires de pays plus anciens, dont la présence s'explique surtout par des motifs religieux. Ailleurs, les colonies d'immigrants sont rarement aussi importantes, mais elles peuvent offrir certains avantages sur les communautés plus anciennes du pays si elles appliquent des méthodes plus rationnelles. Les colonies agricoles peuvent donc être considérées comme des groupes restreints, d'origine nationale ou internationale, dont l'activité est extrêmement fructueuse tant en elle-même que par la lumière qu'elle jette sur l'ensemble de la question de la réforme agraire.

Comme la colonisation agricole implique la transplantation définitive de familles, la question de savoir qui sera transféré et dans quelle zone est d'une importance capitale. Dans certains cas, comme aux Pays-Bas, on a incité des agriculteurs expérimentés et bien pourvus à émigrer individuellement ou en groupes vers des contrées neuves telles que le Brésil, dont l'avenir agricole est plein de promesses. Dans d'autres cas, comme en Egypte et au Soudan, des agriculteurs expérimentés ont été déplacés à l'intérieur du pays vers de nouvelles régions où l'on a procédé à des investissements massifs de caractère social en vue d'accroître la capacité productive. Dans de nombreuses régions du monde, cependant, les futurs colons se recrutent parmi les éléments les moins doués et les plus démunis de la population agricole. Avec une formation adéquate et l'appui des services locaux de vulgarisation et d'autres services, ils peuvent devenir de bons agriculteurs, comme cela a été le cas en Israël, mais les efforts déployés à cet effet devront être délibérés et systématiques.

Parce qu'on ne se rend pas toujours compte de tout ce qu'implique le recasement, et plus encore faute de ressources suffisantes, on néglige très souvent d'élaborer avec soin, après avoir choisi les colons, des plans détaillés comportant les services nécessaires à leur installation. Lorsque les personnes choisies pour constituer une colonie étaient des chômeurs ou des anciens combattants n'ayant jamais pratiqué l'agriculture, le processus de formation et d'adaptation n'a généralement pas donné les résultats attendus. Les tentatives faites délibérément, par exemple dans la vallée de Gal Oya à Ceylan, pour faire entrer dans les colonies agricoles un élément complémentaire formé de non-agriculteurs, ont été quelque peu artificielles et mal préparées. Il peut être bon d'équilibrer les activités agricoles et non agricoles de manière qu'elles s'intègrent normalement au sein de la colonie; mais lorsque cet équilibre ne s'est pas établi naturellement, il est très difficile de le réaliser par des moyens artificiels. Les collectivités dans lesquelles on s'est efforcé d'équilibrer les activités sur une base régionale sont celles qui semblent avoir le mieux résolu le problème. Dans une région ou un secteur à la fois agricole et industriel, il faut, pour que les deux branches d'activités survivent et prospèrent, que le milieu naturel et les institutions leur soient suffisamment favorables. La création de communautés à la fois agricoles et industrielles exige une planification systématique. Cette question, comme celle de la place que doivent occuper les petites industries artisanales dans les plans de colonisation, appelle des études

beaucoup plus approfondies. Lorsqu'il s'agit de coloniser une région boisée, les arbres abattus pour faire place à l'agriculture et l'exploitation rationnelle des peuplements environnants peuvent fournir la matière première nécessaire au développement des industries. L'expérience en a été faite d'une manière concluante dans plusieurs colonies du Venezuela.

La présence d'éléments indésirables dans les groupes officiellement désignés pour être transférés dans les zones à coloniser, notamment parmi ceux qui proviennent des régions surpeuplées de certains pays en voie de développement, est assez fréquente pour justifier des mesures énergiques de la part des gouvernements intéressés. Les colons sont généralement choisis selon des critères prédéterminés. Lorsque la sélection s'opère de façon objective et indépendante, son but est atteint. Si tel n'est pas le cas, le processus de colonisation risque de s'en trouver vicié dès le départ.

Le choix de la zone de colonisation est également important. Le fait qu'une région soit relativement peu peuplée n'est pas en soi déterminant; encore faut-il savoir exactement ce qu'implique, physiquement et économiquement, son développement et bien étudier le type de colon convenable. Cela suppose un certain nombre d'enquêtes préliminaires qui, seules, peuvent fournir la base d'un plan de colonisation. Presque tous les plans de cet ordre ont été élaborés à partir de quelque étude, mais les résultats ont été très variables. Il est des cas, par exemple, où les ressources que la nouvelle communauté peut espérer tirer des forêts ou d'autres richesses naturelles qui l'environnent n'ont pas été soigneusement recensées. En conséquence, les efforts et les ressources investis dans de nombreux plans de colonisation se révèlent souvent hors de proportion avec les résultats obtenus.

De grands mouvements de population, non motivés par la colonisation agricole, ont récemment eu lieu dans plusieurs régions du monde. Le cas d'Israël montre le genre de problèmes que cela pose, tant pour les émigrants qui doivent abandonner leur demeure que pour les immigrants invités à entrer dans le pays. Même les exodes massifs qui se produisent parfois dans les régions nord-ouest du Brésil frappées par la sécheresse doivent être considérés comme des phénomènes exceptionnels. La fréquence avec laquelle ils se manifestent incline évidemment à penser qu'il serait bon de réinstaller les populations touchées dans de nouvelles colonies, selon un plan établi. La suppression soudaine des droits acquis crée un vide qui peut être comblé par la mise en œuvre de plans systématiques de colonisation. Le Sud Viet-Nam est l'un des pays qui ont adopté des normes nouvelles en ce qui concerne la taille des exploitations agricoles et les conditions d'occupation, lors de la redistribution des terres abandonnées par les émigrants. Les grands mouvements de population qui se sont produits à la frontière indo-pakistanaise ont également créé des situations qui ont nécessité l'élaboration de programmes de réinstallation dans des villages qui existaient depuis des générations.

Deux faits importants sont apparus, qui intéressent le développement futur des colonies agricoles. En premier lieu, on a constaté qu'une colonie exclusivement agricole était d'un entretien difficile et que tant l'élément agricole que l'élément industriel devaient être rentables. En second lieu, on s'est rendu compte que la structure industrielle, agricole et commerciale des zones de colonisation devait s'intégrer dans le cadre général de l'économie nationale pour que l'opération puisse donner de bons résultats. La colonie de Tahrir en Egypte, par exemple, dont le programme initial était trop idéaliste, a bientôt dû se réadapter aux réalités socio-économiques. A Sumatra, en revanche, on s'est trop exclusivement attaché au problème du déplacement des populations venant des régions surpeuplées de Java. Le résultat a été que la planification économique intéressant les zones de colonisation elles-mêmes n'est jamais intervenue à temps pour faire face aux besoins des populations transférées. Une coordination plus poussée des activités est souhaitable, tant à l'échelon national que sur le plan local, à l'intérieur des colonies, celles-ci étant considérées comme faisant partie intégrante de l'économie du pays. Certains gouvernements qui ont entrepris, comme c'est le cas en Israël, une réorganisation systématique, ont acquis dans ce domaine une expérience précieuse. Le problème peut ne pas paraître mériter une attention particulière lorsque les colonies ne représentent qu'une petite partie d'une économie puissante et pleine d'allant, mais dans les pays surpeuplés et peu développés, une plus grande prudence est nécessaire si l'on veut que les efforts consacrés à la colonisation ne se révèlent pas, en fin de compte, stériles.

La colonisation agricole fait presque toujours naître la nécessité et l'occasion d'organiser une forme de vie communautaire parmi les nouveaux colons. La question du logement et des commodités de toute sorte est d'une autre nature. Elle fait l'objet d'une attention particulière et, dans plusieurs pays, les

conditions de logement et les services sont tout à fait satisfaisants. Des comités locaux d'action civique ont également été constitués dans certaines régions. En revanche, on n'a pas essayé d'encourager le colon à participer à la planification et à la réalisation de l'entreprise, ce qui est cependant une condition importante du succès de la vie communautaire. D'autre part, certaines sociétés commerciales encouragent la création de colonies rurales, comme s'il s'agissait d'une entreprise du même ordre que l'édification d'un groupe d'habitations dans une région urbaine. Les éléments concrets qui concourent à la formation d'une colonie agricole, quelque impressionnants qu'ils puissent être, ne sont pas nécessairement le gage d'une communauté unie et prospère.

Pour édifier une communauté démocratique, il est tout aussi important de tenir compte des problèmes sociaux que des problèmes matériels. Lorsque même les seconds sont traités avec désinvolture, on a tendance à ignorer complètement les premiers. Souvent, comme à Sumatra, les problèmes communautaires qui se posent dans les colonies s'aggravent par le fait du contraste existant entre leur mode de vie et celui des collectivités locales. L'immigrant javanais et l'autochtone de Lampong, à Sumatra, peuvent difficilement avoir une vie civique et culturelle commune. Il en va de même dans la plupart des pays en voie de développement. Israël, qui favorise l'immigration de colons juifs venant de tous les pays du monde, doit faire face à un problème particulier; il s'efforce de le résoudre en donnant à tous les immigrants une formation commune, favorisant à la fois l'initiative individuelle et l'action de groupe coordonnée. Aux côtés du technicien et de l'administrateur, le sociologue doit également contribuer à l'élaboration et à l'exécution des politiques de colonisation.

L'aménagement des communautés tribales devrait recevoir la même attention vigilante dont bénéficient généralement tous les autres types de colonies. Il ne s'agit pas seulement, ni peut-être même principalement, dans ce cas, d'un problème de réadaptation professionnelle. C'est tout un mode de vie qu'il faut modifier, sur le plan de l'éducation, de la société et du travail. Comme cette transformation exige, pour être durable et réelle, l'adhésion et, pour une bonne part, le concours des intéressés, un organisme de type très spécial est nécessaire pour les aider à se réadapter et à prospérer. Il faudra tout d'abord que s'établisse, entre les communautés tribales et les services chargés de promouvoir leur bien-être, une certaine affinité affective et morale. Aucune superstructure administrative ne pourrait résister longtemps si elle ne s'appuyait sur la conviction absolue des populations tribales qu'il y va de leur intérêt. Il est indispensable qu'elles participent de plus en plus activement à la mise en œuvre des programmes sociaux les concernant. L'installation d'un peuple qui, en quête de nourriture et d'eau pour lui-même et pour son bétail, est habitué à de fréquents déplacements, implique nécessairement de nombreux changements économiques et sociaux dans son mode de vie.

Il est déjà assez difficile de favoriser le progrès démocratique par l'action sociale, mais il est encore plus difficile d'étendre aux communautés tribales les bienfaits et les possibilités de la démocratie. Pour promouvoir et développer avec succès l'enseignement, l'action communautaire et la formation professionnelle des communautés tribales, il est indispensable d'acquérir une connaissance parfaite de leurs problèmes particuliers. Si de nombreux pays se sont efforcés d'améliorer le niveau de vie de leurs populations tribales, aucun d'eux n'y a encore réussi d'une façon telle qu'il puisse être donné en exemple aux autres. Les problèmes particuliers que pose l'aménagement des communautés tribales devraient, semble-t-il, donner lieu à d'importantes recherches, tant sur le plan national que sur le plan international.

Chapitre IV - VULGARISATION, ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE AGRICOLES EN AFRIQUE, EN ASIE ET EN AMÉRIQUE LATINE

Introduction

On s'efforcera dans le présent chapitre de passer en revue l'évolution, depuis 1945, des services de la vulgarisation, de l'enseignement et de la recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Il a été impossible de tenir compte d'autres services ou facteurs institutionnels tout aussi importants – notamment du crédit agricole, des coopératives d'agriculteurs, des régimes fonciers et de la réforme agraire – bien qu'ils contribuent eux aussi de façon appréciable au développement agricole.

On ne disposait que de données très fragmentaires (tirées pour la plupart des publications et des enquêtes de la FAO) sur les trois services étudiés, et de ce fait il a été difficile d'en décrire l'évolution avec autant de détails concrets et de chiffres qu'il eût été souhaitable. On espère néanmoins que le présent canevas, si approximatif soit-il, servira à tous ceux qui s'intéressent au développement agricole dans le vaste domaine à l'étude.

Le présent chapitre s'articule *grosso modo* comme suit: développement des services de vulgarisation agricole (principes, organisation, programmes, méthodes et formation); développement de l'enseignement agricole à tous les niveaux; services de la recherche agricole; enfin, évaluation des trois services considérés et suggestions en vue de leur renforcement.

Vulgarisation agricole

On a souvent fait observer que la formation de techniciens agricoles et la mise au point de méthodes et de techniques améliorées n'aidaient guère à accroître la production agricole si l'on ne pouvait convaincre les agriculteurs d'accepter les conseils des experts ou d'adopter les innovations qui sont le fruit de la recherche. Depuis longtemps, les gouvernements des pays peu développés cherchent à atteindre la population rurale et à l'influencer dans ce sens, mais ils ont redoublé d'efforts à cet égard depuis 1945, stimulés par le vaste mouvement d'aide à ces pays qui a pris corps dans le cadre de la coopération bilatérale et internationale.

Cette action des gouvernements est connue sous le nom d'*extension* (vulgarisation). Ce terme – comme dans la plupart des cas le concept qu'il recouvre – a été emprunté aux Etats-Unis et on l'a appliqué à différentes activités entreprises par les pays sous-développés dès avant la deuxième guerre mondiale. La méthode qui consistait à agir à la place des agriculteurs, voire à veiller à l'application des dispositions réglementaires, a tendu à être remplacée ces dernières années par un effort pour leur apprendre à se tirer d'affaire tout seuls. On s'attache maintenant, en effet, de plus en plus à l'aspect éducatif, et cette évolution est due, tout au moins en partie, aux efforts accomplis par la FAO qui a ainsi défini la vulgarisation agricole: « un service éducatif, extrascolaire et dénué de formalisme, qui vise à former les agriculteurs (et leurs familles) et à les amener à adopter des méthodes améliorées de production, d'exploitation, de conservation et de commercialisation sur le double plan de la culture et de l'élevage. La vulgarisation agricole a pour but, non seulement de dispenser un enseignement et d'assurer l'adoption de telle ou telle pratique améliorée, mais aussi de modifier l'optique de l'agriculteur de façon qu'il s'intéresse aux moyens d'améliorer son activité agricole et son foyer et les recherche sans cesse de son propre chef. »

Le vulgarisateur, pour faire du bon travail, doit être réaliste et s'interdire toute action qui puisse

paraître coercitive. Il n'est pas toujours facile de convaincre les agriculteurs de modifier leurs méthodes traditionnelles. Pour y parvenir, le vulgarisateur doit tenir compte du contexte social, culturel et économique et, notamment, des facteurs institutionnels et autres qui peuvent empêcher l'agriculteur de tirer profit des améliorations qu'il a réalisées. Il faut également qu'il possède une expérience pratique des problèmes de l'exploitant et les aborde de façon concrète en faisant abstraction de ses connaissances théoriques.

Il convient de mettre l'accent sur la coopération volontaire. Aussi faut-il exclure de la vulgarisation, chaque fois que possible, les activités qui relèvent de la réglementation et de l'administration (mais aussi l'octroi d'une aide directe). On se rend compte toutefois que seul le manque de ressources ou de personnel qualifié empêche un grand nombre de pays d'établir une séparation entre le service de la vulgarisation et celui qui est chargé de faire appliquer les règlements.

Lorsqu'on les a solidement organisés, les services de vulgarisation sont à la disposition de l'ensemble de la famille rurale, hommes, femmes et jeunes gens y compris. Ces services, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'économie ménagère, devraient, non seulement contribuer à accroître les revenus de l'exploitation, mais aider également les femmes rurales à tirer le meilleur parti possible des ressources dont dispose la famille, notamment du revenu agricole et, partant, à améliorer le niveau de vie familial.

Organisation des services de vulgarisation agricole

Les formules d'organisation des services de vulgarisation agricole varient bien entendu entre les pays selon la structure administrative, économique et culturelle de chacun.

Formules gouvernementales et non gouvernementales

On peut classer grossièrement les services de vulgarisation suivant qu'ils sont organisés et administrés par des associations d'agriculteurs, des universités, des organismes semi-autonomes ou par l'Etat (formule qui est de loin la plus répandue).

Associations d'agriculteurs. A Taïwan, ce sont les associations d'agriculteurs qui se chargent des services de vulgarisation; elles les financent, en bénéficiant, il est vrai, de subventions de l'Etat, et les administrent.

Au Japon, ce sont des organisations d'agriculteurs aidées par l'Etat qui ont fait démarrer les activités de vulgarisation il y a plusieurs dizaines d'années. En 1948, toutefois, l'Etat a pris en charge ces activités et les a développées.

Universités. Il est rare que, dans les pays sous-développés, les services de vulgarisation soient administrés par les universités selon la formule des Etats-Unis, mais, au Chili, le programme Chillán coordonne les activités de vulgarisation, d'enseignement et de recherche de l'Ecole supérieure d'agriculture de l'Université de Concepción. En Inde, également, on envisage de créer sur le même modèle un certain nombre d'écoles supérieures d'agriculture.

Organismes semi-autonomes. On rencontre souvent des services de vulgarisation de ce type en Amérique latine. L'exemple le plus frappant à cet égard est peut-être celui de l'Argentine, où le Servicio de Extensión Agropecuario fait partie de l'Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA). Ce dernier, qui est semi-autonome et relève du Ministère de l'agriculture, est administré à l'échelon national par un conseil où sont représentés les agriculteurs. L'INTA, qui était à l'origine une organisation de recherche, est chargé maintenant des services de recherche, de vulgarisation et de développement en matière d'agriculture et de zootechnie sur le plan national. La recherche et la vulgarisation sont intégrées à tous les échelons au sein d'un service administratif unique.

Sur le plan local, les stations expérimentales sont les principaux artisans du développement technique et social. Les agriculteurs prennent part eux-mêmes à la direction du service par l'intermédiaire des comités locaux de vulgarisation et des conseils consultatifs dans les stations expérimentales.

L'INTA tire ses ressources financières d'une taxe de 1,5 pour cent qui est perçue sur la valeur des exportations de produits et de sous-produits de l'agriculture et de l'élevage. La plupart des observateurs s'accordent à reconnaître que l'INTA s'est rapidement développé durant ces dernières années et que ses perspectives d'expansion sont excellentes.

Le Brésil est également en train d'organiser, sous le contrôle de l'Etat, un service de vulgarisation semi-autonome qui sera associé aux organismes s'occupant de crédit rural et non à ceux qui sont chargés

de la recherche comme c'est le cas en Argentine. Le système de crédit contrôlé, qui a été mis en route par les établissements de crédit et d'autres organismes dans différents Etats du Brésil, a été étroitement lié à la vulgarisation ces dernières années – par l'intermédiaire de l'ABCAR (Association brésilienne d'aide et de crédit ruraux) – au sein d'un réseau national.

Cette association a été créée en groupant un certain nombre d'organismes de crédit et de vulgarisation dans différents Etats du pays. On vient d'entreprendre des études afin de déterminer l'équilibre qu'il convient d'assurer entre la vulgarisation agricole et le crédit agricole contrôlé.

La Colombie a créé un service de vulgarisation semi-autonome sous les auspices de la Fédération colombienne du café.

L'ancien dispositif de vulgarisation du Pérou fournit un autre exemple d'une étroite association entre un service de vulgarisation semi-autonome et le service de recherche. Ce dispositif, qui avait pris corps grâce à l'assistance technique des Etats-Unis, était connu sous le nom de Servicio cooperativo interamericano de producción de alimentos (SCIPA). Indépendant jusqu'à la fin de 1960, il est devenu un service spécial du Ministère de l'agriculture au 1er janvier 1961 avec le nouveau titre de Servicio de investigación y producción agropecuaria (SIPA).

Services organisés et administrés par l'Etat. La grande majorité des systèmes appliqués dans les régions à l'étude sont financés à l'aide des deniers publics et administrés par l'intermédiaire du Ministère de l'agriculture. Le contrôle de l'Etat n'exclut pas, bien entendu, des contributions privées et, dans un grand nombre de pays, particulièrement en Afrique, les organisations non étatiques, les offices de commercialisation et les différents organismes, sociétés et instituts semi-publics ont participé activement au financement et à l'exécution des travaux de vulgarisation.

Organisation d'après le domaine d'action

Le plus souvent, la vulgarisation agricole est assurée soit par un service unifié (couvrant tous les domaines) dépendant d'une seule unité administrative, soit par des services distincts relevant des différents départements techniques du Ministère de l'agriculture. Parfois, la vulgarisation est incluse dans les plans de développement et porte tout à la fois sur la santé, l'éducation, l'artisanat, etc.

Les services unifiés conseillent les exploitants dans tous les domaines de l'agriculture, y compris l'agronomie et la zootechnie. Dans quelques pays, tels que la Corée du Sud et les Philippines, ils fournissent une aide consultative en matière de médecine vétérinaire, de forêts et de pêches. Toutefois, bien des pays ne possèdent pas de service de ce type. En fait, l'administration des services de vulgarisation par chaque département technique du Ministère de l'agriculture reste la règle et conduit inévitablement à des chevauchements et, partant, à une utilisation inefficace des ressources disponibles, notamment en personnel spécialisé. On risque, en outre, de jeter la confusion dans l'esprit des agriculteurs si on leur envoie pour les conseiller sur des problèmes à peu près identiques des spécialistes de questions différentes et, *a fortiori*, si ces derniers leur suggèrent des solutions très diverses et parfois même contradictoires.

On court des risques encore plus grands lorsque les services spéciaux sont placés sous l'autorité de ministères autres que celui de l'agriculture. Dans la région septentrionale du Nigeria, par exemple, l'aide aux agriculteurs est assurée tout à la fois par le Ministère de l'agriculture, le Ministère de la santé animale et des forêts, le Ministère de l'administration locale et le Ministère de l'éducation. A Ceylan, également, les petites exploitations et les plantations sont desservies par des systèmes différents. Les plantations de thé, de caoutchouc et de cocotiers, qui jouent un rôle économique beaucoup plus important, peuvent s'adresser, pour recevoir des conseils, à leurs instituts de recherche spécialisés et aux services de vulgarisation qui y sont associés. L'agriculture de subsistance, que pratiquent de petits exploitants, est desservie par le service de vulgarisation relevant du Département de l'agriculture.

Pêches. A l'exception de l'Indonésie, du Japon, de la Corée du Sud et des Philippines, la vulgarisation en matière de pêches reste peu développée dans les régions à l'étude, en particulier lorsqu'il s'agit d'éduquer les pêcheurs et de les familiariser avec les techniques de pêche modernes. Bien que l'on reconnaisse qu'il est à la fois souhaitable et nécessaire de donner aux pêcheurs une formation pratique et des conseils techniques, la seule formation qui ait été dispensée jusqu'ici par certains services gouvernementaux a eu trait à l'utilisation des bateaux de pêche à moteur et à certaines questions de navigation.

La pisciculture et la rizipisciculture sont considé-

rées parfois comme une activité agricole et sont desservies à ce titre, dans certains pays, par les services de la vulgarisation agricole. On pourrait envisager l'adoption de cette formule dans d'autres Etats. Les pêcheurs pourraient être conseillés, formés et aidés sur place par le vulgarisateur agricole dans les deux domaines précités.

Forêts. Bien qu'elle relève dans la plupart des pays du Ministère de l'agriculture, la foresterie appartient rarement au champ d'action des services de vulgarisation agricole. Elle diffère évidemment de l'agriculture du fait que la plupart des forêts appartiennent à l'Etat et qu'il existe peu d'entrepreneurs forestiers auxquels on peut fournir une aide ou des conseils en matière de technologie et de pratiques forestières modernes. Indépendamment des mesures de caractère général qui consistent notamment à créer des services forestiers pour administrer les forêts domaniales et privées, planifier le développement forestier et assurer l'exécution des mesures qui s'imposent, la vulgarisation forestière fait depuis peu l'objet d'une attention considérable.

Néanmoins, dans nombre de pays, la vulgarisation forestière n'a pas encore été organisée de façon méthodique, que ce soit en tant que service indépendant ou à l'intérieur des services de la vulgarisation agricole. Ces derniers temps, les gouvernements du Chili et de certains pays africains ont établi, avec l'aide de la FAO, des projets touchant l'organisation de cours sur les techniques de travail en forêt et la prévention des accidents à l'intention des ouvriers forestiers, des gardes forestiers et des exploitants. L'aménagement des terrains de parcours constitue un point de rencontre pour l'agriculture et les forêts, et fournit le point de départ logique d'une coopération entre vulgarisateurs forestiers et vulgarisateurs agricoles. Il faut assurer aux gardes forestiers une aide notamment consultative sur les points suivants: amélioration, utilisation pour le pacage et exploitation en rotation des terrains de parcours; plantation d'essences à croissance rapide; protection des forêts qui sont pâturées, et meilleurs moyens d'aménager les terrains de parcours. Ces activités fournissent à la vulgarisation un point de départ tout indiqué à partir duquel elle peut s'étendre aux problèmes que posent l'aménagement forestier et d'autres pratiques.

On juge maintenant souhaitable un effort de vulgarisation dans le domaine forestier, particulièrement en Amérique latine et dans les pays où le développement agricole absorbe rapidement de nouvelles régions. Il faut indiquer aux populations quelles sont les terres à défricher et quelles sont celles qui doivent rester boisées, comment on peut assurer la conservation et la protection des forêts dans les zones non agricoles et tirer le plus grand parti possible du binôme agriculture-forêts. Il semble qu'il y ait intérêt dans ce cas à intégrer les services de vulgarisation forestière et de vulgarisation agricole au sein de la même administration. Le service forestier pourrait rester indépendant au point de vue des activités qui ont trait à la recherche et à l'application des règlements, la vulgarisation forestière restant rattachée, sur le plan éducatif, au service de la vulgarisation agricole.

La plupart des vulgarisateurs agricoles qui opèrent sur le terrain dans les régions à l'étude n'ont malheureusement aucune formation ni aucune expérience en matière de forêts et ne peuvent, par conséquent, pousser très loin la vulgarisation dans ce domaine. On pourrait remédier à cet inconvénient si, lorsque cela est nécessaire, les établissements d'enseignement agricole introduisaient dans leurs programmes d'étude un cours de formation générale sur les forêts, traitant notamment de leur valeur économique et physique, de leur influence, et enfin de leur aménagement et de celui des terrains de parcours. En outre, des experts forestiers qui seraient affectés aux services de la vulgarisation agricole pourraient fournir sur place une aide et une formation aux vulgarisateurs.

Services vétérinaires. Dans la plupart des pays, les travaux de vulgarisation dans le domaine vétérinaire sont effectués également en dehors des services de la vulgarisation agricole. En général, les services vétérinaires s'occupent avant tout de fournir une aide directe aux agriculteurs et aux gardes forestiers. Il est rare que l'on applique de véritables programmes de vulgarisation vétérinaire, particulièrement à l'égard des mesures d'hygiène et de protection contre les épidémies. On en vient toutefois à reconnaître la nécessité de cette vulgarisation et l'on envisage, dans un certain nombre de pays, de l'inclure dans le programme d'ensemble des services de vulgarisation agricole. Des éléments d'anatomie et de physiologie animales et de médecine vétérinaire appliquée pourraient être enseignés avec profit dans les établissements d'enseignement agricole aux étudiants qui se destinent à la vulgarisation. Les services de la vulgarisation agricole pourraient également recruter des spécialistes des questions vétérinaires.

Développement communautaire

Certains pays ont entrepris la vulgarisation agricole dans le cadre d'un programme de développement communautaire. Le développement communautaire a été défini comme étant le processus qui permet aux populations intéressées et aux pouvoirs publics d'unir leurs efforts pour améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des communautés (3)[1]. De la sorte, les efforts des populations sont soutenus par la fourniture des services techniques et autres sans lesquels les objectifs fixés ne sauraient être atteints.

Les programmes de développement communautaire sont exécutés soit grâce à l'action concertée du personnel des différents services sur le terrain, soit par un organe faisant appel à des agents polyvalents travaillant à l'échelon du village. Cette dernière méthode a été adoptée en Inde, pays qui depuis 1952 a mis en œuvre un vaste programme de développement communautaire dans le cadre de ses plans quinquennaux. Dès que l'on a obtenu certains résultats, on est en mesure de faire appel aux services spécialisés, tels que ceux de la vulgarisation agricole, de l'hygiène et de l'artisanat.

Il arrive que les programmes de développement communautaire mettent l'accent de façon générale sur les domaines qui ne contribuent qu'indirectement à la production – santé, éducation et économie ménagère. En revanche, la vulgarisation agricole est par nature orientée vers des projets qui font espérer un rapide accroissement des revenus, car on présume qu'une fois cet objectif atteint il sera plus facile de mettre l'accent sur les services qui s'occupent des aspects sociaux et autres de l'existence. Aussi a-t-on été souvent amené, dans les programmes de développement communautaire (en Inde, par exemple), à faire porter principalement les efforts sur la vulgarisation agricole. Au Pakistan également, on s'est donné pour objectif « d'accroître rapidement la production et le revenu des villageois grâce à l'amélioration des méthodes d'exploitation agricole et à l'expansion des industries artisanales ». Dans ce cas, « certaines des armes les plus efficaces... contre le traditionalisme en agriculture sont tirées de l'arsenal des méthodes de vulgarisation agricole » (23). On fait appel aux techniciens du Ministère de l'agriculture, lorsqu'ils sont disponibles, pour conseiller les agriculteurs. On utilise souvent des parcelles de démonstration, et les exploitants les plus éclairés aident à former les autres agriculteurs.

Il va de soi que la pénurie de personnel qualifié et les difficultés budgétaires rendent impérative une étroite coordination entre les programmes de vulgarisation et de développement communautaire. Dans certains cas, toutefois, ces deux types de programme relèvent de ministères différents dont les activités ne sont pas suffisamment coordonnées, d'où des chevauchements considérables.

Les programmes de développement communautaire visent à obtenir de grandes réalisations avec peu de capital. Toutefois, la plupart des techniques enseignées aux agriculteurs exigent des investissements de capitaux, qu'il s'agisse d'améliorer quantitativement et qualitativement l'utilisation des engrais, d'employer de meilleures semences, d'assurer plus efficacement la protection des végétaux ou d'utiliser des outils mieux conçus.

Il est extrêmement difficile de déterminer la part des programmes de développement communautaire à l'accroissement des revenus, mais en Asie l'enquête effectuée par les Nations Unies (23) a permis de conclure que ces programmes « ont contribué, ne serait-ce que de façon modeste, à améliorer la production agricole ».

Le personnel de vulgarisation agricole et sa formation

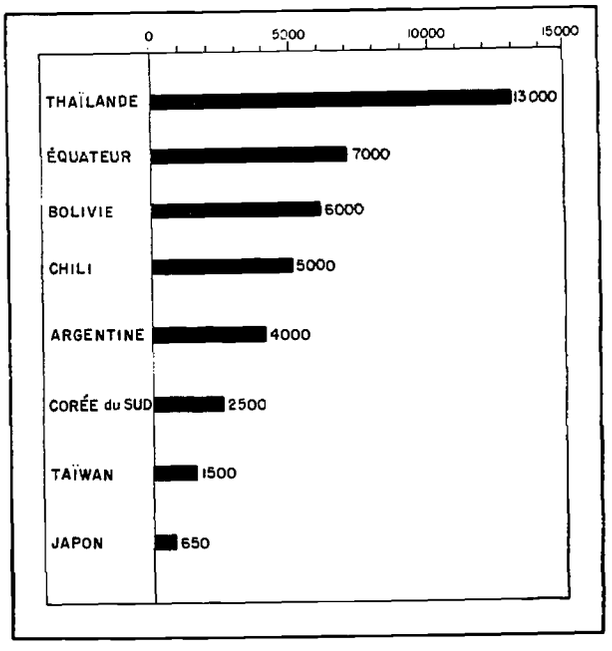
Effectifs et renforcement du personnel

Dans la plupart des pays en voie de développement, les services de vulgarisation ne répondent pas encore comme il convient aux besoins des agriculteurs. Le manque de fonds est un sujet de plainte quasi général. Mais la modicité de l'aide qui est offerte aux agriculteurs est également imputable au nombre limité de vulgarisateurs agricoles qualifiés par rapport au nombre d'exploitants à desservir, et à l'insuffisance des moyens de transport. La pénurie de vulgarisateurs était beaucoup plus aiguë immédiatement après la deuxième guerre mondiale. Depuis lors, leurs effectifs se sont rapidement accrus; il semble toutefois que seul un très petit nombre de pays soient sur le point de couvrir leurs besoins à cet égard, tant quantitativement que qualitativement.

Les renseignements disponibles pour quatre pays de l'Asie du Sud-Est (Corée du Sud, Japon, Taïwan et Thaïlande) et quatre pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Chili et Equateur) permettent de déterminer les variations enregistrées dans le rap-

[1] Les numéros entre parenthèses se rapportent aux ouvrages de références figurant à la fin de ce chapitre.

GRAPHIQUE IV-1. - RAPPORT AGRICULTEURS/VULGARISATEURS SUR LE TERRAIN, DANS CERTAINS PAYS DE L'EXTRÊME-ORIENT ET DE L'AMÉRIQUE LATINE, 1959



SOURCE: Rapport de la FAO sur la situation actuelle de la vulgarisation agricole en Asie et en Extrême-Orient; FAO, *Informe del Centro sud-americano de extension agricola.*

port agriculteurs/vulgarisateurs (graphique IV-1). C'est au Japon que ce rapport est le plus favorable. La Thaïlande, à l'autre extrême, n'a pas eu assez de temps pour doter d'un personnel suffisant le nouveau service créé en 1960. En outre, la création du Département du riz, en 1953, a entraîné une réduction des effectifs du service de vulgarisation, de sorte que le rapport entre vulgarisateurs et exploitants est tombé à 1 pour 13 000 environ.

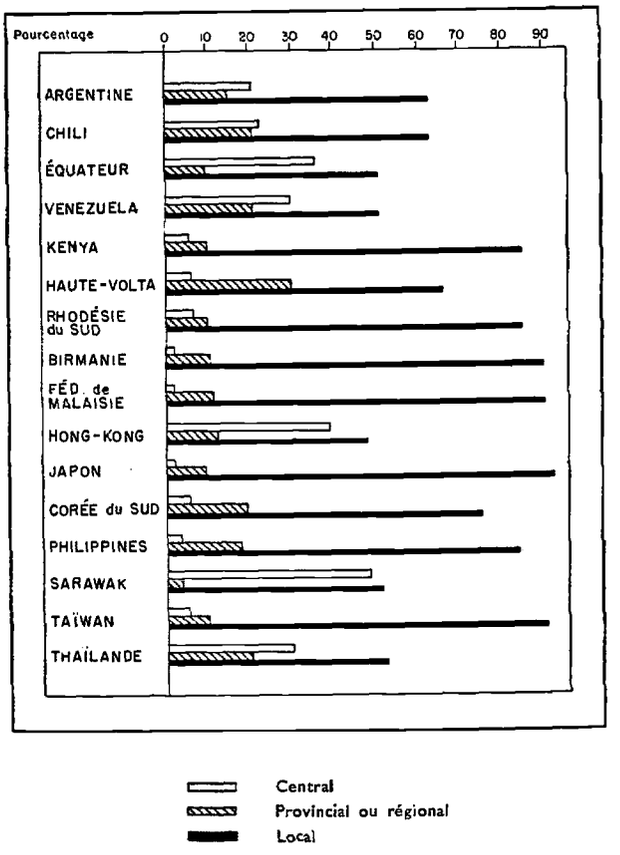
L'expérience acquise dans les pays à petites exploitations a montré que chaque vulgarisateur agricole qui opère sur le terrain peut desservir efficacement de 600 à 1 000 exploitants selon les moyens de transport dont il dispose, la densité d'habitation, le degré d'instruction et les connaissances techniques des agriculteurs et, enfin, les méthodes utilisées pour entrer en rapport avec ces derniers et les convaincre (visites individuelles aux exploitations et démonstrations).

Certains pays, se rendant compte combien il est difficile pour une seule personne de desservir une zone très vaste aux exploitations nombreuses, ont limité le secteur de chaque vulgarisateur à 600-1 000 exploitations – chiffres indiqués ci-dessus. Ces secteurs, dont le nombre correspond à celui des vulgarisateurs dont on dispose sur le terrain, sont choisis dans les principales régions agricoles du pays et situés de façon à servir de pôles d'expansion pour les activités de vulgarisation. Les améliorations réalisées dans ces secteurs doivent s'étendre rapidement aux zones environnantes. Les agriculteurs, en effet, ont toujours tendance à observer les méthodes que leurs voisins ont utilisées avec succès et à leur emboîter le pas.

On peut également comparer les services de vulgarisation agricole dans les pays en voie de développement d'après la répartition de leur personnel entre les échelons central, provincial et de campagne. Le graphique IV-2 indique cette répartition pour 16 pays. On notera que dans certains d'entre eux les effectifs centraux sont presque aussi nombreux que les effectifs du personnel sur le terrain. Mais si l'on compare les premiers aux effectifs régionaux ou provinciaux, on constatera que très peu de pays ont une proportion suffisante de vulgarisateurs sur le terrain.

La Birmanie, la Fédération de Malaisie et le Japon

GRAPHIQUE IV-2. - PERSONNEL DE VULGARISATION A L'ÉCHELON CENTRAL, PROVINCIAL OU RÉGIONAL, ET LOCAL, DANS CERTAINS PAYS, 1959



SOURCE: Rapport de la FAO sur la situation actuelle de la vulgarisation agricole en Asie et en Extrême-Orient: FAO, *Informe del Centro sudamericano de extension agricola*; rapports du Service régional de vulgarisation de la FAO pour l'Afrique.

fournissent des exemples d'une répartition satisfaisante du personnel.

Dans les pays en voie de développement, la plupart des vulgarisateurs ne tiennent pas à travailler sur place avec l'exploitant. C'est que, manquant d'une formation technique appropriée et d'une expérience pratique, ils se sentent mal à l'aise lorsqu'ils ont directement affaire à l'agriculteur; l'insuffisance des moyens de transport et autres explique aussi cette attitude. Le peu de prestige des activités agricoles dans bien des pays retient également le personnel de vulgarisation dans les bureaux. Dans le même sens, jouent les conditions de vie relativement défavorables en dehors des capitales et les différences de rémunération que l'on constate entre le personnel central et le personnel sur le terrain, même à égalité de qualifications techniques.

Il arrive que les émoluments d'un administrateur principal n'atteignent pas moins de 15 fois ceux du vulgarisateur opérant à l'échelon du village. Cette forte disparité est souvent due à la formation très sommaire du vulgarisateur sur le terrain, mais on a constaté dans plusieurs cas que l'un et l'autre avaient des qualifications analogues, ce qui semble indiquer que le second est nettement sous-rétribué. Il arrive même parfois que des vulgarisateurs agricoles soient envoyés sur le terrain à titre de mesure disciplinaire.

On admet maintenant de façon générale que le personnel sur le terrain doit recevoir une rémunération comparable à celle du personnel de qualification égale de l'échelon national et administratif, et qu'on devrait le mettre en mesure, s'il est suffisamment compétent, d'accéder aux grades les plus élevés et de bénéficier d'un régime de pensions analogue à celui des autres catégories de personnel. De la sorte, les services de vulgarisation sur le terrain pourront recruter un personnel de meilleure qualité qui rendra de plus grands services à l'exploitant et, de ce fait, à l'économie nationale.

Dans bien des cas, les services de vulgarisation des pays en voie de développement ne sont pas dotés d'un personnel expressément formé et recruté pour faire l'éducation des agriculteurs, et ce personnel se compose d'éléments qui ont été éconduits par d'autres départements ministériels ou qui accomplissaient une tâche de caractère administratif et étaient chargés de faire appliquer les règlements. Les services de vulgarisation les plus efficaces sont ceux qui ont recruté le personnel approprié. Seuls les vulgarisateurs qui comprennent l'agriculteur, sympathisent réellement avec lui et sont disposés à partager son travail et son existence au village et aux champs, font vraiment œuvre utile.

Le manque d'encadrement et d'aide technique explique aussi pour une bonne part le peu d'efficacité des services de vulgarisation sur le terrain dans les pays en voie de développement. Rares sont les pays qui ont établi un système satisfaisant pour orienter et aider les vulgarisateurs sur le terrain dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'action réaliste. Lorsqu'il existe des cadres, ils sont trop peu nombreux et ne possèdent pas les attributions nécessaires.

Les services de vulgarisation des pays en voie de développement ne disposent également d'experts des différentes disciplines qu'en nombre limité, et ces experts n'aident pas efficacement le personnel sur le terrain. Lorsqu'il existe des vulgarisateurs spécialisés dans un domaine particulier, ils font souvent double emploi avec les experts des différents départements techniques. Au Chili, par exemple, l'expert de la FAO en matière de vulgarisation a recommandé en 1958-59 que l'on fasse appel aux spécialistes des départements techniques du Ministère de l'agriculture pour aider les vulgarisateurs agricoles travaillant sur le terrain, et non pour aider directement les exploitants. On a également recommandé que les quelques experts des différentes disciplines dont dispose le service de vulgarisation du Chili effectuent un travail de liaison afin d'améliorer la coordination des travaux que les spécialistes effectuent sur place.

Les vulgarisateurs agricoles de fraîche date qui n'ont pas travaillé dans d'autres départements ne sont pas toujours suffisamment préparés à leur tâche. Leurs connaissances techniques sont parfois théoriques et sans rapport avec les problèmes et les besoins réels de l'agriculteur. Avec le développement des services de vulgarisation agricole, les gouvernements ont eu le temps de se rendre compte qu'il fallait donner une formation spéciale aux futurs vulgarisateurs, et des améliorations ont été apportées dans les écoles supérieures et universités intéressées du point de vue tant des installations que du personnel enseignant.

Formation des vulgarisateurs

En Extrême-Orient, certains pays en voie de développement ont organisé à l'intention des vulgarisateurs agricoles quatre types de formation: avant leur prise de fonctions, à leur entrée en fonctions, lorsqu'ils sont en exercice et aux fins d'avancement.

Les trois derniers de ces types de formation incombent généralement aux services de vulgarisation agricole qui les organisent, soit individuellement, soit en collaboration avec les établissements d'enseignement agricole. A cet égard, une aide substantielle a été fournie durant ces dix dernières années aux gouvernements à l'aide des programmes d'assistance technique, bilatéraux et internationaux.

Formation à l'entrée en fonctions. Il s'agit de la formation qui est fournie aux vulgarisateurs agricoles – et avant tout à ceux qui opèrent sur le terrain – dès leur nomination et avant qu'ils aient effectivement pris possession de leurs fonctions. Plusieurs services agricoles, en particulier en Extrême-Orient, fournissent actuellement ce type de formation avec, semble-t-il, d'excellents résultats. L'intéressé effectue d'abord un stage aux services centraux où on l'aide à se familiariser avec la structure et les rouages administratifs du système national de vulgarisation ainsi qu'avec la tenue des archives, le système de rapports et enfin le travail journalier de l'organisme central. Durant ce stage, il étudie les publications appropriées que l'on a mises à sa disposition et il est préparé à ses responsabilités par des fonctionnaires expérimentés qui lui expliquent ce que l'on attend de lui et comment il devra s'acquitter de sa tâche. Après ce stage d'une semaine environ, le futur vulgarisateur est adjoint sur le terrain, pendant une période de deux semaines à un mois, à un vulgarisateur agricole qualifié qui a déjà mis sur pied un efficace programme d'action. Après quoi, son supérieur hiérarchique ou le directeur provincial de l'agriculture l'emmène dans le secteur qu'il doit desservir, le présente aux autorités et à un certain nombre des exploitants les plus en vue. On le conseille alors sur la façon dont il doit aborder sa tâche et élaborer progressivement son programme d'action.

Formation en cours de service. Les vulgarisateurs agricoles qui se trouvent sur le terrain et, de temps à autre, les vulgarisateurs qui opèrent à d'autres échelons, reçoivent, en fonctions, une formation qui leur est dispensée au moyen de conférences, de centres de perfectionnement et de visites de spécialistes et autres. D'autres formules consistent à organiser des visites mutuelles et à échanger des rapports et à publier des circulaires et des ouvrages sur les principes et les méthodes de la vulgarisation.

Formation aux fins d'avancement. Cette formation est rarement assurée dans les pays en voie de développement. Son but est d'améliorer les qualifications du vulgarisateur et de le rendre plus apte à accomplir sa tâche de façon qu'il puisse occuper par la suite les postes plus élevés auxquels il est destiné. Assurer ainsi l'avancement du personnel expérimenté en le préparant comme il convient à assumer de nouvelles fonctions est un excellent moyen d'asseoir solidement les services de vulgarisation. Ce type de formation suscite depuis peu un intérêt accru en Afrique.

La vulgarisation auprès des femmes et de la jeunesse rurale

C'est souvent sur les adultes de sexe masculin que l'on fait porter en premier lieu l'effort de vulgarisation de façon à constituer, grâce à l'accroissement des revenus de l'exploitation, l'assise économique nécessaire pour améliorer les autres secteurs de la vie familiale. Si l'on aide un agriculteur à augmenter sensiblement sa production et son revenu, il est probable qu'il sera prêt à adopter de meilleures méthodes d'économie ménagère et d'autres innovations qui contribueront à élever son niveau de vie. Il consentira à l'éducation de ses enfants qui de ce fait se verront promis à de meilleures conditions d'existence. Lorsqu'un agriculteur, par expérience personnelle, a acquis la conviction que la vulgarisation agricole l'aidait à améliorer ses méthodes l'exploitation et ses recettes, il voudra que les bienfaits en profitent également à sa femme et à ses enfants. L'action amorcée avec la jeunesse rurale éveille souvent l'intérêt des adultes et les amène à accepter les vulgarisateurs et à collaborer avec eux pour assurer le développement agricole.

Vulgarisation de l'économie ménagère

Ce type de vulgarisation est relativement récent dans un grand nombre de pays et il ne s'est développé qu'assez lentement. Il n'est pas surprenant que, là où les femmes rurales sont en grande partie analphabètes et où le conservatisme entrave leur liberté d'action dans la vie de la collectivité, les gouvernements tendent à différer la mise en route de programmes de vulgarisation en matière d'économie ménagère. L'absence d'un enseignement obligatoire fait également obstacle à la vulgarisation. La pénurie de spécialistes de premier plan susceptibles d'élaborer des programmes et de vulgarisatrices capables de les exécuter explique également la lenteur

des progrès de la vulgarisation dans le domaine de l'économie ménagère.

La vulgarisatrice en économie ménagère doit prendre la famille de l'exploitant comme un tout et s'efforcer de l'adapter à l'évolution économique et sociale. Il s'agit d'améliorer tous les aspects de la vie familiale et notamment la nutrition, la gestion du foyer et de toutes ses ressources, et enfin les activités de l'exploitation qui sont habituellement dévolues aux femmes.

La fermière qui sait nourrir sainement les siens et les garder en bonne santé contribue à l'accroissement de la production. L'exploitant qui est heureux au foyer, travaille plus efficacement et donne le meilleur de lui-même tant à sa famille qu'à la collectivité dont il fait partie. Les vulgarisatrices apprennent aux mères et à leurs filles des rudiments de cuisine de façon qu'elles tirent le meilleur parti des vivres disponibles et conservent les denrées en excédent. Elles aident également les familles à faire le nécessaire pour améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité du foyer pour rendre l'existence plus confortable et attrayante; elles enseignent aussi le jardinage, la pratique de l'aviculture et d'autres activités agricoles complémentaires qui peuvent contribuer à améliorer les revenus et les conditions d'existence.

On estime que près de 30 pour cent des pays africains ont mis en œuvre des programmes de vulgarisation ménagère sous une forme ou sous une autre. Etant donné que la production alimentaire y est souvent assurée par les femmes, il convient de coordonner étroitement la mise en œuvre des programmes de vulgarisation en matière d'économie ménagère et d'agriculture, et de les rapprocher des programmes de développement communautaire. Lorsqu'on dispense un enseignement ménager d'un niveau avancé, comme c'est le cas par exemple dans la Région égyptienne de la République arabe unie, où l'économie ménagère est rattachée à la Faculté d'agriculture de l'Université du Caire, les étudiants diplômés seront armés pour faire face aux problèmes et aux besoins des régions rurales.

Les gouvernements de certains pays d'Amérique latine s'occupent activement d'exécuter des programmes nationaux de vulgarisation ménagère. En Argentine, en 1959, sur 285 techniciens agricoles, 79, soit environ 27 pour cent, étaient des spécialistes de l'économie ménagère. Deux d'entre elles dirigeaient des programmes portant sur 49 clubs ruraux d'amélioration ménagère ayant un effectif total de 976 membres. La même année, la Bolivie disposait sur le terrain de 17 vulgarisatrices sur un personnel de campagne comptant 55 techniciens; il existait 130 clubs d'amélioration ménagère groupant 1 830 membres. Le Brésil appliquait un programme intéressant 357 groupes d'amélioration ménagère comprenant au total 4 769 femmes et jeunes filles rurales. Le Chili disposait de 26 vulgarisatrices de formation universitaire (*educadoras del hogar rural*) sur un total de 103 vulgarisateurs ayant cette formation. L'Equateur avait à pied d'œuvre 9 vulgarisatrices sur un total de 82 vulgarisateurs. Le Paraguay a mis en route son programme en matière d'amélioration ménagère en 1957 avec une vulgarisatrice. Il existait alors près de 17 clubs d'économie ménagère groupant au total 61 femmes et jeunes filles. Le Venezuela disposait en 1959 de 82 vulgarisatrices ménagères sur un effectif de 325 vulgarisateurs. A Porto Rico, la vulgarisation ménagère existe depuis 1934 et le programme qui y est appliqué est le plus poussé de toute la région des Caraïbes; la vulgarisation ménagère est assurée dans les régions rurales par les départements de l'agriculture, de l'enseignement, de l'assistance sociale et de la santé.

Le gouvernement indien a fait un gros effort pour former un personnel local féminin à l'échelon du village dans le cadre du programme national de développement communautaire entrepris en 1952. En juillet 1959, le personnel féminin était composé de 1 266 agents locaux et de 1 447 éducatrices dans le domaine social. On forme chaque année près de 400 membres dans ces deux catégories de personnel. Au Japon, le personnel du service de vulgarisation ménagère du Ministère de l'agriculture et des forêts comprend au siège central un chef de section et 18 spécialistes et, sur le terrain, 1 689 conseillères en matière d'économie ménagère. Chaque conseillère est chargée de 4 000 à 5 000 familles, dont 10 à 20 pour cent seulement peuvent en fait être touchées et aidées. Le programme d'économie ménagère aux Philippines est bien organisé au sein du Département de l'agriculture et des ressources naturelles. Il est exécuté principalement par l'intermédiaire des clubs d'amélioration rurale qui enseignent aux ménagères les moyens d'améliorer la nutrition, l'hygiène, la puériculture, etc. En 1959, les Philippines disposaient de 431 conseillères ménagères et de 4 spécialistes de différentes disciplines. L'amélioration rurale, qui est étroitement liée à la vulgarisation de l'économie ménagère, fait également partie du programme appliqué en Indonésie, à Sarawak et à Taïwan. Au Pakistan, les efforts s'organisent autour du programme de développement industriel et agricole des villages.

En Iran, où la vulgarisation ménagère a démarré en 1957, les activités sont maintenant dirigées par 8 conseillères de district aidées d'un certain nombre de spécialistes de divers domaines. Cent trente-huit conseillères locales ont organisé des centres de démonstration dans 200 villages. L'accent est mis particulièrement sur les moyens d'améliorer la production alimentaire domestique.

Programmes intéressant la jeunesse rurale

Ces programmes ont été appliqués dans un grand nombre de pays depuis la deuxième guerre mondiale et ont donné naissance dans un certain nombre d'entre eux à un mouvement de grande envergure. Dans bien des Etats, les clubs sont organisés sur le modèle de l'organisation « 4H » des Etats-Unis. Ce sont en général les vulgarisateurs agricoles qui organisent sur le terrain une action en faveur de la jeunesse rurale avec l'aide d'animateurs locaux bénévoles ayant la formation voulue. Les organisations de jeunesse rurale sont généralement financées par des contributions locales. Dans divers pays, notamment le Chili, le Pérou et les Philippines, des comités locaux et nationaux ont été organisés pour encourager et aider les mouvements de jeunesse rurale.

Le tableau IV-1 fournit des données sur les organisations de jeunesse rurale et leurs effectifs dans 14 pays.

TABLEAU IV-1. - ORGANISATIONS DE JEUNESSE RURALE ET EFFECTIFS DANS QUATORZE PAYS, 1959

Pays	Nombre de clubs de jeunesse rurale	Nombre de membres (garçons et filles)	Nombre moyen de membres par club	Nombre de membres pour 10 000 habitants
Argentine	121	2 476	20	1
Bolivie	508	7 867	15	24
Brésil	445	6 630	15	1
Equateur	91	2 165	24	5
Iran	136	2 617	19	1
Ceylan	1 000	20 000	20	20
Corée du Sud ..	17 319	244 928	14	27
Féd. de Malaisie	3 729	142 594	39	63
Japon	7	300	43	0,5
Népal	310	1 350	4	2
Philippines	4 708	115 828	25	48
Taïwan	3 571	43 471	12	44
Thaïlande	134	4 843	36	2
Viet-Nam	401	18 747	47	7

SOURCE: FAO, *Informe del Centro sudamericano de extension agricola*; Rapport de la FAO sur la situation actuelle de la vulgarisation agricole en Asie et en Extrême-Orient; FAO, *Annuaire de la production, 1959*; autres rapports de la FAO.

Le nombre moyen de membres des clubs, et plus encore le rapport entre le nombre total des membres des clubs et la population globale, donnent une idée de l'importance du mouvement dans chaque pays. Les données sur les organisations de jeunesse rurale s'entendent des programmes appliqués tant aux jeunes gens qu'aux jeunes filles. En Argentine, près de 40 pour cent et en Bolivie près de 30 pour cent des membres des clubs de jeunes ruraux sont des jeunes filles. Au Brésil, près de 80 pour cent des clubs sont des clubs féminins et 20 pour cent seulement des clubs masculins. En Jordanie, près de 30 pour cent des organisations de jeunesse rurale sont des organisations féminines.

Les programmes consacrés à la jeunesse rurale ont une grande valeur éducative et contribuent utilement à mettre en route et par la suite a étoffer les activités de vulgarisation destinées aux adultes. Les programmes destinés à la jeunesse rurale permettent de former des cadres dirigeants pour l'agriculture et l'amélioration ménagère et d'enseigner des méthodes collectives de travail. On peut citer, quant à la façon d'aborder cette tâche, les recommandations suivantes formulées par l'expert de la FAO en matière de vulgarisation agricole au Chili (22):

« L'organisation des clubs de jeunesse rurale « 4C » doit être menée sans hâte. Pour commencer, il faut choisir quelques zones dans l'ensemble du pays en créant dans chacune d'elles un club de jeunesse rurale qui servira de club-témoin. Il faut que chaque club « 4C » mette en œuvre au moins un projet collectif ayant une importance sociale, et tous les membres de chaque club doivent entreprendre au moins un projet individuel. Chaque projet individuel doit être inspecté par tous les membres en groupe au moins une fois par an au moment le plus propice, de façon que le club se familiarise avec les activités de chacun de ses membres et porte un intérêt accru aux résultats de ces projets . . . »

ETABLISSEMENT DES PROGRAMMES DE VULGARISATION

Les services de vulgarisation agricole des pays en voie de développement constatent de plus en plus la nécessité d'établir un programme d'action afin de fixer les objectifs à atteindre sur le plan éducatif, d'arrêter un ordre de priorité et des procédures, et enfin d'organiser les activités comme il convient.

Types de planification

Les types de planification varient fortement d'un pays à l'autre. Le programme peut être élaboré à l'échelon administratif le plus élevé et mis en œuvre par les agents de vulgarisation; il peut aussi être établi par les vulgarisateurs sur le terrain sans la participation des agriculteurs, ou bien conjointement par les uns et par les autres.

L'établissement des programmes par l'administration n'est pas un système des plus satisfaisants, étant donné que celle-ci tend à perdre de vue les problèmes et les besoins véritables des agriculteurs, et ne peut être assurée, de ce fait, de leur compréhension et de leur appui sans lesquels la vulgarisation ne saurait porter ses fruits.

Les programmes peuvent être dressés aux échelons local, régional ou provincial, et national. Ils devraient être – et sont en général – étroitement coordonnés à ces trois échelons. L'élaboration des programmes à l'échelon national exige, entre autres, que les services de vulgarisation coordonnent leurs activités avec celles des autres services agricoles, si l'on veut accomplir des progrès rapides.

Méthodes de vulgarisation agricole

Les méthodes de vulgarisation agricole utilisées pour fournir des renseignements de caractère scientifique aux exploitants et pour les aider à améliorer leurs conditions d'existence varient beaucoup selon leur degré d'instruction, le développement technologique de l'agriculture, la structure sociale, les traditions, les moyens de communication et de transport et, enfin, le matériel et les fournitures dont disposent les vulgarisateurs.

Dans un grand nombre de pays, c'est surtout par les contacts personnels qu'on s'efforce de former la population agricole et d'emporter son adhésion. Dans les pays où le niveau de l'instruction est bas, c'est en rendant visite aux exploitations et en aidant les agriculteurs à appliquer des techniques améliorées que le vulgarisateur a rendu le plus de services. Lorsque l'agriculteur acquiert la conviction que les méthodes scientifiques modernes revêtent un intérêt pratique pour la solution de ses problèmes et que son expérience lui montre l'utilité des innovations, il fait plus confiance au vulgarisateur et en vient à s'appuyer sur son aide.

Toutefois, la méthode des contacts personnels, malgré son utilité, ne saurait convenir pour des raisons d'ordre matériel lorsqu'il s'agit d'atteindre un grand nombre d'agriculteurs. Aussi, dans ce cas, estime-t-on que les démonstrations sont plus efficaces, et les utilise-t-on pour compléter la méthode précitée et les visites aux exploitations. Tant les visites aux exploitations que les démonstrations obligent les vulgarisateurs à passer une grande partie de leur temps sur le terrain pour consulter les agriculteurs, coopérer avec eux et leur montrer le parti que l'on peut tirer des techniques agricoles modernes pour accroître la production et améliorer le niveau de vie familiale.

Les services de vulgarisation font parfois appel aux exploitations de démonstration de l'Etat. Cette méthode, toutefois, est souvent d'une utilité discutable. Ces exploitations offrent certes d'excellentes possibilités de démonstration au vulgarisateur agricole, mais dans bien des cas l'agriculteur ne se dérange pas et, s'il vient, il jugera que les conditions de travail sur lesdites exploitations sont artificielles étant donné qu'on y fait appel à une main-d'œuvre rémunérée, par trop nombreuse et coûteuse, et qu'on y utilise des installations, un équipement et des méthodes qui excèdent les moyens financiers et techniques des exploitants. Certains services de vulgarisation ne font qu'un usage limité des exploitations de l'Etat pour effectuer des démonstrations et se servent surtout à cette fin des exploitations privées qui utilisent des méthodes et des installations telles que l'on puisse raisonnablement s'attendre que les agriculteurs du voisinage soient incités à les observer et à les adopter.

Quelques pays utilisent avec d'excellents résultats les moyens de grande diffusion, tels que la radio, les articles de journaux, les revues, les bulletins et les lettres-circulaires. Toutefois, dans un grand nombre de pays en voie de développement, bien peu d'agriculteurs possèdent une radio ou savent lire et peuvent, par conséquent, tirer profit de cette méthode. Quoi qu'il en soit, les affiches et les expositions agricoles sont deux moyens de grande information qui ont été largement utilisés avec succès.

La meilleure formule est de diversifier les méthodes. Les réunions, les démonstrations, les discussions, la projection de films et de diapositives peuvent se compléter les unes les autres, et le choix d'une combinaison de ces méthodes doit varier avec les conditions locales.

Presque tous les services de vulgarisation reconnaissent que l'existence d'animateurs locaux contribue de façon importante au succès de leur action sur le terrain. Le choix de bons animateurs est une question qui retient maintenant sérieusement l'attention.

La Division des institutions et services ruraux de la FAO, lors de la réunion internationale sur les méthodes et l'élaboration de programmes en matière de vulgarisation ménagère et agricole (juillet 1960), a formulé les principes directeurs suivants (1):

« Les méthodes améliorées que doit enseigner le vulgarisateur ne sauraient ni être intégrées à la vie quotidienne des populations rurales, ni être acceptées par une grande partie de ces dernières, si des représentants des collectivités locales ne viennent pas donner l'exemple eux-mêmes. Il s'agit là d'animateurs qui donnent l'impulsion indispensable aux programmes de vulgarisation dans les différents domaines d'activité, tant sur l'exploitation qu'au foyer.

« L'une des principales tâches du vulgarisateur est de déterminer quels sont les éléments éprouvés à qui l'on pourrait confier un rôle d'animateur. Il faut créer les occasions nécessaires pour que les élèves se mettent en avant et s'imposent à leur entourage.

« En formant des vulgarisateurs, il faut veiller à ce qu'ils acquièrent la compétence nécessaire pour distinguer les élites, les encourager et renforcer leur position.

« On reconnaît un bon animateur local aux qualités suivantes: il réside dans la localité et jouit du respect et de la confiance de ses voisins. Doué d'une intelligence au-dessus de la moyenne et d'un esprit pénétrant et entreprenant, il est plus réceptif que les autres agriculteurs aux innovations qui sont suggérées et n'hésite pas à en faire l'essai sur son exploitation et dans son foyer. Il doit avoir suffisamment d'esprit civique pour désirer faire partager aux autres exploitants les bienfaits des innovations qu'il a adoptées en les persuadant de suivre son exemple. Tout en émergeant quelque peu de la masse des membres de sa collectivité, il ne s'en distingue pas trop sur le plan économique et social et ne perd jamais de vue leurs aspirations et leurs craintes, leurs problèmes, les valeurs auxquelles ils sont attachés ... »

Enseignement agricole

L'enseignement agricole a pour but de former des agents des services de vulgarisation sur le terrain, les spécialistes et autres techniciens de l'agriculture, ainsi que les futurs professeurs et maîtres des écoles d'agriculture de tous niveaux.

Comme nous le verrons, le nombre des écoles d'agriculture augmente régulièrement dans les trois régions considérées; mais si l'on considère uniquement le nombre des écoles ou celui de leurs élèves, on ne peut se faire qu'une idée assez approximative de la part de l'enseignement dans le développement agricole. Le niveau des études, les conditions d'admission, le programme et l'organisation présentent inévitablement des variations, et les diplômes délivrés par des institutions qui sont théoriquement de même niveau peuvent être de valeur fort différente.

Dans la plupart des pays en cours de développement, il n'existe pas de normes précises en matière d'enseignement et de formation. Par exemple, certains pays exigent pour les agents de la vulgarisation une éducation universitaire, alors que d'autres se contentent d'une éducation secondaire ou moyenne. Cependant, comme les agents de la vulgarisation sur le terrain sont appelés à enseigner aux agriculteurs des techniques déjà parfaitement mises au point et expérimentées ailleurs, ils doivent avoir une certaine connaissance pratique de l'agriculture si l'on veut que leur travail soit efficace. Il semble donc que la préparation idéale doive comporter une expérience concrète du travail d'une exploitation agricole complétée par plusieurs années d'études dans un établissement d'enseignement où le niveau des études serait fixé en fonction du niveau d'instruction de la population agricole locale; les élèves y recevraient une formation portant non seulement sur diverses techniques, mais encore sur les moyens d'enseigner ces techniques aux agriculteurs et de les amener à en faire usage.

L'enseignement agricole comprend généralement trois niveaux: supérieur, secondaire ou moyen, et élémentaire ou pratique. On reviendra ci-après sur chacune de ces catégories.

Enseignement supérieur

Nombre des établissements et formes d'administration

Depuis la deuxième guerre mondiale, beaucoup de pays en voie de développement ont créé des établissements d'enseignement supérieur agricole; c'est ainsi que l'on signale qu'il existe au moins une école

supérieure d'agriculture dans chacun des pays suivants: Birmanie, Cambodge, Ceylan, Indonésie, Irak, Iran, Liban, Thaïlande; Bolivie, Costa Rica, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, Salvador, Uruguay, Venezuela; Maroc, Tunisie, Cameroun, Ethiopie, Ghana, Nigeria et Rhodésie. Taïwan, le Pérou et l'Est Africain en ont deux chacun; le Pakistan, la Colombie, l'Equateur et la Région égyptienne de la République arabe unie trois, le Chili et le Mexique quatre, les Philippines cinq, l'Argentine six, le Brésil douze, la Corée du Sud treize, l'Inde vingt, et le Japon vingt-sept.

On trouve également au moins un établissement d'enseignement supérieur en matière forestière dans chacun des pays suivants: Afrique du Sud, Libéria, Birmanie, Inde, Japon, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Turquie et Venezuela, et deux en Argentine, au Chili et en Colombie. Il s'agit d'écoles supérieures ou de facultés rattachées à des universités, et qui fonctionnent comme des établissements complètement indépendants. En outre, l'enseignement supérieur de la foresterie est dispensé également à l'Ecole supérieure d'agriculture d'Alexandrie (R.A.U.), dans vingt-trois écoles supérieures d'agriculture du Japon, et dans huit en Corée du Sud, à l'Ecole supérieure d'agriculture de l'Université de Téhéran et dans une école supérieure d'agriculture au Mexique (16). Les établissements d'enseignement supérieur en matière de pêches sont rares dans les pays en cours de développement; le Japon semble seul à en posséder un. Dans la plupart des pays en voie de développement, le personnel du service des pêches a généralement reçu une formation universitaire en biologie, mais il possède rarement une formation pratique et une expérience réelle en matière de pêches.

Beaucoup de pays ont créé des établissements distincts pour l'enseignement de la médecine vétérinaire. Les pays suivants en possèdent un chacun: Afghanistan, Birmanie, Ceylan, Corée du Sud, Irak, Iran, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Turquie; Bolivie, Pérou, Uruguay, Venezuela; Afrique du Sud, République arabe unie, Soudan. L'Inde en a 16, l'Indonésie 2, le Japon 4, le Brésil 8, le Chili 2 et le Cambodge 2. En outre, il existe au Cambodge un établissement, rattaché à la faculté d'agriculture, où l'enseignement de la médecine vétérinaire est dispensé; il en existe 10 au Japon et 6 en Corée du Sud.

D'après les renseignements disponibles, seul le Pakistan possède une faculté spéciale pour l'enseignement de la zootechnie au niveau universitaire. En Inde, au Japon et au Pakistan, il existe des établissements universitaires distincts où l'on enseigne à la fois la zootechnie et la médecine vétérinaire (4). Dans la plupart des autres cas, la zootechnie fait partie du programme d'agriculture des établissements d'enseignement supérieur.

L'organisation et l'administration de ces établissements d'enseignement supérieur agricole présentent une grande variété. La plupart d'entre eux ont été créés par les pouvoirs publics qui en assurent le fonctionnement. Ce sont en majorité des facultés d'agriculture dépendant d'une université et relevant du Ministère de l'éducation. D'autres sont des écoles supérieures d'agriculture non rattachées à une université et placées sous l'autorité du Ministère de l'agriculture; on en trouve en Inde, au Pakistan et dans certains pays d'Afrique. Dans 10 pays d'Extrême-Orient, 64 écoles supérieures d'agriculture sur 74 ont été établies par le gouvernement; les 10 autres sont privées. Depuis 1945, certains établissements d'enseignement ont été créés en tant que service autonome du gouvernement, c'est-à-dire qu'ils ne relèvent ni du Ministère de l'agriculture, ni de celui de l'éducation.

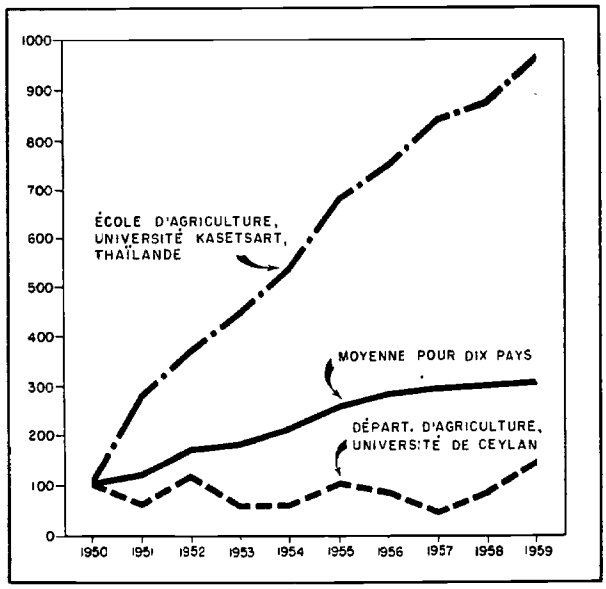
Effectifs des étudiants et placement

Dans ces établissements, l'effectif des étudiants augmente régulièrement, comme le montrent les chiffres relatifs à certains pays d'Extrême-Orient pour les dix dernières années (graphique IV-3). Cette augmentation rapide est due pour une part à l'importance croissante que les gouvernements attachent depuis 1945 au développement agricole et qui s'est traduite par un accroissement des crédits affectés à l'enseignement agricole au niveau supérieur. Si, dans certains de ces établissements, l'augmentation des effectifs a été limitée, cela tient souvent à une réglementation due au manque de fonds ou, exceptionnellement, dans le cas d'un pays avancé comme le Japon, au fait que le pays a moins qu'autrefois besoin d'agronomes diplômés. Dans certains pays du Proche-Orient et de l'Amérique latine, cependant, la faiblesse de l'accroissement des effectifs est due pour une part au manque de prestige des professions agricoles.

Quoi qu'il en soit, les chiffres n'ont de sens que si on les replace dans un cadre; ici, le point de comparaison est le nombre des agriculteurs. On trouvera au tableau IV-2 les données pertinentes pour dix pays d'Extrême-Orient.

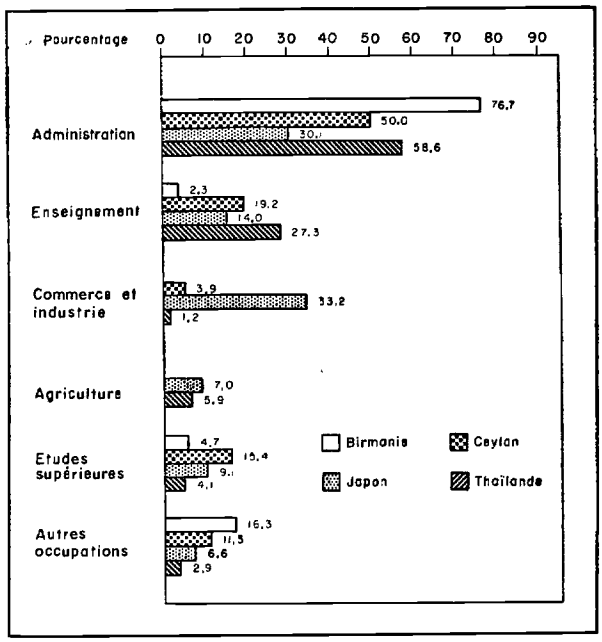
En général, les diplômés se destinent à l'administration ou cherchent à s'employer dans de grandes entreprises privées. Il est rare qu'ils retournent à la terre, et surtout à l'exploitation familiale. Un tel retour est

GRAPHIQUE IV-3. - EFFECTIFS DES ÉTUDIANTS DANS CERTAINS PAYS, 1950-59 (1950 = 100)



SOURCE: Rapport de la FAO sur la situation actuelle de la vulgarisation agricole en Asie et en Extrême-Orient. Les dix pays dont il est question sont: Birmanie. Ceylan, Corée du Sud. Inde, Indonésie. Japon, Pakistan. Philippines, Taïwan. Thaïlande.

GRAPHIQUE IV-4. - EMPLOI DES DIPLÔMÉS DES ÉCOLES SUPÉRIEURES D'AGRICULTURE, DANS CERTAINS PAYS, 1955-59



SOURCE: Rapport de la FAO sur la situation actuelle de la vulgarisation agricole en Asie et en Extrême-Orient.

cependant plus fréquent en Extrême-Orient et en Amérique latine. Le graphique IV-4 permet de constater qu'en 1955-59 les jeunes diplômés des écoles supérieures d'agriculture de la Birmanie, de Ceylan et de la Thaïlande sont pour la plupart entrés dans l'administration ou dans l'enseignement; moins de 5 pour cent d'entre eux sont allés travailler dans des exploitations privées.

TABLEAU IV-2. - NOMBRE DES DIPLÔMÉS D'ÉCOLES SUPÉRIEURES D'AGRICULTURE DANS DIX PAYS, 1950-59

Pays	Nombre d'écoles supérieures d'agriculture	Nombre total de diplômés 1950-59	Rapport entre le nombre de diplômés et celui de la population active en agriculture
Birmanie	1	77	5 195
Ceylan	1	68	20 324
Corée du Sud	2	3 148	396
Inde	20	7 068	10 160
Indonésie	1	133	112 782
Japon	27	21 858	394
Pakistan	13	5 855	427
Philippines	3	705	22 831
Taïwan	5	5 792	958
Thaïlande	1	437	10 069

SOURCE: Rapport de la FAO sur la situation actuelle de la vulgarisation agricole en Asie et en Extrême-Orient; FAO. *Annuaire de la production. 1959.*

Programme des études

On observe une tendance croissante, dans les établissements d'enseignement agricole supérieur des régions considérées, à concentrer l'enseignement sur des matières techniques et à négliger plus ou moins la vulgarisation agricole, la sociologie et la psychologie rurales, la gestion des exploitations et autres aspects de l'économie agricole. Il semble également que l'enseignement de l'agriculture appliquée ne fasse pas une place suffisante aux travaux pratiques, dont les étudiants qui ne viennent pas d'un milieu agricole ont particulièrement besoin. Il faut ajouter que dans certains cas on porte actuellement remède à cet inconvénient.

Les institutions dont le programme de travail est d'une souplesse parfaite sont très rares. La tendance serait plutôt d'obliger les étudiants à suivre pendant deux ans le programme de base et de les laisser ensuite choisir les cours qui conviennent le mieux à l'emploi auquel ils se destinent, leur permettant ainsi pendant un an ou deux d'acquérir un certain degré de spécialisation. Dans des pays comme l'Inde et la République arabe unie (Région égyptienne), certaines facultés d'agriculture offrent aux diplômés la possibilité de poursuivre leurs études en vue d'une

spécialisation plus poussée, mais dans une moindre mesure que les universités d'Europe et d'Amérique du Nord. C'est donc encore dans ces dernières que les étudiants de beaucoup de pays peu développés vont poursuivre leurs études lorsqu'ils veulent se spécialiser.

Installations et moyens d'enseignement — Personnel enseignant

Dans beaucoup d'établissements d'enseignement supérieur, les installations et les moyens d'enseignement paraissent insuffisants, eu égard particulièrement à l'augmentation du nombre des étudiants. Les laboratoires et leur équipement ne sont pas toujours complets ni modernes. Pour les travaux pratiques, les facultés ne disposent pas toujours des terres, du cheptel et du matériel nécessaires. Les bibliothèques sont parfois périmées et fort incomplètes. Dans beaucoup d'établissements, elles contiennent des livres en langue étrangère que seule une minorité d'étudiants peut consulter; en revanche, elles manquent souvent d'ouvrages et de publications rédigés dans la langue utilisée pour l'enseignement.

Il semble également que dans certains cas le corps enseignant ne soit pas assez nombreux. Dans d'autres, il n'y a pas assez de professeurs pour que les étudiants soient suivis individuellement; dans d'autres encore, il y en a trop, ce qui rend excessif le coût de l'enseignement par étudiant. Certains établissements ont recours à du personnel à temps partiel, mais celui-ci donne souvent de moins bons résultats qu'un personnel qualifié employé à plein temps.

Parfois, le personnel n'a pas les titres voulus, et il ne possède pas toujours une expérience pratique suffisante de l'exploitation agricole. Depuis quelques années, on s'efforce d'améliorer les qualifications professionnelles des enseignants en les envoyant se perfectionner à l'étranger, grâce en partie à des bourses d'étude et de perfectionnement octroyées au titre de programmes internationaux et bilatéraux d'assistance technique ainsi que par des fondations privées. En Extrême-Orient, on estime que dans 10 établissements d'enseignement agricole supérieur, 15 pour cent des enseignants ont obtenu le diplôme de *Doctor of philosophy* et 30 pour cent environ le diplôme de *Master of science*. Les 55 pour cent restants ont un diplôme de *Bachelor of science* obtenu dans le pays ou à l'étranger.

L'International Cooperation Administration (ICA) des Etats-Unis a puissamment aidé à relever le niveau de l'enseignement agricole supérieur dans les pays considérés par des accords passés entre universités, et à l'exécution desquels contribuent plus de 20 institutions aux Etats-Unis. Le premier de ces « contrats » a été conclu avec l'Ethiopie. Une centaine d'experts de l'ICA aident actuellement l'Inde et le Pakistan à créer des établissements supérieurs d'enseignement agricole analogues aux *land-grant colleges* des Etats-Unis.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE OU MOYEN

Nombre et types d'établissements

L'enseignement agricole secondaire ou moyen se place entre l'enseignement universitaire et l'enseignement élémentaire. Les conditions d'admission varient suivant les pays et les écoles; on exige au minimum cinq ans d'école élémentaire dans certains cas, au maximum dix ans dans d'autres. La période de formation pratiquée est de deux à quatre ans.

Il n'existe pas d'établissement dont le programme porte sur tous les domaines de l'agriculture. Le tableau IV-3 donne le nombre des écoles par domaine d'études dans certains pays d'Afrique.

TABLEAU IV-3. - NOMBRE DES ÉCOLES SECONDAIRES OU MOYENNES, CLASSÉES PAR DOMAINE D'ÉTUDES, DANS DOUZE PAYS D'AFRIQUE, 1960

Pays	Agriculture	Sciences vétérinaires	Foresterie	Pêches	Nombre total des établissements
Cameroun	1	—	—	—	1
Côte-d'Ivoire	2	1	1	—	4
Ethiopie	2	—	1	—	3
Gabon	—	—	1	—	1
Ghana	3	1	1	1	6
Guinée	1	—	—	—	1
Haute-Volta	1	—	—	—	1
Kenya	—	—	1	—	1
Mali	2	1	1	—	4
Maroc	12	1	1	2	16
Nigeria	3	—	1	—	4
Ouganda	2	1	1	—	4
République arabe unie Région égyptienne	18	—	—	—	18
Rhodésie et Nyassaland	3	4	1	—	9
Sierra Leone	—	—	1	—	1
Soudan	—	—	1	—	1
Tanganyika	4	*1	1	—	6
Togo	—	—	1	—	1
Tunisie	6	—	—	—	6

SOURCE: Réponses des pays au questionnaire de la FAO.
* Ecole de zootechnie.

Dans ces pays, la foresterie et les sciences vétérinaires sont généralement enseignées dans des écoles secondaires distinctes. Dans 73 pour cent des écoles, l'enseignement porte exclusivement sur des sujets agricoles, dans 13 pour cent sur les sciences vétérinaires, et dans 12 pour cent sur la foresterie.

Deux pays d'Afrique seulement, le Ghana et le Maroc, possèdent des écoles secondaires spéciales qui donnent une formation en matière de pêches.

Effectifs des élèves et placement des diplômés

Dans l'ensemble le nombre des élèves des écoles secondaires d'agriculture augmente rapidement. Le tableau IV-4 montre la situation à cet égard dans sept pays de l'Extrême-Orient, pendant la période de dix ans 1950-59.

Le rapport entre le nombre des diplômés et celui des agriculteurs varie largement. Pour la période 1950-59, ce rapport varie entre un diplômé pour 29 exploitants en Corée du Sud, et 1 pour 23 699 en Inde. A Taïwan, la proportion est de 1 pour 30, au Japon de 1 pour 35, en Thaïlande de 1 pour 614, à Ceylan de 1 pour 781 et en Birmanie de 1 pour 5 063.

Dans la plupart des pays en voie de développement, les écoles secondaires d'agriculture visent expressément à former des exploitants agricoles. En réalité, le nombre des diplômés qui reviennent à l'agriculture pratique est relativement peu élevé. Beaucoup cherchent à devenir fonctionnaires ou à entrer dans d'autres services, soit comme agents de la vulgarisation sur le terrain, soit comme professeurs d'agriculture dans les établissements publics. Certains trouvent des emplois dans des services complètement étrangers à l'agriculture. Dans certains pays d'Extrême-Orient, étant donné les limitations imposées par l'agriculture de subsistance, la plupart des parents envoient leurs enfants dans des écoles secondaires d'agriculture avec l'intention de les voir occuper des emplois autres que celui d'agriculteur.

En Afrique, les écoles secondaires d'agriculture servent surtout à former des assistants agricoles ou techniques travaillant sur le terrain, des aides vétérinaires et des moniteurs chargés de conseiller les agriculteurs locaux.

En Extrême-Orient, le nombre des diplômés qui reviennent à l'agriculture proprement dite est plus élevé. Dans six des pays de la région (Birmanie, Ceylan, Corée du Sud, Japon, Taïwan et Thaïlande), les diplômés de la promotion 1959 des écoles secondaires d'agriculture se sont répartis dans les emplois suivants: agriculteurs (soit sur leurs propres terres, soit dans d'autres exploitations), 32 pour cent; fonctionnaires, 10 pour cent; enseignants, 8 pour cent; inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur, 16 pour cent; emplois non agricoles, 17 pour cent. On ne disposait d'aucun renseignement sur les 17 pour cent restants.

Enseignement et personnel enseignant

L'enseignement donné dans les écoles secondaires d'agriculture a souvent un caractère théorique, et le niveau scientifique des études n'est pas toujours élevé. La formation pratique est plutôt négligée. Les diplômés de ces écoles ne reçoivent, en fait, ni la formation pratique qui leur permettrait de diri-

TABLEAU IV-4. - NOMBRE D'ÉLÈVES AYANT SUIVI LE CYCLE SCOLAIRE COMPLET DANS 387 ÉCOLES SECONDAIRES D'AGRICULTURE, DANS SEPT PAYS DE L'EXTRÊME-ORIENT

Année	Birmanie	Ceylan	Taïwan	Inde	Japon	Corée du Sud	Thaïlande	Total pour les sept pays
1950	—	99	2 857	173	12 562	1 840	551	18 082
1951	—	125	2 826	190	17 066	5 173	489	25 869
1952	—	93	3 231	258	21 394	5 977	645	31 598
1953	—	113	3 224	253	23 110	6 796	744	34 240
1954	—	130	3 412	397	24 856	8 292	598	37 685
1955	—	202	3 871	362	26 897	9 501	881	41 714
1956	—	217	4 452	291	28 112	12 180	1 049	46 301
1957	—	236	5 521	408	28 007	13 794	590	48 556
1958	—	250	6 493	455	28 279	12 567	663	48 707
1959	79	303	6 501	243	30 466	10 814	956	49 362
Total	79	1 768	42 388	3 030	240 749	86 934	7 166	382 114

ger une exploitation, ni la formation scientifique qui leur permettrait d'accéder aux études supérieures ou de servir utilement dans l'administration.

Les connaissances techniques des professeurs présentent des lacunes. Souvent aussi, ils ne possèdent pas la formation pédagogique voulue, parce que d'une part les établissements qu'ils ont eux-mêmes fréquentés ne disposaient pas des moyens d'enseignement voulus, et que d'autre part trop peu de possibilités s'offrent à eux de se perfectionner par une formation en cours de service ou par d'autres moyens. L'enseignement tend donc à se scléroser, sans s'adapter aux progrès théoriques et pratiques de la science agricole. Comme dans les établissements supérieurs, l'emploi d'enseignants à temps partiel fait baisser encore la qualité de l'enseignement. Néanmoins, on recrute actuellement des professeurs possédant des titres universitaires adéquats et une bonne expérience pratique de l'agriculture, afin d'inculquer aux étudiants la pratique de la technologie agricole moderne. On aide les professeurs à se perfectionner et à se tenir au courant des progrès de l'agriculture en leur faisant suivre des stages périodiques en cours de service, en leur octroyant des bourses d'études et de perfectionnement, et en mettant à leur disposition de nouvelles publications sur l'actualité agricole.

Autres améliorations réalisées ou nécessaires

On remanie actuellement les programmes d'études afin de les faire mieux correspondre aux possibilités d'emploi. Il faudrait néanmoins accorder plus d'importance encore aux aspects pratiques de l'agriculture. Ce qui manque le plus aux étudiants est l'expérience de la gestion et du fonctionnement d'une exploitation-type. Il faudrait donc que les écoles d'agriculture possèdent elles-mêmes une ou plusieurs fermes, organisées de manière à tenir compte des conditions locales. Il faut à une exploitation de ce genre beaucoup d'équipement et de matériel si l'on veut qu'elle soit vraiment utile à la formation des étudiants.

Enseignement pratique de l'agriculture

Buts et difficultés

L'enseignement pratique de l'agriculture est donné dans les établissements du niveau élémentaire. Il dure de un à quatre ans. Son but principal est habituellement de donner aux fils d'agriculteurs une formation qui leur permette de travailler dans les exploitations agricoles ou forestières de leur famille.

Mais l'enseignement n'est ni assez pratique ni assez spécialisé pour former des agriculteurs compétents. Les élèves sont souvent trop jeunes pour s'intéresser à l'agriculture en tant que carrière et pour supporter les durs travaux physiques à effectuer dans les fermes rattachées à l'école (pour lesquels on emploie le plus souvent de la main-d'œuvre salariée). Comme leur instruction générale est médiocre et qu'ils sont fort jeunes, les élèves ont du mal à assimiler l'enseignement théorique et à discerner le lien qui existe entre cet enseignement théorique et la pratique. En outre, les installations et les conditions matérielles qui leur sont offertes dans les écoles habituent les élèves à un mode de vie d'un niveau beaucoup plus élevé que celui qui les attend, professionnellement et matériellement, lorsqu'ils en sortiront. Il en résulte fréquemment, par la suite, des difficultés d'adaptation.

Enfin, les fermes rattachées aux écoles ne sont pas toujours typiques des exploitations de la région et elles ne sont pas gérées dans des conditions de rentabilité économique comme c'est le cas pour les exploitations locales. Les élèves ne peuvent donc pas se pénétrer de l'importance de certains principes fondamentaux comme le choix et la combinaison des spéculations, la qualité de la production, les méthodes rationnelles de commercialisation, l'utilisation efficace de la terre et des eaux, le rendement de la main-d'œuvre et la répartition du travail sur toute l'année, le volume des affaires, et la signification de l'augmentation des rendements et de la production.

Pour surmonter ces difficultés, on pourrait par exemple accorder moins de place à la formation dispensée dans les écoles pratiques d'agriculture et s'attacher davantage aux programmes extra-scolaires destinés aux jeunes ruraux et entrepris de préférence avec le concours des services de vulgarisation. Une autre solution consisterait à porter à 20 ans l'âge minimum d'entrée dans les écoles pratiques d'agriculture. Les élèves seraient ainsi mieux en mesure de supporter les travaux physiques nécessaires et ils auraient une maturité d'esprit plus grande lorsqu'il s'agirait d'appliquer dans leur propre exploitation les leçons apprises à l'école.

L'équipement et le matériel, tant pour les cours d'agriculture que pour les autres aspects de la formation, devraient naturellement être choisis en fonction des besoins probables des élèves lorsqu'ils seront eux-mêmes devenus agriculteurs; ils apprendront ainsi à s'en servir comme il convient.

L'enseignement agricole en vue de la vulgarisation et de la recherche

Depuis 1945, les établissements d'enseignement agricole des pays en cours de développement reconnaissent de plus en plus la nécessité d'introduire dans leurs programmes des cours pour la formation de vulgarisateurs et de chercheurs. Les mesures prises à cet égard ont largement profité aussi bien aux deux activités en question qu'aux établissements eux-mêmes.

En Amérique latine, beaucoup d'écoles d'agriculture enseignent actuellement les principes et les méthodes de la vulgarisation. Dans quelques établissements du Proche-Orient et dans presque tout l'Extrême-Orient, on a ajouté, ou l'on ajoute actuellement, aux programmes l'enseignement de la vulgarisation. C'est cependant dans les pays d'Afrique que l'on s'efforce le plus sérieusement de former des vulgarisateurs. Etant donné que, dans ces pays, le développement de l'agriculture représente une nécessité urgente, cette formation, est dispensée dans des écoles spéciales, du niveau secondaire ou élémentaire pour la plupart. C'est le cas particulièrement lorsqu'il s'agit de former des conseillers agricoles à l'échelon du village ainsi que des moniteurs et des moniteurs-adjoints travaillant auprès des agriculteurs locaux. Le besoin de vulgarisateurs agricoles sur le terrain est si urgent dans ces pays que l'on recrute souvent, pour ces emplois, des jeunes gens qui ne possèdent aucune formation en matière d'agriculture et auxquels on fait suivre pendant une ou plusieurs années un enseignement en cours de service dans des établissements spéciaux.

Dans les pays en cours de développement, la formation de chercheurs n'a été entreprise que dans très peu d'établissements, faute de spécialistes qualifiés et de fonds pour le matériel de recherche. Comme on l'a indiqué précédemment, la plupart des chercheurs de ces pays continuent d'aller se perfectionner à l'étranger. Il arrive que les principes fondamentaux de la recherche soient enseignés dans les écoles supérieures du pays et que les élèves y acquièrent peu à peu l'expérience nécessaire en travaillant à titre d'assistants jusqu'à ce qu'ils soient prêts à occuper les positions de responsabilité dans les services de recherche. En Inde et au Pakistan, il existe au moins huit écoles supérieures d'agriculture d'Etat qui pratiquent en même temps l'enseignement et la recherche.

Dans la plupart des pays en voie de développement, la recherche est indépendante des écoles d'agriculture. On a cependant constaté qu'il était utile que les établissements d'enseignement supérieur poursuivent certains travaux de recherche afin de mettre en relief le lien entre l'enseignement théorique et ses applications pratiques et de tirer le plus grand parti possible des rares spécialistes hautement qualifiés qui exercent dans ces établissements.

Les agriculteurs ont besoin d'aide, non seulement pour les questions techniques, mais également pour les autres aspects de l'exploitation agricole, comme le crédit, l'organisation coopérative et la commercialisation. Cette aide peut leur être donnée par des services spécialisés comme les banques, les coopératives et les organismes de commercialisation. Dans nombre de cas, les programmes de vulgarisation agricole n'ont de résultats concrets que lorsqu'ils sont appuyés par des moyens de crédit, d'approvisionnement et de commercialisation, permettant aux agriculteurs de se procurer les capitaux et les fournitures nécessaires à l'amélioration de leurs exploitations. Les écoles d'agriculture devraient donc inclure dans leurs programmes des cours sur le crédit, les coopératives et la commercialisation.

Recherche agricole

La recherche agricole est une investigation scientifique visant à améliorer la technologie dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, de la médecine vétérinaire, des forêts et des pêches. Elle est une condition préalable à la création de services efficaces de vulgarisation qui communiquent aux agriculteurs les résultats de la recherche et, par conséquent, au progrès de l'agriculture. La plupart des pays en voie de développement ont créé des services distincts de recherche et de vulgarisation, division logique étant donné le rôle différent que jouent le chercheur et le vulgarisateur.

Recherche fondamentale et recherche appliquée

Dans les pays en voie de développement, la recherche organisée a pendant longtemps peu contribué à

l'amélioration de l'agriculture. Par contre, dans les pays développés, notamment au Japon, les services de recherche ont permis d'améliorer considérablement l'agriculture et ont contribué à relever d'une façon sensible les niveaux de vie. Des variétés végétales et animales à rendement élevé ont été introduites, des engrais ont permis d'augmenter la productivité des terres; des insecticides, des fongicides et des herbicides ont permis de protéger les cultures et le bétail contre les maladies et les ennemis; des méthodes d'utilisation économique des terres et de conservation des sols ont permis d'en élever le rendement.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les pays peu développés se sont efforcés de plus en plus de rivaliser avec les pays avancés, mais ils se sont heurtés à des difficultés encore plus considérables que celles auxquelles doivent parfois faire face les pays développés, telles que l'absence d'organisation et la pénurie de ressources et de personnel, et ils ont dû affronter également les nombreux problèmes que posent notamment leur climat souvent tropical, l'absence de traditions et le manque d'expérience en matière de recherche.

Il est donc indispensable que les pays en voie de développement consacrent leurs ressources, souvent maigres, à l'exécution des projets les plus propres à donner des résultats rapides. Très souvent, le problème se ramène à un choix entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée. La première a pour objet de découvrir de nouvelles lois scientifiques tandis que la seconde met les lois à l'épreuve dans des conditions diverses et s'efforce de trouver la meilleure façon de les appliquer à un problème déterminé. L'importance accordée à l'une ou à l'autre dépend en grande partie de la formation et de la compétence du personnel de recherche, des ressources financières et des moyens techniques dont on dispose.

Il y a cependant deux autres considérations pertinentes dont on ne tient pas toujours suffisamment compte. La première, c'est que les pays développés sont les mieux placés pour entreprendre la recherche fondamentale; effectivement, ils ont fait de nombreuses découvertes qui attendent d'être appliquées ou adaptées aux conditions des pays peu développés. La seconde c'est que, pour être efficace dans les régions considérées, la recherche doit apporter une solution aux problèmes des agriculteurs. En d'autres termes, l'amélioration de l'agriculture dans ces régions revêt un tel caractère d'urgence que l'accent doit être mis sur les travaux qui élimineront les obstacles s'opposant à l'accroissement de la production. De son côté, ce que veut surtout savoir l'agriculteur, c'est comment fertiliser ses terres de la manière la plus économique, comment choisir les variétés les plus productives, comment lutter contre les mauvaises herbes, les insectes et les maladies, et comment faire le meilleur usage de ses terres et de ses ressources en eau. Il n'est guère sensible à l'attrait de la recherche à long terme ou aux programmes ambitieux impliquant des dépenses en capital, quels que soient les avantages qu'il peut espérer en tirer plus tard. Toutes ces raisons incitent à donner la première place à la recherche appliquée.

En réalité, cependant, la distinction entre les deux formes de recherche est loin d'être nette. Un exemple concret le démontre. Les variétés de palmiers à huile à rendement élevé, dans la région centrale du Congo, produisent beaucoup moins dans la partie méridionale de cette région étant donné que la saison sèche y est fort longue. Il est donc nécessaire de trouver une solution permettant d'accroître le rendement dans les zones sèches malgré les conditions climatiques défavorables, et en même temps d'améliorer, par l'emploi d'engrais, par l'irrigation ou par ces deux moyens à la fois, certains facteurs qui réduisent la fertilité du sol. Ce problème particulier appelle à la fois des travaux de recherche fondamentale et de recherche appliquée, mais tous les efforts déployés pour le résoudre sont concentrés sur l'objectif pratique et immédiat, qui est l'accroissement de la production. On pourrait citer de nombreux autres exemples de ce genre.

Il conviendrait peut-être de faire, à ce stade, deux autres observations. Tout d'abord, il est essentiel d'intégrer la recherche effectuée dans les établissements d'enseignement aux services de recherche proprement dits et de préparer longtemps à l'avance un programme de recherche d'ensemble, afin de faciliter la bonne marche des travaux de recherche approuvés.

Ensuite, et plus particulièrement, on pourrait invoquer de bonnes raisons pour accroître la place faite à la recherche appliquée dans la gestion des exploitations, qui, semble-t-il, constitue un point faible dans les programmes de recherche des pays sous-développés. De grands progrès deviendraient possibles si l'on accordait plus d'importance à des activités telles que l'étude de l'organisation des exploitations agricoles en tant qu'entités économiques, l'analyse des divers types de spéculations agricoles, la mise au point d'un système simple de comptabilité agricole, l'analyse des effets, sur le chiffre d'affaires des exploitations, de facteurs tels que la taille de l'en-

treprise, la mécanisation, la répartition de la main-d'œuvre et la commercialisation. Il conviendrait aussi de déterminer l'importance économique, pour l'agriculteur, de chaque amélioration apportée aux pratiques agricoles. Des enquêtes sur la gestion des exploitations agricoles aideraient notamment à formuler une politique gouvernementale en matière de crédit, d'utilisation des terres, de formation de personnel compétent et de prix agricoles, qui tienne compte des réalités.

Structure des services de recherche

La structure des services de la recherche agricole varie considérablement selon les pays. Dans certains pays, ces services constituent un organisme unique qui dépend du Ministère de l'agriculture et s'occupe de toutes les activités de recherche concernant l'agriculture et l'élevage. Dans de nombreux autres pays, les travaux de recherche sont entrepris séparément par chaque département ou division spécialisés du Ministère de l'agriculture. Dans d'autres pays encore, la recherche est confiée aux universités, à des organismes semi-autonomes et même à des organismes privés. On trouvera ci-après quelques indications sur les méthodes d'organisation de la recherche observées dans certains pays.

Organisation de la recherche agricole dans deux pays du Proche-Orient

Dans la Région syrienne de la République arabe unie, il n'existe pas au Ministère de l'agriculture de service chargé de l'ensemble de la recherche agricole. Les services techniques de l'agriculture, de la sélection du coton, des ressources animales, des forêts, de la protection des plantes, de l'horticulture, de l'économie agricole et de l'enseignement agricole procèdent séparément à des travaux de recherche. Un Conseil de la recherche, présidé par le Ministre de l'agriculture et composé des directeurs des divers départements techniques du Ministère, assure la coordination des travaux. Six comités techniques (production du coton, élevage, forêts, protection des plantes, production végétale et horticulture) sont chargés de formuler les politiques en matière de recherche dans chaque département intéressé. En s'inspirant de ces politiques, le Conseil de la recherche prépare un programme annuel de recherche. Le personnel technique de chaque département assume la responsabilité des travaux de recherche. Il semble n'y avoir qu'une coordination limitée entre les services de recherche, les établissements de formation agricole et les services agricoles.

En Irak, il existe au Ministère de l'agriculture un Département spécial de la recherche et des projets; placé sous l'autorité d'un directeur général, ce service est responsable de la recherche agricole, le Département technique de la santé animale et des services vétérinaires restant chargé de la recherche dans le domaine de l'élevage et de la médecine vétérinaire. La recherche forestière est assurée par le Département des forêts et du reboisement. En outre, il existe des organismes semi-autonomes qui s'occupent, dans une certaine mesure, de recherche agricole, tels que l'Association pour la culture des dattes et l'Administration du monopole des tabacs au Ministère du commerce, l'Administration gouvernementale du sucre au Ministère de l'industrie, et l'Ecole supérieure d'agriculture au Ministère de l'éducation nationale. Un Conseil de la recherche agricole, présidé par le directeur général de la recherche et composé des directeurs des divisions du Département de la recherche, prépare et approuve le programme de recherche du département. Il n'existe pas de conseil de la recherche dans le domaine de l'élevage et de la médecine vétérinaire, ni de conseil de la recherche forestière.

Organisation de la recherche agricole en Afrique

Dans les territoires africains, il s'est constitué, sous influence française, britannique et belge, trois modes principaux d'organisation de la recherche qui présentent certains traits communs. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, presque tous les travaux scientifiques et technologiques dans la région étaient financés sur une base annuelle au moyen de recettes courantes provenant des territoires africains ou des territoires métropolitains. Aussi les travaux de recherche étaient-ils limités et la planification à long terme exclue.

Les gouvernements intéressés se rendirent cependant compte de la nécessité d'asseoir la recherche sur des bases plus solides et de procéder à des recherches fondamentales qui ne seraient pas soumises au contrôle direct du gouvernement. Par la suite, plusieurs organismes de recherche relativement autonomes furent créés avec d'excellents résultats. Citons parmi ceux-ci l'Institut français d'Afrique noire (IFAN) et l'Organisation pour la recherche

scientifique et technique dans les territoires d'outre-mer (ORSTOM) dans les sous-régions soumises à l'influence française, l'Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge (INEAC) et l'Institut pour les recherches scientifiques en Afrique centrale (IRSAC) dans ce qui était alors le Congo belge, et l'East African Agriculture and Forestry Research Organization (EAAFRO) dans les territoires britanniques de l'Est Africain. En outre, les universités et les collèges universitaires dans ces trois groupes de territoires ont participé de plus en plus aux programmes de recherche.

L'un des traits marquants de l'époque d'après-guerre a été l'établissement d'une meilleure coopération régionale en matière de recherche agricole, notamment grâce à la Commission de la coopération technique en Afrique au sud du Sahara et à son Conseil scientifique. Des organismes tels que le Bureau interafricain des sols et de l'économie rurale et le Bureau interafricain des maladies épizootiques assurent l'échange de renseignements et l'organisation de réunions techniques. On constate une tendance à faire porter les efforts avant tout sur la recherche relative aux cultures d'exportation, les cultures de subsistance venant en second lieu.

Dans les régions de l'Afrique sous influence française, le principal organisme de recherche existant avant la guerre était l'IFAN. Après la guerre, on a créé à Adiopodoumé (Côte-d'Ivoire) l'ORSTOM qui bénéficiait d'importantes subventions de la France. L'ORSTOM a institué un certain nombre de grands organismes, notamment l'Institut d'études centrafricaines (IEC) pour les territoires de l'ancienne Afrique-Equatoriale française, l'Institut de recherche scientifique de Madagascar (IRSM), l'Institut de recherche du Cameroun (IRCAM) et l'Institut d'enseignement et de recherches tropicales (IDERT) à Abidjan (Côte-d'Ivoire). En dehors des travaux de recherche auxquels procède l'IDERT, cet organisme sert de principal centre de formation pour les scientifiques s'occupant d'agriculture dans tous les anciens territoires français d'outre-mer.

Le gouvernement français avait contribué au développement de l'agriculture dans les divers territoires africains de la Communauté en fournissant des fonds et du personnel. Des instituts de recherche spécialisés avaient été créés, comme par exemple l'Institut français du café et du cacao, l'Institut de recherches pour les huiles et oléagineux, l'Institut français pour les agrumes et cultures fruitières et l'Institut français pour le coton et les textiles. Tous ces instituts étaient administrés par un conseil et par une direction générale ayant son siège en France. Tous dépendaient financièrement du gouvernement français et étaient gérés, sur le plan technique et financier, par un organisme gouvernemental spécial. Dans les territoires où existaient des instituts, un conseil administratif local, composé d'hommes de science et de représentants des agriculteurs et des industriels, était chargé de l'administration des travaux de recherche.

Ces instituts disposaient dans les territoires africains de stations expérimentales et de laboratoires. Des laboratoires spéciaux en France conduisaient des recherches approfondies et coûteuses. Afin de préparer un programme général d'expérimentation pour toutes les cultures intéressées, des dispositions furent prises avec certains centres de recherche en France pour procéder aux recherches fondamentales nécessaires.

La Direction générale de la recherche en France préparait des programmes de travail qui étaient coordonnés par le Conseil d'administration de la métropole. Des programmes de travail étaient proposés aux conseils d'administration locaux des instituts susmentionnés.

Les conseils d'administration locaux disposaient de leur propre budget d'opérations, alimenté pour une part par la France métropolitaine et, pour une autre part, par les territoires africains intéressés. La participation respective de la France et des territoires variait d'un pays à l'autre, selon la région desservie, le nombre de questions à étudier et l'ampleur des problèmes à résoudre. Les crédits nécessaires à la construction de laboratoires, à l'achat de matériel et aux autres investissements en capital, étaient fournis par la France. Le personnel scientifique était en majeure partie français. Dans plusieurs cas, les traitements du personnel scientifique étaient payés entièrement par la France par l'intermédiaire de l'ORSTOM, tandis que les territoires intéressés subvenaient aux frais d'exploitation.

Dans l'ancien Congo belge, l'INEAC fut créé par décret royal en 1933. Après 1945, une deuxième grande organisation de recherche, l'IRSAC, fut instituée pour procéder à des travaux de recherche dans des domaines autres que l'agriculture.

Le but de l'INEAC était de promouvoir le développement scientifique de l'agriculture au Congo, de gérer les stations agricoles précédemment rattachées au Ministère des colonies, d'organiser des missions d'études agricoles, de former des experts et des spécialistes dans divers domaines liés à la recherche agricole, et d'exécuter des travaux de recherche concer-

nant le développement scientifique de l'agriculture dans le pays. Un réseau de stations d'adaptation locale, reliées chacune à une sous-station de l'INEAC, procédait aux essais dans les conditions locales. Le soin de faire la synthèse de ces essais incombait à l'INEAC.

Dans les territoires ou pays africains actuellement ou antérieurement sous l'influence du Royaume-Uni, les importants crédits votés par le Parlement britannique pour la période 1946-56 au titre des *Development and Welfare Acts* de 1940 et 1945 stimulèrent grandement les travaux de recherche. Les lois furent amendées en 1955 afin de continuer l'octroi des crédits pendant un certain nombre d'années.

Parmi les services de recherche les plus importants dans les territoires britanniques ou ex-britanniques, on peut citer: dans l'Est Africain, l'EAAFRO et l'East African Veterinary Research Organization à Kikuyu (Kenya); la Cotton Research Station of the Empire Cotton Growing Corporation à Kampala (Ouganda) et l'East African Tea Research Institute à Kericho (Kenya). En Afrique occidentale existent les services de recherche suivants: West African Research Office à Accra (Ghana); West African Institute for Oil Palm Research à Benin (Nigeria); West African Cocoa Research Institute à Tafo (Ghana); West African Timber Borer Research Unit à Kumasi (Ghana); le département de la recherche agricole, le département de la recherche forestière et le West African Maize Research Unit à Ibadan (Nigeria occidental), et le Département de la recherche vétérinaire à Vom (Nigeria septentrional).

Chaque territoire ou pays possède un organisme national de la recherche dont les activités sont financées par le gouvernement local et qui collabore avec l'EAAFRO. La coopération entre les services de recherche des territoires et l'EAAFRO s'est développée considérablement au cours des dernières années. La réduction rigoureuse des effectifs du personnel scientifique subalterne de l'EAAFRO qui a eu lieu récemment a toutefois réduit la participation des organismes nationaux à la recherche coopérative (9).

Organisation de la recherche agricole en Extrême-Orient

L'Inde offre un exemple intéressant du développement de la recherche en Extrême-Orient. L'Indian Agricultural Research Institute a été créé à Pusa (Bihar) en 1905 et transféré à New Delhi en 1936. L'Indian Veterinary Research Institute a été créé en 1889 à Poona et transféré à Mukteswar en 1893. L'Indian Council of Agricultural Research (ICAR) a été créé en 1929 pour favoriser, orienter et coordonner la recherche agricole dans toute l'Inde; ce Conseil est devenu l'organisme suprême qui oriente, finance et coordonne la recherche sur des questions touchant l'agriculture, l'élevage, la production et les statistiques agricoles. L'ICAR a créé deux conseils, l'un pour l'enseignement agricole, l'autre pour l'enseignement zootechnique. Il a également contribué à créer un institut de recherche dans le domaine des statistiques de l'agriculture et de l'élevage et est devenu le principal organisme de diffusion des résultats de la recherche.

Plusieurs comités chargés de divers produits s'occupent de la recherche sur certaines cultures. Ces comités, qui sont des organismes semi-autonomes dont les activités sont financées par des subventions du gouvernement indien, sont situés dans les principales régions de production des cultures intéressées. L'Indian Central Cotton Committee à Bombay, créé en 1921, a considérablement stimulé la recherche sur le coton. Après la deuxième guerre mondiale, des comités ont été créés pour le jute, la canne à sucre, le tabac, la noix de coco, les oléagineux, etc. A l'exception de l'Indian Central Oilseeds Committee, tous les comités possèdent leurs propres instituts de recherche et fonctionnent indépendamment les uns des autres. C'est ainsi que l'ICAR ne s'occupe plus de la recherche sur un produit lorsqu'il existe un comité pour ce produit. Une plus grande concentration des efforts sur les problèmes relatifs à des produits particuliers est ainsi devenue possible.

Afin d'assurer la coordination entre les divers instituts de recherche, on a créé récemment au sein de l'ICAR un conseil de la recherche et de la vulgarisation, composé des directeurs et des secrétaires des instituts de recherche créés par les comités de produits. En outre, pour compléter la coordination de la recherche, on a créé des centres régionaux de coordination des recherches relatives au coton, aux oléagineux et au millet.

Le Japon est l'un des rares pays qui ait entrepris des recherches dans le domaine de l'économie ménagère. La section de la vie rurale de l'Institut national des sciences agricoles a procédé, par exemple, à des études sur les conditions de nutrition des familles d'agriculteurs en fonction de leur travail et de leurs dépenses ménagères.

Organisation de la recherche agricole en Amérique latine

La recherche agricole a pris en Amérique latine une extension considérable depuis 1945. Les pays de cette région, conscients de l'importance de la recherche pour le développement de l'agriculture, ont fourni des ressources financières et du matériel pour multiplier les centres de recherche et les laboratoires, et l'on dispose aujourd'hui de chercheurs plus nombreux pour procéder à des enquêtes agricoles et chercher à résoudre les problèmes auxquels les agriculteurs doivent faire face.

Le développement de la recherche agricole dans la plupart des pays d'Amérique latine a subi l'influence des progrès scientifiques réalisés aux Etats-Unis. Les accords bilatéraux entre les gouvernements et les programmes spéciaux de recherche subventionnés par des organismes privés tels que la Fondation Rockefeller ont apporté une importante contribution à la recherche agricole dans ces pays. En outre, un nombre croissant de chercheurs dans les pays d'Amérique latine ont étudié aux Etats-Unis.

Au Costa Rica, les travaux de recherche sont menés séparément depuis 1950 par chacun des départements techniques du Ministère de l'agriculture. Le directeur général de l'agriculture et de l'élevage est chargé de la coordination des travaux.

Trois principaux centres de recherche fonctionnent au Costa Rica: la station principale pour la recherche sur les cultures de plaine et la multiplication des semences, à Socorrito et Delicias; la station de recherche pour l'amélioration des pâturages, à Alto, et la station de recherche tropicale Los Diamantes, Province de Limón, dans la zone tropicale de l'Atlantique. La station de recherche tropicale, qui procède à des recherches sur l'agriculture et l'élevage, est devenue le centre le plus important du pays. Elle comporte deux stations auxiliaires, l'une à San Isidro del General et l'autre à el Capulin. La station procède également à des recherches intensives sur le café dans les zones du Plateau central où cette culture est pratiquée. On utilise à cette fin des plantations privées en accord avec les propriétaires.

L'Institut interaméricain de sciences agricoles (IAIAS), institution spécialisée de l'Organisation des Etats américains dont le siège est à Turrialba (Costa Rica), administre un programme mixte de recherche, d'enseignement et de vulgarisation, visant à l'amélioration de l'agriculture. Les recherches sont entreprises par les divers départements de l'Institut: industrie végétale, industrie animale, économie et vie rurale, communications scientifiques, et forêts. La recherche sur le café comporte des recherches sur les méthodes de culture: création de nouvelles variétés, sélection, fertilisation, plantations expérimentales, méthodes de lutte contre les maladies et les insectes. On procède également à des expériences sur le maïs, les haricots, les légumes, les pommes de terre, le riz, la canne à sucre et le cacao. Les projets de recherche sur l'élevage comportent des recherches sur les aliments du bétail dans les régions tropicales, l'amélioration des bovins de laiterie et la sélection des bovins de boucherie pour les régions tropicales. Le département de l'économie et de la vie rurale procède à des enquêtes sur les aspects sociologiques et anthropologiques du développement communautaire. Les Etats-Unis coopèrent avec l'IAIAS pour l'exécution de projets de recherche sur le café et l'abaca (*Musa textilis*). L'ICA met actuellement en œuvre un projet régional de recherche sur le caoutchouc (12).

Au Brésil, la recherche est assurée par le Serviço Nacional de Pesquisas Agronomicas du Ministère fédéral de l'agriculture, les ministères de l'agriculture des Etats, les établissements d'enseignement agricole et les institutions privées.

Le Service national de la recherche agronomique du Ministère fédéral de l'agriculture exerce ses fonctions par le truchement des instituts agronomiques dont les activités sont coordonnées par le Centro Nacional de Encino e Pesquisas Agronomicas (Centre national de formation et de recherche agricole). Ce Centre constitue l'un des grands départements du Ministère fédéral de l'agriculture.

Les organismes de recherche des Etats comprennent les Instituts d'agronomie de Campinas, de São Paulo, de Bel Horizonte, de Minas Gerais, de Salvador et de Bahia, et le Département de la production animale à Porto-Alegre, dans l'Etat du Rio Grande do Sul.

Les services de recherche universitaires comprennent le Département de la recherche de l'Ecole d'agriculture Luis de Queiros, à Piracicaba, dans l'Etat de São Paulo, et le Département de la recherche de l'Ecole supérieure d'agriculture de l'Université rurale de Vicosa, dans l'Etat de Minas Gerais.

Parmi les plus importants organismes de recherche privés au Brésil, citons: l'Escritorio Tecnico de Agricultura (ETA) qui, en collaboration avec l'ICA, est chargé de l'exécution du Projet N° 10 (Semences certifiées de pommes de terre) et s'attache plus à la vulgarisation qu'à la recherche pour l'amélioration des semences de pommes de terre; les Sociétés privées productrices de semences de maïs hybride, et les

centres de production de Granjas Reunidas S.A., de Vida Agrícola Ltda., et d'Hibride Paranaiba, qui produisent surtout des semences.

Enfin, l'International Basic Economic Corporation (IBEC) est l'un des organismes privés dont les activités sont financées par la Fondation Rockefeller et qui possède à Mataõ, dans l'Etat de São Paulo, un institut de recherche doté d'une station expérimentale.

Recherche dans les domaines de la médecine vétérinaire, des forêts et des pêches

Recherche dans le domaine de la médecine vétérinaire. Ce travail est assuré dans la plupart des pays en voie de développement par les services vétérinaires nationaux. Toutefois, la recherche zootechnique est considérée comme faisant partie de la recherche agricole de la plupart des pays.

Recherche sur les forêts et produits forestiers. Dans la plupart des pays en voie de développement, la recherche dans ce domaine est confiée aux services forestiers, publics ou semi-publics, indépendamment des services de la recherche agricole. La recherche industrielle, qui porte surtout sur la pâte, le papier et les panneaux, est généralement entreprise par de grandes sociétés ou d'importants groupements privés. La tendance qui se manifeste à faire effectuer la recherche forestière surtout par des services publics on semi-publics est peut-être due pour une part au fait que dans de nombreux pays les forêts sont en grande partie domaniales, et pour une autre à certains traits caractéristiques de la foresterie, notamment au facteur temps qu'impliquent la production et la connaissance nécessaire des rapports écologiques.

Dans plusieurs pays, notamment dans les zones tropicales et subtropicales, le nombre des instituts et des centres de recherche qui mettent activement en œuvre des programmes de recherche forestière augmente rapidement.

Par tradition, l'accent dans la recherche forestière était mis sur l'écologie, la sylviculture (y compris la recherche sur le rendement) et la protection. Pendant la période d'après-guerre, plusieurs pays ont incorporé dans la recherche forestière l'étude des activités, l'économie forestière et l'évaluation des avantages indirects que représente la forêt, questions qui étaient autrefois presque toujours considérées comme relevant de l'administration forestière. La création, l'aménagement, l'utilisation et l'économie des plantations forestières ont été également l'objet de recherches plus approfondies au cours de la période d'après-guerre. L'une des raisons de cette évolution, c'est que de vastes plantations ont atteint alors un stade qui rendait nécessaire leur utilisation partielle ou globale pendant cette période. La recherche sur les produits forestiers a été influencée par les rapides progrès techniques réalisés et par l'importance des exploitations privées.

En ce qui concerne l'application pratique des résultats de la recherche, la recherche forestière présente des avantages sur la recherche agricole en dépit du facteur temps. La raison en est que la plus grande partie des forêts constituent de grandes unités appartenant à l'Etat et exploitées par un personnel professionnel qualifié pouvant évaluer et appliquer les renseignements obtenus par la recherche, tandis que les exploitations agricoles, dans les pays en voie de développement, sont constituées en petites unités et appartiennent à des particuliers dont la formation et les connaissances techniques sont plutôt limitées. Dans ce dernier cas, il a été nécessaire de créer des services de vulgarisation pour aider les agriculteurs à appliquer les nouvelles découvertes dues à la recherche.

Recherche sur les pêches. Des travaux dans ce domaine se poursuivent dans plusieurs pays, mais les renseignements dont on dispose au moment où est rédigée la présente étude ne permettent pas de décrire sa structure organique et ses activités. Dans de nombreux pays, la recherche sur les pêches est indépendante des services de la recherche agricole et est confiée au département spécial des pêches, qui souvent ne relève pas du Ministère de l'agriculture.

En Inde, la recherche sur les pêches dépend des services de la recherche agricole. Il existe quatre centres de recherche, quatre centres auxiliaires et six centres de vulgarisation. Quatre pays d'Afrique ont fait savoir qu'ils possédaient dans leurs centres de recherche agricole des services de recherche sur les pêches.

Coopération internationale dans le domaine de la recherche agricole

Depuis 1945, la coopération internationale s'est considérablement développée et a permis d'éviter le chevauchement des efforts et d'accélérer l'échange ou la communication des techniques et méthodes améliorées. Cette coopération s'est manifestée sous diverses formes: tout d'abord, par la création d'associations mondiales d'experts agricoles qui tiennent des congrès ou des réunions au cours desquels les membres de ces associations présentent des mémoires,

procèdent à des échanges de vues officieux et, d'une façon générale, apprennent à se connaître. Les contacts sont ensuite maintenus par correspondance, soit entre les membres des associations soit entre leurs sections.

En second lieu, on s'est efforcé de réaliser la coopération régionale. Une enquête menée en 1955 par l'Institut interaméricain de sciences agricoles (IIAS) dans divers pays d'Amérique latine a révélé que la plupart des techniciens de la recherche étaient disposés à collaborer à un échange d'informations, à condition que les communications ne soient pas trop fréquentes ni trop détaillées. Il ne devrait être communiqué de renseignements que sur les aspects principaux des expériences en cours.

Le Centre interaméricain du cacao, créé en 1947 par le Conseil économique et social interaméricain, constitue un exemple de coopération régionale dans le domaine de la recherche. Le Centre a bénéficié de l'appui financier de l'American Cocoa Research Institute. Un programme régional a été préparé; il prévoit des travaux de recherche sur les problèmes physiologiques du cacao, la sélection et la propagation des cacaoyers, le rajeunissement des vieilles plantations, les méthodes de culture et la lutte contre les maladies. De nombreux stagiaires diplômés ou admis à titre spécial, venant de 15 pays, ont reçu une formation au Centre.

Ces associations régionales peuvent jouer un rôle utile en permettant de répartir la recherche entre les pays selon les moyens et les ressources dont ils disposent et, par conséquent, de rationaliser les efforts déployés dans le domaine de la recherche. Elles peuvent également préparer — et elles ont effectivement aidé à préparer — des répertoires des projets de recherche et des personnes qui se consacrent aux travaux de recherche dans une certaine région.

Mais l'apport le plus important fait à la recherche est l'assistance technique fournie par les organisations internationales, les divers pays et les fondations privées, telles que les Fondations Ford et Rockefeller. Cette question dépasse largement le cadre du présent chapitre car elle touche à l'œuvre éducative et même à l'œuvre de vulgarisation, mais on peut parfaitement bien en traiter dans un chapitre consacré à la recherche. D'une façon générale, les pays sous-développés ont été mis en mesure de relever le niveau des connaissances techniques de leurs agronomes et de choisir et adopter les concepts et les méthodes élaborés dans les pays développés. En dehors des formes de coopération indiquées ci-dessus à propos des organisations professionnelles et régionales, l'assistance internationale et nationale s'est révélée utile de trois manières:

1. L'assistance technique a permis d'envoyer dans les pays sous-développés, pour une période de plusieurs années, des experts qui ont aidé à organiser les services locaux et à recruter le personnel nécessaire à ces services de manière qu'ils puissent remplir eux-mêmes leur tâche. Le rôle des experts s'est révélé particulièrement efficace lorsqu'il s'est borné à former et à préparer le personnel local à exercer ses fonctions. D'autre part, les bourses de recherche ont permis à de nombreux techniciens des pays sous-développés de poursuivre leurs études à l'étranger.

2. Les centres de perfectionnement et séminaires nationaux ont fourni l'occasion aux techniciens locaux de déceler, d'étudier et de discuter dans leur propre pays leurs besoins, les problèmes qui se posent à eux et les solutions appropriées qu'il est possible d'y apporter.

3. Les centres de perfectionnement et séminaires régionaux se sont révélés moins efficaces que ceux qui ont été organisés sur le plan national. Un petit nombre seulement de techniciens de chaque pays ont pu y participer et, même dans ce cas, on ne comptait généralement pas parmi eux des membres du personnel de direction qui fixent les politiques nationales. Si l'on envoyait dans les centres et séminaires des fonctionnaires de cette catégorie, cette forme d'assistance serait plus efficace.

Selon toute probabilité, la coopération internationale dans le domaine de la recherche et de l'éducation deviendra plus efficace à mesure que l'œuvre préparatoire, entreprise jusqu'ici avec application, commencera à porter ses fruits.

Evaluation des services de vulgarisation, de recherche et d'enseignement agricoles

Des sections précédentes de ce chapitre, il apparaît que, depuis 1945, les pays en voie de développement font un sérieux effort pour créer, organiser et améliorer leurs services de vulgarisation, de recherche et d'enseignement agricoles en vue d'accélérer le développement de l'agriculture.

Ressources consacrées a la vulgarisation, a la recherche et a l'enseignement agricoles

Le développement des services de la vulgarisation, de la recherche et de l'enseignement agricoles dépend, dans une grande mesure, de la nature et de l'importance des ressources que les gouvernements y consacrent. Il est encourageant de noter que, depuis 1945, les pays en voie de développement consacrent à ces services des crédits, des fournitures et du matériel de plus en plus importants et mettent à leur disposition un nombre sans cesse croissant d'hommes de science et de techniciens.

En raison des différences que présentent les systèmes budgétaires et la terminologie dans les divers pays en voie de développement, il est difficile de comparer les données relatives aux crédits alloués au titre des services agricoles, du personnel, du matériel et des fournitures. Dans certains pays, le budget de l'agriculture comprend tous les crédits affectés à la recherche, à l'enseignement et à la vulgarisation agricoles, ainsi que les dépenses d'investissement; mais dans d'autres pays, ce budget ne comprend que les crédits alloués au titre de la recherche et de la vulgarisation. Dans certains pays, les crédits alloués par les autorités des Etats ou des provinces sont inclus dans le budget national, alors qu'il n'en est pas ainsi dans d'autres pays. En outre, les ressources provenant de l'assistance financière extérieure obtenue par des accords bilatéraux ou multilatéraux ne sont pas comptabilisées de la même manière dans tous les Etats.

Dans de nombreux pays en voie de développement, le ministère de l'agriculture dispose de ressources financières relativement très inférieures à celles des autres ministères, bien que l'agriculture soit le secteur le plus important de l'économie nationale. De même, la part de la vulgarisation agricole dans les crédits affectés à l'agriculture est relativement moins importante que celle de la recherche agricole et de l'enseignement agricole.

La plus grande partie des crédits alloués aux services de vulgarisation agricole est absorbée par les traitements du personnel. Les dépenses afférentes au personnel du Siège et les autres dépenses des bureaux centraux absorbent une part disproportionnée des crédits. Les sommes restant disponibles pour le financement des activités sur le terrain, qui pourraient faire davantage pour le développement de l'agriculture, sont relativement peu élevées.

Au Japon, l'administration des subventions allouées aux services de vulgarisation pour l'amélioration des conditions de vie familiale fait un excellent usage de ses crédits. En 1959, des bicyclettes et des scooters ont été fournis aux conseillers en matière d'économie ménagère, afin de leur assurer un moyen de transport rapide et peu coûteux. Il leur a été également distribué des appareils pour la vérification de la qualité de l'eau, des cuisines portatives, des projecteurs, des outils de menuisier, des brochures, des imprimés, etc. Les crédits afférents à chaque catégorie de dépenses en 1958, se répartissaient comme suit:

Nature des dépenses	*Yen* [a]
Frais de personnel (au Siège et sur le terrain)	221 844 000
Déplacements et moyens de transport pour les visites à domicile	9 880 000
Outillage en matériel pour les services de vulgarisation	3 536 000
Recherche sur les techniques de l'amélioration des conditions de vie familiale dans les exploitations agricoles	4 062 000
Formation en cours d'emploi de conseillers ménagers	1 068 000
Formation avant emploi de conseillers ménagers	*1 160 000*
Total	241 550 000

Améliorations a apporter aux services de vulgarisation, de recherche et d'enseignement agricoles

Les gouvernements des pays en voie de développement semblent maintenant convaincus que la vulgarisation agricole exerce une influence dynamique sur les populations rurales, que la recherche agricole représente un moyen extrêmement puissant pour améliorer l'économie de l'agriculture et que l'enseignement agricole contribue à former des agents capables et compétents pour la vulgarisation et la recherche agricoles. Les gouvernements intéressés apportent un appui croissant à ces services. Toutefois, la situation laisse encore beaucoup à désirer. C'est en partie une question de temps; mais les progrès dans ce domaine seraient plus rapides si les services en question béné-

[a] 1 $U.S. = 360 yen.

ficiaient de conseils et d'une assistance plus efficaces. Il pourrait être utile d'examiner les difficultés et les obstacles qui entravent les progrès et dont il a déjà été brièvement question dans les sections précédentes de ce chapitre.

Services de vulgarisation

Pour obtenir le maximun de résultats, le travail de vulgarisation doit se concentrer sur l'action éducative plutôt que sur la réglementation et l'assistance, et doit tendre avant tout à satisfaire les besoins des agriculteurs. Il semble que les principaux obstacles au progrès dans ce domaine soient la pénurie de ressources et de personnel et l'absence d'une structure organique bien articulée, qui permettrait d'appliquer d'une manière efficace les décisions prises par ceux qui formulent les politiques à suivre. Dans la formation du personnel, il serait bon d'accorder une plus grande importance aux méthodes de vulgarisation, aux questions techniques et à l'expérience pratique.

Une priorité de premier rang doit être accordée aux activités sur le terrain. Certains services de vulgarisation se sont efforcés d'améliorer leurs opérations en réduisant le secteur attribué à un agent à une zone qu'il peut effectivement desservir en lui fournissant un matériel adéquat, des moyens de transport et d'autres moyens qui l'aident à apporter une assistance plus efficace aux agriculteurs. Dans ce même but, ils ont également établi un équilibre entre travail administratif et activités sur le terrain, de manière à libérer le plus grand nombre possible d'agents pour procéder à des démonstrations et exercer d'autres activités auprès de la population rurale.

Il serait souhaitable d'assurer une coordination plus poussée entre les activités des services de vulgarisation, de recherche et d'enseignement agricoles et celles de services de crédit, de commercialisation, etc.

Recherche

La plupart des observations ci-dessus s'appliquent également à la recherche pour laquelle on manque de ressources et de personnel qualifié. La structure organique de la recherche doit être consolidée si l'on veut s'attaquer à l'ensemble des problèmes qui intéressent plusieurs services techniques et touchent à plusieurs disciplines. Dans la plupart des cas, un ordre de priorité des projets n'a pas encore été établi nettement et l'on pourrait, lorsqu'on fixe les priorités, donner plus de poids aux besoins des agriculteurs.

Une tendance se manifeste à négliger des sujets tels que l'économie agricole, y compris la gestion des exploitations, la vulgarisation agricole et la sociologie rurale. Il conviendrait d'accorder plus d'attention à la recherche appliquée plutôt qu'à la recherche fondamentale et aussi à des domaines tels que la recherche tropicale. Le matériel et les fournitures devront être améliorés. Enfin, il est souhaitable d'établir un lien étroit entre la recherche et la vulgarisation, si l'on veut que les découvertes des hommes de science puissent être rapidement et efficacement portées à la connaissance des agriculteurs. De manière générale, les services de recherche devraient être appelés à prendre une part plus active à l'élaboration des plans économiques nationaux.

Enseignement

Dans ce domaine également, il y a pénurie de personnel qualifié et ce personnel n'a généralement pas la possibilité de se consacrer à la fois à la recherche et à l'enseignement. L'insuffisance des crédits ne permet pas d'acquérir un matériel scolaire et un matériel de laboratoire appropriés. La formation est trop théorique et l'on n'accorde pas suffisamment d'importance à la pratique. Les programmes sont souvent trop rigides et ne sont pas adaptés aux conditions de l'agriculture locale. L'enseignement de l'économie agricole, de la gestion des exploitations, de la vulgarisation agricole et de la sociologie rurale ne tient pas compte des réalités. Les fermes d'apprentissage ne sont pas toujours bien dirigées et ne reflètent pas les conditions des exploitations locales. Enfin, on note une tendance à établir de trop nombreux niveaux d'enseignement et à fixer, pour la formation professionnelle, des objectifs mal définis.

OBSERVATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

Les trois services qui ont fait l'objet d'observations sont étroitement liés et peuvent être considérés comme constituant un tout organique. Les progrès seraient plus importants si la situation et le rôle de chacun de ces services par rapport aux deux autres et aux autres services s'occupant du développement de l'agriculture étaient nettement définis et si les activités de tous ces services étaient coordonnées. Le besoin se fait sentir d'une planification qui tienne compte des réalités et permette, entre autres, d'ajuster

les activités aux conditions, aux situations et aux besoins réels.

Dans les trois domaines, la formation du personnel avant et après l'entrée en service ainsi qu'à l'occasion du recrutement et des promotions a été entreprise dans plusieurs pays et s'est révélée des plus utiles en donnant au personnel une idée plus exacte et plus réaliste des problèmes en jeu.

On a procédé dans quelques pays à une évaluation de l'efficacité de ces services, ce qui a permis aux autorités compétentes de déceler les améliorations à y apporter.

Mais c'est en augmentant les crédits, en disposant d'un personnel plus nombreux et mieux formé, en accordant plus d'importance aux activités sur le terrain et aux travaux pratiques, de telle sorte que les agents de la vulgarisation et les chercheurs puissent consacrer le maximum de temps, les premiers aux agriculteurs, les seconds à leurs travaux, que l'on parviendra à réaliser des progrès substantiels. Des fournitures adéquates et une organisation bien conçue et bien dirigée peuvent faciliter considérablement les efforts déployés par les agents à tous les échelons.

Il est encourageant de noter l'importance des progrès déjà accomplis par les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie avec l'aide des organisations internationales et malgré de nombreux et sérieux obstacles, et de tourner ses regards vers un avenir chargé de promesses d'autres progrès qui ne manqueront pas d'accélérer le développement de l'agriculture et le relèvement des niveaux de vie des populations de ces pays.

Ouvrages de référence

1. DEY, S. K. *Lay leadership in rural extension.* 1960 Document présenté au neuvième Cours d'études international sur les méthodes et la planification dans la vulgarisation agricole et la vulgarisation d'économie domestique, Wageningen, 5-29 juillet 1960.
2. KIMMEL, D. C. The need for efficient extension services. *Span*, 4: 43-44. 1960
3. NATIONS UNIES. *Vingtième rapport du Comité administratif de coordination au Conseil économique et social. New York.* 1956
4. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Rapport de la réunion internationale sur l'enseignement vétérinaire tenue a Londres, Royaume-Uni, 25-30 avril 1960.* Rome. 1960
5. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Report on the agricultural extension study tour for Asia and the Far East.* Rome. FAO/PEAT Rapport N° 892. 1958
6. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Present status of agricultural extension development in Asia and the Far East* [par] C. W. Chang. Rome (Distribution restreinte). 1960
7. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Informe del Centro sudamericano de extensión agrícola, 1959.* Rome. 1959
8. WORTHINGTON, E. B. *Science in the development of Africa.* Londres, Commission for Technical Cooperation in Africa South of the Sahara. 1958
9. EAST AFRICA HIGH COMMISSION. *Annual report 1959.* Londres. 1959
10. INDIAN COUNCIL FOR AGRICULTURAL RESEARCH. *Agricultural research in India: institutions and organizations.* New Delhi. 1958
11. FAO/UNKRA MISSION. *Rehabilitation and development of agriculture, forestry and fisheries in South Korea: report prepared for the United Nations Korean Reconstruction Agency by the Food and Agriculture Organization of the United Nations.* New York, Columbia University Press. 1954
12. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Report of a meeting on the organization of agricultural research in the Central American countries, Mexico and Panama, held at Turrialba, Costa Rica, 5-10 December 1955.* Rome. Rapport de réunion N° 1955/23. 1956
13. PRIMER SEMINARIO LATINOAMERICANO SOBRE SEMILLAS. *Personal de investigaciones y estaciones experimentales.* Chillán, Chili. 1958

14. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALI-
1953 MENTATION ET L'AGRICULTURE. *Report on Near East regional extension development centre, Beirut, Lebanon, 6-16 January, 1953.* Rome. FAO/PEAT Rapport Nº 115.

15. KIMMEL, D. C. *International cooperation in agri-*
1958 *cultural and home economics extension.* Document présenté à la réunion internationale sur les méthodes et la planification dans la vulgarisation agricole et la vulgarisation de l'économie domestique, Wageningen, 7-31 juillet 1958.

16. *World directory of forestry schools: published by*
1960 *the Society of American Foresters, Washington, D. C., in collaboration with the Food and Agriculture Organization of the United Nations.* Washington, D. C.

17. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALI-
1960 MENTATION ET L'AGRICULTURE. *Possibilities of improving food production marketing and consumption.* Rome, Interdepartmental Working Group on Technical and Economic Possibilities of Increased Food Production, p. 90-108.

18. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALI-
1960 MENTATION ET L'AGRICULTURE. *Annuaire de la production 1959.* Rome.

19. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALI-
1956-60 MENTATION ET L'AGRICULTURE. *La situation mondiale de l'alimentation et l'agriculture.* 1956 à 1960. Rome.

20. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALI-
MENTATION ET L'AGRICULTURE. *Programme élargi d'assistance technique: rapports.* Rome.

21. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALI-
MENTATION ET L'AGRICULTURE. *Reports and guide-lines of the extension, research and education specialists of the Rural Institutions and Services Division.* Rome.

22. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALI-
1960 MENTATION ET L'AGRICULTURE. *Informe al Gobierno de Chile sobre organización e intensificación del Servicio Nacional de Extensión Agrícola.* Rome. FAO/PEAT Rapport Nº 1185.

23. NATIONS UNIES. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
1960 L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT. *Community development and economic development.* Part. 1. Bangkok.

TABLEAUX ANNEXES

TABLEAU ANNEXE 1A. - INDICES DU VOLUME DE LA PRODUCTION AGRICOLE, PAR RÉGION ET PAYS

	1952/53	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
	Moyenne 1952/53-1956/57 = 100							
EUROPE OCCIDENTALE	93	101	101	103	103	107	109	113
Autriche	91	103	96	103	108	112	121	113
Belgique-Luxembourg	94	96	103	107	100	109	114	107
Danemark	99	101	101	97	102	113	112	115
Finlande	98	105	100	97	100	108	110	113
France	91	100	104	104	101	105	104	109
Allemagne occidentale	95	101	101	100	103	105	111	107
Grèce	81	105	100	104	110	126	122	127
Irlande	95	98	105	99	103	116	103	97
Italie	92	104	96	105	104	102	117	120
Pays-Bas	99	100	101	103	98	106	114	115
Norvège	97	99	99	97	108	100	101	99
Portugal	87	106	104	102	101	105	97	94
Espagne	101	95	103	98	103	108	110	118
Suède	104	103	101	91	101	100	98	95
Suisse	101	100	103	99	97	98	108	109
Royaume-Uni	96	98	100	99	107	106	102	108
Yougoslavie	70	115	90	119	105	147	126	169
AMÉRIQUE DU NORD	99	99	97	101	103	98	106	109
Canada	112	104	78	99	107	92	95	99
Etats-Unis	98	97	99	102	104	103	112	113
AMÉRIQUE LATINE	95	96	100	102	107	112	117	120
Argentine	99	97	100	97	108	105	110	100
Brésil	89	96	101	103	111	115	122	120
Chili	100	95	102	102	101	109	106	109
Colombie	97	99	97	104	104	103	108	109
Cuba	100	98	94	98	111	114	116	115
Guatemala	98	98	99	100	105	105	110	108
Honduras	101	104	93	95	106	107	107	108
Mexique	87	91	103	106	113	128	139	142
Panama	91	101	98	105	105	114	119	118
Pérou	100	101	102	102	95	98	105	109
Uruguay	95	109	101	98	97	87	76	75
Venezuela	93	97	101	103	105	113	111	109
EXTRÊME-ORIENT (non compris la Chine continentale)	92	98	100	103	107	106	111	114
Birmanie	102	98	96	97	108	92	109	115
Ceylan	97	90	101	113	99	101	106	109
Chine: Taïwan	95	97	99	100	108	114	119	116
Fédération de Malaisie	90	89	101	103	116	114	111	121
Inde	90	101	101	102	106	102	108	109
Indonésie	89	98	106	102	104	105	111	112
Japon	97	85	95	114	110	114	119	126
Corée du Sud	86	107	104	106	98	108	113	116
Pakistan	96	100	103	96	104	101	99	106
Philippines	94	99	100	101	107	110	114	114
Thaïlande	89	109	84	105	114	91	104	108
AFRIQUE	94	98	101	101	105	104	109	110
Algérie	90	98	107	95	109	97	95	99
Ethiopie	99	100	100	100	100	97	97	99
Maroc: ancienne zone française	91	103	110	95	102	81	108	[1]101
Afrique du Sud	89	98	100	103	110	106	110	111
Tunisie	95	110	103	80	113	99	130	111
PROCHE-ORIENT	94	100	97	101	108	112	116	117
Iran	92	98	98	103	109	114	114	119
Irak	86	105	118	89	102	117	102	95
Israël	82	91	100	103	123	127	152	162
Turquie	100	110	85	98	106	105	121	121
R.A.U.: Région égyptienne	86	93	103	106	112	116	112	117
Région syrienne	93	107	118	68	114	134	83	83
OCÉANIE	97	97	98	103	105	102	117	118
Australie	98	100	99	104	99	95	120	113
Nouvelle-Zélande	98	96	100	103	103	108	111	113

NOTE: Ces indices peuvent ne pas correspondre avec ceux publiés par les pays, en raison de différences dans la portée, la pondération et les méthodes de calcul.

[1] Y compris l'ancienne zone espagnole.

TABLEAU ANNEXE 1B. - INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT, PAR RÉGION ET PAYS

	1952/53	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
	Moyenne 1952/53-1956/57 = 100							
EUROPE OCCIDENTALE	95	102	101	102	101	105	106	109
Autriche	91	103	96	103	107	112	120	112
Belgique-Luxembourg	95	97	103	106	99	107	111	103
Danemark	100	102	101	96	101	111	109	111
Finlande	100	106	100	96	98	105	106	108
France	93	100	105	103	100	102	100	104
Allemagne occidentale	97	102	101	99	101	101	106	101
Grèce	83	106	100	103	108	123	118	121
Irlande	94	97	105	100	104	118	106	100
Italie	93	104	96	105	103	101	115	117
Pays-Bas	101	101	101	102	95	102	108	108
Norvège	99	100	99	96	106	98	97	95
Portugal	88	107	105	101	99	102	94	90
Espagne	102	96	103	98	102	106	107	113
Suède	105	104	101	91	100	98	95	92
Suisse	103	101	103	98	95	94	103	103
Royaume-Uni	97	98	100	99	106	104	100	106
Yougoslavie	73	117	90	117	102	142	114	159
AMÉRIQUE DU NORD	103	100	97	99	101	96	102	102
Canada	118	108	78	96	102	84	85	87
Etats-Unis	101	99	100	100	101	98	104	103
AMÉRIQUE LATINE	99	98	101	99	103	104	105	102
Argentine	103	99	100	95	104	99	102	91
Brésil	93	98	101	100	108	107	111	106
Chili	105	98	103	100	96	101	96	96
Colombie	101	101	97	102	99	97	99	98
Cuba	104	100	94	95	107	106	107	103
Guatemala	104	101	99	97	99	96	98	94
Honduras	108	108	94	92	100	97	94	92
Mexique	92	94	103	103	107	117	124	123
Panama	96	104	98	102	99	105	106	103
Pérou	104	104	102	101	91	91	95	96
Uruguay	98	111	101	97	94	84	73	71
Venezuela	99	101	101	100	99	103	99	95
EXTRÊME-ORIENT (non compris la Chine continentale)	94	100	100	102	104	101	105	107
Birmanie	105	98	95	96	106	90	105	109
Ceylan	102	92	101	110	95	95	96	96
Chine: Taïwan	102	101	99	97	101	103	104	98
Fédération de Malaisie	95	91	100	102	111	106	99	105
Inde	92	102	101	100	103	98	102	103
Indonésie	92	100	106	101	101	99	103	100
Japon	100	86	94	113	107	111	114	119
Corée du Sud	88	107	103	106	96	104	108	110
Pakistan	99	102	103	94	102	97	94	99
Philippines	99	101	100	98	103	103	103	101
Thaïlande	93	110	84	103	110	86	97	99
AFRIQUE	99	101	101	98	101	96	97	95
Algérie	94	100	108	94	105	91	88	86
Maroc: ancienne zone française	94	105	111	93	97	77	98	[1]80
Afrique du Sud	93	99	100	101	106	100	102	102
Tunisie	98	111	103	78	110	95	124	105
PROCHE-ORIENT	97	103	97	99	104	106	105	104
Iran	96	101	98	101	104	107	104	106
Irak	92	109	118	86	96	107	92	81
Israël	87	94	101	101	115	111	129	134
Turquie	105	113	85	96	101	97	108	106
R.A.U.: Région égyptienne	91	96	103	103	107	108	102	104
Région syrienne	102	111	118	65	106	121	71	69
OCÉANIE	104	102	98	101	96	92	106	101
Australie	102	103	99	102	95	89	110	101
Nouvelle-Zélande	103	98	100	101	98	102	102	101

NOTE: Ces indices peuvent ne pas correspondre avec ceux publiés par les pays, en raison de différences dans la portée, la pondération et les méthodes de calcul.

[1] Y compris l'ancienne zone espagnole.

TABLEAU ANNEXE 2A. - PRODUCTION MONDIALE[1] DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60	1960/61 (prov.)
	Millions de tonnes								
Blé	95.0	113.6	119.3	124.2	123.1	125.9	139.0	135.3	140.8
Orge	28.5	36.1	45.1	46.4	52.4	49.8	51.7	51.8	53.9
Avoine	37.5	42.5	42.3	45.7	43.9	40.8	43.3	37.6	41.4
Maïs	94.1	119.9	123.3	130.1	137.2	140.2	151.7	168.3	170.6
Riz (équivalent de riz usiné)	70.2	75.0	82.7	88.6	93.4	86.7	96.1	101.4	107.3
Sucre (centrifugé)	20.0	26.6	31.6	32.2	33.8	35.5	39.0	39.2	42.9
Agrumes	11.1	15,1	17.8	18.2	18.0	18.1	19.8	20.3	19.6
Pommes	11.0	12,7	13.8	12.8	14.7	9.1	19.1	12.6	18.8
Bananes	8.1	11.6	12.7	13.2	13.6	14.6	14.5	14.9	13.8
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	9.2	10.7	13.3	13.5	14.9	14,9	15.3	15.0	15.7
Graisses animales [2]	3.01	4.14	4.65	5.06	5.36	5.33	5.33	5.68	5.72
Café	2.41	2.24	2.43	2.86	2.52	3.18	3.51	4.59	4.02
Cacao	0.74	0.27	0.82	0.83	0.90	0.77	0.92	1.02	1.11
Thé	0.47	0.57	0.67	0.60	0.70	0.73	0.76	0.81	0.75
Vin	18.0	17.6	21.2	21.4	20.8	16.8	21.8	22.7	22.1
Tabac	1.96	2.44	2.78	2.89	2.90	2.77	2.71	2.82	2.84
Coton (fibre)	5.29	5.78	6.48	6.82	6.51	6.18	6.38	6.83	7,14
Jute	1.95	2.04	1.67	2.32	2.31	2.17	2.44	2.13	2.05
Laine (en suint)	1.51	1.57	1.76	1.81	1.90	1.86	1.95	2.05	2.01
Caoutchout (naturel)	1.00	1.74	1.85	1.95	1.92	1.98	1.97	2.07	1.98
Lait (total)	193.6	204.6	228.3	230.5	236.1	240.7	242.6	245.8	250.9
Viande [3]	26.9	30.5	35.6	37.3	39.1	39.3	39.4	40.0	40.8
Œufs	5.82	7.63	8.84	8.98	9.16	9.42	9.65	9.99	9.91
	Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produits agricoles	77	88	98	103	107	107	113	116	117

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de mètres cubes							
PRODUITS FORESTIERS								
Bois ronds	1 471	1 553	1 631	1 669	1 670	1 663	1 720	1 770
Sciages	267.7	275.3	296.9	295,9	290.7	301.9	314.2	321.3
Contre-plaqués	8.3	9.0	10.8	11.3	11.7	12.9	14.6	15.2
	Millions de tonnes							
Pâte de bois	39.1	42.4	46,6	49,8	50,3	50.2	55.2	57.4
Papier journal	9,8	10.4	11,2	12.0	12,3	12.1	13,1	14.0
Autres papiers et cartons	38,5	40.8	45,7	48.2	49.2	50.6	56.0	58.0

[1] Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale, sauf pour les produits forestiers. - [2] Saindoux et suif. - [3] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 2B. - EXPORTATIONS MONDIALES [1] DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de tonnes								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	15.36	25.03	22.64	24.72	31.64	29.47	27.55	29.28	32.88
Orge	1.74	3.23	5.47	5.16	7.04	6.35	6.50	6.17	4.92
Avoine	0.72	1.23	1.48	0.91	1,33	1,44	1.47	1.41	1.24
Maïs	9.33	4.34	5.42	4.68	5.86	7.10	8.79	10.00	10.73
Riz (équivalent de riz usiné)	9.67	4.40	4.29	4.85	5.46	5.55	4.95	4.76	5.50
Sucre (équivalent de sucre brut) [2]	9.65	10.76	11,92	13.33	13.54	14.70	14,36	13.30	15.86
Agrumes [3]	1.86	1.89	2.60	2.84	2,39	2.69	2.78	3.11	3.37
Pommes	0.69	0.57	0,71	0,98	0.87	1.14	0.85	1.29	1.26
Bananes	2.48	2.35	2,95	3.10	3.09	3.39	3.55	3.71	3.72
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) [4]	4.19	3,63	4.52	4.58	4.98	5.17	4.89	5.07	5.32
Café	1.66	1.94	1.80	2,08	2.34	2.24	2.23	2.59	2.61
Fèves de cacao	0.69	0.70	0,72	0.72	0,76	0,80	0,66	0.77	0.92
Thé	0.40	0.42	0.51	0.44	0.52	0.50	0,54	0.52	0.51
Vin	1.94	1.64	2.39	2.70	2.49	2.79	2,77	2.40	2.66
Tabac	0.49	0.54	0.59	0.64	0,64	0,68	0,66	0.64	0.66
Coton (fibre)	3.01	2.36	2.64	2.39	2,85	3.08	2.66	2.80	3.47
Jute	0.82	0.86	0.90	1.00	0.89	0.82	0.96	0.87	0.79
Laine (poids effectif)	1.08	1.10	1.04	1.17	1.21	1.23	1,17	1.40	1.34
Caoutchouc (naturel) [5]	1.04	1.82	1.87	2.07	2.07	2.05	2.14	2.34	2.08
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) [6]	1.15	0.96	1.11	1.18	1.32	1,43	1.49	1.58	1.56
Œufs (en coque)	0.25	0.24	0.34	0.35	0.36	0.38	0.39	0.43	0.42
	Millions de mètres cubes								
PRODUITS FORESTIERS									
Bois ronds [7]		[8] 18.4	21.3	27.0	26.6	27.3	26.0	28.4	30.0
Sciages		[8] 28.7	32.1	35.7	31.7	33.9	33.8	36,1	39.9
Contre-plaqués		[8] 0.5	0.8	1.0	0.9	1.1	1.2	1.6	1.7
	Millions de tonnes								
Pâte de bois		[8] 6.0	6.9	7.6	7.8	7.8	7.7	8.5	9.4
Papier journal		[8] 6.0	6,2	6.6	7.0	6.9	6.8	7.0	7.4
Autres papiers et cartons		[8] 2.3	2.8	3.2	3.2	3,6	3.5	4.0	4.5

[1] Y compris les exportations du reste du monde à destination de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale, mais non compris les exportations de ces pays, sauf pour les produits forestiers. - [2] Non compris les échanges entre les Etats-Unis et leurs territoires. - [3] Oranges et citrons seulement. - [4] Non compris le coprah importé en Malaisie et à Singapour et destiné à être réexporté, mais y compris le coprah introduit en contrebande d'Indonésie et du Bornéo du Nord en Malaisie et à Singapour. - [5] Non compris les importations de la Malaisie et de Singapour destinées à être réexportées, mais y compris le caoutchouc introduit en contrebande d'Indonésie en Malaisie et à Singapour. - [6] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc. - [7] Grumes, bois à pâte, bois de mine, bois de chauffage, poteaux, pilotis et pieux. - [8] 1953.

TABLEAU ANNEXE 3A. - EUROPE OCCIDENTALE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60	1960/61 (prov.)
	Millions de tonnes								
Blé	31,07	30,32	35,70	37,80	32,00	40,55	39,08	42,68	39,51
Seigle	7,49	6,65	7,64	6,69	7,14	7,21	6,99	7,19	7,39
Orge	9,08	10,93	13,72	14,74	19,04	17,51	17,73	20,34	22,37
Avoine	16,44	14,84	14,58	14,78	15,98	13,22	12,89	12,58	14,28
Maïs	9,73	7,17	8,58	9,74	10,14	12,18	11,04	14,26	14,73
Sucre (centrifugé)	4,02	5,13	6,56	6,89	6,50	7,07	8,19	7,32	9,85
Pommes de terre	69,87	76,33	80,99	73,11	84,33	79,02	72,73	73,07	79,79
Agrumes	1,99	2,10	2,63	2,55	1,84	2,76	2,91	3,27	3,00
Pommes	7,42	8,72	9,49	8,70	10,30	4,26	13,79	7,31	14,02
Huile d'olive	0,81	0,87	0,84	0,69	0,90	1,04	0,82	1,05	1,03
Graisses animales [1]	1,04	0,89	1,18	1,30	1,32	1,38	1,45	1,49	1,53
Vin	14,13	13,09	15,33	16,08	15,58	11,53	16,02	16,65	16,16
Tabac	0,19	0,25	0,29	0,34	0,30	0,36	0,30	0,32	0,25
Lait (total)	77,02	76,73	90,90	89,77	91,95	95,89	96,49	98,77	102,40
Viande [2]	8,56	7,40	10,28	10,53	10,66	11,07	11,20	11,62	11,95
Œufs	1,95	2,10	2,67	2,72	2,79	2,94	3,10	3,25	3,28
	Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produits agricoles	82	86	101	103	103	107	109	113	116
	1938	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de standards								
PRODUITS FORESTIERS [3]									
Sciages de résineux	10,24	9,92	10,86	11,29	10,94	10,77	10,74	10,49	11,03
	Millions de mètres cubes								
Sciages de feuillus	9,07	9,30	10,00	10,71	11,01	11,54	11,60	11,44	11,84
Contre-plaqués	1,09	1,24	1,86	1,94	1,89	2,08	2,13	2,30	2,54
	Millions de tonnes								
Panneaux de fibres (durs et isolants)	0,17	0,67	1,05	1,19	1,27	1,34	1,45	1,52	1,69
Pâte de bois (chimique)	6,67	5,96	7,66	8,37	8,69	9,24	9,15	9,87	10,31
Pâte de bois (mécanique) [4]	3,95	3,46	4,40	4,66	4,96	5,08	5,08	5,62	5,92
Papier journal	2,80	2,33	2,86	3,11	3,43	3,53	3,51	3,81	4,11
Autres papiers et cartons	8,29	8,85	12,11	13,18	13,69	14,72	15,16	16,26	17,89

[1] Saindoux et suif. - [2] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc. - [3] Y compris l'Europe orientale. - [4] Comprend seulement une partie de la production de pâte éclatée et défibrée.

TABLEAU ANNEXE 3B. - EUROPE OCCIDENTALE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de tonnes								
EXPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	1.47	0.76	2.30	3.39	2.31	3.10	3.87	3.77	3.16
Sucre (équivalent de sucre brut)	0.86	1.37	1.68	1.83	1.56	1.84	1.36	1.33	1.37
Agrumes [1]	0.97	0.91	1.26	1.40	0.86	0.97	1.20	1.35	1.48
Pommes	0.19	0.31	0.41	0.66	0.53	0.74	0.38	0.79	0.72
Vin	0.50	0.48	0.77	0.76	0.93	0.86	1.16	0.73	0.88
Bacon, jambon et porc salé	0.26	0.14	0.27	0.29	0.28	0.30	0.30	0.31	0.37
Œufs (en coque)	0.20	0.17	0.26	0.27	0.28	0.31	0.31	0.34	0.32
Laine (poids effectif)	0.23	0.11	0.09	0,10	0.11	0.11	0,10	0.13	0.13
	Millions de mètres cubes								
Grumes de résineux [2]	2.39	1.71	0.88	0.84	0.61	0.69	0.92	0.96	1.25
Grumes de feuillus [2]	0.50	0.45	0.67	0.94	0.67	0.66	0,58	0.78	1.00
Bois à pâte [2]	3.03	3.53	4.11	5.74	5.22	5.15	4.13	4.68	5.74
Bois de mine [2]	3.16	3.00	2.44	3.00	3.03	3.13	2.62	2.10	1.71
Sciages de résineux [2]	13.86	12.66	14.88	15.39	14.05	14.77	13,63	15.10	16.81
Contre-plaqués [2]	0.36	0.30	0.45	0.50	0.40	0.44	0.41	0.52	0.62
	Millions de tonnes								
Pâte de bois [2]	4.55	3.51	4.39	4.70	4.97	4.90	4.83	5.34	5.87
Papier journal [2]	0.92	0.87	1.02	1.12	1.30	1.29	1.34	1,36	1.55
Autres papiers et cartons [2]	1.20	1.51	2.24	2.46	2.48	2.72	2.64	3.00	3.41
IMPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	11.95	14.42	12.88	13.19	15.78	14.04	12.21	12.77	11,04
Orge	2.41	2.53	3.95	3.58	5.06	4.62	4.69	4.75	4.27
Maïs	8.46	4,03	4.27	4.51	5.02	4.78	6.32	7.66	8.95
Riz (équivalent de riz usiné)	1.17	0,33	0.41	0.57	0.58	0.43	0.51	0.61	0,63
Sucre (équivalent de sucre brut)	3.47	4.25	3.79	4.07	4.41	5.38	4.87	4.61	4.59
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	3.00	2.52	3.02	3.09	3.43	3.56	3.30	3.34	3.62
Oranges	1.28	1,33	1.92	2.06	1.73	1.95	2.10	2.24	2.45
Café	0.69	0,48	0.61	0.68	0.75	0.76	0.80	0.88	0.93
Fèves de cacao	0.36	0.33	0.40	0,40	0.39	0.45	0.39	0.43	0.47
Thé	0.26	0,23	0.28	0.26	0.27	0.31	0.30	0.27	0.28
Vin	1.68	1.39	2.00	2.40	2.13	2.53	2.64	2.18	2.45
Tabac	0.37	0.34	0.39	0.41	0.40	0.41	0.41	0.40	0.47
Coton (fibre)	1.76	1.40	1,58	1.42	1,51	1.72	1.43	1.44	1.70
Caoutchouc (naturel)	0.36	0.59	0,69	0.78	0.73	0.76	0.74	0.65	0.68
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) [3]	1.12	0.81	0,77	0.93	1,14	1.18	1.12	1.08	1.17
Viande en conserve	0.08	0.18	0.20	0.20	0.19	0.23	0.24	0.24	0.23
Bacon, jambon et porc salé	0.39	0.21	0.31	0,31	0.32	0.34	0.35	0.36	0.41
Beurre	0.57	0.39	0.32	0,40	0.44	0,45	0.46	0.47	0.48
Fromage	0.23	0.27	0,28	0.28	0,30	0.31	0.33	0.34	0.34
Œufs (en coque)	0.31	0.21	0.29	0.31	0.32	0.34	0.36	0.41	0.43

[1] Oranges et citrons seulement. - [2] Y compris l'Europe orientale. Les chiffres d'avant-guerre se rapportent à 1938. - [3] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 4A. - EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S.: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1949-53	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de tonnes							
EUROPE ORIENTALE [1]								
Blé	11.8	0.6	11,9	10.7	13.2	11.8	13.8	12.9
Seigle	10.9	9.8	11.2	10.7	11.4	11.2	11.9	11,5
Orge	4.4	4.3	5.2	4.6	5.3	4.8	5.6	6,0
Avoine	5.2	4.7	5.3	5.1	5.3	5.3	5.2	5.5
Maïs	5.8	8.9	10.7	7.4	11.5	7.9	11.3	11.0
Pommes de terre	56.0	64.2	51.6	66.2	64.5	58.5	60.2	60,5
Tomates	0.9	0.9	1.0	1.0	1.2	1.2	1.3	1.5
Oignons	0.6	0.7	0.6	0.5	0.6	0.6	0.8	...
Pommes	0.9	1.2	1.0	1.6	0.8	2.3	1.2	...
Prunes	0.6	0.6	0.8	0.6	0.6	1,1	1.3	...
Raisins	1.7	1.5	2.3	1.4	2.1	2.0	2.3	...
Betteraves à sucre	20.8	23.5	24.0	19.4	25.9	27.0	23.2	32.0
Graines de tournesol	0.6	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.9	...
Tabac	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	...
Lait	20.6	22.5	23.6	34,0	25.6	27.2	28.0	26.8
Œufs [2]	9.6	10.6	11.5	12.7	13.6	14,3	15.3	15.1
U.R.S.S.								
Toutes céréales	80.9	85.6	106.8	127.6	105.0	141,2	125.9	133.2
Blé	34,5	42.4	47.3	67.4	58.1	76.6	69.1	63.7
Seigle	[3] 15.5	15.6	16.5	14.1	14.5	15.7	16.9	...
Orge	[3] 7,8	7.8	10.3	12.9	8.5	13.0	10.1	...
Avoine	[3] 10.1	10.8	11.8	13.2	12.7	13.4	13.5	...
Maïs	5.3	3.4	14.7	12.5	7.0	16.7	12.0	...
Millet	[3] 2.7	3.0	3.0	4.6	1.6	2.9	1.3	...
Riz	[3] 0,2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	...
Pommes de terre	75.7	75.0	71.8	96.0	87.8	86.5	86.6	84.0
Autres légumes	10.0	11.9	14.1	14.3	14.8	14.9	14.8	15.9
Fruits	[3] 2,2	...	...	2.2	3.5	3.4	3.5	...
Raisins	[3] 1,0	...	...	1.2	1.4	1.7	1.7	...
Betteraves à sucre	21.1	19.8	31.0	32.5	39.7	54.7	43.9	56.9
Graines oléagineuses	2.5	...	...	4.4	3.2	5.1	3.4	4.3
Graines de tournesol	2.0	1.9	3.8	3.9	2.8	4.6	3.1	3.8
Tabac	[3] 0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	...
Lait	35.7	38.2	43.0	49.1	54.7	58.7	61.7	61.5
Beurre	[3] 0.5	...	...	...	0.8	0.8	0.8	0.8
Viande	4.9	6.3	6.3	6.6	7.4	7.7	8.9	8.7
Œufs [2]	12.9	17.2	18.5	19.5	22.3	23.0	25.6	26.4
Lin	0.2	0.2	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4
Coton (brut)	3.5	4.2	3.9	4.3	4.2	4.4	4.7	4.4
Laine	0.2	0.2	0.3	0,3	0.3	0.3	0.4	0.4

[1] Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Pologne et Roumanie. - [2] Millions d'unités. - [3] 1953.

TABLEAU ANNEXE 4B. - EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S.: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	U. R. S. S.					Europe orientale [1]				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Milliers de tonnes métriques									
EXPORTATIONS BRUTES										
Blé	2 035.8	1 452.4	5 450.8	3 878.7	6 052.0	460.6	209.6	68.2	125.1	159.8
Seigle	698.9	519.4	440.6	461.0	548.9	74.4	151.8	8.6	5.3	3.1
Orge	565.0	785.4	1 214.0	278.3	121.6	57.3	110.1	111,7	99.7	64.8
Avoine	75.6	164.3	223.5	261.1	131.4	—	0.1	—	0.1	1.5
Maïs	307.4	293.7	84.6	220.5	154.9	714.7	549.8	220,9	479.1	112.9
Viande fraîche	10.8	30.9	74.4	33.4	173.6	...	70.2	65.4	94.0	88.5
Beurre	5.1	26.3	49.1	24.7	80.3	7.8	5.3	5.1	32.5	30.7
Fromage	0.1	0.8	7.9	0.4	1.0	3.4	5.1	6.8	8.6	17.4
Œufs [2]	—	—	—	—	—	796	869	789	1 022	1 284
Bovins [3]	—	—	—	—	—	34.2	91.1	86,5	94.5	104.7
Porcs [3]	—	—	—	—	—	203.7	408.3	195,8	641.5	660.0
Tabac	4.4	7.5	6.0	6.2	7.1	36.1	53.6	61,2	51.2	72.5
Coton (fibre)	336.9	309.5	318.7	310.9	344.5	4.3	8.3	4.3	5.3	1.6
Laine (équiv. de laine dessuintée)	14.6	12.7	13.8	17.0	16.9	0.8	1.0	0,2	0.4	1.8
Lin	9.5	37.5	44.7	43.3	77.5	2.4	3.1	6,3	7.8	10.9
Oléagineux	66.5	59.9	49.8	47.1	83.3	58.1	60.4	49,5	5.1	7.9
Huiles végétales	24.0	55.6	47.8	52.2	82.5	28.2	35.0	34,6	27.4	19.4
Sucre (équiv. de sucre brut)	227.9	189.6	207.1	217.8	214.4	901.8	336.8	409.1	878.2	1 126.8
IMPORTATIONS BRUTES										
Blé	29,1	443.3	122.1	323.3	246.9	2 625.5	2 227.0	5 216.7	3 296.8	4 800.0
Seigle	—	—	—	—	—	765.3	872.2	403.2	485.1	402,9
Orge	—	—	—	176.4	1.0	796.9	671.5	1 087.6	436.3	478.1
Avoine	—	—	—	31.0	8.5	40.0	110.7	178.4	143.2	64.5
Maïs	275.8	50.2	30.3	261.5	—	433.5	476.4	449.6	425.6	386.9
Riz	487.1	637.6	370.5	500.5	689.1	169.0	171.7	206.3	263.2	414.8
Viande	231.8	189.0	94.3	116.9	83.0	...	137.8	179.8	156.4	349.3
Beurre	5.6	5.8	8.2	25.2	—	33.0	41.5	60.1	30.8	84.3
Fromage	0.4	0.3	0.3	—	3.1	12.4	10.7	17.8	12.4	15.4
Œufs [3]	231	225	224	373	110	285	264	335	57	81
Bovins [3]	146.3	187.0	136.2	121.1	142.3	25.1	7.4	9.1	18.5	16.7
Porcs [3]	51.3	62.4	—	58.0	54.7	45.1	90.6	64.8	172.7	92.8
Agrumes	87.7	87.8	108.5	132.6	103.9	72.8	61.7	94.1	116.8	159.4
Café	1.5	3.3	5.1	4.1	13.3	14.0	18.1	21.1	24.3	43.8
Thé	10.2	16.0	21.0	25.7	29,8	4.9	4.5	7.4	6.7	9.4
Fèves de cacao	14.1	16.4	44,1	10.4	39.8	21.0	22.3	23.9	31.3	40.4
Coton (fibre)	19.9	51.4	108.8	142.1	190.3	350.5	352.0	392.1	402,6	431,8
Laine	46.5	48.5	57.3	55.2	57.8	43.1	43.2	52.3	54.1	60.8
Lin	—	—	—	—	—	13.5	17.1	19.8	21.6	26.3
Jute	20.0	20.0	16.4	23.0	22.0	42.0	42.1	45.9	53.1	48.4
Oléagineux	759.9	801.5	716.0	551,7	715.2	244.3	209.7	387.4	287.5	296.5
Huiles végétales	195.3	96.5	45.6	73.3	71.6	58.8	55,1	93.8	102.2	142.8
Caoutchouc naturel	35.3	140.7	145.5	258.7	242.1	67.6	84.0	107.6	123.7	110.1
Sucre (équiv. de sucre brut)	996.6	347.0	671.0	394.6	334,8	230.2	79.1	89.0	94.9	78,2
Tabac	55.2	73.3	91.1	84.3	96,6	40,9	36.2	48.9	51,8	46.9

[1] Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Pologne, Roumanie. - [2] Millions d'unités. - [3] Milliers d'unités.

TABLEAU ANNEXE 4C. - U.R.S.S.: PRODUCTION ET EXPORTATIONS DE PRODUITS FORESTIERS

	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
PRODUCTION					*Millions de standards*				
Sciages de résineux	8,80	12,08	12,55	13,75	13,93	14,92	17,10	18.01	18,70
					Millions de mètres cubes				
Sciages de feuillus	7,30	9,96	10,35	11,34	11.49	12.30	14,10	14,85	15,00
Contre-plaqués	0.66	0,95	1,02	1,05	1,12	1,15	1,23	1,30	1,30
					Milliers de tonnes				
Panneaux de fibres	0,02	0,04	0,05	0,05	0,07	0.09	0,11	0,16	0,20
Pâte de bois (chimique)	1,08	1,56	1,68	1,74	1,85	1,96	2,09	2,19	2,25
Pâte de bois (mécanique)	0,43	0,61	0,66	0,72	0,77	0.79	0,81	0,84	0,85
Papier journal	0,24	0,29	0,32	0,36	0,36	0.38	0,39	0,40	0,42
Autres papiers et cartons	0,92	1,76	1,95	2,04	2.22	2.41	2,57	2.69	2,73
EXPORTATIONS					*Millions de mètres cubes*				
Bois à pâte	0,05	—	—	0,55	0,53	0.59	0.82	1.18	0,90
Bois de mine	0,29	0,44	0,78	0,84	0,64	0,82	0.99	0,88	1,10
Sciages de résineux	0,82	1,30	1,74	2,32	2,21	3,44	3.61	4,34	5,09
Contre-plaqués	0,05	0,05	0,06	0,09	0,05	0.10	0.11	0.12	0.13

TABLEAU ANNEXE 5A. - AMÉRIQUE DU NORD: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60	1960/61 (prov.)
	Miillions de tonnes								
Blé	26.65	44.54	35.81	39.57	42.93	36,37	49.90	41.96	50,43
Avoine	18.99	25.30	25.19	28.11	24,97	24,75	26.73	22.03	23.89
Maïs	53.20	82.36	78.24	82.84	88.48	87,68	97.31	111.57	111,31
Riz (équivalent de riz usiné)	0.62	1.25	1.89	1.65	1.46	1,27	1.31	1.57	1.60
Pommes de terre	11.94	12.76	11.41	12.14	12.98	12,87	13.89	12.70	13.64
Agrumes	3.62	6.41	7.32	7.47	7.57	6,44	7.42	7.26	6,97
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	1.19	2.66	2.86	3.20	3.66	3,38	4.00	3.73	4.04
Graisses animales [1]	1.30	2,40	2.51	2.77	3.00	2,86	2.74	3.07	3,07
Tabac	0.62	1.02	1.10	1.06	1.06	0.83	0.88	0.89	0.96
Coton (fibre)	2.76	3.11	2.98	3.21	2,90	2.39	2.51	3.17	3,11
Lait (total)	54,44	59.55	63.03	63.64	64.67	65,04	64.90	64.75	65.00
Viande [2]	8.09	10.91	12.40	13.20	13.76	13,28	12.77	13.63	13.99
Œufs	2.42	3.93	4.09	4.09	4.16	4,13	4.11	4.19	3.99
	Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produits agricoles	68	93	97	101	103	98	106	109	111
	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de standards								
PRODUITS FORESTIERS									
Sciages de résineux	11.86	18.14	18.43	19,99	19.04	17,36	17.16	18.27	17.66
	Millions de mètres cubes								
Sciages de feuillus	12.08	18.10	17,80	18.68	18.77	14.89	15.98	18.10	17.29
Contre-plaqués	0.82	3.49	4,99	6.52	6.71	6.74	7.62	8,82	9.10
	Millions de tonnes								
Panneaux de fibres (durs et isolants)	0.64	1.21	1.50	1.67	1.72	1.63	1.71	1,96	1,92
Pâte de bois (chimique)	5.20	13.70	17.02	19.16	20.62	20.25	20.27	21,91	23.00
Pâte de bois (mécanique) [3]	3.44	7.23	8.32	8,87	9.20	9.00	8.70	9.92	10.50
Papier journal	3.38	5.74	6.51	6,92	7.32	7.40	7.04	7.54	8.00
Autres papiers et cartons	10.05	20.50	23.31	26.04	27.20	26.34	26.57	29,71	30.50

[1] Saindoux et suif. - [2] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc. - [3] Y compris la pâte éclatée et défibrée.

TABLEAU ANNEXE 5B. - AMÉRIQUE DU NORD: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de tonnes								
EXPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	6.07	18.54	13.25	13.64	21,98	20.27	19.17	19.64	23.29
Orge	0.50	1.44	2.15	2.96	3.56	2.55	4.25	3.83	3.01
Maïs	0.80	2.31	1.96	2,78	3.02	4.52	4.56	5.59	5.60
Riz (équivalent de riz usiné)	0.07	0.54	0.56	0.52	0.82	0.74	0.57	0.69	0.89
Oranges	0.15	0.23	0.33	0.30	0.41	0.33	0.16	0.26	0.21
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0.02	0.41	0.85	0.84	1,17	1.32	1.09	1.28	1.45
Tabac	0.20	0.22	0.22	0.27	0.25	0,24	0.23	0.23	0.24
Coton (fibre)	1.29	1.03	0.94	0.56	1.03	1.57	1.04	0.83	1.73
	Millions de mètres cubes								
Grumes de résineux	...	0.33	0.60	0.71	0.72	0.54	0.60	0.79	0.93
Grumes de feuillus	...	0.23	0.25	0.22	0.26	0.24	0.27	0.24	0.32
Bois à pâte	...	5.68	4.64	4.58	4.89	4.51	3.29	2.91	3.12
Sciages de résineux	...	8.41	11.14	12.59	10.79	10.22	10.76	11.38	12.57
	Millions de tonnes								
Pâte de bois	0.80	1.83	2.38	2,72	2.63	2,64	2.48	2.81	3.30
Papier journal	2.80	4.50	5.14	5.42	5.55	5.51	5.27	5.47	5.72
IMPORTATIONS BRUTES									
Sucre (équivalent de sucre brut)[1]	3.21	3,88	4.05	4.22	4.45	4.42	5.00	4.85	4.91
Agrumes[2]	0.11	0,19	0.22	0.21	0.21	0.21	0.20	0.24	0.22
Bananes	1.35	1.48	1.61	1.58	1.67	1.70	1.76	1.91	2.03
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0.90	0,55	0.52	0.56	0.54	0.52	0.54	0.56	0.57
Café	0.81	1.27	1,07	1.23	1.33	1.30	1.26	1.45	1.38
Cacao	0.26	0.29	0.25	0.24	0.27	0.25	0.21	0.23	0.27
Thé	0.06	0,06	0.07	0.07	0.07	0.07	0.07	0.07	0.07
Jute	0.07	0.08	0.06	0.05	0.08	0.06	0.04	0.07	0.06
Sisal	0.14	0,18	0.17	0.18	0.16	0.16	0.15	0.16	0,11
Laine (poids effectif)	0.10	0.29	0.15	0.17	0.17	0.13	0.12	0.19	0.15
Caoutchouc (naturel)	0.52	0.81	0,65	0.70	0.64	0.61	0.52	0.63	0,45

[1] Non compris le commerce des Etats-Unis avec leurs territoires. - [2] Oranges et citrons seulement.

TABLEAU ANNEXE 6A. - OCÉANIE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60	1960/61 (prov.)
	Millions de tonnes								
Blé	4.38	5,30	4.70	5,39	3.74	2.76	6.02	5.63	7.34
Sucre (centrifugé)	0.94	1.04	1.48	1.36	1.36	1.51	1.64	1,56	1,63
Laine (en suint)	0.59	0,69	0.79	0.85	0.93	0.88	0.97	1.03	0.99
Lait (total)	10.18	10,25	10.54	11.36	11.80	11.53	11.38	11.85	12.00
Viande [1]	1.42	1.60	1,81	1.87	1.96	1.99	2.20	2.18	2.09
	Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produits agricoles	78	90	98	103	105	102	117	118	120
		Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1990 (prov.)
	Millions de mètres cubes								
PRODUITS FORESTIERS									
Sciages	.	4.19	4.73	4.82	4.60	4.50	4.71	4.99	5.08

[1] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 6B. - OCÉANIE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de tonnes								
EXPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	2.82	3.13	1.99	2.55	3.57	2.56	1.42	2.68	3.47
Orge	0.07	0.26	0.63	0.36	0.63	0.64	0.32	0.88	0,38
Avoine	0.01	0.19	0.03	0.11	0.20	0.09	0.07	0.40	0.24
Sucre (équivalent de sucre brut)	0.56	0.47	0.81	0.80	0.82	0.98	0.90	0.84	1.04
Coprah et huile de coco (équivalent d'huile)	0.13	0.13	0,16	0.17	0.17	0.16	0.16	0.17	0.16
Viande de bœuf	0.15	0.13	0,17	0.25	0.24	0.28	0.28	0.32	0.25
Viande de mouton et d'agneau	0.27	0.30	0.34	0,33	0.31	0,30	0.34	0.39	0.42
Beurre	0.24	0.21	0.18	0,24	0,25	0,21	0.24	0.28	0.22
Fromage	0.10	0.12	0,11	0,11	0.11	0,10	0.10	0.10	0.10
Laine (poids effectif)	0,49	0.66	0.62	0,71	0,72	0,80	0.73	0.87	0.85
IMPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalen de blé)	0.06	0.21	0.26	0.28	0.32	0.34	0.32	0.27	0,21
Sucre (équivalent de sucre brut)	0.09	0.11	0.12	0.12	0.11	0,12	0.13	0.11	0,12
Caoutchouc (naturel)	0.01	0,04	0.05	0.06	0.05	0.04	0.05	0.05	0,05

TABLEAU ANNEXE 7A. - AMÉRIQUE LATINE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60	1960/61 (prov.)
	Millions de tonnes								
Blé	8.62	7.97	11.69	9.45	11.13	10.11	10,60	9.45	8,20
Maïs	18.00	15.00	17.27	18.88	18.45	20.34	21.70	21.00	22.62
Riz (équivalent de riz usiné)	1.33	3.07	3.83	3.64	4.19	3.99	4.22	4.31	4.84
Sucre (centrifugé)	6.89	12.53	13.11	13.11	14,58	15.09	16.85	17.13	17.99
Agrumes	3.28	3.73	4.03	4.21	4.41	4.53	4.69	4.85	4.70
Bananes	4.20	7.80	9.13	9.38	9.80	10.60	10.40	11.00	9.80
Café	2.11	1.88	1.94	2,23	1.88	2.50	2.74	3.76	3.12
Cacao	0.24	0.25	0.32	0.29	0.31	0.29	0.34	0.34	0.24
Tabac	0.21	0.31	0.35	0.38	0.39	0.39	0.41	0.41	0.41
Coton (fibre)	0,59	0.86	1.12	1.28	1.16	1.28	1.27	1.19	1.34
Lait (total)	12,22	14,60	17.38	18.22	18.87	20.00	19.86	20.00	20.30
Viande [1]	5.03	6,04	6.10	6.36	7,10	7.21	7.51	6.79	6.92
Œufs	0,48	0,58	0.73	0.77	0.80	0.88	0.92	1.03	1.05
	Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produit agricoles	73	89	100	102	107	112	117	120	117

	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de mètres cubes							
PRODUITS FORESTIERS								
Sciages	8,10	9.12	9.29	9.27	8.52	9.08	9.28	9.22
	Millions de tonnes							
Pâte de bois	0,22	0.30	0,29	0,34	0.38	0.43	0.50	0,52
Tous papiers et cartons	0.69	0.88	1.19	1,28	1.33	1.50	1,62	1.65

[1] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 7B. - AMÉRIQUE LATINE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de tonnes								
EXPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	3.45	2.00	3.38	4.23	3.03	2.83	2.45	2.48	2.49
Maïs	6.61	1.20	2.27	0.53	1.11	0.84	1.74	2.74	2.63
Riz (équivalent de riz usiné)	0.10	0.25	0.16	0.13	0.25	0,13	0.17	0.13	0.13
Sucre (équivalent de sucre brut) [1]	4.05	7.06	5.56	7.71	7.91	8,65	8.85	8.13	9.86
Bananes	2.04	1,92	2.32	2.37	2.37	2,63	2.79	2.94	2.98
Graines et huile de lin (équivalent d'huile)	0.55	0.19	0.29	0.18	0.08	0.17	0.18	0.23	0.22
Café	1.40	1.61	1.35	1,57	1.70	1.57	1.56	1.87	1.85
Fèves de cacao	0.21	0.18	0.22	0.22	0.21	0.20	0.19	0.17	0.24
Coton (fibre)	0.34	0.39	0.73	0.69	0.76	0.52	0.59	0.74	0.60
Laine (poids effectif)	0,19	0.19	0.16	0.17	0.19	0.13	0.18	0.19	0.19
Viande (fraîche. réfrigérée et congelée) [2]	0.59	0.34	0.25	0.28	0.49	0.50	0.52	0.47	0.42
Viande en conserve	0.12	0.12	0.10	0.10	0.10	0.14	0.13	0.11	0.08
	Millions de mètres cubes								
Grumes de feuillus	...	0.40	0.34	0.40	0.43	0.37	0.38	0.40	0.42
Sciages de résineux	...	1.25	1.19	1.60	1.03	1.74	1.49	1.21	1.28
	Millions de tonnes								
IMPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	1.69	2.84	3.39	3.79	3.47	3.55	3.41	3.82	3.94
Riz (équivalent de riz usiné)	0.39	0.37	0.30	0.22	0.22	0.32	0.40	0.34	0.27
Sucre (équivalent de sucre brut)	0.25	0.36	0.43	0.47	0.28	0.48	0.35	0.38	0.24
Pommes de terre	0.18	0.24	0.21	0.19	0.20	0.21	0.15	0.14	0.15

[1] Non compris les échanges entre les Etats-Unis et leurs territoires. - [2] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 8A. - EXTRÊME-ORIENT (NON COMPRIS LA CHINE CONTINENTALE): PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60	1960/61 (prov.)
	Millions de tonnes								
Blé	12.13	11.35	13.45	13.96	13.78	14.66	12.96	15.56	15.63
Millet et sorgho	14.94	13,22	18.11	15.41	15.26	16.52	17.95	16.72	16.71
Riz (équivalent de riz usiné)	65.28	66.76	72.41	78.84	83.17	76.55	86.05	90.66	96.28
Sucre (centrifugé)	4.18	3.14	4.69	5.07	5.22	5.59	5.69	6.20	6.47
Sucre (non centrifugé)	3.67	4.05	4.48	4.47	5.08	5.13	5.59	5.10	5.14
Racines féculentes	21.62	28.34	33.97	35.93	35.68	37.13	39.69	41.21	43.10
Légumineuses [1]	6.78	7.20	8.31	9.42	9.25	9.88	8.97	11.46	10.01
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	3.96	4.02	5.06	4.86	5.22	5.09	5.10	4.84	5.08
Thé	0.46	0.54	0.63	0.56	0.66	0.67	0.70	0.74	0.69
Tabac	0,79	0,61	0.75	0.79	0.84	0.86	0.77	0.82	0.84
Coton (fibre)	1.22	0.89	1.30	1.20	1.26	1.30	1.23	1.05	1.24
Jute	1,94	2.00	1,64	2,28	2.26	2.12	2.39	2.08	2.00
Caoutchouc (naturel)	0.97	1.65	1.74	1.82	1.77	1.83	1.82	1.90	1.80
Viande [2]	1.65	1.84	2,00	2.21	2.35	2.38	2.41	2.46	2.47
Lait (total)	23.23	25,40	27.61	27.65	28.34	27.92	28.54	28.72	29.20
	Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produits agricoles	86	86	100	103	107	106	111	114	118

	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de mètres cubes							
PRODUITS FORESTIERS								
Sciages de résineux	16.86	21.03	25.04	30.00	31.84	30.25	31.19	31.50
Contre-plaqués	0.25	0.67	0.84	1.02	1.20	1.32	1.59	1.80
	Millions de tonnes							
Pâte de bois	0.78	1.65	1.93	2.21	2.47	2.38	3.02	3.50
Papier journal	0.16	0.45	0.48	0.55	0.59	0.61	0.75	0.85
Autres papiers et cartons	0.90	1.77	2.09	2.42	2.81	2.87	3.65	4.30

[1] Haricots secs, pois secs, fèves, pois chiches, lentilles. - [2] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 8B. - EXTRÊME-ORIENT (NON COMPRIS LA CHINE CONTINENTALE): EXPORTATIONS ET IMPORTATION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de tonnes								
EXPORTATIONS BRUTES									
Riz (équivalent de riz usiné)	8.96	3.05	3.08	3.55	3.51	4.00	3.32	3.56	3.85
Sucre (équivalent de sucre brut)	3.31	1.01	1.83	1.86	2.00	1.97	1.96	1.80	2.23
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) [1]	1.72	1.32	1.24	1.52	1.54	1.44	1.22	1.15	1.26
Thé	0.36	0.39	0.47	0.40	0.47	0.44	0.49	0.45	0.45
Coton (fibre)	0.68	0.27	0.19	0.28	0.24	0,18	0.18	0.13	0.14
Jute	0.79	0.84	0.89	0.99	0.87	0.81	0.94	0.85	0.77
Caoutchouc (naturel) [2]	0.96	1.69	1.75	1.92	1.81	1.83	1.83	2.13	1.84
	Millions de mètres cubes								
Grumes de feuillus	...	0.76	2.20	2.50	2.98	3.27	3.82	5.37	6.00
Sciages de feuillus	...	0.56	0.89	1.08	1.09	1.06	1.10	1.17	1.30
Contre-plaqués	...	0.02	0.17	0.24	0.30	0.35	0.45	0.65	0.90
	Millions de tonnes								
IMPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	1.03	4.95	4.15	4.49	5.68	7.87	7.87	8,37	10.45
Riz (équivalent de riz usiné)	6.13	3.12	3.40	3.11	4.03	4.04	3.88	3.09	3.50
Orge	0.05	0.69	0.82	0.61	1.20	1.12	1,07	0.55	0.06
Maïs	0.21	0.20	0.24	0.44	0.49	0,68	0.83	1.17	1.65
Sucre (équivalent de sucre brut)	1.68	1.16	2.56	2.30	2.07	1,89	2.08	1.91	2.07
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0.37	0.25	0.38	0.49	0.48	0,54	0.51	0.57	0.64
Coton (fibre)	0,90	0.52	0,74	0.66	0.86	0,89	0.76	0.91	1.16
Jute	0.05	0.27	0.25	0,29	0.23	0,18	0.14	0.12	0.23

[1] Non compris le coprah importé en Malaisie et à Singapour et destiné à être réexporté mais y compris le coprah introduit en contrebande d'Indonésie et du Bornéo du Nord en Malaisie et à Singapour. - [2] Non compris les importations de la Malaisie et de Singapour destinées à être réexportées, mais y compris le caoutchouc introduit en contrebande d'Indonésie en Malaisie et à Singapour.

TABLEAU ANNEXE 9A. - PROCHE-ORIENT: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60	1960/61 (prov.)
	Millions de tonnes								
Blé	9,50	10,95	13,56	14,08	15,21	17,80	16,54	16,31	16,22
Orge	4,24	4,67	5,87	5,40	6,09	7,45	6,39	5,93	6,22
Riz (équivalent de riz usiné)	1,09	1,34	1,50	1,35	1,65	1,81	1,41	1,67	1,57
Toutes céréales [1]	19,07	22,04	26,60	27,54	29,34	33,83	31,02	30,30	30,50
Sucre (centrifugé)	0,22	0,42	0,59	0,69	0,71	0,78	0,86	1,00	0,85
Légumineuses [2]	0,70	0,79	0,84	0,83	0,83	0,91	0,81	0,92	0,90
Agrumes	0,79	0,85	1,11	1,25	1,18	1,32	1,50	1,49	1,47
Dattes	0,87	0,85	1,06	1,01	1,11	1,11	1,10	1,06	1,07
Bananes	0,05	0,07	0,09	0,10	0,11	0,11	0,14	0,13	0,14
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0,32	0,41	0,52	0,50	0,61	0,53	0,63	0,59	0,62
Tabac	0,09	0,12	0,13	0,15	0,15	0,16	0,14	0,15	0,16
Coton (fibre)	0,56	0,66	0,74	0,76	0,81	0,80	0,95	0,98	1,02
Lait (total)	9,70	10,19	10,20	11,19	11,60	11,47	12,30	12,64	12,90
Viande [3]	0,65	0,85	1,02	1,11	1,21	1,23	1,15	1,16	1,16
	Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produits agricoles	72	84	97	101	108	112	116	117	118

[1] Blé, orge, avoine, maïs, millet, sorgho, riz (en équivalent de riz usiné), seigle et mélanges de céréales. - [2] Haricots secs, pois secs, fèves, pois chiches, lentilles. - [3] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 9B. - PROCHE-ORIENT: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de tonnes								
EXPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	0,24	0,27	1,28	0,33	0,42	0,44	0,26	0,45	0,09
Orge	0,26	0,46	1,03	0,46	0,78	0,53	0,58	0,25	0,27
Riz (équivalent de riz usiné)	0,15	0,27	0,13	0,25	0,25	0,32	0,46	0,03	0,29
Toutes céréales [1]	0,94	1,11	2,64	1,11	1,54	1,41	1,33	0,86	0,59
Agrumes [2]	0,30	0,20	0,36	0,30	0,35	0,37	0,38	0,46	0,50
Tabac	0,04	0,07	0,07	0,06	0,07	0,09	0,06	0,07	0,06
Coton (fibre)	0,47	0,47	0,52	0,57	0,51	0,55	0,54	0,76	0,71
IMPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	0,29	1,43	0,86	1,32	2,20	2,51	2,29	2,82	3,24
Toutes céréales [1]	0,52	1,79	1,10	1,85	2,71	3,06	2,59	3,80	4,25
Sucre (équivalent de sucre brut)	0,33	0,54	0,73	0,86	0,94	0,93	1,03	1,06	1,07
	Millions de mètres cubes								
Sciages de résineux		0,38	0,71	0,63	0,55	0,58	0,55	0,68	0,58

[1] Y compris blé et farine de blé, orge, maïs, avoine, sorgho, millet, seigle et riz (en équivalent de riz usiné). - [2] Oranges et citrons seulement.

TABLEAU ANNEXE 10A. - AFRIQUE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60	1960/61 (prov.)
	Millions de tonnes								
Blé	2.66	3,16	4.36	3.93	4.33	3.71	3.92	3.68	3.45
Orge	2.60	3.19	4.06	2.93	3.69	2.18	3.23	2.61	2.52
Maïs	4,62	7.12	8.53	8.75	9.34	8.76	9,33	9.37	9,48
Millet et sorgho	9.31	10,71	11.49	11.28	11.32	12.23	12.23	12.30	12.31
Riz (équivalent de riz usiné)	1.11	1.74	1.91	1.98	1,94	2.10	2,07	2.16	2.05
Sucre (centrifugé)	0.95	1.36	1.64	1.83	1,97	2.15	2.23	2.30	2.17
Racines féculentes	35,40	45.45	51.57	52.35	48.78	50.44	50.21	50.61	50.71
Légumineuses [1]	1.02	1.47	1.64	1,55	1.53	1.37	1.45	1.50	1.48
Agrumes	0.38	0.79	1.00	1.09	1.18	1.26	1.30	1.41	1.43
Bananes	0.30	0.46	0.63	0,74	0.68	0.75	0.63	0.64	0.62
Arachides (équivalent d'huile)	0.56	0.72	0.82	0,96	0,99	1,18	1.03	1.00	1.03
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	1.73	2,21	2.52	2.53	2,78	2.81	2.88	2.73	2.85
Café	0.14	0.28	0.39	0.51	0.51	0.54	0.61	0.67	0.73
Cacao	0.49	0.50	0.49	0.53	0.58	0.46	0.57	0.66	0.84
Vin	2.14	1.72	2.51	2.07	2.49	2.15	2,04	2.59	2.53
Coton (fibre)	0.14	0.22	0.26	0.26	0.28	0.30	0.31	0.31	0.28
Sisal	0.16	0.23	0.29	0.30	0,31	0.33	0.35	0.37	0.37
Lait (total)	6.82	7.90	8.65	8.72	8,82	8,90	9.11	9.10	9.14
Viande [2]	1,52	1.89	2.00	1.97	2.09	2.10	2.16	2.15	2.18
	Indices. moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produits agricoles	70	88	101	101	105	104	109	110	111

	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de mètres cubes							
PRODUITS FORESTIERS								
Sciages	1.30	1.76	1.77	2.00	1.91	1.92	1.85	1.76

[1] Haricots secs, pois secs, fèves, pois chiches, lentilles. - [2] Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 10B. - AFRIQUE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Millions de tonnes								
EXPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé) [1]	0.61	0.33	0.53	0.63	0.35	0.30	0.38	0.29	0.36
Orge	0.21	0.55	0.64	0.46	0.48	0.10	0.25	0.25	0.16
Maïs	0.67	0.36	0.79	1.02	1.31	1.39	1.56	0.83	0.88
Sucre (équivalent de sucre brut)	0.69	0.71	1,00	1.05	1.08	1,15	1.18	1.11	0.97
Oranges	0,15	0.40	0,53	0.66	0.56	0.76	0.69	0.73	0.86
Bananes	0.14	0.22	0.34	0.36	0.35	0.39	0.38	0.35	0.37
Arachides et huile d'arachide (équivalent d'huile)	0.33	0.32	0.51	0.46	0.59	0.55	0.67	0.63	0.54
Palmistes et huile de palmiste (équivalent d'huile)	0.30	0.32	0.38	0.37	0.38	0.35	0.39	0.38	0.37
Huile de palme	0.24	0.33	0.39	0.37	0.38	0.36	0.37	0.40	0.39
Café	0.13	0.28	0.35	0.43	0.51	0.52	0.54	0,59	0.62
Fèves de cacao	0.46	0.48	0,47	0.48	0.52	0.57	0.44	0.56	0.67
Vin	1.41	1.12	1,59	1.90	1.53	1.90	1.52	1.63	1.75
Tabac	0.03	0.07	0.09	0.08	0.09	0.08	0.08	0.09	0.11
Coton (fibre)	0.13	0.19	0.24	0.24	0.26	0.24	0.27	0.29	0.25
Sisal	0.16	0.22	0.27	0.29	0.30	0.32	0.34	0,36	0.36
	Millions de mètres cubes								
Grumes de feuillus		1.19	1.88	2,36	2.32	2.64	2.88	3,24	4,10
	Millions de tonnes								
IMPORTATIONS BRUTES									
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	0,28	0,75	0.77	0.78	0.98	0.95	0.79	1.66	1,71
Riz (équivalent de riz usiné)	0.39	0.18	0.23	0.35	0.34	0.46	0.37	0.53	0.48
Sucre (équivalent de sucre brut)	0.41	0,55	0.87	0.94	0.96	1.00	1.01	1.08	1.13

[1] Y compris la farine moulue grossièrement.

TABLEAU ANNEXE 11. - QUANTITÉS TOTALES (POIDS VIF) DE POISSONS, CRUSTACÉS, MOLLUSQUES, ETC., PÊCHÉES PAR CERTAINS PAYS

	1938	Moyenne 1953-57	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	Milliers de tonnes									
TOTAL MONDIAL	20 500.0	28 210,0	25 240,0	27 010,0	28 350.0	29 850,0	30 830,0	32 100,0	35 600,0	37 500,0
A. *Quantités pêchées (moyenne 1953-57): 1 000 000 de tonnes et plus*										
Japon	3 562.0	4 828,1	4 521,6	4 544,6	4 912,8	4 762,6	5 399,0	5 505,0	5 884,6	6 192,5
Etats-Unis [1]	2 660,1	2 799,0	2 674.8	2 780,6	2 790.4	2 989,4	2 759,8	2 708,7	2 890,8	2 796,9
Chine continentale	...	2 494,4	1 900,0	2 294,0	2 518,0	2 640,0	3 120,0	4 060,0	5 020.0	...
U.R.S.S.	1 523,0	2 376,6	1 983,0	2 258,0	2 495,0	2 616,0	2 531,0	2 621,0	2 756,0	3 051,0
Norvège	1 152,5	1 897,0	1 557,1	2 068,2	1 813.4	2 201,3	1 754,8	1 438,8	1 663,9	1 598,9
Royaume-Uni	1 198,1	1 071.5	1 122,0	1 070,2	1 100,4	1 050,4	1 014,7	999,0	988,9	923,8
Canada (y compris Terre-Neuve)	836,8	1 004,0	924,2	1 027,4	965,0	1 105,5	997,1	1 000.7	1 050,6	...
B. *Quantités pêchées (moyenne 1953-57), de 500 000 tonnes à moins de 1 000 000*										
Inde	...	946,3	819,0	828,5	839,0	1 012,3	1 233,0	1 064,4	822,8	1 159,9
Allemagne occidentale	776,5	775,1	764,9	703,9	814.8	800,6	791,7	743,1	768.0	674,0
Espagne (y compris Ceuta et Melilla)	423,5	723.5	642,8	665,5	770,3	761,6	777,2	844,9	...	...
Indonésie	472.0	671,3	616,9	628,5	669,8	713.9	727.4	685,0	723,3	...
Afrique du Sud (y compris le Sud-Ouest africain)	66,7	597.2	638,8	623,1	607,1	536,9	580,6	649,9	749,4	898,8
France (y compris l'Algérie)	530.3	519,1	520,3	500,2	522,7	537,9	514,5	519,7	578,3	596,3
C. *Quantités pêchées (moyenne 1953-57): de 100 000 tonnes à moins de 500 000*										
Islande	327.2	476,1	424,7	455.4	480,3	517,3	502,7	580,4	640,8	592,8
Portugal	247,2	446,2	425,2	438,7	424,7	472,2	470,3	455,5	427,8	475,1
Danemark	97.1	424,8	342,8	359,4	425,3	463,0	533,3	598,1	673,7	581,2
Philippines	80.9	377,0	311,9	364,6	385,2	416.0	407,5	447,3	457,5	476,5
Pays-Bas	256.2	320,2	343,3	339,2	319,5	298.1	300,8	313,8	319,6	314.7
Angola	26,2	317.6	220,4	261,2	290,4	420,5	395,5	278,2	267,4	252,0
Corée du Sud	838,3	306,4	260,9	255,0	262,2	346,0	408,1	395,1	382,1	342,5
Pakistan	...	267,9	249,0	259,7	270.9	277,0	282,8	283,7	290,1	304,5
Corée du Nord	925,2	240,1	122,0	235,0	312,0	...	291,5	...	...	...
Thaïlande	161,0	220,0	205,0	229,8	213,0	217,9	234,5	196,3	204,7	...
Italie	181,2	215,7	208,4	217,6	218.0	219,6	210,3	209,3	213,3	212,2
Pérou	...	212,9	147,8	176,1	213,3	297,3	483,1	930,2	2 152,4	...
Suède	129,2	205,9	199,7	201,1	219,5	197,4	222,1	238,0	...	...
Brésil	103,3	189,4	160,7	172,0	190,3	208,0	216,2	212,2	243,8	...
Chili	32,2	173,2	107,2	143,5	214,3	188,3	213,1	225,8	272,8	...
Chine: Taïwan	89,5	172,8	130,4	152,2	180.3	193,2	208,0	229,7	246,3	259,1
Cambodge	...	150,0	...	150,0	150,0	150,0	...	...	...	...
Fédération de Malaisie	...	139,6	147,0	137.3	136,8	138,5	138,3	139,5	145,9	167.1
Viet-Nam	180,0	128,3	...	...	120,0	130,0	135,0	143,0	153,5	...
Pologne	12,5	126,1	107,4	117,9	126,9	139,3	138,8	145,1	162,2	183,9
Maroc	43,7	118,0	138,8	103,5	94,3	108,2	145,1	161,7	144,4	154,1
Turquie	76,0	117,9	102,5	119,4	111,5	139,5	116,7	101,3	96,7	...
Mexique	17,1	103,3	67,3	90,9	105,8	134,8	117,5	164,0	190,6	...
Iles Féroé	63,0	101,1	88,8	89,4	105,6	116,3	105.6	106,7	87,2	...
Birmanie	...	100,0	...	...	...	100.0	100,0	...	...	...
Mascate et Oman	...	100,0	...	...	...	100,0	...	...	...	...

TABLEAU ANNEXE 11. - QUANTITÉS TOTALES (POIDS VIF) DE POISSONS, CRUSTACÉS, MOLLUSQUES, ETC., PÊCHÉES PAR CERTAINS PAYS (*fin*)

	1938	Moyenne 1953-57	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	.....				*Milliers de tonnes*					.....
D. *Quantités pêchées (moyenne 1953-57): de 50 000 tonnes à moins de 100 000*										
Congo (Léopoldville) ...	0,9	90,8	70.2	78,9	86,1	96,2	122.4	136.6	153.4	...
Argentine	55.3	78.3	77.2	78.2	79.0	75.4	81.6	80.6	88.6	100,9
Allemagne orientale	...	73.0	62.3	62.8	68.6	74.9	96.5	93.2	105.6	...
Belgique	42.8	71.8	74.4	72.6	80.0	69.1	62.9	64.3	57.5	63.7
Venezuela	21.7	65.9	63.3	51.8	69.6	61.3	83.1	78.3	83.3	...
R.A.U.: Région égyptienne	38.1	63.5	52.1	56.7	63.4	70.3	75.2	80.0	85.6	88.5
Finlande	44.4	63.1	62.1	65.5	63.3	60.2	64.5	61.5	67.4	66.0
Grèce	25.0	59.7	46.0	52.5	60.0	65.0	75.0	80.0	82.0	...
Hong-kong	...	55.7	44.8	51.9	57.5	57.2	67.2	69.5	67.0	62.3
Australie	33.5	52.6	52.0	53.7	52.5	49.9	55.3	53.6	57.2	...
Tanganyika	16.0	52.5	50.0	50.0	52,4	55.0	55.0	55.0	60.0	60.0
E. *Quantités pêchées (moyenne 1953-57): moins de 50 000 tonnes* [2]										
Aden	...	41.3	75.6	51.9	34.8	21.8	22.6	21.5	24.4	22.3
Nouvelle-Zélande	27.0	37.6	36.6	36.9	39.2	...	...	...	...	...
Ouganda	...	36.2	24.2	25.0	34.9	45.7	51.3	52.8	55.6	61,4
Ceylan	...	33.1	25.5	29.7	31.3	40.3	38.5	40.7	48.3	51.1
Kenya	...	31.3	...	36.8	30.1	32.6	25.5	22.0	22.6	28,2
Groenland	4.7	26.9	25.0	24.9	25.8	27.4	31.5	33.5	34.6	35,2
Irlande	12.8	26.2	19.0	21.5	23.6	30.5	36.6	37.5	38.6	42,8
Yougoslavie	16.8	26.1	25.7	23.0	22.6	28.4	30.7	31.4	29.4	30.9
Ghana	...	24.9	20.1	24.2	25.3	26.3	28.4	30.9	36.0	31,7
Colombie	10.0	20.3	16.0	16.0	18.0	21,2	30.1	25.0	21.1	29,7
Equateur	1.8	17.0	9.1	12.5	15.0	21,8	26.4	31.1	35.9	43,2
Cuba	10.0	14.4	10.2	11.5	12.8	15.6	22.0	21.9	28.2	...
Iles Riou-Kiou	12.0	13.3	8.8	15.1	13.6	13.7	15.8	16.5	21.0	15,2
Soudan	8,8	12.4	12.1	12.9	13.6	13.5	19.9	19.2	...	...
Tunisie	9.6	11.6	11.5	13.6	10.8	11.9	14.0	15.2	...	...
Rhodésie et Nyassaland .	...	10.1	4.6	6.9	8.8	9.9	20.3	24.8	19.4	13,6
Israël	1.7	8.9	7.7	9.2	10.7	10,3	11.6	12.6	13.2	13,8
Zanzibar et Pemba.....	7.5	8.8	8.8	8.7	8.8	8,8	8,8	8.8	8.8	9,0
Singapour	1.5	8.3	5.7	6.3	6,2	9,6	13.8	12.3	11.5	9,2
St.-Pierre-et-Miquelon ..	1,9	7.3	5.9	6.8	6.8	9.3	7.9	8.3	9.4	10.3
Ethiopie et Erythrée....	...	6.2	...	5.0	6,2	6,2	7.5	19.1	20.1	10.5
Ruanda-Urundi	...	6.1	4.2	5.6	5.6	5.4	9.7	11.5	11.0	9,2
Samoa américain	...	5.0	...	1.6	4,5	6.1	7.6	13.3	12.7	12,6
Uruguay	3.6	4.9	3.4	4.0	4.9	5.4	6.9	6.4	...	...
Trinité et Tobago	2.7	3.7	3.0	5.1	3.9	3.6	2.9	4.2	7.2	7,2
Nlle-Guinée néerlandaise.	3.5	3.6	3.5	3.5	3.6	3,2	4.0	4.0	4.0	4,0
Mozambique	2.0	3.5	3.8	3.7	3,3	3,3	3.5	4.1	4.7	4,0
Madagascar	...	2.7	...	2.6	2.6	2,6	3,0	3.0	3.0	3,0
Surinam	0.4	2.4	1.6	1.9	2.5	3,3	2.7	1.9	1.8	1,9
Suisse	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2,0	2.0	2.0	2.5	2,5
Ile Maurice	2.0	1.7	1.6	1.6	1.7	1,7	1,7	1.6	1.3	1,4
Malte et Gozo	1.1	0.9	1.0	0.8	0.8	0.8	1.0	1.1	1.1	1.2

[1] Y compris Hawaii. - [2] Des 143 pays appartenant au groupe E, 33 seulement publient régulièrement des statistiques annuelles sur les quantités de poissons qu'ils pêchent.

TABLEAU ANNEXE 12. - OPÉRATIONS DE LA COMMODITY CREDIT CORPORATION DES ETATS-UNIS: QUANTITÉS EN STOCKS ET MONTANT DES INVESTISSEMENTS[1]

	Quantités (30 avril)								*Valeur (30 avril)*							
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
	Milliers de tonnes								*Millions de dollars*							
Blé	24 208	28 156	29 073	24 453	24 174	33 937	35 512	37 888	2 155	2 633	2 795	2 411	2 402	3 105	3 253	3 389
Riz	58	763	1 322	804	732	535	455	240	6	98	232	107	104	81	65	27
Orge	622	2 044	1 987	1 774	2 698	3 242	3 383	2 184	34	107	92	87	114	155	113	100
Avoine	589	1 052	1 222	650	732	1 376	646	598	32	58	60	32	32	57	27	24
Maïs	20 568	22 255	29 192	34 801	37 211	39 206	45 291	45 012	1 296	1 437	1 926	2 289	2 414	2 486	2 786	3 091
Sorgho à grains	1 029	2 927	2 887	2 040	8 295	13 498	14 964	18 784	60	167	128	105	393	706	833	1 048
Beurre	165	149	34	16	45	20	27	40	245	212	44	21	60	26	35	54
Fromage	164	176	130	87	74	5	4	—	146	156	111	73	62	4	3	—
Lait en poudre	298	101	81	65	70	59	108	117	109	38	30	24	26	20	34	37
Graines de lin	382	201	41	351	59	279	18	6	56	25	5	42	7	31	2	1
Huile de lin	31	37	26	—	—	—	14	—	13	14	9	—	—	—	4	—
Huile de graines de coton	469	170	5	—	—	27	—	—	185	64	2	—	—	7	—	—
Coton, linters	279	318	141	20	—	—	—	—	58	67	31	5	—	—	—	—
Coton, upland	1 674	1 817	2 839	2 056	973	1 628	1 179	542	1 268	1 439	2 268	1 580	642	1 260	947	431
Laine	55	70	54	24	—	—	—	—	81	103	82	35	—	—	—	—
Tabac	281	366	402	451	427	414	317	280	270	406	535	609	590	594	441	393
Autres produits									175	237	283	396	405	401	290	153
TOTAL									6 189	7 261	8 633	7 816	7 251	8 933	8 833	8 748
									Pourcentage							
Variations par rapport à l'année précédente									+ 97	+ 17	+ 19	— 9	— 7	+ 23	— 1	— 1

SOURCE: *Report of financial conditions and operations*, United States Department of Agriculture, Commodity Credit Corporation, avril 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961.

[1] Stocks détenus en garantie de prêts à rembourser et stocks acquis en vue du soutien des prix.

TABLEAU ANNEXE 13 A. - DENRÉES ALIMENTAIRES DISPONIBLES POUR LA CONSOMMATION HUMAINE DANS CERTAINS PAYS

Pays	Période	Céréales	Racines féculentes	Sucre	Légumineuses	Légumes	Viande	Œufs	Poisson[1]	Lait[2]	Graisses
		..... *Kilogrammes par habitant et par an*									
EUROPE OCCIDENTALE											
Autriche	1948-50	130	108	23	3	61	30	4	2	170	15
	1951-53	116	101	26	3	61	41	6	2	201	16
	1959/60	113	88	34	4	66	53	11	3	239	18
Belgique-Luxembourg	1948-50	106	148	28	4	60	47	12	7	141	21
	1951-53	104	147	28	4	66	49	13	7	160	22
	1959/60	91	143	33	4	68	59	15	6	202	22
Danemark	1948/50	104	141	36	7	72	62	9	18	272	18
	1951-53	95	137	41	6	64	58	8	13	269	25
	1959/60	79	128	47	4	63	73	10	15	291	27
Finlande	1949-50	122	119	31	2	18	29	5	12	343	15
	1951-53	120	115	34	2	9	29	7	10	356	17
	1958/59	111	101	41	2	22	32	8	11	371	19
France	1948-50	121	133	23	6	110	56	10	6	142	14
	1951-53	116	122	26	6	139	61	11	6	148	16
	1959/60	107	100	32	7	128	74	11	5	208	17
Allemagne occidentale	1948-50	114	209	24	4	51	29	5	8	166	16
	1951-53	99	172	25	3	46	41	8	7	192	23
	1959/60	85	139	27	4	40	54	13	7	220	25
Grèce	1948-50	154	34	9	15	66	11	3	6	78	15
	1952-53	146	40	9	16	90	13	3	6	109	15
	1959	164	40	12	17	116	21	6	8	164	18
Irlande	1948-50	133	190	35	2	59	53	12	3	250	18
	1951-53	132	175	40	2	59	53	15	3	258	20
	1959	115	145	43	4	63	60	15	4	318	22
Italie	1948-50	149	38	12	13	81	15	6	4	93	10
	1951-53	146	40	14	15	93	18	7	4	100	12
	1959/60	142	53	20	13	138	27	8	4	134	16
Pays-Bas	1948-50	98	159	36	4	68	28	5	7	262	23
	1951-53	95	116	36	4	64	35	7	6	255	25
	1959/60	86	90	40	4	62	44	12	5	291	25
Norvège	1948-50	116	128	24	3	28	33	7	25	287	23
	1951-53	103	107	32	3	31	34	7	20	275	26
	1959/60	79	105	39	4	35	37	8	19	325	25
Portugal	1948-50	120	108	12	13	107	16	3	16	22	14
	1951-53	125	117	14	11	111	15	3	17	23	15
	1959	118	86	18	11	105	16	3	19	27	15
Espagne	1952-53	123	104	11	15	102	14	5	10	...	15
	1959/60	117	124	17	18	121	16	5	12	74	20
Suède	1948-50	88	120	44	4	25	49	10	16	...	20
	1951-53	83	111	41	3	25	50	10	18	312	20
	1959/60	75	99	39	4	27	52	10	18	320	21
Suisse	1948-50	117	89	38	8	73	44	9	2	319	15
	1951-53	109	80	38	9	73	48	9	2	304	15
	1959/60	83	73	41	9	76	54	10	3	300	20
Royaume-Uni	1948-50	106	115	39	5	61	50	13	11	204	21
	1951-53	97	104	40	5	56	55	12	10	202	21
	1959/60	84	88	50	6	59	71	15	10	235	22
	1952-53	190	64	88	8	32	20	2	1	104	8
Yougoslavie	1959	183	73	14	10	50	27	3	2	149	11

TABLEAU ANNEXE 13A. - DENRÉES ALIMENTAIRES DISPONIBLES POUR LA CONSOMMATION HUMAINE DANS CERTAINS PAYS (*suite*)

Pays	Période	Céréales	Racines féculentes	Sucre	Légumineuses	Légumes	Viande	Œufs	Poisson	Lait	Graisses
		Kilogrammes par habitant et par an									
AMÉRIQUE DU NORD											
Canada	1948–50	75	75	47	7	70	70	15	6	263	20
	1951–53	75	67	44	5	71	73	15	6	266	20
	1959/60	71	63	45	5	77	82	16	6	274	19
Etats-Unis	1948–50	77	52	41	8	105	82	22	5	296	20
	1951–53	73	50	40	8	100	84	22	5	302	20
	1959	66	47	41	41	97	94	20	5	307	21
AMÉRIQUE LATINE											
Argentine	1948	126	88	35	2	40	116	7	2	145	16
	1951–53	105	79	32	4	45	103	9	2	144	18
	1959	120	85	31	3	43	100	7	2	126	16
Brésil	1948	79	123	30	26	24	[3]39	3	2	73	6
	1951–52	91	117	33	24	26	28	3	2	...	7
	1958	90	73	33	26	...	29	5	...	58	65
Chili	1948	134	80	25	6	54	38	2	7	65	6
	1951–52	129	61	27	9	56	30	5	9	83	8
	1958	125	64	33	13	...	...	...	31	92	7
Colombie	1956–58	61	84	52	9	13	41	3	1	69	5
Equateur	1954–56	78	78	25	13	23	11	4	3	76	4
	1957–59	74	90	23	13	30	15	5	4	93	4
Mexique	1954–56	141	10	25	21	24	12	4	2	70	10
	1957–59	124	7	27	19	13	24	7	2	94	9
Paraguay	1957–59	84	...	15	16	36	48	1	—	79	4
Uruguay	1949	96	43	36	4	20	114	7	1	137	15
	1952–53	96	59	32	2	27	123	7	1	167	16
	1958	105	46	37	1	35	...	...	...	182	18
Venezuela	1952–53	82	89	33	15	10	19	4	6	95	6
	1959	82	92	37	15	16	25	4	8	141	9
EXTRÊME-ORIENT											
Ceylan	1952–53	118	35	16	32	42	3	2	5	15	4
	1959	132	21	20	28	42	3	1	6	15	4
Chine: Taïwan	1948–50	137	73	9	[4]6	62	11	1	6	1	2
	1951–53	145	63	9	[4]8	62	17	1	9	2	3
	1959	156	68	9	[4]10	59	17	2	11	9	4
Inde	1949–50	112	8	12	23	16	1	0,1	1	47	[5]3
	1951–53	121	11	11	24	16	1	0,2	1	46	[5]3
	1958/59	143	12	14	30	...	2	0,2	1	50	[5]4
Japon	1948–50	157	62	4	[4]7	61	2	1	13	4	1
	1951–53	147	57	10	[4]14	69	3	2	19	8	2
	1959	151	66	14	[4]18	72	6	4	23	20	4
Pakistan	1949–50	161	...	12	8	18	4	0,4	1	55	[5]3
	1951–53	153	...	13	8	18	4	0,4	1	56	[5]4
	1958/59	147	6	16	7	19	4	0,3	2	47	[5]3
Philippines	1952–53	131	51	14	6	30	12	3	11	5	3
	1958	127	51	13	9	30	10	3	15	21	4

TABLEAU ANNEXE 13 A. - DENRÉES ALIMENTAIRES DISPONIBLES POUR LA CONSOMMATION HUMAINE DANS CERTAINS PAYS (*fin*)

Pays	Période	Céréales	Racines féculentes	Sucre	Légumineuses	Légumes	Viande	Œufs	Poisson	Lait	Graisses
		Kilogrammes par habitant et par an									
PROCHE-ORIENT											
Israël	1950–51	133	45	19	8	103	15	19	16	173	15
	1951–53	150	39	21	7	116	12	13	12	171	15
	1958/59	124	41	30	8	115	31	19	7	184	17
Turquie	1948–50	186	18	6	10	56	14	1	1	92	7
	1951–53	199	28	8	11	68	15	1	2	101	8
	1958/59	199	39	10	14	78	13	2	2	103	8
R.A.U.: Région égyptienne	1948–50	174	11	13	12	46	10	1	3	60	[3]
	1951–53	176	9	14	10	51	11	1	3	47	[4]
	1957/58	188	10	12	12	107	14	1	6	43	[5]
AFRIQUE											
Libye	1959	115	17	28	9	80	10	2	1	58	7
Cyrénaïque	1957	115	6	33	7	21	7	2	1	108	5
	1958	109	8	33	6	17	8	2	1	125	5
Ile Maurice	1955–56	131	17	39	12	28	5	—	6	45	9
	1959	130	17	38	11	29	5	2	6	49	10
Maroc: ancienne zone française	1952–55	147	9	34	4	62	20	5	—	168	4
Rhodésie et Nyassaland, Féd. de:	1951–53	184	12	13	14	26	30	1	2	36	2
Rhodésie du Sud	1953	201	10	12	16	26	29	1	2	37	2
Afrique du Sud	1948–50	156	16	39	3	4	42	3	5	79	5
	1951–53	161	13	36	3	35	40	3	8	79	6
	1959	140	20	41	5	36	43	3	8	82	6
OCÉANIE											
Australie	1948–50	97	50	53	5	66	110	12	4	203	15
	1951–53	94	51	51	4	60	108	10	3	197	16
	1959–60	92	52	53	5	57	116	11	4	209	16
Nouvelle-Zélande	1948/50	90	51	50	4	79	103	13	7	253	16
	1951–53	86	43	43	5	86	106	12	6	267	20
	1959	86	55	42	5	68	107	17	6	276	20

[1] Poids comestible estimé. - [2] Lait et produits laitiers estimés en équivalent de lait. - [3] Non comparables avec les années suivantes car une méthode de détermination différente a été employée. - [4] Y compris le caillé de soja en équivalent de soja. - [5] Non compris le beurre. - [6] Y compris le Miso et le Shoyu (préparation de soja) en équivalent de soja.

TABLEAU ANNEXE 13B. - TENEUR EN CALORIES ET EN PROTÉINES DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES MOYENNES DE CERTAINS PAYS

Pays	Année	Calories	Total protéines (g)	Protéines animales (g)
		..... *Par habitant et par jour*		
EUROPE OCCIDENTALE				
Autriche	1948–50	2 670	77	30
	1951–53	2 700	80	38
	1959/60	2 950	87	46
Belgique-Luxembourg	1948–50	2 890	84	38
	1951–53	2 950	87	47
	1959/60	2 930	87	47
Danemark	1948–50	3 240	105	60
	1951–53	3 340	95	54
	1959/60	3 340	94	59
Finlande	1949–50	2 980	96	52
	1951–53	3 070	96	53
	1958/59	3 120	95	54
France	1949–50	2 800	92	40
	1951–53	2 840	93	43
	1959/60	2 940	98	52
Allemagne occidentale	1948–50	2 730	79	32
	1951–53	2 870	77	39
	1959/60	2 890	78	46
Grèce	1948–50	2 490	76	17
	1952–53	2 460	76	18
	1959	2 900	93	27
Irlande	1948–50	3 430	96	47
	1951–53	3 500	97	50
	1959	3 570	96	57
Italie	1948–50	2 350	70	19
	1951–53	2 480	72	21
	1959/60	2 710	79	27
Pays-Bas	1948–50	2 930	82	39
	1951–53	2 900	80	41
	1959/60	2 970	80	45
Norvège	1948–50	3 100	99	53
	1951–53	3 100	90	50
	1959/60	2 980	82	49
Portugal	1948–50	2 320	67	21
	1951–53	2 410	68	21
	1959	2 350	68	25
Espagne	1952–53	2 490	70	18
	1959/60	2 750	74	20
Suède	1948–50	3 110	87	52
	1951–53	3 090	88	54
	1959/60	2 920	82	54
Suisse	1948–50	3 170	96	51
	1951–53	3 120	94	51
	1959/60	2 980	85	51
Royaume-Uni	1948–50	3 130	90	45
	1951–53	3 110	85	45
	1959/60	3 290	87	52
Yougoslavie	1952–53	2 690	87	20
	1959	2 980	96	26

TABLEAU ANNEXE 13B. - TENEUR EN CALORIES ET EN PROTÉINES DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES MOYENNES DE CERTAINS PAYS (*suite*)

Pays	Année	Calories	Total protéines (g)	Protéines animales (g)
		..... *Par habitant et par jour*		
AMÉRIQUE DU NORD				
Canada	1948–50	3 110	93	57
	1951–53	3 050	93	58
	1959/60	3 150	96	64
Etats-Unis	1948–50	3 180	91	61
	1951–53	3 150	92	63
	1959	3 130	93	66
AMÉRIQUE LATINE				
Argentine	1948	3 240	110	66
	1951–53	2 980	97	60
	1959	3 040	95	52
Brésil	1948	2 360	63	24
	1951–52	2 410	58	17
	1958	2 500	62	20
Chili	1948	2 370	73	23
	1951–52	2 430	74	25
	1958	2 450	78	27
Colombie	1956–58	2 170	48	23
Equateur	1954–56	2 170	52	13
	1957–59	2 230	56	18
Mexique	1954–56	2 390	64	14
	1957–59	2 330	65	20
Paraguay	1957–59	2 500	68	26
Uruguay	1949	2 920	93	59
	1952–53	2 950	99	66
	1958	3 110	100	65
Venezuela	1952–53	2 010	54	20
	1959	2 300	64	27
EXTRÊME-ORIENT				
Ceylan	1952–53	1 990	41	6
	1959	2 100	43	7
Chine: Taïwan	1948–50	1 980	43	8
	1951–53	2 140	50	12
	1959	2 310	57	15
Inde	1949–50	1 640	44	5
	1951–53	1 740	47	6
	1958/59	2 080	56	6
Japon	1948–50	1 900	49	9
	1951–53	1 960	58	13
	1959	2 210	68	18
Pakistan	1949–50	2 030	49	7
	1951–53	2 000	48	8
	1958–59	1 930	45	7
Philippines	1952–53	1 940	46	11
	1958	2 010	50	14

TABLEAU ANNEXE 13B. - TENEUR EN CALORIES ET EN PROTÉINES DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES MOYENNES DE CERTAINS PAYS (*fin*)

Pays	Année	Calories	Total protéines (g)	Protéines animales (g)
		..... *Par habitant et par jour*		
PROCHE-ORIENT				
Israël	1950/51	2 680	88	34
	1951–53	2 780	87	27
	1958/59	2 810	86	33
Turquie	1948–50	2 510	81	15
	1951–53	2 730	88	17
	1958/59	2 850	90	15
R.A.U.: Région égyptienne	1948–50	2 370	70	12
	1951–53	2 410	70	11
	1957/58	2 650	79	13
AFRIQUE				
Libye	1959	2 180	53	10
Cyrénaïque	1957	2 110	55	16
	1958	2 090	55	18
Ile Maurice	1955–56	2 290	47	11
	1959	2 250	46	11
Maroc: ancienne zone française	1952–55	2 350	72	18
Rhodésie et Nyassaland, Féd. de:				
Rhodésie du Sud	1951–53	2 450	75	16
	1953	2 630	81	16
Afrique du Sud	1948–50	2 640	73	27
	1951–53	2 690	74	27
	1959	2 580	73	30
OCÉANIE				
Australie	1948–50	3 220	97	66
	1951–53	3 170	92	61
	1959/60	3 330	94	61
Nouvelle-Zélande	1948–50	3 360	100	67
	1951–53	3 350	103	70
	1959	3 430	105	72

TABLEAU ANNEXE 14. - VALEUR UNITAIRE MOYENNE A L'EXPORTATION DES PRODUITS AGRICOLES

	Moyenne					1958	1959	1960	1959				1960			
	1947-49	1950-51	1952-53	1954-55	1956-57				I	II	III	IV	I	II	III	IV
	Indices, moyenne 1952-53 = 100															
Tous produits agricoles	91.8	104.9	100	96.9	92.8	87.5	84.7	85.7	84.6	84.9	85.5	86.8	87.2	87.4	85.0	84.9
Alimentation humaine et alimentation animale	107.5	96.0	100	91.1	90.3	87.3	87.3	86.4	88.4	86.9	88.1	87.8	87.2	86.6	85.5	86.5
Céréales	110.3	88.2	100	81.9	75.8	74.6	72.8	71.9	73.9	72.3	71.9	71.1	71.1	70.3	69.9	75.1
Huiles comestibles et oléagineux	111.5	108.8	100	91.7	90.4	89.9	97.4	94.4	96.4	100.9	99.4	95.2	99.4	98.8	91.8	88.2
Viande	81.5	88.9	100	103.3	102.1	105.4	106.8	109.8	113.1	106.3	106.8	103.3	108.1	107.8	113.3	113.8
Produits laitiers	106.5	88.3	100	95.4	93.7	80.4	91.5	90.5	85.1	83.2	92.3	102.5	96.3	87.6	87.3	89,7
Boissons et tabac	73.8	93,9	100	114.0	98.2	99.4	87.3	83.9	88.7	87.7	86.2	85.9	85.6	82.6	82.6	84.1
Matières premières agricoles	79.0	128.7	100	93.7	92.8	78.6	78.4	85.9	72.6	76.8	78.1	83.2	85.9	89.7	83.5	80.6
	Dollars U.S. par tonne															
Blé	94.3	72,9	79,2	67,0	63.2	62.6	62.2	62.0	62.5	61.6	62.4	62.2	62.0	61.4	62.1	62.4
Farine de blé	128.7	99.7	112.5	98.4	86.6	82.0	78.0	75.9	78.5	78.4	78.5	77.0	73.2	75.9	75.8	79.9
Orge	87,4	65,6	70,2	54,4	53,0	51,3	52,6	52,7	56,9	52,5	49,8	51,4	54,0	52,2	51,3	54,5
Maïs	78.5	69.1	77.5	61.2	57.5	50.5	50.2	50.1	50.9	61.0	50.0	49.2	51.8	49.5	50.5	49.0
Riz (usiné)	152,6	131,0	175,3	132,2	115,6	120,3	110,6	102,5	115,3	113,2	110,4	105,0	102,3	100,5	94,8	113,7
Sucre (brut)	102,0	110,8	104,6	97,6	106,6	99,6	94,7	89,9	100,2	96,2	92,0	90,9	87,8	92,6	89,0	89,1
Pommes	112,3	96,5	108,2	109,1	130,0	155,3	111,6	140,8	107,9	98,3	126,3	115,5	149,8	144,2	110,9	133,2
Bananes	100,0	102,2	98,6	100,0	102,7	93,7	86,9	90,7	84,4	87,5	88,9	87,0	91,6	90,9	92,8	87,5
Oranges et mandarines	120,7	105,2	99,4	103,6	129,7	127,8	107,8	114,0	100,4	98,0	125,3	129,2	111,2	116,5	115,5	116,7
Raisins	262,5	251,3	214,6	223,6	277,4	327,4	316,8	271,1	355,4	346,1	335,9	280,4	274,5	269,3	269,5	270,6
Coprah	199,6	206,9	167,8	161,1	141,0	167,6	203,2	172,6	211,6	221,6	197,7	191,5	205,7	186,3	153,3	152,0
Palmistes	130,3	146,7	153,9	129,0	122,0	125,1	159,4	156,2	153,3	161,3	161,8	160,9	170,5	164,2	150,2	137,1
Soja	123,5	110,7	111,4	104,0	93,3	87,1	84,6	83,4	84,6	86,9	86,6	82,6	84,0	83,5	84,4	82,5
Arachides (décortiquées)	194,3	176,4	220,9	198,5	200,0	171,6	164,0	182,6	158,5	164,4	169,7	167,7	171,4	193,6	194,5	181,7
Huile d'olive	902,3	663,0	585,1	545,0	695,7	598,2	501,3	517,6	473,3	493,7	562,0	504,7	508,6	518,3	530,7	521,3
Huile de coco	359,7	363,7	282,8	263,3	237,1	277,8	349,4	360,5	341,1	366,7	343,6	345,1	360,5	393,0	336,2	313,9
Huile de palme	238,8	257,8	216,2	192,3	219,3	200,4	204,2	189,8	191,5	200,4	226,0	200,0	196,4	180,6	188,6	189,7
Huile de palmiste	342,1	330,3	274,0	255,1	239,2	253,4	316,6	291,8	297,4	320,4	302,3	311,6	336,1	318,7	271,0	261,1
Huile de soja	464,2	390,4	308,8	319,4	339,4	302,3	252,7	228,9	262,2	260,7	247,9	242,0	227,1	213,7	242,3	237,4
Huile d'arachide	468,3	441,6	407,5	361,8	401,8	361,9	326,2	355,1	322,5	336,7	341,3	303,1	344,9	364,7	362,7	342,5
Bovins	109,6	127,4	113,7	127,3	125,3	136,9	147,0	145,0	134,3	150,2	167,0	145,4	141,8	142,9	169,1	134,9
Viande de bœuf et de veau	330,2	406,5	438,5	458,4	429,6	505,3	578,2	601,5	586,9	576,6	593,4	564,7	606,4	606,6	607,5	583,7
Viande de mouton et d'agneau	288,2	256,9	308,3	402,0	432,7	414,5	365,9	387,4	436,7	371,8	316,9	293,5	396,2	363,5	384,4	402,9
Bacon	714,0	631,3	693,0	664,8	700,9	706,2	667,5	664,0	706,7	617,7	665,3	654,0	605,1	602,1	703,1	749,1
Viande en conserve	595,7	803,2	920,9	889,9	846,3	854,7	888,0	905,0	883,6	886,9	886,1	892,4	873,3	909,6	929,9	908,5

TABLEAU ANNEXE 14. - VALEUR UNITAIRE MOYENNE A L'EXPORTATION DES PRODUITS AGRICOLES (*fin*)

	Moyenne					1958	1959	1960	1959				1960			
	1947-49	1950-51	1952-53	1954-55	1956-57				I	II	III	IV	I	II	III	IV
	Dollars U.S. par tonne															
Fromage	720,2	606,7	672,4	661,5	726,1	636,5	741,1	724,0	729,4	694,3	724,7	806,8	782,9	700,7	735,0	691,5
Beurre	1 018,1	849,8	960,4	961,1	855,8	641,3	897,9	837,8	760,3	774,1	944,3	1 063,0	968,4	787,8	728,6	818,6
Œufs (en coque)	725,8	607,2	688,6	638,8	623,3	585,2	522,6	545,4	511,1	468,5	497,1	583,1	472,2	496,5	583,3	622,2
Lait (condensé et évaporé)	352,1	308,1	339,7	310,5	324,2	312,2	307,9	308,9	306,8	294,7	302,5	328,9	325,7	302,2	301,5	308,3
Lait (en poudre)	548,3	390,2	486,9	394,2	404,9	374,1	355,7	415,8	338,6	354,2	372,2	355,3	422,0	482,8	416,9	365,3
Pommes de terre	56,8	50,1	58,6	49,3	56,0	59,6	57,6	61,1	58,7	56,1	50,5	61,3	54,7	72,2	48,2	58,6
Tourteaux et farines de tourteaux	83,3	66,4	74,0	73,0	52,2	55,0	68,0	67,0	64,9	64,9	68,4	72,2	71,7	65,6	64,5	67,0
Café	527,7	1 018,9	1 123,9	1 239,6	1 040,1	921,0	751,4	727,7	777,2	768,0	732,0	731,2	756,5	723,9	714,5	712,5
Cacao	548,4	638,8	678,5	945,8	573,6	847,1	741,2	591,0	782,5	746,8	729,2	685,6	629,5	578,4	568,5	583,0
Thé	1 152,0	1 023,5	981,2	1 383,5	1 256,5	1 221,5	1 208,9	1 239,5	1 156,9	1 177,6	1 216,9	1 250,3	1 226,4	1 178,0	1 208,9	1 313,3
Vin	244,7	172,0	165,1	142,0	162,3	216,3	174,1	176,3	181,3	171,0	168,1	176,0	168,1	175,7	175,0	184,4
Tabac (non manufacturé)	1 127,7	1 111,2	1 195,5	1 246,1	1 284,2	1 291,8	1 290,5	1 278,5	1 270,1	1 289,0	1 311,1	1 289,0	1 290,6	1 261,1	1 289,3	1 274,0
Graines de lin	205,9	158,0	151,1	121,1	129,5	124,3	130,5	130,2	126,3	126,3	126,2	142,2	145,1	136,9	132,5	123,6
Huile de lin	515,8	954,3	314,1	186,3	279,6	250,7	212,1	247,6	212,5	180,6	216,3	249,1	246,5	246,6	255,5	243,7
Coton	768,8	1 004,1	887,0	816,8	740,9	680,0	592,8	631,8	611,7	635,4	571,2	569,0	594,2	676,8	631,2	637,2
Jute	311,8	285,8	212,7	187,5	198,1	196,0	179,0	225,2	191,1	173,5	165,7	181,2	166,3	196,5	242,0	307,7
Sisal	279,4	347,5	392,1	168,1	151,6	141,3	174,1	211,7	152,0	163,7	183,1	192,5	206,2	216,1	212,9	212,3
Laine (en suint)	983,5	2 055,6	1 506,6	1 459,7	1 491,6	1 135,9	1 091,0	1 168,3	973,2	1 034,7	1 133,1	1 239,9	1 257,8	1 197,7	1 118,2	1 069,1
Caoutchouc (naturel)	385,8	880,9	592,2	579,2	626,2	525,4	665,9	743,6	559,6	635,5	687,9	758,2	801,7	822,8	715,2	634,3

TABLEAU ANNEXE 15. - VALEUR UNITAIRE MOYENNE DES EXPORTATIONS MONDIALES ET TERMES DE L'ÉCHANGE DES PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS, PAR GRANDES CATÉGORIES DE PRODUITS

	Moyenne 1948-52	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
	..... *Indices, moyenne 1952-53 = 100*												
VALEUR UNITAIRE MOYENNE DES EXPORTATIONS (à prix courants)													
Tous produits agricoles	100	89	93	117	103	97	99	94	92	94	87	85	86
Alimentation humaine et alimentation animale	102	101	90	102	101	99	93	89	89	91	87	87	86
Boissons et tabac	87	73	89	99	99	101	123	105	98	98	99	87	84
Matières premières agricoles	107	82	100	157	108	92	92	95	91	95	79	78	86
Produits forestiers [1]	93	81	72	114	107	93	93	94	95	94	90	88	91
Produits manufacturés [2]	96	95	84	100	102	98	96	97	101	104	104	104	107
TERMES DE L'ÉCHANGE [3]													
Tous produits agricoles	103	94	110	117	101	99	103	97	91	90	84	82	80
Alimentation humaine et alimentation animale	106	106	107	102	99	101	97	92	88	88	84	84	81
Boissons et tabac	90	76	106	99	97	103	128	108	97	95	96	84	78
Matières premières agricoles	110	86	119	157	106	94	96	98	90	91	76	75	80
Produits forestiers [1]	96	85	85	114	105	95	97	97	94	90	87	85	85

[1] Non compris dans « Tous produits agricoles ». - [2] Nombres-indices de la valeur unitaire moyenne des produits manufacturés dans le commerce international ramenés à la base 1952-53 (Nations Unies). - [3] Nombres-indices des prix courants corrigés par l'indice des valeurs unitaires moyennes des produits manufacturés.

TABLEAU ANNEXE 16. - DÉPENSES CONSACRÉES AUX PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS, EN POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALES DE CONSOMMATION

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
	Pourcentage						
Ghana	...	...	60,0	62,0	62,0	62,5	62,9
Ceylan	57,2	57,0	56,8	56,6	57,4	56,5	56,0
Equateur	55,1	54,9	55,0	55,2	...	...	...
Taïwan	57,9	57,8	57,8	56,1	55,0	54,3	53,4
Corée du Sud	53,1	53,1	53,1	57,2	61,3	55,9	52,8
Italie	53,5	53,7	53,2	52,7	52,2	52,2	52,0
Irlande	48,0	47,9	48,0	48,0	48,1	48,7	48,6
Japon [1]	55,5	55,2	54,5	51,0	50,2	49,6	47,2
Rhodésie	...	47,6	46,3	45,7	45,5	46,3	46,3
Pérou	44,6	44,5	44,6	44,5	44,5	44,8	...
Finlande	45,2	44,5	43,4	44,0	45,3	46,0	44,5
Jamaïque	50,5	47,7	46,6	45,6	43,9	44,3	43,9
Autriche	45,9	45,4	44,4	43,9	43,8	43,7	42,9
Porto Rico [1]	45,0	44,6	44,3	42,7	41,3	41,6	41,0
Malte	...	44,7	45,1	43,5	43,6	42,5	40,5
France	42,7	42,5	42,0	40,5	39,6	39,6	39,7
Royaume-Uni	39,6	38,5	37,5	38,8	38,8	38,2	37,5
Afrique du Sud	39,4	39,0	37,5	37,6	37,0	36,5	36,0
Norvège	35,2	35,5	35,6	35,8	34,6	34,7	34,9
Belgique	35,3	35,0	33,9	34,3	33,8	35,0	34,6
Pays-Bas	37,2	36,5	34,8	34,4	34,1	34,4	34,3
Suède	36,4	35,9	36,1	36,3	35,2	34,6	33,7
Australie	33,6	32,6	33,0	33,5	32,4	32,0	31,1
Canada	29,1	29,0	28,4	28,3	28,7	28,8	28,1
Danemark	28,1	27,7	28,5	28,3	27,2	27,0	...
Etats-Unis	27,8	27,9	26,7	26,6	26,7	26,4	25,2

SOURCE: *Annuaire de statistiques des comptabilités nationales*, Nations Unies, 1960.
[1] Y compris les dépenses en tabac.

TABLEAU ANNEXE 17. - CRÉDITS AGRICOLES INSTITUTIONNELS: MONTANTS OCTROYÉS ET MONTANTS NON LIQUIDÉS, DANS CERTAINS PAYS

	Prêts accordés en						Prêts non liquidés à la fin de					
	1951	1952	1953	1955	1957	1959	1951	1952	1953	1955	1957	1959
	Millions de dollars											
AMÉRIQUE DU NORD												
Canada	...	...	...	...	...	...	...	552	591	604	641	707
Etats-Unis	3 502	2 900	2 815	3 358	3 575	4 729	7 837	8 408	8 249	9 813	11 247	13 906
OCÉANIE												
Australie	582	699	...	...	...	...	...	486	538	892	923	1 016
Nouvelle-Zélande	88	101	80	111	125	...	202	239	241	369	441	503
EUROPE OCCIDENTALE												
Autriche	41	...	...	...	...	...	...	57	63	100	118	155
Belgique	14	21	28	36	50	45	83	90	103	127	160	179
Danemark	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 094	1 260
Finlande	...	...	...	...	...	...	187	193	223	403	418	368
France	...	1 241	1 629	1 966	763	...	...	965	1 179	1 508	2 122	...
Allemagne occidentale	...	180	229	495	551	783	220	330	456	949	1 501	2 146
Grèce	...	...	...	113	183	184	...	...	...	117	175	...
Italie	155	196	230	389	430	490	132	167	221	405	567	733
Pays-Bas	...	...	30	39	...	...	...	...	100	140	...	...
Norvège	...	...	...	...	...	...	210	204	234	283	307	339
Pologne	...	...	...	2 475	3 504	3 312	...	...	...	2 376	3 410	3 691
Portugal	...	...	...	114	...	155	...	...	...	30	...	47
Espagne	3		13	37	34	38	12	–	–	62	97	84
Suède	...	...	...	...	...	...	584	575	618	714	767	939
Royaume-Uni	...	...	...	...	...	...	...	632	637	741	...	940
Yougoslavie	...	80	36	131	382	1 031	...	...	132	264	465	...
AMÉRIQUE LATINE												
Argentine	...	423	581	...	451	...	...	461	583	497	362	...
Brésil	316	476	...	...	...	...	391	546	...	...	...	...
Guyane britannique	...	0.3	0.3	0.4	0.8	...	0.6	0.7	0.7	0.8	...	...
Honduras britannique	...	...	...	...	8.4	...	...	...	...	...	...	...
Chili	128	...	80	54	90	...	...	99	83	...	30	...
Colombie	170	210	239	400	229	219	80	108	110	323	184	203
Cuba	...	16	...	...	...	32	63	58	56	...	...	36
République Dominicaine	9	17	38	18	11	16	...	15	...	...	...	...
Equateur	22	17	20	38	42	25	...	...	...	...	...	...
Guyane française	...	...	...	...	0.1	...	...	...	...	...	0.1	...
Guadeloupe	...	...	...	...	2.6	...	...	...	...	...	2.6	...
Honduras	...	...	2.7	4,0	...	...	...	...	2.6	2.0	...	...
Jamaïque	...	0.1	2.8	0,8	1,5	...	...	...	2.3	2.5	4.2	...
Martinique	...	1.1	0.8	1,2	2.0	...	...	1.2	1.2	1.4	2.5	...
Mexique	...	315	134	504	720	...	...	118	124	86	97	...
Panama	...	...	0.8	1,9	2.3	...	...	...	0.6	1.5	2.1	...
Paraguay	...	...	1.0	...	0.7	...	...	...	0.7	0.6	0.5	...
Pérou	10	12	15	17	27	...	...	...	...	...	...	...
Porto Rico	...	30	27	37	...	...	...	33	35	44	...	...
Surinam	...	...	...	...	5	...	...	...	...	...	1	...
Trinité	...	...	...	...	13	...	...	...	...	...	15	...
Venezuela	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	111	...
PROCHE-ORIENT												
Chypre	5	5	5	...	14	14	6	7	10	...	21	25
Iran	...	...	11	18	...	25	...	...	5	8	...	39
Irak	...	...	4	3	...	2	...	...	...	1	...	2
Israël	...	...	...	*90	*86	96	...	56	45	285	248	304
Jordanie	...	...	1	2	...	3	...	...	...	...	...	13
Liban	...	1	1	2	6	14	...	...	...	...	...	1
Libye	...	68	203	...	...	1	...	...	...	...	...	1
Soudan	2	2	8	...	...	...	12	...	...	...	...	...
Turquie	234	431	360	421	527	...	...	333	365	485	787	...
R.A.U.:												
Région égyptienne	35	55	57	38	53	84	6	22	20	20	16	18
Région syrienne	10	9	2	4	...	8	9	...	...	23	...	7

TABLEAU ANNEXE 17. - CRÉDITS AGRICOLES INSTITUTIONNELS: MONTANTS OCTROYÉS ET MONTANTS NON LIQUIDÉS DANS CERTAINS PAYS (*fin*)

	Prêts accordés en						Prêts non liquidés à la fin de					
	1951	1952	1953	1955	1957	1959	1951	1952	1953	1955	1957	1959
	Millions de dollars											
EXTRÊME-ORIENT												
Birmanie	8	13	13	11	11	15	...	...	...	8	...	...
Cambodge	0,4	1	2	3	4	5	...	1	1	2	1	3
Ceylan	7	9	7	6	12	12	10	12	13	14	17	17
Fédération de Malaisie	...	4	1	1	1	1	...	6	1	1	2	3
Hong-kong	...	...	0,1	0,4	0,2	0,5	...	...	...	0,2	...	...
Inde	109	141	162	181	348	435	...	...	...	...	...	...
Indonésie	...	56	94	77	...	...	...	...	79	85	68	...
Japon	1 270	833	...	...	...	...	280	384	701	1 010	1 422	1 548
Corée du Sud	...	...	11	73	216	...	...	...	7	50	144	176
Laos	...	...	0,3	0,1	...	–	...	...	...	...	...	–
Pakistan	...	...	...	...	31	...	10	15	43	...	26	...
Philippines	80	98	115	128	173	304	86	144	171	216	389	...
Iles Riou-kiou	...	...	...	5	11	...	...	...	...	3	7	...
Sarawak	...	...	7	11	10	9	...	...	5	15	14	18
Taïwan	...	...	...	...	389	...	...	...	...	...	63	...
Thaïlande	2	4	4	2	...	...	6	9	68	12	...	...
Sud Viet-Nam	...	...	0.4	3	7	...	...	...	...	2	...	...
AFRIQUE												
Algérie	...	181	173	187	...	...	...	83	102	114	...	...
Congo (Léopoldville)	0,4	...	2	3	3	...	1	...	4	19	27	...
Ethiopie	...	0,1	0,1	0,1	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...
Ghana	0,8	1,4	...	3	...	...	0,3	0,3	...	...	3	...
Kenya	...	...	...	...	25	22	...	...	...	35	33	...
Madagascar	...	3	1	2	...	...	...	4	3	3	...	...
Ile Maurice	...	...	...	...	16	...	...	...	...	...	10	...
Maroc	...	...	27	29	45	...	...	...	30	34	37	...
Mozambique	...	...	0,1	...	...	...	1	1	1	...	...	...
Nigeria	1	1	2	4	4	7	0,3	0,4	0,7	2	3	8
Réunion	...	...	...	...	8	...	...	...	...	...	9	...
Rhodésie et Nyassaland, Féd. de	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	56
Ruanda-Urundi	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
Afrique du Sud	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	416
Tanganyika	...	...	...	...	...	...	7	* 7	* 8	* 9	9	14
Togo	...	...	...	...	5	51	...	...	...	...	5	68
Tunisie	...	4	7	...	...	...	...	12	15	...	...	...
Ouganda	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2

* Estimation de la FAO.

TIPOGRAFIA SQUARCI - ROMA

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

CHAPITRES SPÉCIAUX

Depuis 1956, ce rapport présente chaque année, outre l'étude habituelle de la situation récente de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, un ou plusieurs chapitres spéciaux consacrés à des problèmes d'intérêt plus permanent. Les sujets ainsi traités ont été les suivants:

1956 Certains facteurs qui influent sur le développement des échanges de produits agricoles.

Pêches mondiales: Tendances et perspectives – Exemples pris dans certains pays.

1957 Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire.

Changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture.

1958 Evolution de la situation alimentaire et agricole en Afrique au sud du Sahara.

Le développement des industries forestières et ses répercussions sur les forêts du monde.

1959 Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique.

Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre.

1960 Les programmes de développement agricole.

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Afrique du Sud	Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P.O.B. 724, Pretoria.
Allemagne	Paul Parey, Lindenstrasse 44-47, Berlin S.W. 61.
Argentine	Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.
Australie	Melbourne University Press, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C.I.
Autriche	Wilhelm Frick Buchhandlung, Graben 27, Vienne 1.
Belgique	Agence et Messageries de la Presse, 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
Birmanie	**Vente en gros:** Orient Longmans Private Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde.
Bolivie	Librería y Editorial « Juventud », Plaza Murillo 519, La Paz.
Canada	Imprimeur de la Reine, Ottawa.
Ceylan	M. D. Gunasena and Co. Ltd., 217 Norris Road, Colombo 11.
Chili	Sala y Grijalbo Ltda., Bandera 140 F, Casilla 180 D, Santiago.
Colombie	« Agricultura Tropical », Avenida Jiménez N° 725, ofcs. 811/816, Bogotá; Librería Central, Calle 14, N° 6-88, Bogotá.
Corée	The Eul-Yoo Publishing Co. Ltd., 5, 2-Ka, Chong-ro, Séoul.
Costa Rica	Imprenta y Librería Trejos S. A., Apartado 1313, San José.
Danemark	Enjar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague K.
Equateur	« La Hacienda », Escobedo N° 1003 y P. Icaza, Casilla N° 3983, Guayaquil; Librería Muñoz Hnos. y Cía., Apartado 522, Quito.
Espagne	Libreria Mundi-Prensa, Castelló 37, Madrid; José Bosch Librero, Ronda Universidad 11, Barcelone; Librería General, Independencia 8, Saragosse.
Etats-Unis d'Amérique	Columbia University Press, International Documents Service, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.
Ethiopie	International Press Agency, P. O. Box 120, Addis-Abéba.
Fédération de Malaisie	Caxton Stationers Ltd., 13 Market Street, Kuala Lumpur.
Finlande	Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.
France	Les Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, Paris 5°.
Grèce	« Eleftheroudakis », place de la Constitution, Athènes.
Guatemala	Sociedad Económico Financiera, Edificio Briz, Despacho 207, 6° Av. 14-33, Zona 1, Guatemala.
Haïti	Max Bouchereau, Librairie « A la Caravelle », B.P. 111 B, Port-au-Prince.
Hong-kong	Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.
Inde	**Vente en gros:** Orient Longmans Private Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13; Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1; 36A Mount Road, Madras 2; Kanson House, 24/1 Asaf Ali Road, Post Box 386, New Delhi; Gunfoundry Road, Hyderabad 1; **Vente au détail:** Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi; 17 Park Street, Calcutta.
Indonésie	Pembangunan Ltd., 84, Gunung Sahari, Djakarta.
Iran	Bagher Shariat, Atabak Road, Ferdowsi Str., Teheran.
Irak	Mackenzie's Bookshop, Bagdad.
Irlande	The Controller, Stationery Office, Dublin.
Islande	Halldor Jonsson, Mjostraeti 2, Reykjavik; Jonsson et Juliusson, Garöastraeti 2, Reykjavik.
Israël	Blumstein's Bookstores Ltd., P. O. Box 4101, Tel-Aviv.
Italie	Libreria Internazionale Ulrico Hoepli, Galleria Piazza Colonna, Rome; A.E.I.O.U., Via Meravigli 16, Milan.
Japon	Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nihonbashi, Tokyo.
Liban	Librairies Antoine, B. P. 656, Beirout.
Maroc	Centre de diffusion documentaire du B.E.P.I., 8 rue Michaux-Bellaire, Rabat.
Mexque	Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Doncels 12, Mexico, D. F.
Nigeria	University Bookshop Nigeria Ltd., University College, Ibadan.
Norvège	Johan Grundt Tanum Foriag, Kr. Augustsgt. 7a, Oslo.
Nouvelle-Zélande	Whitcombe et Tombs Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill, Timaru.
Pakistan	**Occidental:** Mirza Book Agency, 9-A, Shah Alam Market, Lahore. **Oriental:** Orient Longmans Private Ltd., 17 Nazimuddin Road, Dacca.
Panama	Agencia Internacional de Publicaciones, J. Menéndez, Plaza de Arango N° 3, Panamá.
Paraguay	Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco N° 39-43, Asunción.
Pays-Bas	N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye.
Pérou	Librería Internacional del Perú, S. A., Casilla 1417, Lima.
Philippines	The Modern Book Company, 518-520 Rizal Avenue, Manille.
Pologne	Ars Polona, Krakowskie Przedmiescie 7, Varsovie.
Portugal	Livraria Bertrand S.A.R.L., rua Garrett 73-75, Lisbonne.
République arabe unie	Librairie de la Renaissance d'Egypte, 9 Sh. Adly Pacha, Le Caire.
Royaume-Uni et Colonies de la Couronne	H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, Londres, S. E. 1. **Succursales:** 13a Castle Street, Edimbourg 2; 2 Edmund Street, Birmingham 3; Tower Lane, Bristol 1; 30 King Street, Manchester 2; 109 St. Mary Street, Cardiff; 80 Chichester Street, Belfast.
Salvador	Manuel Navas y Cía, 1° Avenida Sur 35, San Salvador.
Suède	C. E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm; Gumperts A. B., Goeteborg.
Suisse	Librairie Payot S. A., Lausanne et Genève; Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.
Taïwan	The World Book Company Ltd., 99 Chungking South Road, Section 1, Taïpeh.
Thaïlande	S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Bangkok.
Turquie	Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.
Uruguay	Héctor d'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, Plaza Cagancha 1342, Montevideo.
Venezuela	Suma S. A., Calle Real de Sabana Grande, Caracas; Libreria Politécnica, Apartado del Este, 4845, Caracas.
Yougoslavie	Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Belgrade; Cankarjeva Zalozba, B. P. 41, Liubljana.
Autres pays	Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des dépositaires n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à: Section de distribution et de vente, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, Rome.

Prix: $2,00 ou 10s.

Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars U.S. et en livres sterling: le paiement peut être effectué aux dépositaires en monnaie locale.

8·61/F/1/1900

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Afrique du Sud	Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P.O.B. 724, Pretoria.
Allemagne	Paul Parey, Lindenstrasse 44-47, Berlin S.W. 61.
Argentine	Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.
Australie	Melbourne University Press, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C.I.
Autriche	Wilhelm Frick Buchhandlung, Graben 27, Vienne 1.
Belgique	Agence et Messageries de la Presse, 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
Birmanie	**Vente en gros:** Orient Longmans Private Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde.
Bolivie	Librería y Editorial « Juventud », Plaza Murillo 519, La Paz.
Canada	Imprimeur de la Reine, Ottawa.
Ceylan	M. D. Gunasena and Co. Ltd., 217 Norris Road, Colombo 11.
Chili	Sala y Grijalbo Ltda., Bandera 140 F, Casilla 180 D, Santiago.
Colombie	« Agricultura Tropical », Avenida Jiménez N° 725, ofcs. 811/816, Bogotá; Librería Central, Calle 14, N° 6-88, Bogotá.
Corée	The Eul-Yoo Publishing Co. Ltd., 5, 2-Ka, Chong-ro, Séoul.
Costa Rica	Imprenta y Librería Trejos S. A., Apartado 1313, San José.
Danemark	Enjar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague K.
Equateur	« La Hacienda », Escobedo N° 1003 y P. Icaza, Casilla N° 3983, Guayaquil; Librería Muñoz Hnos. y Cía., Apartado 522, Quito.
Espagne	Librería Mundi-Prensa, Castelló 37, Madrid; José Bosch Librero, Ronda Universidad 11, Barcelone; Librería General, Independencia 8, Saragosse.
Etats-Unis d'Amérique	Columbia University Press, International Documents Service, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.
Ethiopie	International Press Agency, P. O. Box 120, Addis-Abéba.
Fédération de Malaisie	Caxton Stationers Ltd., 13 Market Street, Kuala Lumpur.
Finlande	Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.
France	Les Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, Paris 5e.
Grèce	« Eleftheroudakis », place de la Constitution, Athènes.
Guatemala	Sociedad Económico Financiera, Edificio Briz, Despacho 207, 6e Av. 14-33, Zona 1, Guatemala.
Haïti	Max Bouchereau, Librairie « A la Caravelle », B.P. 111 B, Port-au-Prince.
Hong-kong	Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.
Inde	**Vente en gros:** Orient Longmans Private Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13; Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1; 36A Mount Road, Madras 2; Kanson House, 24/1 Asaf Ali Road, Post Box 386, New Delhi; Gunfoundry Road, Hyderabad 1; **Vente au détail:** Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi; 17 Park Street, Calcutta.
Indonésie	Pembangunan Ltd., 84, Gunung Sahari, Djakarta.
Iran	Bagher Shariat, Atabak Road, Ferdowsi Str., Teheran.
Irak	Mackenzie's Bookshop, Bagdad.
Irlande	The Controller, Stationery Office, Dublin.
Islande	Halldor Jonsson, Mjostraeti 2, Reykjavik; Jonsson et Juliusson, Garöastraeti 2, Reykjavik.
Israël	Blumstein's Bookstores Ltd., P. O. Box 4101, Tel-Aviv.
Italie	Libreria Internazionale Ulrico Hoepli, Galleria Piazza Colonna, Rome; A.E.I.O.U., Via Meravigli 16, Milan.
Japon	Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nihonbashi, Tokyo.
Liban	Librairies Antoine, B. P. 656, Beirout.
Maroc	Centre de diffusion documentaire du B.E.P.I., 8 rue Michaux-Bellaire, Rabat.
Mexque	Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Doncels 12, Mexico, D. F.
Nigeria	University Bookshop Nigeria Ltd., University College, Ibadan.
Norvège	Johan Grundt Tanum Foriag, Kr. Augustsgt. 7a, Oslo.
Nouvelle-Zélande	Whitcombe et Tombs Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill, Timaru.
Pakistan	**Occidental:** Mirza Book Agency, 9-A, Shah Alam Market, Lahore. **Oriental:** Orient Longmans Private Ltd., 17 Nazimuddin Road, Dacca.
Panama	Agencia Internacional de Publicaciones, J. Menéndez, Plaza de Arango N° 3, Panamá.
Paraguay	Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco N° 39-43, Asunción.
Pays-Bas	N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye.
Pérou	Librería Internacional del Perú, S. A., Casilla 1417, Lima.
Philippines	The Modern Book Company, 518-520 Rizal Avenue, Manille.
Pologne	Ars Polona, Krakowskie Przedmiescie 7, Varsovie.
Portugal	Livraria Bertrand S.A.R.L., rua Garrett 73-75, Lisbonne.
République arabe unie	Librairie de la Renaissance d'Egypte, 9 Sh. Adly Pacha, Le Caire.
Royaume-Uni et Colonies de la Couronne	H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, Londres, S. E. 1. **Succursales:** 13a Castle Street, Edimbourg 2; 2 Edmund Street, Birmingham 3; Tower Lane, Bristol 1; 30 King Street, Manchester 2; 109 St. Mary Street, Cardiff; 80 Chichester Street, Belfast.
Salvador	Manuel Navas y Cía, 1e Avenida Sur 35, San Salvador.
Suède	C. E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm; Gumperts A. B., Goeteborg.
Suisse	Librairie Payot S. A., Lausanne et Genève; Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.
Taïwan	The World Book Company Ltd., 99 Chungking South Road, Section 1, Taïpeh.
Thaïlande	S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Bangkok.
Turquie	Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.
Uruguay	Héctor d'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, Plaza Cagancha 1342, Montevideo.
Venezuela	Suma S. A., Calle Real de Sabana Grande, Caracas; Libreria Politécnica, Apartado del Este, 4845, Caracas.
Yougoslavie	Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Belgrade; Cankarjeva Zalozba, B. P. 41, Liubljana.
Autres pays	Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des dépositaires n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à: Section de distribution et de vente, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, Rome.

Prix: $2,00 ou 10s.

Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars U.S. et en livres sterling: le paiement peut être effectué aux dépositaires en monnaie locale.

8·61/F/1/1900